



Cartographie et dynamiques de violence impliquant les jeunes et les enfants en milieu urbain à Port-au-Prince

29 septembre 2023

Auteurs

Cette étude a été commanditée par l'UNICEF en Haïti et a été réalisée par Data-Pop Alliance entre 2023 et 2024. Cette équipe a été composée par Enrique Bonilla, Ricardo Fuentes Nieva, Mireille Haddad, Lynn Alexandre Medginah, Andres Lozano, Emmanuel Letouzé, Agustina Perez Mirianco, Santiago Ruiz, Yamil Ruiz Moreno et Maram Tebini.

Credit Cover Page Photo: Unsplash.com/ TopSphere Media

Remerciements

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude envers toutes les personnes qui ont contribué à l'élaboration de cette étude. Votre expertise, votre temps et vos efforts ont été essentiels pour la réalisation de cette recherche. Vos précieuses contributions ont permis d'approfondir notre compréhension de cette problématique complexe.

En particulier, cette étude a été possible grâce aux contributions des jeunes et des enfants ainsi que des organisations et énumérateurs qui font face à la violence à Port-au-Prince, et qui, malgré les difficultés, ont participé à cette étude pour partager leurs vécus et éclairer les problématiques sociales, économiques et politiques du pays pour permettre à l'UNICEF, le gouvernement et ses partenaires de prendre des actions pour atténuer la crise de violence à Port-au-Prince.

L'équipe de l'UNICEF, avec le soutien constant du M. Claude Mané Das, a guidé l'étude dans la meilleure voie pour permettre de répondre aux défis trouvés au cours de la recherche tout en produisant un document de qualité.

Finalement, des remerciements sont adressés à l'équipe d'experts qui a guidé le projet dans les multiples méthodes de recherche qui ont été utilisées. Notamment, M. Emerson Jean-Baptiste, Mme. Lisa Johnston, Mme. Katrina Keegan, Mme. Phuong Pham, M. Robert Muggah et Mme. Natalie Shoup

Table des matières

1. Introduction	5	C. Impacts communautaires	47
2. Questions de recherche	7	D. Impacts sociaux	48
3. Cadre de l'étude	9	8. Engagement : comment et pourquoi sont-ils engagés dans la violence?	51
4. Méthodologie	12	A. L'affiliation comme stratégie de protection	53
A. Revue de littérature	13	B. L'affiliation forcée déterminée par le sexe et l'âge de la victime	54
B. Entretiens semi-structurés	13	C. L'affiliation par des facteurs socio-économiques	54
C. Enquête quantitative	13	D. L'affiliation comme lien social et identitaire	56
D. Données non-traditionnelles	17	E. L'affiliation comme une recherche de liens sociaux :	57
E. Aspects éthiques de l'étude	17	9. Raisons : Dynamiques et causes structurelles derrière l'escalade de la violence	59
F. Limitations des données et de l'étude	19	A. Au niveau politique	60
5. Témoignages	22	L'instabilité politique ne permet pas des actions concrètes pour mitiger la violence et ses causes structurelles	60
6. Contexte : quelles sont les tendances de la violence impliquant et affectant les jeunes et les enfants à Port-au-Prince et où a-t-elle lieu ?	26	Haïti manque des forces militaires et de police puissantes pour lutter contre les gangs et protéger les enfants et les jeunes	61
A. Situation générale	27	La corruption compromet l'efficacité des fonds destinés à répondre aux crises, à financer le développement d'Haïti et à réduire l'emprise des gangs	62
B. Tendances générales de la violence	32	Les flux illégaux de drogues et d'armes renforcent le pouvoir des gangs	63
Evolution des événements	32	Les défaillances du système judiciaire Haïtien	64
Fréquence des événements par type	32	L'organisation de l'espace urbain favorise l'augmentation de la violence et devient un lieu de convergence entre le politique et le criminel	65
Évolution des événements par type	33	B. Au niveau économique et social	67
Principaux acteurs	33	Les faiblesses de l'appareil productif du pays empêchent sa croissance et renforcent la migration et la vulnérabilité de la population	67
Principaux gangs	33	La vulnérabilité économique et l'instabilité politique du pays laissent la population sans accès aux services de base et sans système de protection sociale pour faire face aux multiples chocs auxquels la population est exposée	68
C. Tendances de la violence impliquant les jeunes et les enfants	35	10.Actions : Qu'est ce qui est fait actuellement, et qu'est ce qui pourrait être fait par les	
Évolution des événements impliquant les jeunes et les enfants	35		
Évolution des événements impliquant les jeunes et les enfants par type de violence	35		
Principaux auteurs et fréquence par type de violence impliquant les jeunes et les enfants	35		
D. Cartographie de la violence	38		
Évolution de violence par commune	38		
Types de violence par commune	40		
Types de violence impliquant les jeunes et les enfants par commune	40		
E. Exposition des jeunes à la violence	40		
Indice d'exposition à la violence	42		
7. Impacts: quels sont les impacts des différents types de violence pour les enfants et les jeunes ?	44		
A. Impacts individuels	45		
B. Impacts relationnels	46		

différents porteurs d'intérêt pour dresser ces problématiques?	70
A. Actions préventives (ex ante)	71
Aide massive à l'instauration d'un État démocratique : application de la loi et justice préventive	72
Initiatives pour la bonne gouvernance et la reconstruction de la paix	73
B. Actions correctives (ex post)	75
Services pour la santé physique et mentale	75
Dénonciation de la violence et suivi des cas	75
C. Analyse conjoint des actions et manquements	76
D. Facteurs impactant l'efficacité de l'aide et principaux acteurs cherchés par les jeunes et enfants victimes de violence	78
11. Conclusion et recommandations	81
A. Conclusion	82
B. Recommandations	83
Point d'entrée	83
Au niveau individuel	84
Au niveau relationnel	87
Au niveau communautaire	88
Au niveau sociétal	91
Annexe	93
Justification de la recommandation: point d'entrée transferts monétaires	94
Tableau A. Extraits des événements de violence impliquant et impactant les jeunes et les enfants à Port-au-Prince	95
Figures sur la prévalence et auteurs de la violence à l'encontre des jeunes et des enfants à Port-au-Prince	96
Tableau B. Liste d'actions prises pour mitiger la violence	98
Tableau C. Enquête RDS (Version en Français)	107
Diagnostic de la convergence de l'enquête RDS	118

1

Introduction

La violence en Haïti connaît une forte augmentation, avec des taux croissants d'homicides et d'enlèvements entre 2016 et 2021, les gangs exerçant leur contrôle sur environ 80% des villes du pays, y compris la présence de 90 gangs à Port-au-Prince, et la prolifération d'armes illégales. La police est sous-effectif pour faire face à cette menace. Le pays est également confronté à une paralysie du système judiciaire, à l'absence d'élections depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse, à la pauvreté généralisée, à l'inflation, au chômage et au manque d'accès aux services de base. Les mouvements sociaux ont émergé pour réclamer un changement, mais ils ont également engendré des violences dans l'espace public, affectant l'industrie touristique, les écoles et la mobilité. De plus, la population en Haïti doit faire face à des catastrophes naturelles et sanitaires. Ces facteurs cumulatifs rendent la population haïtienne vulnérable à la violence et renforce les défis socio-économiques.

L'intérêt de cette étude repose sur la nécessité de trouver des actions pour protéger les jeunes et les enfants face au phénomène croissant de violence des gangs à Port-au-Prince. En effet, les jeunes et les enfants sont victimes des gangs à travers la violence physique, psychologique, sexuelle et des multiples privations à leur développement. Ils sont aussi ciblés en tant que recrues pour perpétuer la violence, avec de multiples conséquences sur leur bien-être. Le phénomène de violence à Port-au-Prince augmente dans un contexte où l'instabilité politique, économique et sociale rend difficile la mise en place d'actions pour l'atténuer.

Pour répondre à cette nécessité, cette étude cherche à cartographier et expliquer les dynamiques de violence des gangs et des acteurs armés impliquant et impactant les jeunes et les enfants (0-24 ans) en milieu urbain à Port-au-Prince entre 2016 et 2022¹. Son objectif principal consiste à comprendre le contexte, les dynamiques ainsi que les impacts de la violence sur les enfants et les jeunes pour ensuite formuler des stratégies visant à les protéger de la violence et prévenir leur recrutement dans des gangs. L'étude est commanditée par l'UNICEF en Haïti, et réalisée par Data-Pop Alliance entre septembre 2022 et septembre 2023.

La violence est étudiée sous le cadre conceptuel du modèle socio-écologique ², prévoyant une perspective d'analyse au niveau individuel, relationnel, communautaire et sociétal des facteurs qui contribuent à l'évolution de la violence. En termes de méthodologie, l'étude a commencé avec une revue de littérature, suivie d'une collecte des données primaires avec des méthodes quantitatives et qualitatives déployées simultanément (méthodes mixtes). Une enquête d'échantillonnage déterminé selon les répondants et plusieurs entrevues semi-structurées ont été effectuées auprès des jeunes et des enfants impactés par la violence des gangs à Port-au-Prince. Des entrevues semi-structurées ont été conduites avec des organisations de la société civile, des organisations internationales et le Système des Nations Unies en Haïti. Des données non traditionnelles ont été utilisées pour comprendre l'évolution de la violence et la population des jeunes et enfants en risque par commune de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, notamment les estimations du nombre d'événements violents de la plateforme ACLED et des estimations de la population par sexe et âge de WorldPop.

Ce document est structuré de la manière suivante: il commence avec les questions de recherche, le cadre de l'étude et la méthodologie. Il est suivi des témoignages d'une jeune femme victime de violence et un jeune homme qui a fait partie des gangs, dans lesquels les aspects principaux de l'étude sont repris. Ensuite l'étude approfondi sur le contexte et les tendances de violence dans le temps et l'espace de Port-au-Prince. Puis, le document présente les impacts directs et indirects de la violence sur les jeunes et les enfants et les dynamiques du recrutement des jeunes et des enfants dans les gangs. Ensuite, la dynamique de la violence est analysée à travers les facteurs structurels qui permettent sa croissance. Les dernières sections de l'étude présentent les actions entreprises actuellement pour faire face à la violence, la conclusion et les recommandations pour protéger les jeunes et les enfants de la violence et éviter leur recrutement dans des gangs.

1 Dans le cadre de cette étude la définition des enfants comprend la tranche d'âge de 0 à 17 et les jeunes la tranche de 18 à 24 ans.

2 UNICEF. A social and behavior change agenda for inclusion and equity in education, 2016, <https://www.unicef.org/esa/media/1756/file/UNICEF-ESA-2016-Program-Brief-Education-Inclusion.pdf>

2

Questions de recherche

Cette étude cherche à répondre les questions suivantes :

1. Contexte : Quelles sont les tendances de la violence impliquant et affectant les jeunes et les enfants à Port-au-Prince et où a-t-elle lieu ?

1.1. Quelle est la situation générale et les tendances de la violence impliquant/affectant les jeunes et les enfants dans la zone métropolitaine affectée de Port-au-Prince ?

1.2. Où la violence impliquant et affectant les enfants et les jeunes a-t-elle lieu dans la région métropolitaine de Port-au-Prince (distribution spatiale, magnitude et caractéristiques socio-économiques et sociopolitiques) ?

2. Impacts : Quels sont les impacts des différents types de violence pour les enfants et les jeunes ?

2.1. Quels sont les différents types de violence subie par les enfants et les jeunes dans les zones touchées ? (impacts directs et indirects : dommages physiques, recrutement dans des groupes armés, kidnapping, etc. / impacts indirects : émotionnels, psychologiques, socio-économiques, etc.)

2.2. Comment les différents types de violence affectent-ils les enfants et les jeunes dans les zones métropolitaines de Port-au-Prince ?

3. Engagement : Comment et pourquoi sont-ils engagés dans la violence ?

3.1. Pourquoi les enfants et les jeunes des régions métropolitaines sont-ils engagés dans des activités violentes ?

3.2. Quelle est la nature, les facteurs sous-jacents, dynamiques, les causes et les moteurs de l'engagement des enfants et des jeunes dans la violence ?

cmd

4. Raisons : Dynamiques et causes structurelles derrière l'escalade de la violence

4.1. Comment le contexte actuel permet-il l'escalade de la violence et de ses impacts sur les enfants et les jeunes dans les zones affectées ? (dynamique) (cette question peut être mise dans une autre section, ceci sera revu au cours du développement de l'étude).

5. Actions : Qu'est ce qui est fait actuellement, et qu'est ce qui pourrait être fait par les différents porteurs d'intérêt pour dresser ces problématiques ?

5.1. Où se trouvent les différents porteurs d'intérêt et initiatives qui pourraient créer des partenariats pour dresser les problématiques d'incidence de violence, impacts subis par les jeunes et les enfants et de leur recrutement dans des gangs ? Y-a-t-il des différences entre les zones affectées ?

5.2. Comment les parties prenantes existantes et les partenaires potentiels pourraient-ils s'attaquer aux problèmes de violence dans les zones affectées ?

6. Conclusion et recommandations :

6.1. Quel serait un point d'entrée possible pour s'attaquer aux causes structurelles de cette violence ?

6.2. Quelles sont les stratégies recommandées et réalisables pour aborder le problème, et comment les stratégies peuvent-elles être contextualisées en fonction des dynamiques de chaque zone affectée ?

3

Cadre de l'étude

Cette étude a été commandité par l'UNICEF en Haïti, et a été menée par Data-Pop Alliance, dans le but de comprendre la répartition spatiale, les facteurs socio-économiques et l'impact sur les enfants (âgés de moins de 18 ans) et les jeunes (âgés de 18 à 24 ans) touchés par la violence, ainsi que les dynamiques de la participation des enfants et des jeunes aux activités violentes dans des zones urbaines ciblées de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, à travers plusieurs secteurs. Les livrables relatifs à cette étude comprennent ce document, une note d'orientation politique qui résume les aspects principaux de ce document et une présentation en format PowerPoint.

L'étude se centre sur les types de violence auxquels les jeunes (18-24 ans) et les enfants (<18 ans) sont confrontés dans le contexte de la violence des gangs dans les communes de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, à savoir : Carrefour, Cité Soleil, Delmas, Gressier, Kenscoff, Pétiion-Ville, Port-au-Prince, Tabarre et Croix-des-Bouquets. L'étude est guidée par le modèle théorique de l'Alliance pour la Prévention de la Violence (APV), dont l'UNICEF fait partie³. Ce modèle guide le choix de définition et typologie de violence ainsi que le choix du modèle écologique pour comprendre les facteurs qui influencent le risque d'exposition à la violence.

Suivant ce guide, la **définition** de la violence utilisée dans cette étude est celle de l'Organisation Mondiale de la Santé, à savoir : "l'utilisation intentionnelle de la force physique ou du pouvoir, ou des menaces, contre les personnes, qui entraînent ou peuvent entraîner des blessures, la mort, des dommages psychologiques, un mauvais développement ou une privation".

En termes de **typologie**, les types de violence sont étudiées selon qu'ils impactent l'individu au niveau physique, psychologique, sexuel et au niveau de la privation et selon qu'ils soient perpétrées au niveau collectif (gangs, groupes armés ou des inconnus), interpersonnel (des personnes connues par les victimes) ou autodirigé (suicides ou tentatives de suicide).

Le **modèle** socio-écologique a été utilisé pour encadrer les thématiques de chaque question de recherche. Le modèle est composé de quatre niveaux d'analyse

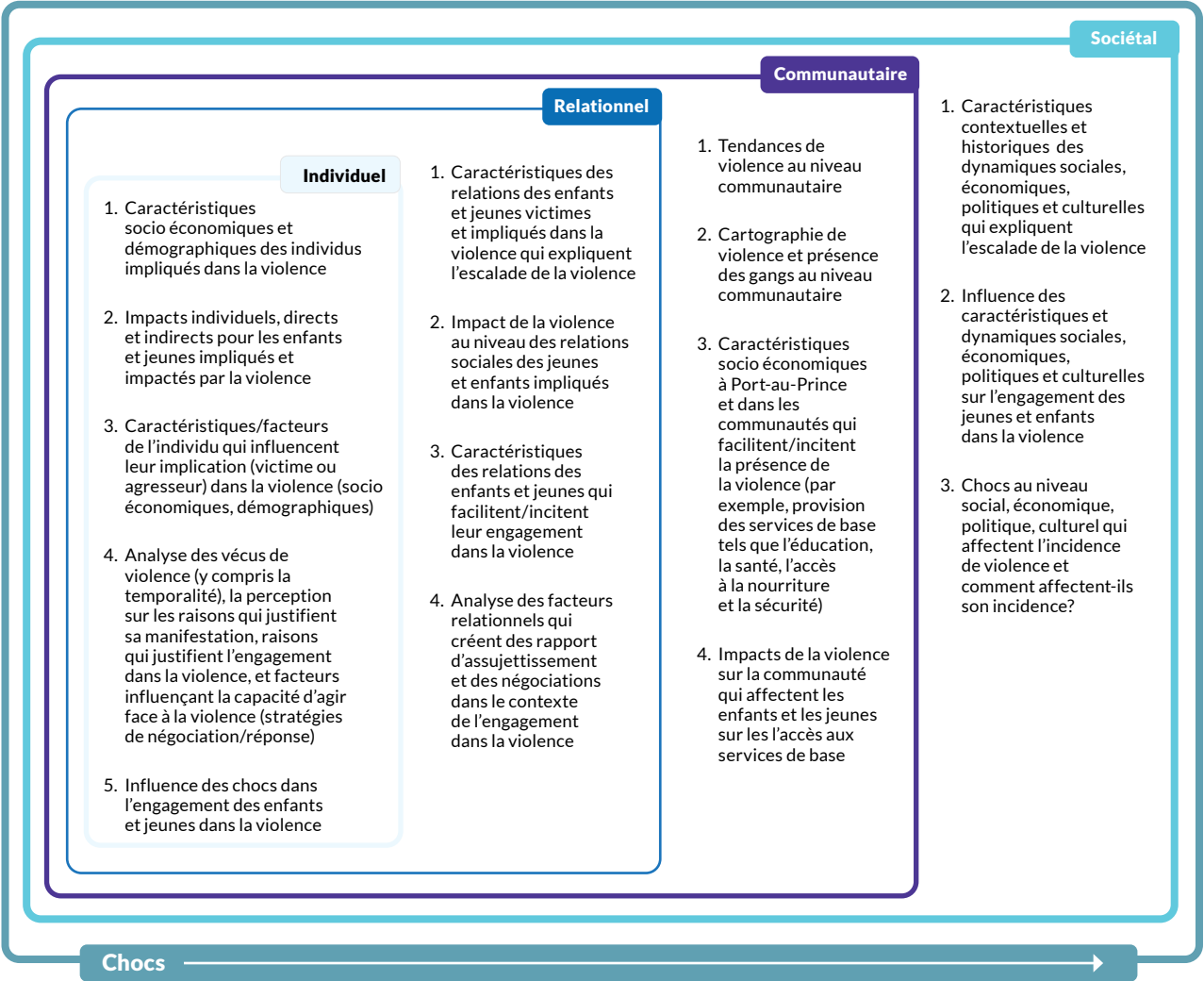
(individuel, relationnel, communautaire et sociétal). Un niveau transversal lié aux chocs a été ajouté pour prendre en compte le contexte de chocs récurrents qui a lieu en Haïti. Les facteurs sont les suivants:

1. **Individuel** : l'effet des traits individuels sur la survenue de la violence.
2. **Relationnel** : les relations entre membres de la famille, les amis ou les pairs, et les conséquences de ces facteurs sur les trajectoires personnelles et familiales.
3. **Communautaire** : les relations avec le voisinage, le travail et la présence des gangs. Ainsi que la relation des jeunes et enfants victimes et impliqués dans la violence avec les initiatives qui visent à réduire la violence et les protéger.
4. **Sociétal** : l'influence des aspects politiques, économiques et sociaux sur les comportements violents.
5. **Chocs** : des chocs pouvant exacerber la violence au niveau social (e.g., Péyi Lok), politique (e.g., assassinat du président Jovenel Moïse), économique (e.g., inflation), santé (e.g., COVID-19), et naturel (e.g., tremblement de terre, ouragan).

Ces aspects sont représentés dans la figure suivante:

Cette étude a utilisé des méthodes mixtes pour répondre aux questions de recherche. Parmi les méthodes l'on trouve une revue de littérature, des entretiens semi-structurés, une enquête quantitative, et l'exploitation des données non-traditionnelles pour faire des estimations sur les événements violents à Port-au-Prince, la population des jeunes et enfants et le statut socioéconomique de différentes communes de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.

Figure 1. Modèle Socio-Écologique adapté à l'étude



Source: élaboré par les auteurs suivant le modèle écologique APV

3 OMS. The VPA approach, 2023, <https://www.who.int/groups/violence-prevention-alliance/approach>.

4 Méthodologie

A. Revue de littérature

Elle analyse et synthétise les sources secondaires d'information pour répondre aux questions de recherche et aborder les quatre thématiques de l'étude. Elle est utilisée pour expliquer la conjoncture social, politique et économique en relation avec la violence, ainsi que quelques tendances de violence, la présence des gangs et le contexte des personnes impactées.

B. Entretiens semi-structurés

Les entretiens semi-structurés s'intéressent aux perceptions sur les tendances de violence, les différences genrées et géographiques, l'impact et les actions possibles. L'équipe a contacté des organisations locales et internationales travaillant dans la prévention, le soutien des victimes de la violence et la réhabilitation des mineurs. Au total, 17 organisations ont participé aux entretiens. Après les entretiens, ces organisations ont aidé à contacter des jeunes et des enfants impactés et impliqués dans la violence pour participer à des entretiens semi-structurés. Ici, 10 personnes entre 12 et 24 ans ont été choisies et les entretiens ont porté sur les impacts de la violence, les conditions socio-économiques et les raisons derrière l'implication de cette population dans les activités violentes des gangs.

C. Enquête quantitative

Le but de l'enquête quantitative a été de comprendre les expériences, les impacts et les caractéristiques des jeunes et enfants exposés à la violence à Port-au-Prince. La méthode d'enquête choisie a été celle d'échantillonnage déterminé selon les répondants ⁴ (Respondent Driven Sampling, ci-après Enquête RDS), déployée par téléphone. Cette méthode a été choisie parce qu'elle permet de se rapprocher des profils difficiles à atteindre, tels que les enfants et les jeunes impactés par la violence dans un contexte de violence croissante. En effet, des méthodes plus traditionnelles d'échantillonnage probabiliste sont difficiles à mettre en place car il n'existe pas un cadre d'échantillonnage

qui identifie cette population. L'enquête ne peut pas être déployée en personne puisque la violence dans les quartiers peut mettre en risque les énumérateurs et les répondants. De plus, l'échantillonnage aléatoire par téléphone ne permet pas d'assurer que les répondants habitent à Port-au-Prince, ce qui accroît le nombre de personnes inéligibles à l'étude et la durée du déploiement de l'enquête.

L'enquête RDS a été déployée par téléphone, avec une durée de 20 à 30 minutes. L'échantillon correspond à 177 jeunes et enfants entre 15-24 ans victimes de violence physique, sexuelle et/ou psychologique de la part des gangs à Port-au-Prince qui habitent encore à Port-au-Prince (ci-après la population cible). Pour explorer les facteurs individuels liés à la violence, l'enquête contient un module démographique et socio-économique. Après, des questions sont posées sur l'implication des jeunes et enfants dans la violence et leur affectation par type de violence subi ou perpétré. Pour créer le questionnaire, nous avons rassemblé des questions provenant d'enquêtes largement utilisées, y compris, mais sans s'y limiter, le rapport National Baseline Survey on Life Experiences of Adolescents, et le Screen for Adolescent Violence Exposure (SAVE), entre autres. Certaines questions ont cependant été pensées et créées spécialement pour s'adapter à la fois au contexte haïtien et aux besoins de ce projet (voir le questionnaire utilisé en annexe). À l'image de tout plan d'échantillonnage et méthode de collecte de données, l'enquête RDS, telle qu'elle a été déployée dans le cadre de cette étude, présente des risques en termes d'inférence statistique, comme le biais de sélection. Par exemple, puisque les enquêtes ont été réalisées par téléphone, on risque de cibler uniquement la population des jeunes et des enfants ayant un téléphone portable ou une ligne fixe. Pourtant, les différences d'exposition à la violence entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas de portable ou de ligne fixe peut être atténuée par le fait que la violence est répandue à Port-au-Prince et que l'enquête a atteint des communes de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince à haute

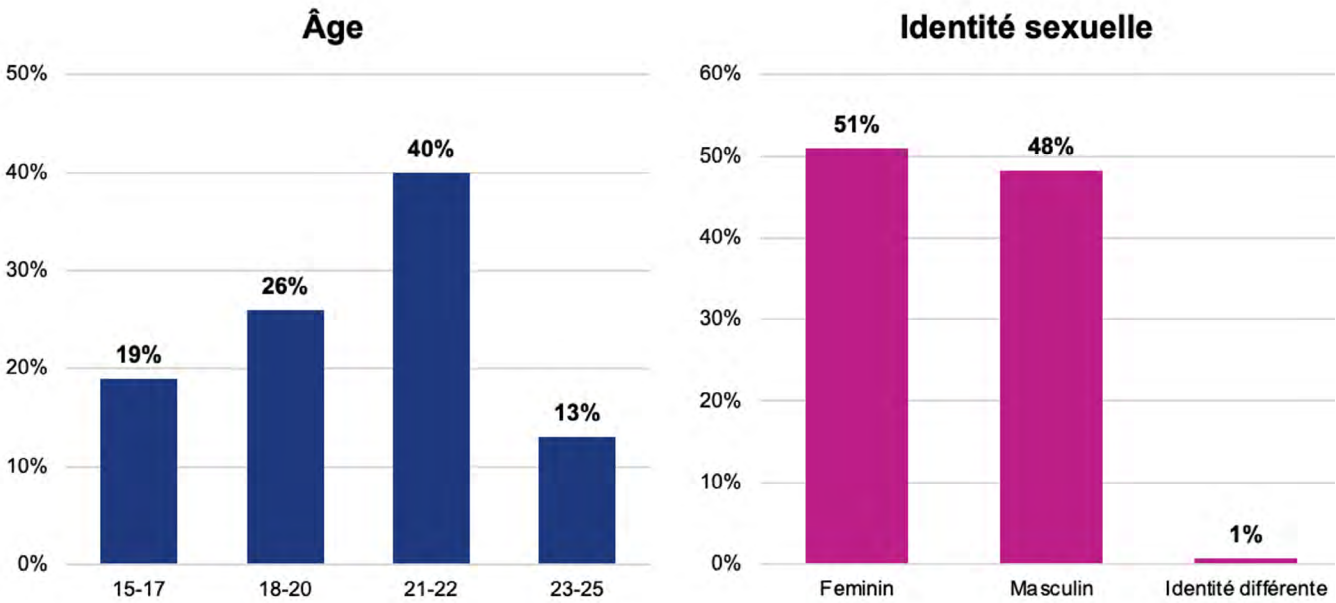
⁴ L'enquête RDS est une méthode basée sur l'échantillonnage de boules de neige, où les chercheurs choisissent des semences (ou répondants initiaux) selon des critères d'éligibilité pour répondre à l'enquête. Ensuite, chaque répondant suggère des personnes dans leur réseau qui remplissent les critères d'éligibilité et qui deviennent les répondants de la vague suivante. Le processus continue jusqu'à ce que l'échantillon souhaité soit atteint. L'échantillon des répondants correspond, et dépend donc, du réseau des répondants. Il arrive à l'indépendance du choix initial des semences fait par les chercheurs puisque chaque vague dépend de la sélection des répondants. Au final, l'échantillon se rapproche de l'échantillonnage probabiliste à travers ce recrutement par les pairs et des ajustements statistiques selon le poids du réseau des répondants.

exposition de violence telles que la commune de Port-au-Prince et Cité Soleil, parmi d'autres. Sans minimiser ces risques, les résultats de l'enquête améliorent notre compréhension de la violence touchant les enfants et les jeunes à Port-au-Prince. Additionnellement, les informations de l'enquête ont été complétées et contrastées avec les entretiens, présentés ci-dessous, ce qui a permis de contraster, affirmer ou nuancer les résultats de chaque méthode.

Cetyped'enquêtecommenceparunesélectiondegraines, qui sont les premiers répondants à l'enquête et qui vont ensuite recruter des personnes parmi leur réseau qui entrent dans la population cible. La sélection des graines a commencé fin mars et a fini en avril 2023. Les graines ont été identifiées parmi une liste de contacts fournie par des ONG basées à Port-au-Prince ayant les profils des jeunes de 15 à 25 ans les plus adaptés pour cette étude ont été sélectionnés. C'est-à-dire, des individus ayant un cercle d'amitiés ou un réseau social suffisamment large et varié pour permettre la participation à l'enquête de participants de toutes les tranches d'âges ciblées

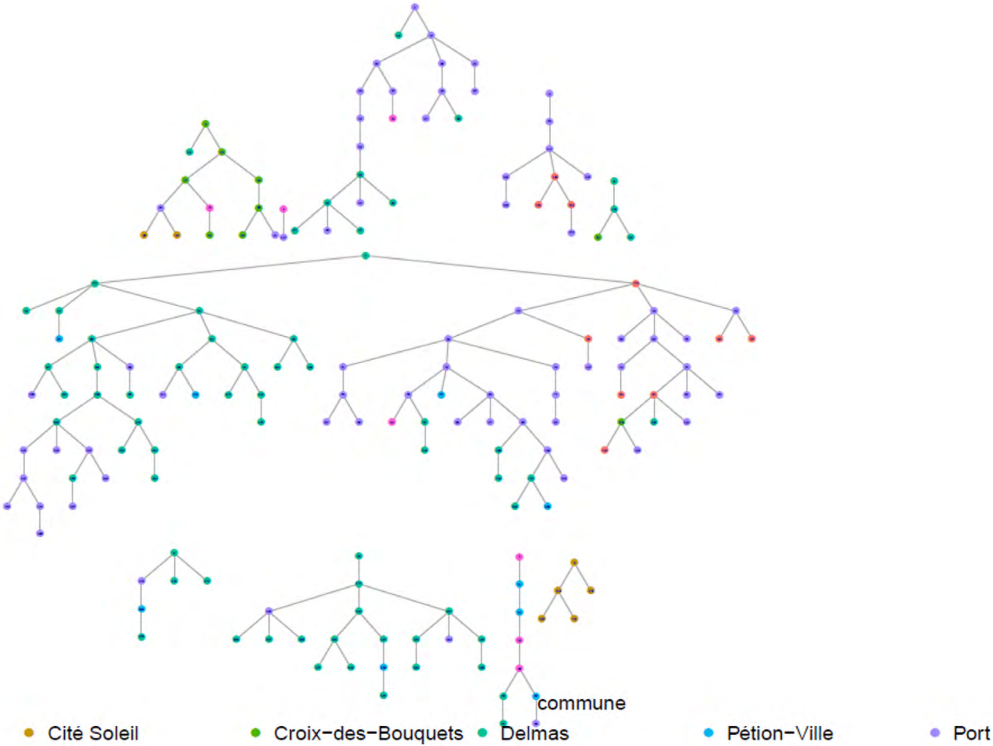
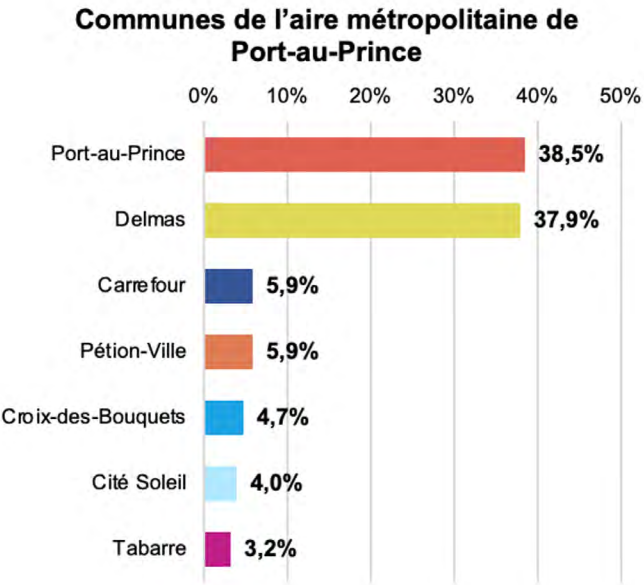
par l'étude, des différentes communes de la zone métropolitaine ainsi que des participants ayant souffert différentes formes de violence considérées dans cette étude. Cette étape est importante pour garantir le bon déroulement de l'enquête car c'est la seule sur laquelle les chercheurs exercent un contrôle sur l'échantillon et parce qu'elle permet d'atteindre de longues chaînes de recrutement et par conséquent divers segments de la population. Bien que le taux de réponse de ces premiers participants ait été très bas (environ 50%), une liste de huit personnes éligibles présentant ces caractéristiques a été consolidée. Les vagues de recrutement qui ont suivi ont permis d'atteindre un total de 177 jeunes et enfants, ayant vécu des divers types de violence de la part des gangs et habitant à Port-au-Prince. La figure 3 montre une chaîne de recrutement avec un mélange diversifié des communes de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince où résident les participants. D'autre part, le Tableau 1 montre les questions utilisées pour choisir les profils des graines.

Figure 2: Sommaire des caractéristiques démographiques des participants à l'enquête RDS



Source: Enquête RDS menée par DPA.

Figure 3. Chaîne de recrutement de l'enquête RDS



La taille du réseau social	Combien de personnes connais-tu qui vivent à Port-au-Prince et qui ont été touchées par des violences psychologiques, sexuelles ou physiques causées par des gangs de rue ? (Par connaître, nous voulons dire que tu connais leur nom et qu'ils connaissent le tien) II) Combien de ces XX personnes ont entre 15 et 24 ans ? III) Et parmi ces XX personnes, avec combien as-tu été en contact par téléphone au cours des 2 derniers mois ?	Entre 1 et 3 personnes	Plus de 3 personnes	Entre 1 et 3 personnes	Entre 1 et 3 personnes	Plus de 3 personnes	1 personne	1 personne	Plus de 3 personnes	Entre 1 et 3 personnes
Critères d'éligibilité obligatoires	Quel âge as-tu ?	17	20	24	19	24	24	20	23	20
	Habites-tu à Port-au-Prince ?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	As-tu déjà été victime de violences psychologiques, physiques ou sexuelles de la part de membres d'un groupe organisé de criminels (gang), dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince ?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Critères de diversité primaires	Genre	Femme	Femme	Femme	Femme	Femme	Femme	Femme	Homme	Femme
	Au cours des 12 derniers mois, quel type de violences avez-vous subi ? (Psychologique, Physique, Sexuelle ou autre)	Psychologique	Violence psychologique	Violence sexuelle	Violence sexuelle	Violence sexuelle	Violence psychologique	Violence sexuelle	Autre type de violence	Violence psychologique
	Combien de jeunes et d'enfants entre 15 et 24 ans connais-tu qui font ou ont fait partie d'un gang de rue dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince ?	Entre 1 et 5 personnes	Entre 1 et 5 personnes	Entre 1 et 5 personnes	N'importe qui	N'importe qui	1 personne	N'importe qui	Entre 1 et 5 personnes	N'importe qui
Critères de diversité secondaires	Au cours des 12 derniers mois, y a-t-il eu un moment où, par manque d'argent ou d'autres ressources, ton ménage a manqué de nourriture ?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
	Dans quel quartier de la zone métropolitaine de Port-au-Prince habites-tu ?	Croix-des-Bouquets	Tabarre	Cité Soleil	Carrefour	Carrefour	Carrefour	Carrefour	Cité Soleil	Tabarre

D. Données non-traditionnelles

Les données non traditionnelles sont utilisées pour analyser les tendances et la localisation des événements violents ainsi que la distribution des personnes dans les communes de Port-au-Prince.

La base de données des événements de violence (ACLED)⁵ est utilisée pour analyser la violence. Elle contient des informations désagrégées sur les incidents liés à la violence politique, aux manifestations et à certains développements non violents dans le monde ([ACLED Codebook](#)). Ces données détaillent le type d'événement, les acteurs impliqués, le lieu, la date et d'autres caractéristiques de ces incidents. Elles sont collectées en temps réel à partir des médias, des comptes de médias sociaux vérifiés, des rapports des gouvernements et des ONG, et des organisations partenaires d'ACLED. Les données sont publiées sur une base hebdomadaire. Les données passent par plusieurs cycles d'examen avant la publication pour éviter la duplication et assurer la qualité de l'information. Elles permettent d'identifier les acteurs dans les événements, tels que les forces de police, des groupes armés ou des gangs (identifiés selon l'information dans les sources), des manifestants, des émeutiers (manifestant qui utilise la violence). Les types d'événement analysés sont les suivants :

1. **Affrontement armé** : comprennent les actions violentes commises entre des acteurs armés et organisés, y compris des gangs et la police.
2. **Attaques contre les civils** : événements où les acteurs armés organisés attaquent les civils.
3. **Destruction de la propriété** : lorsque des groupes armés organisés détruisent ou saisissent des biens.
4. **Émeute** : des soulèvements populaires où la force et/ou la violence sont utilisées par les manifestants
5. **Enlèvement / disparition forcée** : constituent les actes violents où les civils sont retenus contre leur volonté

6. **Manifestation avec violence** : des soulèvements intervenus par les forces de l'ordre, et/ou des soulèvements où la force excessive est utilisée contre les manifestants pacifiques menant à des blessures graves ou mortelles.
7. **Manifestation pacifique** : sont souvent liées aux revendications de justice, sécurité et des conditions de vie sans l'utilisation de violence.
8. **Violence sexuelle** : tout acte sexuel contre la volonté de la victime.

Les facteurs démographiques ont été abordés avec les estimations de WorldPop sur la distribution par sexe et âge de la population⁶ à Port au Prince en 2020⁷. Cette estimation est faite à l'aide des images satellites et des recensements de la population. Bien que ces estimations ne considèrent pas des effets migratoires, elles sont calibrées avec les estimations des Nations Unies sur la population des pays et permettent donc d'avoir des chiffres conservatifs et désagrégés au niveau géographique.

E. Aspects éthiques de l'étude

Collecter des données sur la violence impactant et impliquant les jeunes et les enfants est un sujet sensible, tant pour les participants potentiels à la collecte de données que pour les enquêteurs. Par exemple, les deux groupes peuvent être exposés à des situations de violence si les perpétrateurs apprennent qu'une recherche sur la violence est faite. Compte tenu de la sensibilité du sujet, les consultants ont adopté des lignes directrices afin de garantir le respect et le maintien du principe de non-nuisance "*Do no harm*" tout au long du développement de l'étude. Ceci se base sur les approches de recherche sans préjudice et sur la violence liée au sexe et l'âge des répondants.

La priorité de l'équipe de recherche est de préserver la dignité des participants ayant survécu à la violence, ainsi que leur sécurité émotionnelle, physique et économique.

5 Raleigh, C., Linke, A., Hegre, H., & Karlsen, J. "Introducing ACLED: An armed conflict location and event dataset: Special data feature", 2010, <https://acleddata.com/>

6 WorldPop, 2020.

7 WorldPop. Estimates of 2020 Total Number of People per Grid Square, Adjusted to Match the Corresponding UNPD 2020 Estimates and Broken down by Gender and Age Groupings, Produced Using Built-Settlement Growth Model (BSGM) Outputs, 2020, <https://eprints.soton.ac.uk/445318/>

Pour ce faire, l'approche des activités de terrain est fondée sur les documents protocolaires suivants qui offrent des lignes directrices et des principes pour mener des recherches avec des victimes de violence liée au sexe : 1) UNICEF Procedure on Ethical Standards in Research, Evaluation, Data Collection and Analysis, 2) [Researching Violence Against Women: A Practical Guide for Researchers and Activists](#), 3) [Gender-based Violence Research, Monitoring and Evaluation with Refugee and Conflict-affected Populations](#), 4) UN and Unicef guidelines for child safeguarding and ethical conduct of research, 5) Unicef's policy on personal data protection (2020) et 6) Unicef procedure for a child safeguarding framework (2019).

Suivant ces guides, l'on peut mentionner les critères suivants :

1. **Révision éthique de la recherche** : l'approche de recherche a été revue et approuvée par un comité éthique indépendant (HML IRB Research & Ethics) choisi par l'UNICEF.
2. **Collecte de données à distance** : les entretiens et l'enquête ont été faites par téléphone puisque les déplacements à Port-au-Prince peuvent exposer les participants et enquêteurs à des situations de violence.
3. **Prise de contact avec les jeunes et enfants à travers des organisations qui travaillent avec/pour les répondants** : la sélection de répondants a été faite à travers des organisations qui connaissent déjà les survivantes qui seront interrogées. Le fait de disposer d'organisations compétentes ayant déjà entretenu des relations professionnelles avec les participants peut créer des biais de désirabilité, pourtant il permet d'accroître la confiance entre les énumérateurs et les répondants et donc d'améliorer la qualité des résultats. Cette approche contribue également à éviter des préjudices potentiels. En l'occurrence, les organisations guident la recherche vers les victimes ou perpétrateurs de violence qui se sentent en confiance et en sécurité pour partager leur situation. Ceci peut induire des biais de sélection, pourtant, ce choix est fait pour prioriser la sécurité et le confort des répondants.
4. **Sélection des répondants** : l'équipe projet n'inclut pas des individus qui sont impliqués dans la violence

dans l'actualité. Ceci dans le but d'éviter que les enquêteurs/intervieweurs s'exposent aux risques de violence s'ils étaient identifiés par des acteurs violents, ainsi que pour éviter que les répondants puissent être agressés par d'autres acteurs à cause des informations qu'ils fournissent. L'équipe a cherché à avoir la représentation des garçons, filles, hommes et femmes dans la collecte de données. Leur expression d'identité et orientation sexuelle a été respectée et reflétée dans les résultats de la recherche.

5. **Formation des enquêteurs et intervieweurs** : l'équipe de collecte de données a été choisie selon qu'ils ont reçu des formations pour traiter avec des groupes en situation de vulnérabilité et ont reçu une formation pour adopter les mesures d'éthique de la recherche. Les consultants ont préparé des documents contenant les étapes nécessaires à suivre et à prendre pour les enquêteurs/intervieweurs dans les cas où les participants se sentiraient extrêmement vulnérables et émotionnels pendant les entretiens. Ces mesures ont inclus l'utilisation de mots de réconfort et d'acceptation, ainsi que la conclusion de tous les entretiens sur des tonalités positives afin que les participants n'aient pas l'impression que leurs histoires ne concernent que leurs expériences de la violence. En outre, tous les enquêteurs ont eu à portée de main une liste des organisations gouvernementales et non gouvernementales chargées de fournir un soutien et une assistance aux victimes de violence à Port-au-Prince. Le sexe de l'équipe de recherche a été pris en compte au moment de faire les entretiens, parce que les femmes et filles peuvent se sentir plus confortables pour parler de leurs vécus avec des femmes.
6. **Consentement éclairé** : Les objectifs de l'étude ont été clairement expliqués aux participants avant de lancer les entretiens ou l'enquête, y compris pour les organisations qui ont fourni le contact des jeunes et des enfants. Les participants ont pris connaissance des directives éthiques utilisées pour mener les entretiens et les mesures prises pour préserver leur identité. Le consentement des participants, y compris des parents/tuteurs légaux des enfants a été demandé à l'oral. Les participants ont été informés sur le caractère volontaire de

leur participation, le fait qu'ils pouvaient refuser de répondre aux questions et terminer l'entretien à tout moment. Un site web (etidjenesayiti.org/) a été créé avec les objectifs de l'étude, les formulaires de consentement, la liste d'organisations de soutien et des informations pour entrer en contact avec l'équipe de recherche pour recevoir plus de renseignements, demander des modifications aux informations fournies et pour demander la destruction des informations collectées s'ils le souhaitent.

7. **Atténuation des risques pendant les entretiens/enquêtes** : Les énumérateurs ont posé des questions aux répondants liées à leur perception de sécurité avant de démarrer les entretiens. Les entretiens ont eu lieu seulement si le répondant se sentait en sécurité pour parler de la violence. Additionnellement, au début de chaque entretien le répondant a été invité à choisir un mot clé, qui pouvait être utilisé pour finaliser l'entretien à tout moment si le répondant ne se sentait plus en sécurité pour continuer l'entretien.
8. **Confidentialité de l'information collectée** : les répondants ont été anonymisés. Les entretiens qualitatifs n'ont pas été enregistrés et les informations ont été compilées en prenant des notes. Les données des entretiens et de l'enquête sont sauvegardés dans des bases de données confidentielles (KoboToolbox, Airtable et Google Drive) et seront détruites une fois le projet terminé. Pour l'analyse, les participants ont été identifiés par des codes uniques, plutôt que par des informations personnelles. Les informations personnelles des participants à l'enquête RDS (prénoms et numéros de téléphone) ont été collectées dans la plateforme Airtable tandis que les données de l'enquête ont été collectées séparément dans Kobo Toolbox. Il n'y a donc une séparation entre les données personnelles du participant et leur réponse à l'enquête. Les numéros de téléphone des participants ont été stockés dans une base de données séparée uniquement dans le but de s'assurer que le même numéro de téléphone ne répète pas. Tous les

numéros de téléphone seront supprimés une fois l'étude terminée.

9. **Compensation du temps passé à l'enquête RDS** : les participants à l'enquête RDS ont reçu des compensations en forme de recharges de téléphone mobile (airtime) de 2 USD comme rétribution de leur participation.
10. **Diffusion des informations** : les informations ont été diffusées soit de manière agrégée (enquête RDS) ou avec des noms fictifs choisis de manière aléatoire (entretiens).

F. Limitations des données et de l'étude

Cette étude cherche à cartographier la violence menée par des gangs et impactant les jeunes et les enfants dans les différentes communes de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince à travers le temps, ainsi que les dynamiques et les impacts de cette violence. Actuellement, il existe des estimations de certains types de violence en Haïti, tels que les homicides et les enlèvements, y compris pour les mineurs⁸. Pourtant ces estimations ne sont pas disponibles au niveau des communes de la zone métropolitaine de Port-au-Prince et ne comprennent pas l'ensemble des types de violence qui ont lieu, tels que les affrontements entre les gangs, les manifestations violentes, et les cas de violence sexuelle parmi d'autres. Additionnellement, la violence a tendance à être sous-estimée par les autorités et sous-déclarée par les victimes. Dans le but de combler ces lacunes d'information, l'équipe de DPA a utilisé plusieurs méthodes. Pourtant, chaque méthode a ses limitations, qui sont présentées par la suite pour mieux mettre en contexte les résultats de l'étude.

ACLED

Les données sur la violence d'ACLED sont utilisées pour comprendre les tendances et la localisation des événements violents dans les communes de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Bien que ces données puissent aider à combler les lacunes des données officielles, elles présentent aussi des limitations. Tout d'abord, l'unité d'analyse des données sont les

⁸ Police nationale d'Haïti. Statistiques de criminalité en Haïti: 2021, 15 février 2022.

événements et non pas le nombre de victimes des événements.⁹ Ensuite, ces données sont disponibles seulement à partir de 2018. Pour cette raison l'étude ne compte pas avec les données sur les tendances de violence par type et commune de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince depuis 2016. En outre, comme mentionné précédemment, ces données sont obtenues à partir des médias, des comptes de médias sociaux vérifiés, des rapports des gouvernements et des ONG, et des organisations partenaires d'ACLED. Dans ce sens, elles font face aux limitations de sous-estimation des données officielles. Malgré ces limitations, ces données présentent un avantage important. ACLED centralise l'information de plusieurs sources crédibles et les analyse de manière systématique (établissement de localisation, acteurs principaux, types d'événement, entre autres). Ceci permet d'analyser de manière systématique les tendances de la violence dans les communes de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.

Additionnellement, la localisation de certains événements n'est pas exacte. Si l'événement a lieu à Port-au-Prince mais la commune dans l'aire métropolitaine n'est pas clairement spécifiée, ACLED assigne l'événement à la commune de Port-au-Prince. De manière similaire, si la localisation n'est pas précisée au sein d'une commune de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, l'événement est assigné à une coordonnée (latitude et longitude) centrale à la commune. Pourtant, la base de données d'ACLED contient des explications détaillées sur les événements. Pour faire face à cette limitation, l'équipe de recherche a utilisé du traitement de texte sur le résumé des événements d'ACLED pour identifier la localisation des événements. Par exemple, lorsque l'événement prend lieu dans la Banque de la République d'Haïti, l'algorithme permet de répertorier la Banque comme le lieu où l'événement a lieu. Ensuite, la latitude et la longitude de la Banque sont recherchées automatiquement à travers des logiciels et la localisation de l'événement est assignée à la commune de l'aire métropolitaine correspondante.

Cette procédure a permis d'identifier la localisation des événements spécifiques à chaque commune de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et pour certains événements une localisation précise au sein de la commune. Pourtant, il reste une marge d'erreur sur les événements qui n'ont pas d'information sur la localisation précise des événements. Ces événements n'ont pas été utilisés dans la section de la cartographie de la violence.

WorldPop

En ce qui concerne les données sur la population de WorldPop pour Haïti, la projection est faite à partir des données du dernier recensement de la population disponible (2003), et les projections de la population disponibles de la Division de la population du département des affaires économiques et sociales du Secrétariat des Nations Unies¹⁰. Ces données ne prennent donc pas compte des effets migratoires. Pourtant, elles sont utilisées dans cette étude pour avoir des estimations conservatrices de la population à un haut niveau de résolution géographique (niveau des communes de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince).

Collecte de données primaires

Lors de la collecte de données à travers l'enquête RDS et les entretiens semi-structurés, l'une des difficultés principales a été d'entrer en contact avec les jeunes et les enfants. Leur taux de réponse a été bas de manière générale, avec des individus qui ont dû être rappelés entre 3 et 5 fois minimum pour entrer en contact et d'autres qui n'ont pas répondu. Au total, à travers les ONG, autour de 50 jeunes et enfants ont été identifiés pour participer à l'étude. Parmi eux, 5 ont été contactés pour les entretiens semi-structurés et 15 ont participé au processus de sélection de graines pour l'enquête RDS. Ce taux de réponse est mitigé avec les entretiens avec les 17 organisations de la société civile et organismes internationaux qui ont participé aux entretiens et l'enquête RDS qui a atteint un nombre de 177 répondants.

Enquête RDS

La violence accrue dans les rues de Port-au-Prince a empêché la mise en place de cette enquête sur le terrain. C'est pourquoi l'enquête RDS a été déployée par téléphone. Ceci exclut de manière systématique les enfants et jeunes n'ayant pas de portable ou un proche avec un portable pour pouvoir répondre à l'enquête. De manière indicative, l'UIT estime en 2021 qu'en Haïti 64% de la population a accès à un portable¹¹. Cette proportion pourrait être plus élevée parmi les résidents d'une zone urbaine telle que Port-au-Prince, en particulier parmi les jeunes. Cependant, la proportion pourrait être plus faible pour les jeunes et enfants qui font face à des difficultés économiques. Dans ce sens, l'enquête peut être biaisée si les répondants avec un portable sont exposés à la violence de manière systématiquement différente à ceux sans portable, ce qui peut être le cas pour les jeunes et enfants les plus démunis qui n'auraient pas fait partie de l'enquête. La haute prévalence de la violence et de la pauvreté dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince peuvent atténuer ces différences, si bien les chercheurs ne peuvent pas assurer que ces différences sont nulles. L'enquête a tout de même été menée par téléphone, malgré ce possible biais, dans le but d'assurer la sécurité des répondants et des énumérateurs, car la priorité tout au long de cette étude a été de minimiser le risque d'exposition à la violence des participants. Additionnellement, pendant l'étape de collecte, dont la durée a été de 4 mois, plusieurs défis ont été identifiés.

1. Des problèmes de connexion au réseau mobile et des coupures d'électricité ont été soulevés par l'équipe d'enquêteurs en Haïti. En effet, lors de plusieurs appels téléphoniques, la connexion empêchait la fluidité des échanges. Dans certains cas, nous avons dû reporter l'appel à plusieurs reprises. À cause de la nature séquentielle de l'enquête RDS, ce type d'inconvénients ont été particulièrement problématiques car dans les premières étapes d'identification des 'Graines' - ou des premiers participants - il n'est possible de poursuivre l'étude sans la réponse des participants suggérés par ceux qui ont déjà répondu à l'enquête.
2. La présence de la violence lors des appels a ralenti

son déroulement. Par exemple, des coups de feu à l'extérieur des lieux de résidence des répondants et des énumérateurs ont obligé d'arrêter plusieurs enquêtes. Ensuite, le refus de participation des victimes, en particulier les victimes de violence sexuelle, ont ralenti l'augmentation du nombre de participants à l'enquête.

3. Le déroulement effectif d'une enquête RDS dépend de la sélection initiale d'un groupe d'individus 'graines' possédant un réseau d'amis très variés. Ceci permet de générer un échantillon représentatif de toutes les sous-populations étudiées. Il est donc absolument nécessaire de consacrer toutes les ressources disponibles pour l'identification de ce groupe. Or malgré les efforts déployés, tels que des appels à différents moments de la journée et même pendant les weekends, le processus de sélection a pris plus de temps que prévu à cause du taux de réponse très bas. Nous avons dû effectuer deux phases de sélection puisque lors de la première phase, 1 participant sur 2 n'a pu être joint.
4. Parmi les causes du taux de réponse bas, nous constatons que les numéros de téléphone sont souvent associés ou utilisés seulement dans l'application de messagerie WhatsApp, mais ils ne sont pas opérationnels pour des appels. Afin de pallier cette difficulté, nous avons adressé des messages individuels à travers l'application aux participants dont le numéro de téléphone semblait ne pas fonctionner, ce qui a permis d'augmenter le nombre de réponses. De plus, l'emploi du temps des enfants et des jeunes ouvre une fenêtre de disponibilité assez courte et précise, notamment entre 12h et 14h.

9 Bien que des estimations sur le nombre de fatalités par événement soient disponibles, elles se basent sur des approximations créées à partir du contenu de la source d'information. Par exemple, lorsqu'une source informe de "centaines de morts" ACLED registre 100 fatalités. Dans le cas d'Haïti, l'équipe de DPA a remarqué que ces approximations ne suivent pas les mêmes tendances ou ordres de magnitude que celles du rapport de la Police Nationale# et pour cette raison, elles n'ont pas été utilisées.

10 WorldPop. Estimations du nombre total de personnes par carré de grille en 2020, ajustées pour correspondre aux estimations correspondantes de l'ONU pour 2020 et décomposées par sexe et par groupes d'âge, produites à l'aide des résultats du modèle de croissance des établissements (BSGM) en 2020 <https://eprints.soton.ac.uk/445318/>

11 UIT, "Digital Development Dashboard: Haiti",

5 Témoignages

Les témoignages suivants proviennent des entretiens réalisés au cours de cette étude auprès des jeunes et enfants victimes et engagés dans des gangs dans les communes de la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

Leurs histoires ont été choisies car elles reprennent l'ensemble des éléments qui sont analysés en profondeur dans cette étude.

Témoignage de Nadine, un jeune femme survivante de la violence des gangs

Nadine est une jeune femme résiliente qui a survécu à la violence sexuelle des gangs et à l'assassinat du père de ses enfants par ces groupes. Comme tant d'autres jeunes haïtiens, en plus du contexte fortement violent qui se vit à Port-au-Prince, elle doit faire face à des défis importants liés au contexte de vulnérabilité dans lequel elle vit. Ayant bien plus que la majorité d'âge, elle était à l'école au moment des entretiens. Lorsqu'elle explique sa perspective sur la violence en Haïti elle dit, "la situation actuelle est impossible, un membre de la famille peut sortir et ne pas rentrer. On peut les tuer ou même mettre le feu sur eux. Il y a des viols sur les jeunes filles et on force les jeunes hommes à intégrer les groupes armés [...] les enfants sont traumatisés par les tirs, ils ne dorment pas. Les enfants ont peur, les femmes sont violées et les hommes perdent leur vie". L'insécurité constante et la différenciation genrée des types de violence vécus par les hommes, qui subissent des violences physiques, et des femmes qui subissent la violence sexuelle sont mis en évidence au cours de cette étude à travers les vécus d'autres jeunes et les différentes sources d'information utilisées. Son histoire renvoie aussi aux effets indirects de la violence, notamment à travers le traumatisme vécu par les enfants qui entendent des tirs sur la rue.

Nadine a partagé ses propres expériences de violence, ainsi que des expériences dans son entourage. Un jour, lorsqu'elle était sortie "entre 8h et 9h, dans la zone il y avait des projectiles au cours de la journée. J'étais sortie aller acheter de quoi faire à manger pour mes deux enfants et 3 hommes m'ont séquestrée dans un corridor et m'ont violée." Une de ses amies "a été séquestrée pendant une semaine et violée tout au long". Son histoire montre comment les violences sexuelles sont perpétrées par des individus et par des groupes. Elle raconte les impacts de ces actes par la suite, par exemple, au niveau psychologique et physique elle dit que "La personne n'oubliera jamais et peut se faire du mal [...] je n'étais pas bien, j'avais de la fièvre. J'avais essayé de me

suicider avec des médicaments. Je sentais que je n'étais plus la même personne". Les relations sociales se voient impactées aussi, car "La personne a changé car elle ne sera plus à l'aise". Elle renvoie aussi aux préjudices qui sont liés aux victimes des viols lorsqu'elle mentionne que "si les gens savent, ils vont l'utiliser pour insulter la personne". La prévalence et fréquence croissante des actes de violence sexuelle sont mises en évidence par son histoire et au cours de cette étude. Bien que la magnitude de ces actes n'est pas connue du fait que ces données sont très probablement sous-déclarées, l'histoire de Nadine et d'autres victimes montre à quel point la violence sexuelle devient de plus en plus connue comme une arme des gangs, et comment les victimes sont re-victimisées par la société.

Malgré sa situation fortement difficile, Nadine a survécu à la violence qui lui a été infligée. Elle a réussi à avoir accès à des psychologues pour la soutenir : "Le psychologue m'a aidé à voir plus clair, d'éviter de rester seule, de continuer à faire les activités que j'aime". Pourtant, dans son entretien, elle montre aussi les complications vécues même lorsque les victimes reçoivent de l'assistance. "À l'hôpital on trouve des médicaments, mais on a tout perdu car nos maisons sont incendiées. on a pas d'argent pour manger. Il y a des médicaments qu'on m'a donnés, mais après je ne peux plus manger. Après avoir pris ces médicaments je ne me sens pas bien". Le besoin d'un soutien intégral, qui comprenne la santé et le soutien économique dévient évident dans le contexte violent auquel elle a été confrontée. "J'ai besoin d'un support financier pour m'aider avec mes enfants, les bandits ont tué leur père, en rentrant à la maison, ils l'ont tué". Dans un sens plus large, elle fait appel au besoin général de l'emploi, pour subvenir à ses besoins, mais aussi pour réduire la violence: "on a besoin de sécurité et d'emplois. Moins de personnes deviendront des bandits".

Témoignage de George, un jeune homme ayant quitté les gangs de Port-au-Prince

Le témoignage de George, décrit le vécu d'un jeune homme haïtien qui a été victime de violences et aussi du recrutement de la part des gangs. Il a rejoint les gangs, d'après lui, dans un contexte de précarité, par des besoins économiques, et à travers ses 'amitiés' de l'époque, desquels il a pris distance lorsqu'il a quitté les gangs. Lorsqu'il décrivait ses vécus de violence, George a dit : "Je vis toutes formes de violence, j'ai vu des vieillards périr dans des incendies, j'ai vu des viols, des incendies et des personnes tuées. Dans le ghetto, on est habitués à la situation, on se résigne. Quand j'étais un délinquant, je pensais que je vivais, mais maintenant je sens la différence." Son témoignage a vite rendu compte des multiples types de violence qui sont vécus par les jeunes dans plusieurs communes de la zone métropolitaine de Port au Prince.

Au fur et à mesure qu'il a raconté son histoire, son récit a montré des aspects importants sur l'impact et sur la perception de la violence. "Une jeune fille de 14 ans peut être violée, et cela devient un fardeau pour elle, elle peut devenir malade après. Les enfants engagés dans les gangs ne comprennent pas ce qu'ils font, entre eux, ce n'est rien pour eux." La violence sexuelle contre les mineurs, en plus des conséquences physiques et psychologiques sur la santé est aggravée par des normes sociales perverses de discrimination où des personnes lui accorderont la responsabilité en disant que c'est "elle qui l'a cherchée", alors que les victimes ne montrent pas d'introspective, de remords, ou bien, de compréhension approfondie de ce qu'ils font. Cela montre qu'au delà de la manière dont les gangs utilisent la violence sexuelle pour exercer son pouvoir sur le territoire dans un sens politique en tant que groupe, au niveau individuel ceux qui commettent les crimes n'ont pas nécessairement la même compréhension des motifs ou des impacts de leurs actions, au moins chez les jeunes qui grandissent dans ce contexte de violence et qui commencent à normaliser ces actes violents.

Pourtant, avec l'introspection de George et le soutien qu'il a reçu de la part des organisations de la société

civile, il a réussi à les quitter. "Au début, je visais une seule chose, ne pas perdre ces amis car ils me donnaient de quoi manger et de quoi vivre". Par la suite, des organisations de la société civile se sont approchées de son quartier, et par curiosité il est allé les voir. L'offre de formation et des ateliers de sensibilisation sur la violence ont été les premiers pas qui lui ont permis de quitter les gangs, ainsi que le rejet vécu de la part de ceux qu'il ne considérait plus ses amis du fait d'avoir changé son mode de vie. "Ma vision a changé car j'ai vu que je pouvais [devenir] un professionnel pouvant faire des maillots, faire des tasses et autres. C'est ainsi que cela a changé. Mes "amis" étaient fâchés de ce changement et du retrait et ne me donnaient plus d'argent [...] j'ai reçu des offres pour réintégrer les gangs mais j'ai refusé et j'ai constaté que ce n'était pas mes amis". En termes du processus de quitter les gangs il dit, "c'était controversé, car n'importe où je ne cessais de réfléchir à ce que je faisais. Les gens ne m'encourageaient pas à faire des choses positives, tout le temps on fumait, on buvait de l'alcool. Quand je me suis écarté d'eux, j'ai pu réfléchir. Ce ne fut pas facile, ils me donnaient 1000 gourdes pour manger. Ce n'est qu'après que j'ai compris que je n'étais pas à l'aise, maintenant je n'inspire plus la peur aux autres. On me respecte pour avoir changé". Son témoignage évoque la conscience qu'il avait sur les aspects négatifs qui entouraient sa vie autour des gangs, ainsi que la nécessité qu'il avait des gangs pour avoir accès à des ressources financières.

Son processus de désengagement des gangs se donne donc à travers le soutien qu'il a reçu de la part de la société civile, qui lui a offert une formation pour acquérir des ressources économiques, et des ateliers pour changer de perspective sur sa participation dans les actes violents. Son témoignage rend compte des répercussions de la violence à différents niveaux, tant sur le plan individuel, relationnel et communautaire que sur le plan social pour les jeunes et les enfants. Ces impacts se manifestent à la fois chez les victimes de la violence et chez les jeunes et enfants qui rejoignent les gangs. Il est important de reconnaître que ces

jeunes impliqués dans des actes criminels peuvent également être considérés comme des victimes, car leur implication découle souvent de la coercition directe et violente exercée par les gangs ou d'un contexte complexe marqué par un manque d'opportunités et de ressources, la domination prédominante des gangs, ainsi que du manque de compréhension de leur agir. Pourtant, des actions bien acheminées de la part de la société civile accompagnées de sa volonté et résilience montrent que le chemin des jeunes et enfants recrutés par les gangs peut en effet changer.

6

Contexte : quelles sont les tendances de la violence impliquant et affectant les jeunes et les enfants à Port-au-Prince et où a-t-elle lieu ?

*“La violence est horrible, elle a toujours existé en
Haïti, mais aujourd’hui c’est du jamais vu”*

Organisation de la Société Civile

La violence en Haïti n’est pas nouvelle, pourtant elle atteint actuellement des niveaux critiques, exacerbés par des crises au niveau politique, économique et social, qui dans l’ensemble accroissent la vulnérabilité de la population. Cette section présente le contexte général de la violence en Haïti, pour ensuite approfondir sur les tendances de violence et sa cartographie, pour la population en générale de Port-au-Prince et pour les jeunes et enfants.

A. Situation générale

La violence en Haïti est en forte augmentation, avec un taux d’homicides qui est passé de 9.51 à 13.56 pour 100 000 habitants entre 2016 et 2021 et des enlèvements qui ont passé de 63 à 664 dans la même période¹², parmi d’autres types de violence. Les gangs, qui auraient le contrôle ou de l’influence sur 80% des villes du pays¹³ et qui arrivent à 200 en nombre (dont 90 gangs à Port-au-Prince)¹⁴ s’affrontent à un corps de police qui ne compte pas avec le nombre suffisant d’effectifs pour les confronter¹⁵. Les habitants de Port-au-Prince seraient exposés à cette violence croissante, avec près de 1,5 million des habitants qui vivraient dans des zones sous le contrôle ou l’influence des gangs en août 2022¹⁶ voir plus de détails sur les gangs dans l’encadré à la fin de la sous-section).

Par ailleurs, le pays ne mène pas d’élections depuis l’assassinat du président Jovenel Moïse, et son système judiciaire se trouve paralysé, avec par exemple un Conseil supérieur du pouvoir judiciaire défaillant et une quasi-inexistence de la production jurisprudentielle qui limitent le pouvoir institutionnel, augmentant l’impunité des crimes. La population haïtienne, qui fait à face à la plus grande prévalence de pauvreté en Amérique latine et des Caraïbes, avec 41.3% de la population en pauvreté multidimensionnelle et 24.5% de la population vivant avec moins de 1.9 dollars par jour¹⁷, se voit aussi

confrontée à des phénomènes d’inflation, de chômage et de manque d’accès aux services de base, ce qui les rend encore plus vulnérables à la violence des gangs (voir section sur les causes structurelles pour plus d’information sur le fonctionnement étatique et les caractéristiques socio-économiques de la population). Face à ces conditions, la population a aussi pris les espaces publics pour demander un changement, avec des mouvements sociaux tels que le Péyi-Lok et le mouvement Petrochallenger, où les personnes ont manifesté pour demander l’établissement d’un gouvernement, des politiques publiques efficaces pour la lutte contre la corruption et des revendications au niveau économique, parmi d’autres. Cependant, ces mouvements sociaux ont reproduit la violence dans l’espace public, touchant particulièrement l’industrie touristique et les établissements scolaires et, de manière générale, la libre mobilité des personnes. La population fait face aussi à des catastrophes naturelles et sanitaires, tels que des ouragans, séismes, la COVID-19 et le choléra qui ont augmenté la pression sur les services de base et la population.

Dans ce contexte, l’étude se centre sur l’analyse de l’évolution de la violence pour la population de Port-au-Prince, en particulier celle des jeunes et des enfants qui est majoritaire dans la ville, mais distribuée de manière hétérogène dans les communes de l’aire métropolitaine de Port-au-Prince (ci-après nommés communes pour simplifier le langage). D’après les données de WorldPop (Figure 4), la population 0-24 ans comprend 50,5% de la population. Par sexe, les femmes représentent 51,5% de la population et les hommes 48,5%. Pour la population de 0-24 ans, la proportion est similaire, avec 52% des femmes et 48% des hommes. La distribution de la population est hétérogène entre les communes ; Port-au-Prince étant la commune la plus peuplée. La proportion des jeunes et des enfants se maintient à près de la moitié au sein de chaque commune (Figure

¹² Police nationale d’Haïti. Statistiques de criminalité en Haïti: 2021, 15 février 2022.

¹³ Nations Unies, “As Haiti Slides into Violence, Its People ‘Cannot Wait Any Longer’ for Assistance, Foreign Minister Tells Security Council”, (2023), <https://press.un.org/en/2023/sc15266.doc.htm>

¹⁴ Global Initiative Against Organized Crime, “Gangs of Haïti, expansion, power and an escalating crisis”, (2022), <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/10/GITOC-Gangs-of-Haiti.pdf>

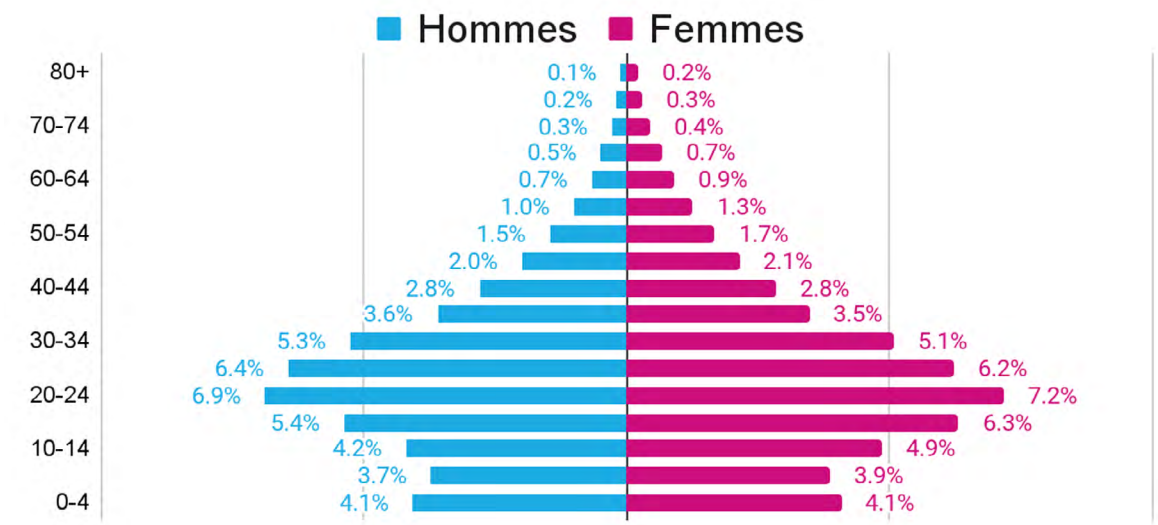
¹⁵ Conseil de Sécurité des Nations Unies, “United Nations Integrated Office in Haiti Report of the Secretary-General”, (2023), <https://reliefweb.int/report/haiti/united-nations-integrated-office-haiti-report-secretary-general-s2023274>

¹⁶ HCDH. Violence sexuelle à Port-au-Prince : Une arme utilisée par les gangs pour répandre la peur, 14 octobre 2022, op. cit., <https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-10/20221014-summary-Report-on-Sexual-Violence-haiti-fr.pdf>

¹⁷ PNUD, “Multidimensional Poverty Index 2022: Haïti”, (2022), <https://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/MPI/HTI.pdf>

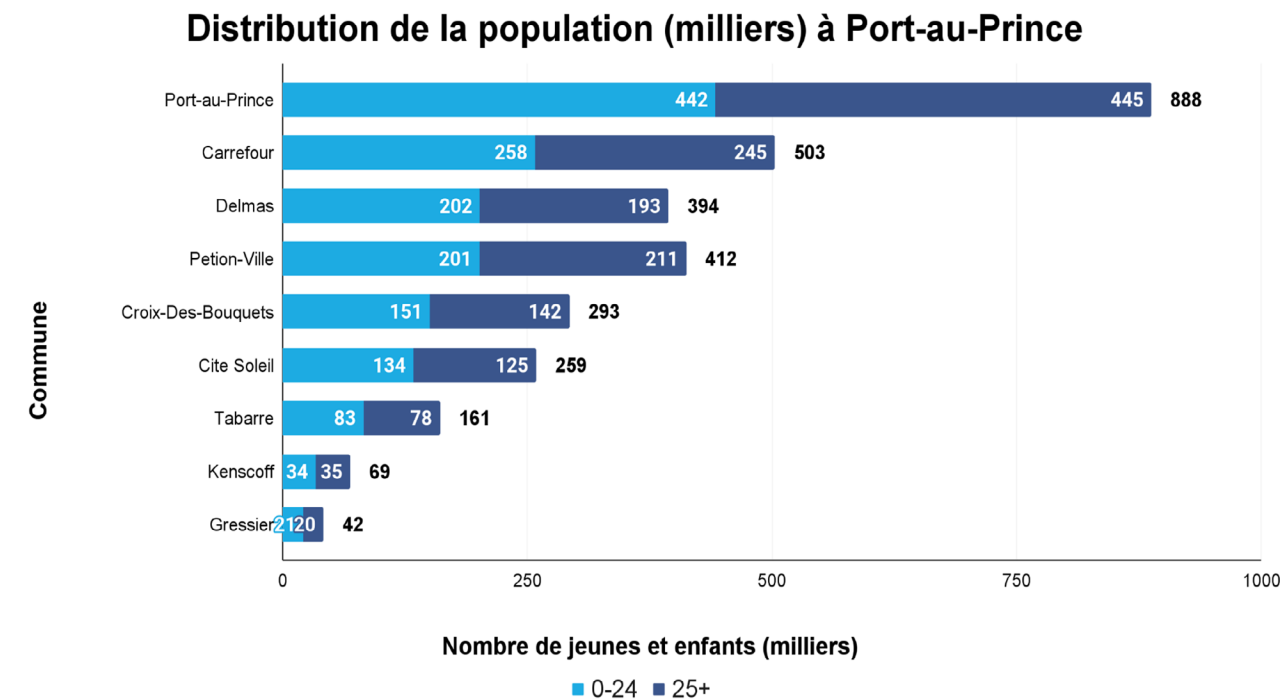
5). La plupart des habitants réside dans les communes de Port-au-Prince (888 mille personnes dont 49% <25 ans). Carrefour (503 mille personnes, dont 51% <25 ans), Pétion-Ville (412 mille, dont 48% mille >25 ans) et Delmas (394 mille personnes, dont 51% <25 ans).

Figure 4. Pyramide des Âges à Port-au-Prince 2020



Source: calcul des auteurs basée sur les données de WorldPop

Figure 5. Distribution de la population de Port-au-Prince en milliers



Source: Calcul des auteurs basée sur les données de WorldPop

Encadré 1. Description des gangs à Port-au-Prince

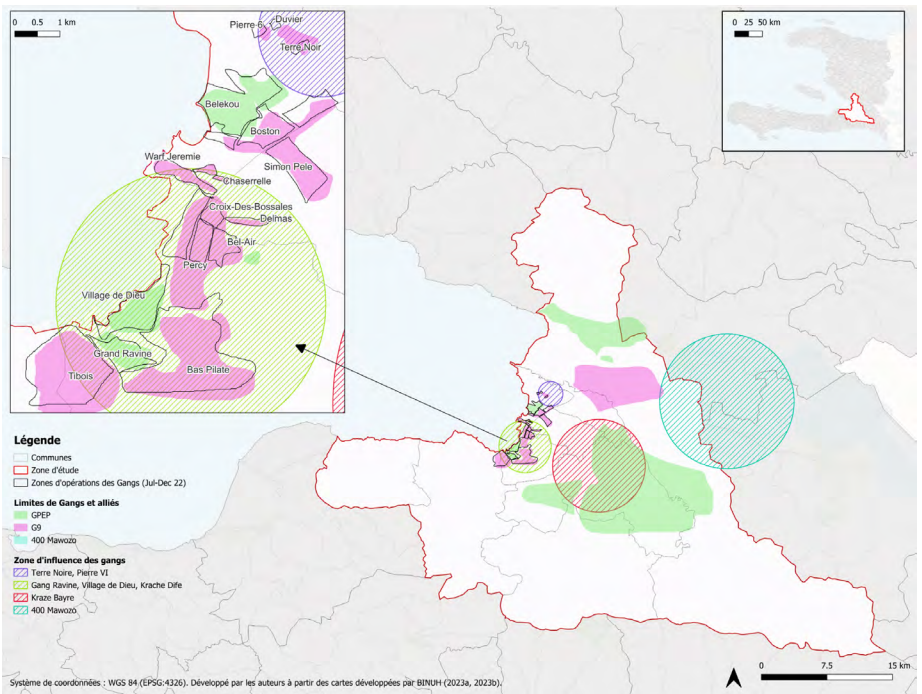
Les gangs à Port-au-Prince

Les gangs ont une présence extrêmement forte et croissante dans les communes de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince qui touche les aspects politiques, sociaux, économiques et culturels dans leurs zones d'influence et du pays, et qui arrive à réguler presque tous les aspects de la vie des personnes à travers une dynamique complexe, changeante et coordonnée du pouvoir, des alliances et de brutalité. La Figure 6 a été construite par les auteurs à partir des cartes développées par le BINUH¹⁸¹⁹, en 2023, avec les zones qui seraient occupées par les gangs. Elle montre les zones contrôlées par des gangs en 2022 et 2023 et les zones d'influence des gangs de 2023 (cercles).

De manière générale, la forte présence des gangs sur le territoire explique le nombre important d'événements violents, mais elle va au-delà de la violence, passant par des actes coordonnés qui visent à prendre un contrôle holistique de la vie des personnes qui habitent dans les

zones qu'ils contrôlent (les tendances de cette violence, les impacts sur les jeunes et les enfants, et les dynamiques qui expliquent ce contrôle sont détaillés dans les sections suivantes). Cet encadré exemplifie la manière dont les gangs prennent contrôle des secteurs économiques clés pour la population tels que les carburants, les aliments et les marchandises, du monopole de la violence à travers le contrôle des armes, du contrôle politique et la légitimité de l'État à travers des actes pour impacter les élections et les pouvoirs publiques, notamment au judiciaire, et avec la participation d'ancien membres de la police dans ses rangs, impactant la légitimité des forces de l'ordre. Le pouvoir qu'ils ont accumulé permet aux gangs d'exercer un contrôle social, car ils jouent le rôle de fournisseurs et arbitres de la vie des personnes, les gangs décident de la sécurité des personnes, leur accès à la nourriture, à la santé, à l'école, au travail, parmi d'autres aspects. Ce qui leur a permis de contrôler le comportement social de la population sur ces dernières années.

Figure 6. Carte des zones d'influence des gangs (2022-2023)



18 BINUH, "La population de Cité Soleil en proie aux gangs. Rapport d'enquête sur les abus des droits de l'homme commis par les gangs dans la zone de Brooklyn de juillet à décembre 2022", (2023), <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/countries/ht/rapport-denquete-sur-les-abus-des-droits-de-l'homme-commis-par-les-gangs-dans-la-zone-de-brooklyn-de.pdf>

19 BINUH, "Situation des droits de l'homme, Principales Tendances, Rapport Trimestriel, janvier-mars 2023", (2023), <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/countries/ha/Haiti-Human-rights-quarterly-report-Q1-2023-FR.pdf>

Parmi les gangs et les alliances des gangs les plus importantes l'on trouve l'Alliance G9, le Baz Pilate, le 400 Mawozo, le G-Pep, Grand Ravine et 5 Secondes²⁰. **L'alliance G9**, connue auparavant sous le nom de G9 en Famille et Alliés, est une alliance de neuf gangs, parmi lesquels l'on trouve Delmas 6 (dirigé par Jimmy Chérizier, ancien policier et dirigeant du gang Delmas 6), Baz Krache Dife, Baz Pilate et Nan Ti Bwa. D'après le rapport de Global Initiative sur les gangs en Haïti de 2022, ils exercent leur influence à Delmas, Pétion Ville et certaines parties du Carrefour. Cette alliance a impacté l'économie à travers le contrôle des zones clés le long de la côte, impactant les livraisons de carburant et de nourriture à travers l'extorsion des entreprises qui utilisent les ports. L'alliance a perpétré différents types de violence tels que les viols, meurtres arbitraires, démembrement des corps, incendies et pillages.

Le gang **Baz Pilate**²¹ est connu comme l'un des plus puissants d'Haïti et fait partie du G9. Il est composé d'agents de police licenciés et en service, qui auraient fait partie de corps spécialisés tels que le SWAT. Il exerce son influence dans une grande partie de Port-au-Prince, comprenant le Champ de Mars, la zone administrative du gouvernement et le quartier de Ti Bois. Il est impliqué dans le trafic de stupéfiants, cambriolages, meurtres. Depuis 2015, ils ont été associés avec des bandes criminelles et des hommes politiques pour influencer les processus électoraux. Ce gang est dit d'avoir infiltré le système judiciaire du pays.

Le **400 Mawozo**²², considéré le plus grand gang d'Haïti au moment de l'étude de la Global Initiative, exerce son influence principalement à Ganthier et dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince à Tabarre et quelques zones de Pétion Ville. Il est composé d'anciens leaders d'organisations d'opposition et de policiers parmi d'autres. Le gang a perpétré des enlèvements, parmi

d'autres crimes. Il a gagné de la visibilité internationale à la suite de l'enlèvement de 17 missionnaires américains en octobre 2021 et son chef a fait objet d'extradition aux États-Unis en mai 2022. En 2022 ce gang s'est aligné avec la coalition G-Pep pour élargir son influence.

Le **G-Pep**²³ est une alliance de gangs dirigée par Jean Pierre Gabriel, alias Ti Gabriel, concentrée sur Cité Soleil et Port-au-Prince. Elle a été créée pour contrer le G9 et combat les affiliés au G9 à Cité Soleil depuis 2020. Leur conflit s'est intensifié depuis 2022, lorsque le G9 a tenté de prendre le territoire du G-Pop dans le quartier de Brooklyn.

Grand Ravine et 5 Secondes²⁴ sont des gangs basés à Martissant à Port-au-Prince. Ils sont constitués par des jeunes issus des bidonvilles de la région métropolitaine, dont la plupart faisait partie des brigades d'autodéfense et d'organisations proches de Fanmi Lavalas. Ils ont obtenu leur financement à partir des enlèvements et le détournement des véhicules de transport de marchandises. Ils contrôlent les motos-taxis et la sortie sud de Port-au-Prince.

Auparavant, ces gangs avaient tendance à rester dans des quartiers spécifiques, pourtant, d'après le rapport sur les gangs du Global Initiative en 2022, les communes de Cité Soleil, Delmas, Croix des Bouquets et les quartiers de Martissant et Bel Air font face à des affrontements qui s'étendent au delà des quartiers et augmentent le nombre de victimes de la population civile²⁵.

Leurs actions ont des impacts sur plusieurs fronts. Récemment, selon les chiffres de l'ONU, l'affrontement en juillet 2022 qui est loin d'être inédit a résulté en 209 morts dont 114 membres de gangs et un inspecteur de police, 135 blessés, 3 000 habitants déplacés, et la mise à feu d'une cathédrale. Les quartiers de Bel Air,

Delmas, et Croix-des-Bouquets ont été les lieux de prédilection de l'affrontement²⁶. Le Service des droits de l'homme (SDH) du Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH) et du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH)²⁷ a recensé 1.634 victimes de meurtres, de blessures et d'enlèvements. Les hommes représentent 80% des victimes, les femmes 17% et les enfants 3%. Les rançons obtenues des enlèvements constituent une source importante de revenus pour de nombreux gangs. Le rapport mentionne au moins 395 enlèvements entre janvier et mars 2023, en augmentation de 12% par rapport au trimestre précédent. Les gangs utilisent les rançons pour l'acquisition d'armes, payer leurs membres et récompenser la population qui soutient leurs activités. Les activités des gangs impactent toutes les catégories sociales, avec une augmentation des enlèvements d'enseignants, d'étudiants et leurs parents au sein ou à proximité d'écoles. Les gangs visent aussi les professionnels de la santé, le personnel judiciaire et d'autres fonctionnaires de l'État. Des violences sexuelles à l'encontre des victimes d'enlèvement ont été utilisées comme moyen d'obliger les familles à payer les rançons²⁸. Les assassinats ont ciblé aussi des journalistes qui attirent l'attention sur la situation de violence²⁹.

Les gangs ciblent aussi des zones clés au niveau économique, tels que les ports et les terminaux pétroliers. Ils forcent les entreprises à les soutenir à travers l'extorsion et ont aussi pris contrôle du revenu des douanes, des marchés publics, de la distribution d'électricité, d'eau des stations de transport en commun. Elles contrôlent les entrées et sorties dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince qui donnent accès aux ports, terminaux pétroliers, zones commerciales et industrielles, l'aéroport international Toussaint Louverture. Les gangs saisissent aussi les produits alimentaires qui sont ensuite distribués à leur

communauté pour contrôler leur image et exercer du pouvoir auprès de la population.

En réponse à la croissance du pouvoir des gangs, et compte tenu des limitations du corps policier pour faire face à la violence, la population a commencé à s'engager dans la violence. Les « brigades de vigilance » et des lynchages collectifs se sont accrus à Port-au-Prince, laissant, d'après le rapport, au moins 75 meurtres, dont 66 membres de gangs, depuis le début de l'année. Pourtant, le rapport du OHCHR de février 2023, montre que les gangs arrivent toujours à restreindre la liberté de mouvement de la population dans une partie importante des quartiers, ainsi que leur accès aux services de base (eau et assainissement), aggravant les conditions déjà insalubres à Port-au-Prince. Les données d'ACLED pour 2023 permettent d'identifier des événements avec l'implication de ce groupe, notamment celui du Bwa Kale, qui a été impliqué dans une série d'actions de vigilance à Port-au-Prince³⁰, ciblant des individus soupçonnés d'appartenir à des gangs. Ces actions ont inclus des attaques brutales ayant entraîné des blessures et des décès, telles que des coupures, des brûlures, des lynchages, voire des décapitations. Le mouvement a justifié ces actions au nom de la sécurité communautaire, estimant que l'élimination présumée des membres de gangs contribuerait à réduire la violence liée aux gangs. Cependant, la situation est complexe, certains incidents résultant de différends liés au soutien des forces de police dans leur lutte contre les gangs. Alors que le Mouvement Bwa Kale cherche à faire face à la violence des gangs qui sévit dans la ville, ses actions comportent également d'importants risques, pouvant potentiellement entraîner davantage d'instabilité et de violence au sein des communautés qu'il cherche à protéger. Trouver un équilibre entre la nécessité de garantir la sécurité et le respect de l'État de droit reste un défi, et ces incidents mettent en lumière la fragilité de la gouvernance et de la sécurité en Haïti.

20 Global Initiative, "Les gangs en Haïti, Expansion, pouvoir et aggravation de la crise", 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/10/Summer-Walker-Les-gangs-en-Hai%CC%88ti-Expansion-pouvoir-et-aggravation-de-la-crise-GI-TOC-octobre-2022.pdf>

21 Global Initiative, "Les gangs en Haïti, Expansion, pouvoir et aggravation de la crise", 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/10/Summer-Walker-Les-gangs-en-Hai%CC%88ti-Expansion-pouvoir-et-aggravation-de-la-crise-GI-TOC-octobre-2022.pdf>

22 Global Initiative, "Les gangs en Haïti, Expansion, pouvoir et aggravation de la crise", 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/10/Summer-Walker-Les-gangs-en-Hai%CC%88ti-Expansion-pouvoir-et-aggravation-de-la-crise-GI-TOC-octobre-2022.pdf>

23 Global Initiative, "Les gangs en Haïti, Expansion, pouvoir et aggravation de la crise", 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/10/Summer-Walker-Les-gangs-en-Hai%CC%88ti-Expansion-pouvoir-et-aggravation-de-la-crise-GI-TOC-octobre-2022.pdf>

24 Global Initiative, "Les gangs en Haïti, Expansion, pouvoir et aggravation de la crise", 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/10/Summer-Walker-Les-gangs-en-Hai%CC%88ti-Expansion-pouvoir-et-aggravation-de-la-crise-GI-TOC-octobre-2022.pdf>

25 Global Initiative, "Les gangs en Haïti, Expansion, pouvoir et aggravation de la crise", 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/10/Summer-Walker-Les-gangs-en-Hai%CC%88ti-Expansion-pouvoir-et-aggravation-de-la-crise-GI-TOC-octobre-2022.pdf>

26 ONU Haïti. Les agences humanitaires de l'ONU « prêtes à porter secours » aux communautés touchées par la violence des gangs en Haïti, 15 juillet 2022, <https://haiti.un.org/fr/190501-les-agences-humanitaires-de-lonu-pretes-porter-secours-aux-communautes-touchees-par-la>

27 BINUH, "Situation des droits de l'homme, Principales Tendances, Rapport Trimestriel, janvier-mars 2023", (2023), <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/countries/haiti/Haiti-Human-rights-quarterly-report-Q1-2023-FR.pdf>

28 Ibid.

29 Global Initiative, "Les gangs en Haïti, Expansion, pouvoir et aggravation de la crise", 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/10/Summer-Walker-Les-gangs-en-Hai%CC%88ti-Expansion-pouvoir-et-aggravation-de-la-crise-GI-TOC-octobre-2022.pdf>

30 OHCHR, "La population de Cité Soleil en proie aux gangs Rapport d'enquête sur les abus des droits de l'homme commis par les gangs dans la zone de Brooklyn de juillet à décembre 2022", (2023), <https://www.ohchr.org/fr/documents/country-reports/population-cite-soleil-grip-gang-violence-investigative-report-human>

B. Tendances générales de la violence³¹

Evolution des événements

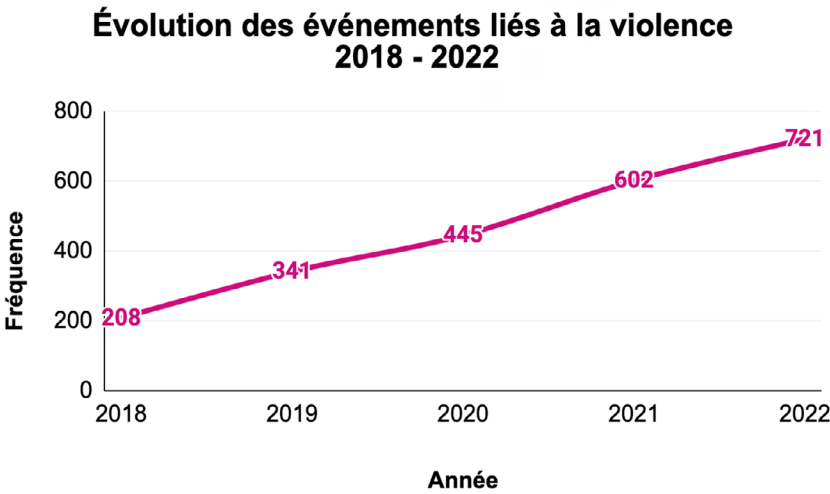
En accord avec les rapports des différentes agences de l’ONU mentionnés précédemment, les données d’ACLED montrent une augmentation persistante des événements liés à la violence entre 2018 et 2022. Au total, les communes de Port-au-Prince enregistrent 2317 événements liés à la violence entre 2018 et 2022. Chaque année le nombre d’événements liés à la violence a augmenté en moyenne de 36,4%, passant de 208 à 721 durant la période de 2018 à 2022 (Figure 7).

Fréquence des événements par type

À partir des entretiens avec les organisations, les jeunes et les enfants, il est à noter que les types de violence les plus fréquents sont les attaques armées, les enlèvements et les viols, utilisées par les gangs pour créer la terreur. D’après les données d’ACLED, les types de violence les plus fréquents sont aussi les affrontements armés, suivis des émeutes et des attaques contre les civils. Les affrontements armés (23%) comprennent les actions violentes commises entre des acteurs armés et organisés, y compris des gangs et la police. Les émeutes (22%) sont

des soulèvements populaires où la force et/ou la violence sont utilisées par les manifestants. Les attaques (21%) sont les événements où les acteurs armés organisés attaquent les civils. Les manifestations pacifiques (14%), sont souvent liées aux revendications de justice, sécurité et des conditions de vie sans l’utilisation de violence. À Port-au-Prince, ces événements sont souvent menés en réaction à la violence, avec 36% des manifestations pacifiques liées aux gangs, la violence, la mort ou les assassinats, les enlèvements, ou l’insécurité. Les enlèvements (13%) constituent les actes violents où les civils sont retenus contre leur volonté³² . Les manifestations violentes (3%) sont des soulèvements intervenus par les forces de l’ordre, avec du gaz lacrymogène par exemple, et/ ou des soulèvements ou la force est utilisée contre les manifestants pacifiques menant à des blessures graves ou mortelles. La destruction à la propriété (3%) a lieu lorsque des groupes armés organisés détruisent ou saisissent des biens. Finalement, la violence sexuelle (2%), a lieu lorsque les individus sont sujets à tout acte sexuel contre leur volonté. À Port-au-Prince, la violence sexuelle est liée à des actions menées par des gangs (97% des événements) ou des groupes armés non-identifiés (3%).

Figure 7. Évolution des événements liés à la violence 2018-2022



Source: Calcul des auteurs basée sur les données d’ACLED

31 Par violence l’on pense à “l’utilisation intentionnelle de la force physique ou du pouvoir, ou des menaces, contre les personnes, qui entraînent ou peuvent entraîner des blessures, la mort, des dommages psychologiques, un mauvais développement ou une privation”.
32 Un rapport de la CARDH a recensé 389 kidnappings pour le premier trimestre de 2023, signifiant une croissance de plus que 173% par rapport à celui de 2021 et de 72 % par rapport à celui de 2022 au cours desquels 142 et 225 enlèvements ont été respectivement recensés.

Évolution des événements par type

Les affrontements entre les groupes armés et les attaques contre les civils sont devenus plus fréquents dans la période d’étude. La violence sexuelle, bien que peu enregistrée, a eu une croissance importante entre 2018 et 2022. La figure 8 montre l’évolution de ces événements par type entre 2018 et 2022. Les affrontements armés sont devenus l’événement le plus fréquent en 2022 (222 événements), suivis des attaques contre les civils (142), les enlèvements (133). La violence sexuelle, bien que très probablement sous-estimée, a eu une forte recrudescence, passant de 9 à 20 événements entre 2020 et 2022.

Principaux acteurs

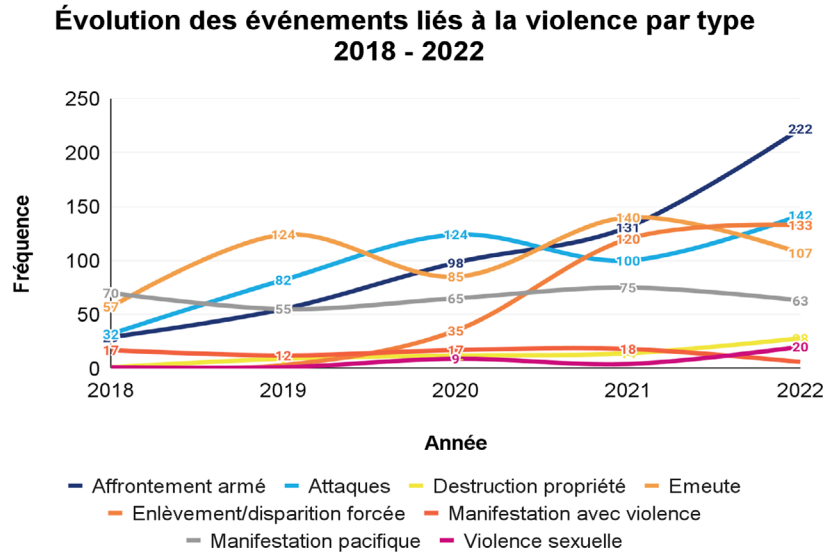
Lorsque l’on analyse les acteurs qui font partie des événements violents, l’on s’aperçoit que les civils sont impactés par la violence plus fréquemment que les autres acteurs, dans la plupart des cas en tant que victimes des gangs. La figure 9 présente les acteurs impliqués dans 90% des événements analysés. Elle exclut les événements où les acteurs ont interagi moins de 5 fois entre 2018 et 2022, ainsi que les manifestations pacifiques et les émeutes où les seuls acteurs sont

les émeutiers et l’affectation est aux biens et non pas aux personnes. Ici, les civils sont les victimes dans 855 événements, étant affectés dans la plupart des cas par des groupes armés non-identifiés (394 événements) et des gangs non identifiés (247 événements). Ensuite, les forces de police ont eu des confrontations sur 460 événements avec des groupes armés, des gangs, des émeutiers et des manifestants.

Principaux gangs

Parmi les gangs identifiés, la croissance de la violence des gangs est menée par des gangs tels que 400 Mawozo, Chien Mechant et G-9, avec une forte croissance du G-Pep. La figure 10 présente le nombre d’événements où les gangs ont été identifiés entre 2018 et 2022 (pour les gangs avec plus de 10 événements). Ici, 400 Mawozo est passé d’être impliqué en 4 événements en 2019 à 71 en 2022, étant le gang le plus identifié dans des événements violents. Chien-Mechant est passé d’être identifié en 2 événements en 2020 à 37 en 2022. Le G-9, est le troisième en fréquence, passant de 1 événement en 2019 à 32. Le gang G-Pep, bien que moins fréquent, est passé de 1 événement en 2020 à 11 événements en 2022.

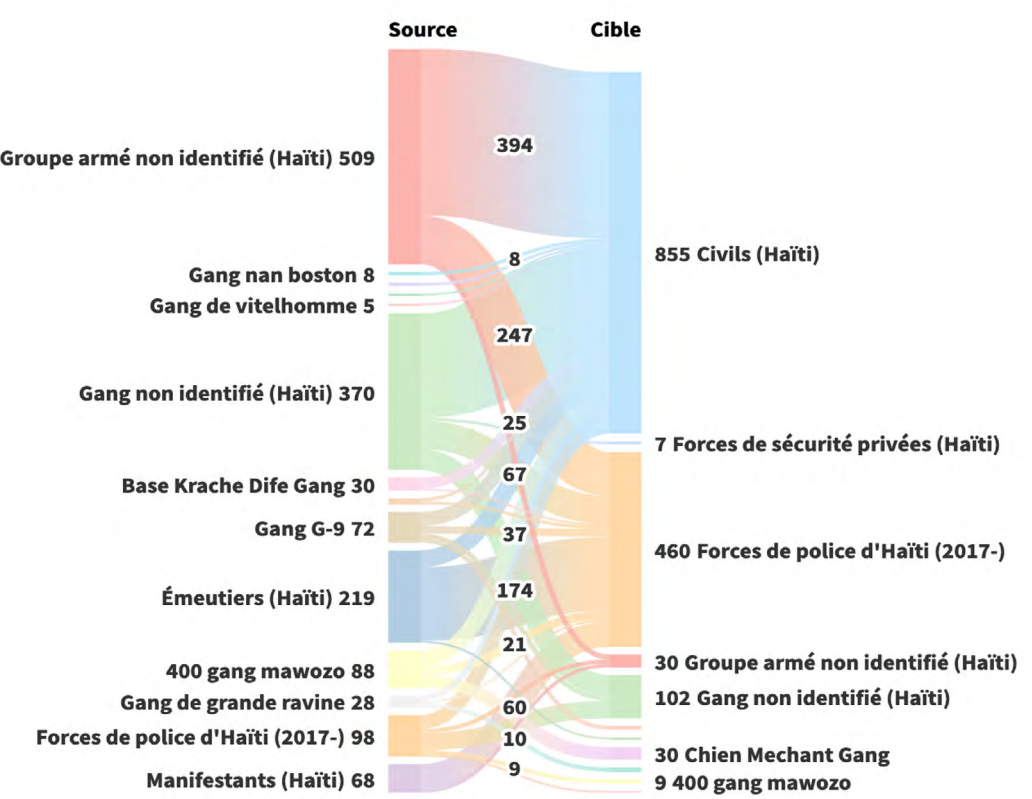
Figure 8. Évolution des événements liés à la violence 2018-2022³⁴



Source: Calcul des auteurs basée sur les données d’ACLED

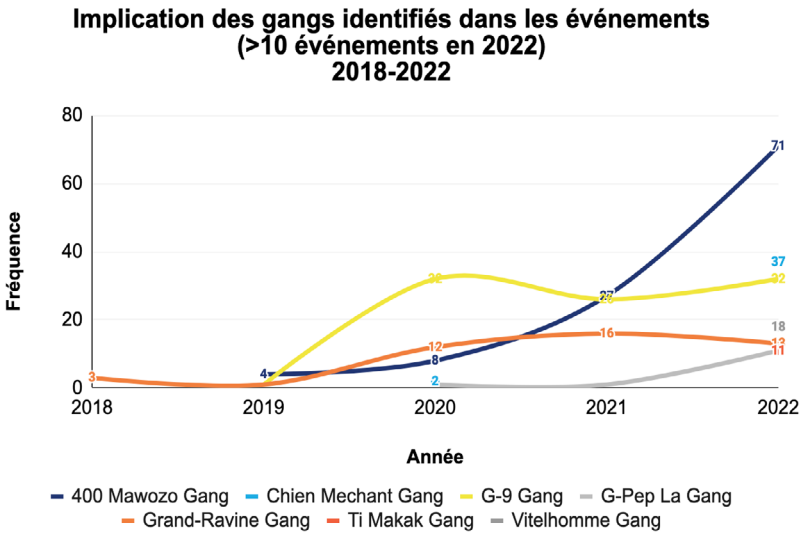
33 La figure 5 présente les acteurs impliqués dans 90% des événements analysés. Elle exclut les événements où les acteurs ont interagi moins de 5 fois entre 2018 et 2022, ainsi que les manifestations pacifiques et les émeutes où les seuls acteurs sont les émeutiers et l’affectation est aux biens et non pas aux personnes.

Figure 9. Acteurs principaux dans les événements violents entre 2018-2022



Source: Calcul des auteurs basée sur les données d'ACLED

Figure 10. Implication des gangs dans les événements liés à la violence entre 2018-2022 (>10 événements en 2022)



Source: Calcul des auteurs basée sur les données d'ACLED.

C. Tendances de la violence impliquant les jeunes et les enfants

Évolution des événements impliquant les jeunes et les enfants

Le nombre d'événements liés à la violence et impliquant les jeunes et les enfants à Port-au-Prince a augmenté entre 2018 et 2022, passant de 15 à 38 événements (figure 11)³⁴. Au total 134 événements ont été identifiés, soit 6% du total d'événements, où les jeunes et enfants (fille, garçon, étudiant(e), jeune, parmi d'autres) ont été impliqués en tant qu'acteurs ou victimes.

Évolution des événements impliquant les jeunes et les enfants par type de violence

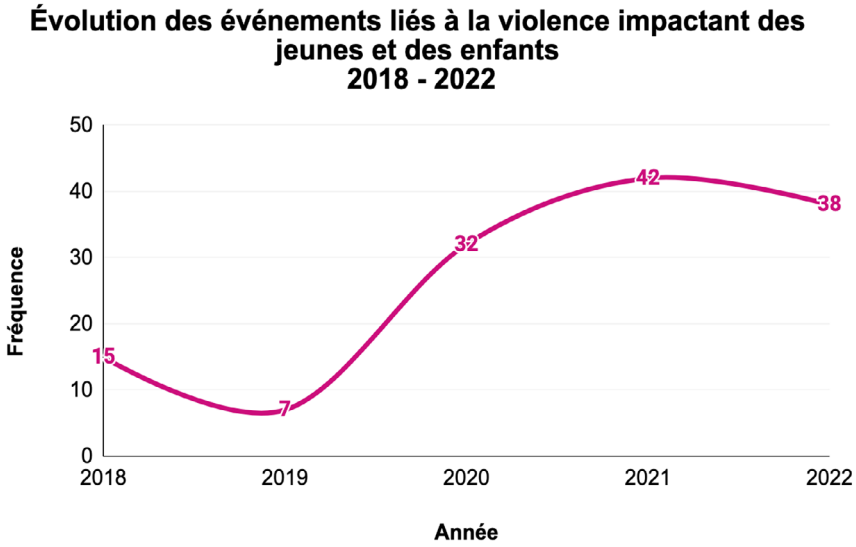
Lorsque l'on analyse ces événements par type, les tendances montrent une augmentation des attaques (de 3 en 2018 à 13 en 2022), enlèvements (6 en 2020 à 11 en 2022) et de la violence sexuelle (1 en 2020 à 6

en 2022) contre les jeunes et les enfants (Figure 12). Le Tableau A en annexe présente des extraits de ces événements, où l'affectation des jeunes et enfants par les actes violents est détaillée, à travers la violence sexuelle, les enlèvements, les confrontations entre les gangs et les assassinats, avec un exemple où les perpétrateurs de la violence sont des jeunes aussi.

Principaux auteurs et fréquence par type de violence impliquant les jeunes et les enfants

D'après les données d'ACLED, pour la plupart des cas, les jeunes et les enfants sont impliqués dans les événements violents en tant que victimes des attaques des groupes armés ou des gangs contre les civils, avec au moins 77 événements entre 2018 et 2022. Pourtant, les autres types de confrontation, tels que les batailles entre les gangs, entre la police et les gangs, ou la police et les émeutiers impactent aussi la population des jeunes et des enfants.

Figure 11. Évolution des événements liés à la violence et impactant les jeunes et les enfants (2018-2022)³⁵

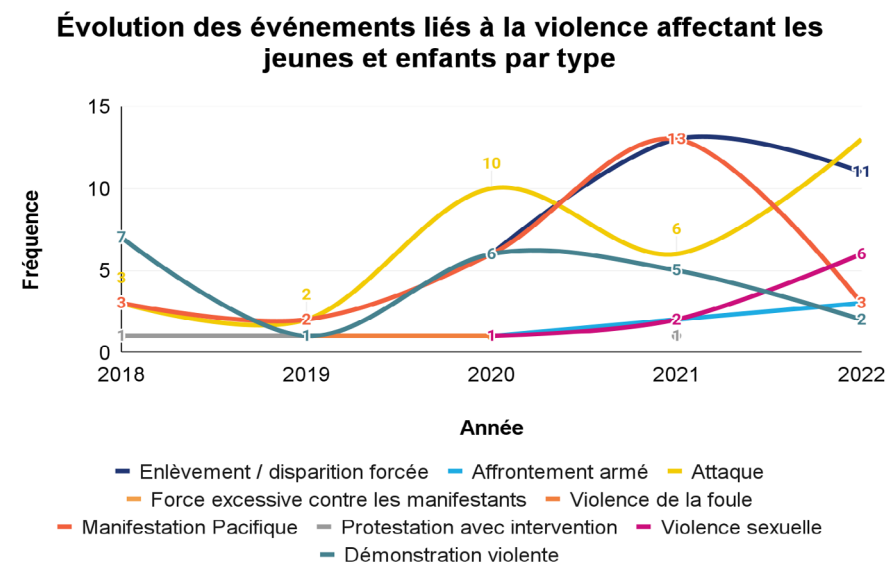


Source: Calcul des auteurs basée sur les données d'ACLED

34 Le texte qui décrit chaque événement dans les données d'ACLED a été filtré à l'aide de la fouille de texte (text mining en anglais) pour comprendre l'implication directe des jeunes et enfants dans les événements liés à la violence. Même si les données d'ACLED sous-estiment probablement la situation réelle vécue par les enfants et les jeunes, ces données laissent entrevoir une fréquence accrue dans l'identification de ces événements, ce qui peut être signe d'une violence qui s'intensifie, ou du moins, qui devient de plus en plus visible.

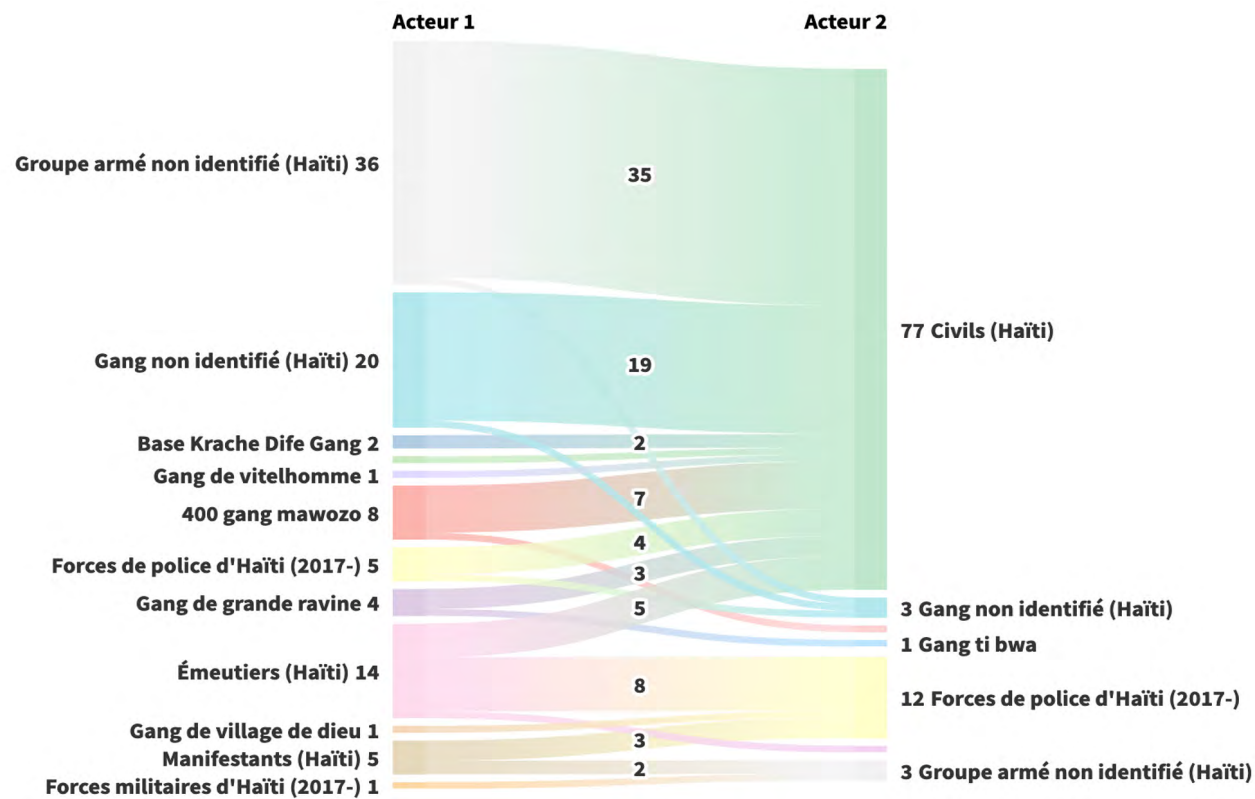
35 La figure 11, montre le nombre d'événements dans lesquels les jeunes et les enfants sont impliqués, en excluant les manifestations pacifiques et les émeutes où les seuls acteurs sont les émeutiers et l'affectation est aux biens et non pas aux personnes.

Figure 12. Évolution des événements liés à la violence et impactant les jeunes et les enfants par type (2018-2022)



Source: Calcul des auteurs basée sur les données d'ACLED

Figure 13. Acteurs principaux dans les événements violents affectant les jeunes et les enfants entre 2018-2022



Source: Calcul des auteurs basée sur les données d'ACLED

L'enquête menée pour cette étude entre avril et juillet 2023 confirme que les gangs sont les principaux auteurs des violences physiques contre les jeunes et les enfants. Pourtant, elle montre aussi que d'autres types de violence sont commis par leurs proches. Bien que la violence psychologique et sexuelle soit aussi perpétrée par les gangs, les auteurs sont principalement les membres de leurs familles³⁶ (voir paragraphe suivant), ce qui rend compte d'un environnement violent qui s'étend au foyer pour les victimes. Environ un jeune ou un enfant sur deux a déclaré avoir été victime de violence physique dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince (51%). Parmi eux, 70% déclarent avoir été victime de cette violence au moins une fois au cours des 6 derniers mois et au moins une fois par mois pour 27% des personnes interrogées³⁷. De façon presque unanime (81%), les interrogés ont identifié les membres des gangs comme les responsables principaux des violences physiques. D'autres acteurs tels que la police (1%) ou les membres de la famille (3%) ressortent également, mais avec des pourcentages très peu significatifs, ce qui s'aligne avec les résultats des données ACLED. Il n'est donc pas surprenant de constater que ce type de violence arrive principalement dans la rue, avec 73% des participants à l'enquête ayant déclaré que la violence physique avait eu lieu dans la rue, 16% dans des lieux publics tels que les parcs, les restaurants et les marchés publics où la présence des gangs est très forte, avec certains contrôlés par les gangs qui ont un ancrage communautaire³⁸. D'autres endroits tels que la maison (20%) et l'école (5%) apparaissent également mais avec une moindre représentation.

La violence psychologique est la forme de violence la plus présente parmi les jeunes et les enfants de

Port-au-Prince, avec 84% des jeunes et des enfants enquêtés ayant subi cette forme de violence au cours des 6 derniers mois³⁹. La violence psychologique se manifeste constamment, 51% des enfants et des jeunes ont été victimes de cette forme de violence et ont déclaré l'avoir subi au moins une fois au cours des six derniers mois, et 38% au moins une fois par mois. Trois acteurs principaux ont été mentionnés par les victimes comme étant les principaux responsables, les membres de la famille signalés dans 59% des cas, les membres des gangs des rues dans 28% des cas. Ainsi, ce type de violence est vécue tant au sein du ménage de la part des parents, qu'à l'extérieur avec des membres de gangs. Quant au lieu où cette violence psychologique est subie, les victimes ont signalé la maison dans 75% des cas, et la rue dans 37% des situations (les figures en Annexe A, B, C et D montrent les détails sur la fréquence, fréquence au cours des 6 derniers mois, lieux et auteurs de la violence qui sont détaillés dans cette partie).

Malgré la possible sous-représentation de la violence sexuelle, le pourcentage des participants qui ont déclaré avoir subi ce type de violence est très élevé. Au total, 18% de la population d'étude a déclaré avoir été victime de la violence sexuelle. Les auteurs de ce type de violence sont principalement les membres de leur propre famille et leurs partenaires ou compagnons (18%), ce qui contraste avec la façon dont l'enquête a été conçue, avec un focus sur la violence générée par les gangs. Parmi les lieux où la violence sexuelle a lieu d'après les participants à l'enquête on trouve principalement la maison (36% ont déclaré avoir subi des violences sexuelles chez eux) et dans la rue pour 58% des cas⁴⁰. Parmi ceux ayant vécu la violence

36 L'enquête a posé des questions aux jeunes et enfants sur les types de violence vécus (physique, psychologique et sexuelle), les auteurs et endroits où elle a pris lieu. Ces résultats sont présentés dans cette étude. Pourtant il faut tenir compte du fait que la violence au foyer de tout type peut obéir à des dynamiques différentes à celle des gangs. Le but dans cette section est de montrer que les jeunes et les enfants subissent la violence auprès d'autres acteurs que les gangs pour s'assurer que les actions respectives ne se concentrent seulement dans la protection des jeunes et des enfants auprès des gangs, mais au foyer aussi.

37 Bien que nous n'ayons pas exploré en détail les formes de violence physique subies afin d'éviter de mettre aux participants face à des questions trop gênantes qui pourraient soulever des traumatismes psychologiques, les exemples qui accompagnaient la description de la violence physique étaient: des coups avec un objet, des menaces avec un couteau ou une arme à feu, et des brûlures intentionnelles. Pour plus d'information sur le questionnaire, l'annexe de ce rapport contient la version complète de l'enquête téléphonique.

38 Par exemple, les experts de l'Unicef affirment que le marché de croix de bossales est contrôlé par le gang de la Saline et le Marché de Sylvana par Baz Pilate.

39 Les formes de violence psychologique incluses dans l'exemple associé à la question étaient notamment les humiliations, les insultes, la violence verbale, la négligence, et l'exploitation subie par des individus connus ou inconnus.

40 À propos de la violence sexuelle, il est à noter qu'elle est sûrement sous estimée. En effet, il n'est pas possible de capturer complètement l'ampleur de ce type de violence car certaines victimes ont peur de dénoncer ou sont très souvent jugées par leur propre communauté lorsqu'elles dénoncent. De plus, certaines victimes ont exprimé qu'elles ne souhaitent pas partager les données de contacts de certains jeunes et enfants qui avaient été victimes de violence sexuelle pour ne pas mettre en risque leur confidentialité et les exposer.

sexuelle, 90% l'ont subi au moins une fois au cours des six derniers mois, et 9% au moins une fois par mois. La violence sexuelle est utilisée par les gangs comme un moyen de répandre la peur, exercer du contrôle, punir, et comme moyen pour obtenir des ressources à travers des rançons demandés aux familles des victimes⁴¹. Ces violences se manifestent à travers des menaces, des viols, suivis parfois de mutilations et meurtres et des viols collectifs qui ont déjà eu lieu devant les familles des victimes, tant au sein des communautés que les gangs dissent ‘protéger’, comme à l’encontre des habitants d’autres communes soupçonnées de collaborer avec des gangs opposants ou bien tout simplement pour le fait de vivre dans un territoire contrôlé par un autre gang. La violence sexuelle utilisée comme arme dans le conflit entre dans une dynamique complexe, où en quelques occasions les familles, qui se trouvent dans des zones précaires et subordonnées au pouvoir demesuré des gangs, utilisent le corps des victimes de violence sexuelle comme monnai d’échange pour gagner accès à la sécurité et le bien-être qui est contrôlé par ces mêmes gangs. En effet, des rapports et les entretiens montrent que certaines familles demandent aux victimes d’avoir des rapports sexuels ‘consentis’ avec les membres des gangs en échange du soutien financier, accès aux services de base, protection contre l’agir du même gang ou des autres gangs, parmi d’autres (ce type d’instrumentalisation du corps des femmes est explicité dans la section sur l’engagement).

Les jeunes et enfants interviewés ont été fortement exposés à la violence indirecte, 45% des jeunes et des enfants ont déclaré avoir entendu parfois ou presque toujours des coups de feu dans leur quartier. Les enquêteurs ont dû arrêter leurs appels à plusieurs reprises à cause des coups de feu qui ont eu lieu pendant les appels. La violence est également très présente à travers les histoires qui circulent dans les communes

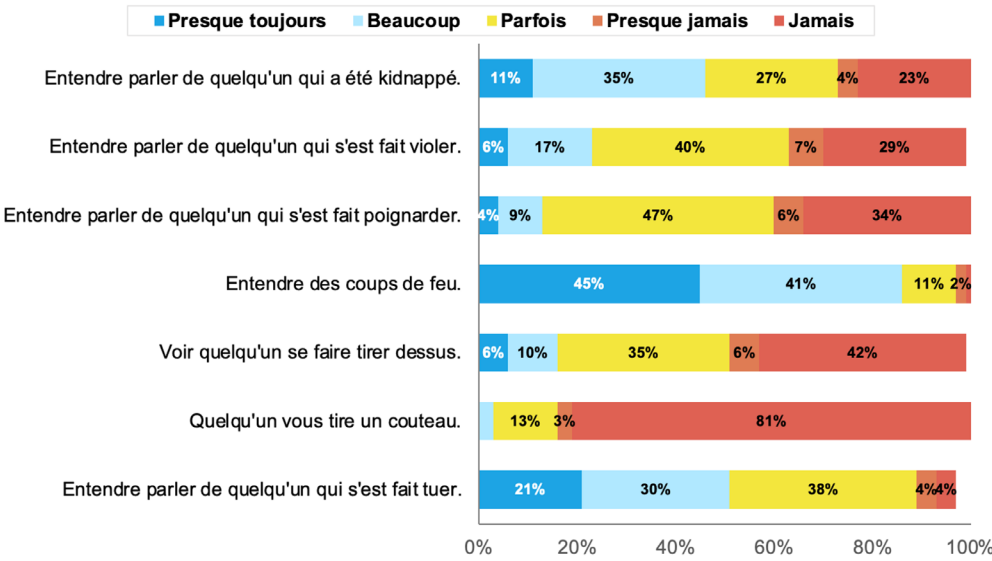
où ils habitent⁴². Parmi les jeunes et les enfants, 35% déclarent avoir beaucoup entendu parler de quelqu’un qui s’est fait kidnapper, et 17% ont beaucoup entendu parler de quelqu’un victime du viol. D’autres actes de violence physique indirecte sont également présents avec une moindre fréquence. 47% des jeunes et enfants ont déclaré avoir parfois entendu parler de quelqu’un qui s’est fait poignarder. Enfin, une proportion moins élevée (13%) et toutefois alarmante ont déclaré avoir été menacés par un couteau. Ces indicateurs de perception et d’expériences de violence indiquent que des formes de violence très sévères sont présentes quotidiennement à Port-au-Prince, entraînant ainsi le risque de la normalisation de ces types d’environnement et de graves conséquences psychologiques. La Figure 13 illustre la fréquence d’occurrence d’une série d’actions violentes choisie pour représenter le climat de violence à Port-au-Prince. Force est de donc de constater que la violence est omniprésente à Port-au-Prince. En fonction de la commune où les jeunes et les enfants habitent, elle peut être ressentie de manière plus fréquente et prendre différentes formes. Mais indépendamment de la commune ou du quartier, elle est toujours présente, sous la forme de coups de feu, d’insécurité et de la peur.

D. Cartographie de la violence

Évolution de violence par commune

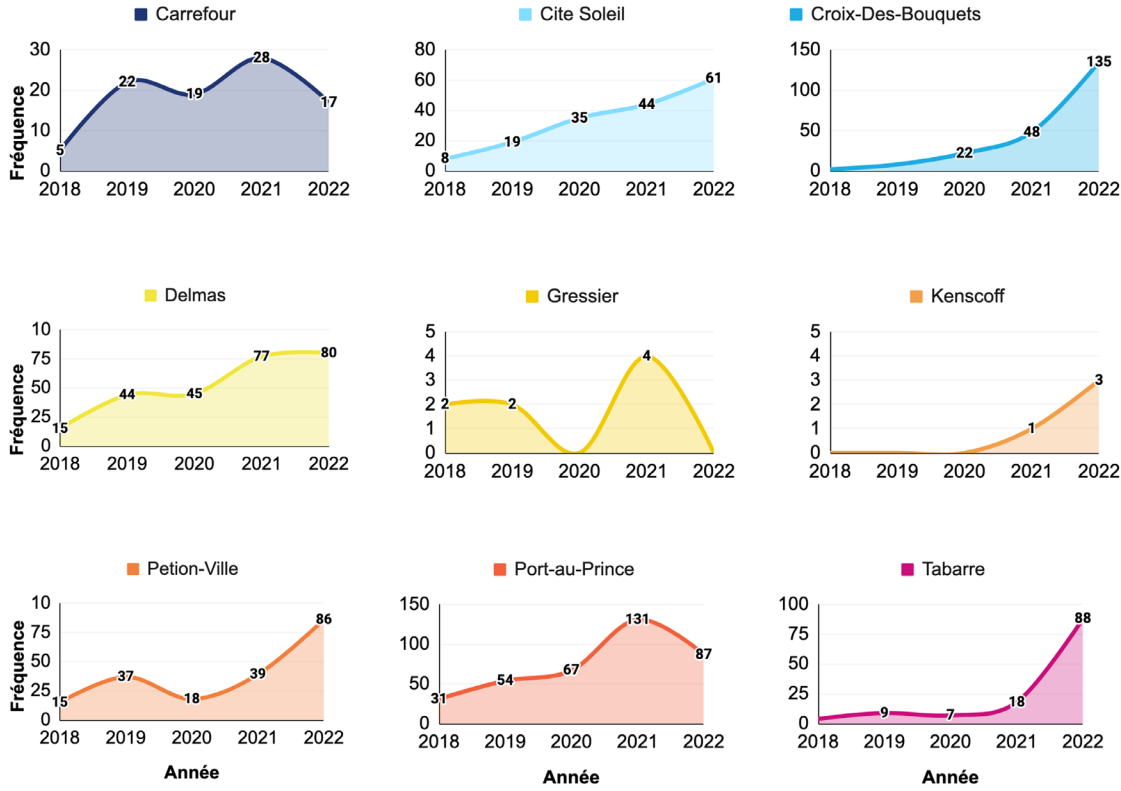
Toutes les communes de la zone métropolitaine de Port-au-Prince sont touchées par la violence à différents niveaux. Croix-des-Bouquets et Tabarre présentent le nombre le plus important d’événements en 2022 ainsi que les croissances les plus importantes dans la période (Figure 14)⁴³. En 2022, les communes avec la plus haute fréquence de violence ont été Croix-des-Bouquets (135), Tabarre (88), Port-au-Prince (87), Pétion-Ville (86), Delmas (80) et Cité-Soleil (61)⁴⁴. La croissance moyenne

Figure 14. À quelle fréquence se produit la violence dans votre quartier



Source: Enquête RDS

Figure 14. Évolution des événements liés à la violence par commune



Source: Calcul des auteurs basée sur les données d’ACLED

41 BINUH, “Violence sexuelle à Port-au-Prince : une arme utilisée par les gangs pour répandre la peur”, 2022, <https://reliefweb.int/report/haiti/violence-sexuelle-port-au-prince-une-arme-utilisee-par-les-gangs-pour-repandre-la-peur>

42 Les questions ont été formulées sur la base d’autres questionnaires existant dans la littérature et prenant en compte l’exposition très forte à la violence, par exemple le “Screen for Adolescent Violence Exposure” (SAVE).

43 Pour cartographier la violence à Port-au-Prince une étape additionnelle de filtrage des événements a été menée, puisque dans la base de données d’ACLED certains événements sont associés à la commune de Port-au-Prince lorsque la commune n’est pas connue. À l’aide de la fouille de texte, les chercheurs ont identifié les localisations décrites dans les extraits des événements (voir exemples des extraits des événements dans le tableau A en annexe). Ensuite, la latitude et longitude des endroits a été identifiée et les événements ont été regroupés par commune. Par exemple, si l’événement mentionne la Banque de la République d’Haïti, la localisation a été extraite et ensuite l’événement a été placé dans la commune de Port-au-Prince.

44 La figure 12 présente l’évolution du nombre d’événements liés à la violence, excluant les manifestations pacifiques, par commune entre 2018 et 2022. Chaque barre représente la distribution en pourcentage d’un type de violence entre les communes (axe y) et les libellés de chaque barre présentent la fréquence des événements.

annuelle du nombre des événements a été fortement marquée à Croix-des-Bouquets (186% de croissance moyenne annuelle 2018-2022). À Tabarre le nombre d'événements a augmenté presque cinq fois entre 2021 et 2022 (116% de croissance moyenne annuelle 2018-2022).

Types de violence par commune

La violence s'étend sur toutes les communes de Port-au-Prince. En termes de fréquence, la commune de Port-au-Prince a la plupart d'affrontements armés, des attaques contre les civils, de destruction de propriété et des enlèvements. Les émeutes sont plus fréquentes à Delmas. Les manifestations violentes à Pétion-Ville. Les cas de violence sexuelle ont été plus nombreux à Cité Soleil et à Tabarre (Figure 15).

Types de violence impliquant les jeunes et les enfants par commune

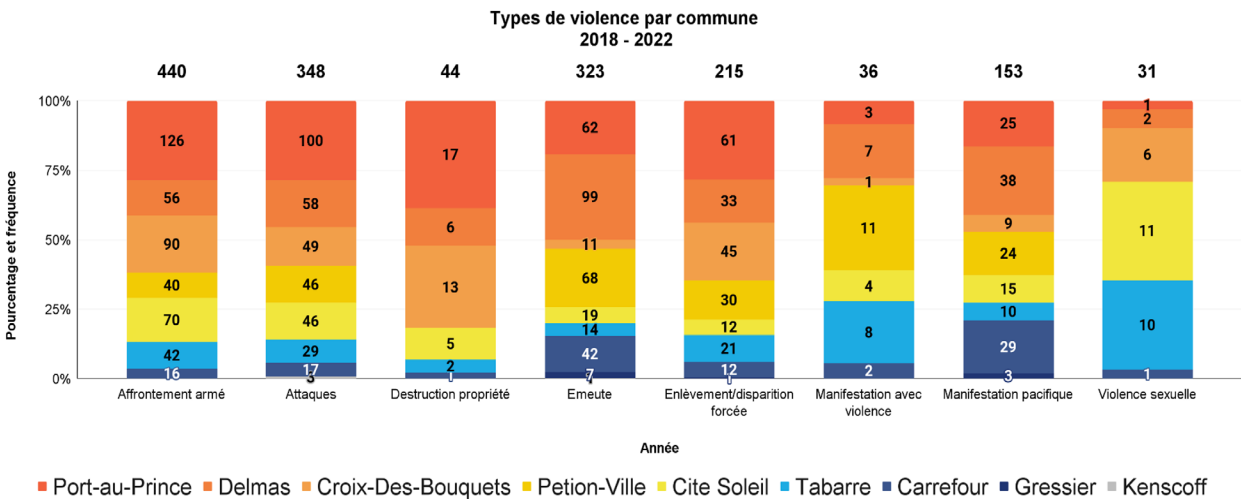
Les événements violents ont affecté la population des jeunes et des enfants dans toutes les communes (Figure 16). Les affrontements armés l'ont impacté à Port-au-Prince et à Croix-des-Bouquets. Les attaques contre les civils ont été principalement importantes à Port-au-Prince, Croix-des-Bouquets, Tabarre, Pétion-Ville, Delmas, Carrefour et Cité Soleil. Les émeutes les ont impacté à Port-au-Prince, Croix-des-Bouquets, Tabarre, Pétion-Ville, Delmas, Carrefour, Cité-Soleil et

Gressier. Il y a des registres d'enlèvements dans toutes les communes sauf à Gressier. Les manifestations avec violence ont affecté la population à Port-au-Prince, Croix-des-Bouquets, Pétion-Ville, et à Cité Soleil. La violence sexuelle à Croix-des-Bouquets, Tabarre, Delmas, Carrefour et à Cité Soleil.

E. Exposition des jeunes à la violence

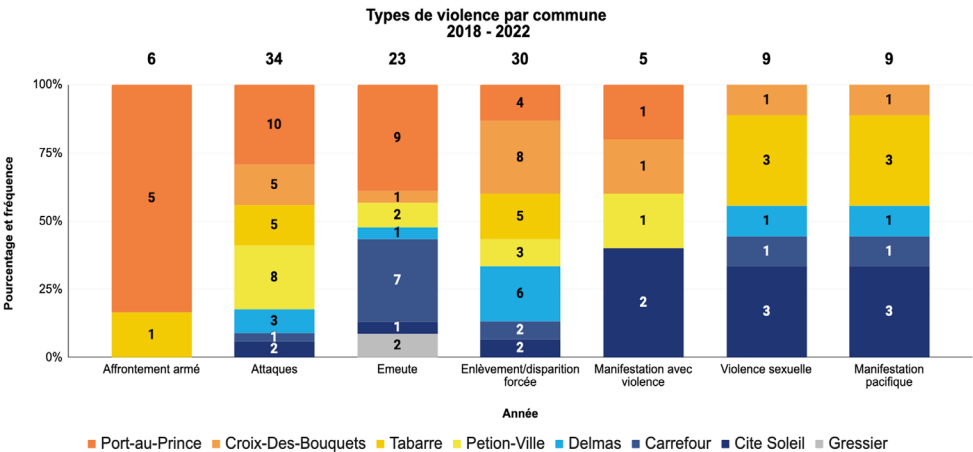
Cette sous-section développe une mesure du nombre d'enfants en risque d'exposition à la violence. Ceci est fait parce que le nombre de jeunes et d'enfants impactés par la violence s'étend au-delà de ceux identifiés dans la section précédente. À la fois parce qu'il y a des victimes non identifiées dans les événements d'ACLED et dans l'enquête et aussi parce qu'il y a des personnes impactées de manière indirecte par la violence, par exemple, à travers des privations en termes de mobilité, d'accès aux services de base et du traumatisme au niveau psychologique lié à l'exposition indirecte à la violence. La Figure 17 ci-dessous présente le nombre de jeunes et enfants (<25 ans) par commune, ainsi que le nombre d'événements violents (sans compter les manifestations pacifiques). Un indice d'exposition à la violence par 100.000 jeunes et enfants (<25) ans a été développé dans le but de comprendre le nombre d'enfants et de jeunes qui est exposé à la violence de manière directe et indirecte par commune et par type de violence, les résultats sont présentés dans la figure 19⁴⁵.

Figure 15. Types de violence par commune (2018-2022)



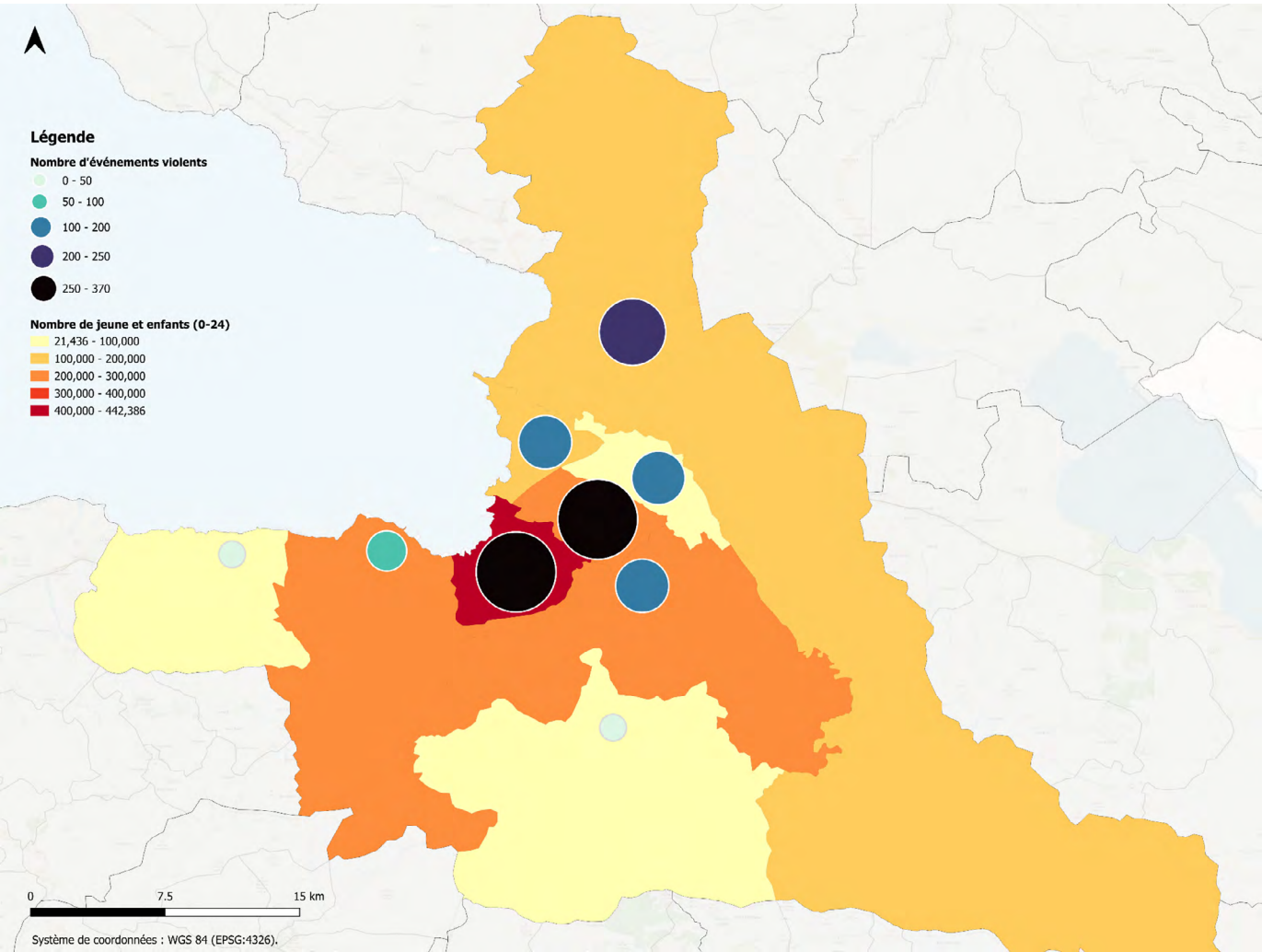
Source: Calcul des auteurs basée sur les données d'ACLED

Figure 16. Types de violence impliquant les jeunes et enfants par commune (2018-2022)



Source: Calcul des auteurs basée sur les données d'ACLED

Figure 17. Carte de la distribution de la population des jeunes et enfants et des événements violents (2018-2022)

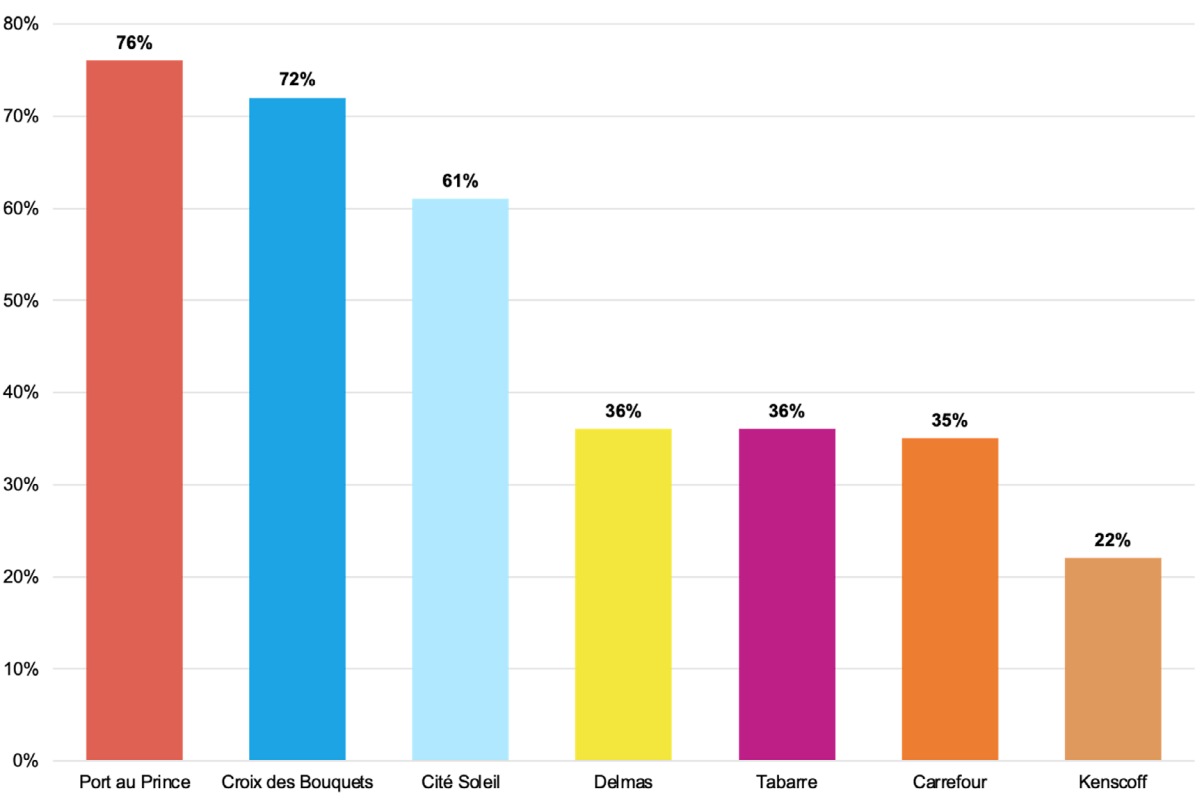


Source : calcul des auteurs basée sur les données d'ACLED et de WorldPop

45 L'indice d'exposition à la violence par 100.000 jeunes et enfants (<25) ans reprend la moyenne d'événements violents entre 2018-2022 et le nombre d'jeunes et enfants dans chaque commune de WorldPop, multiplié par 100.000.

Ces résultats sont alignés avec ceux de l'enquête RDS pour les communes les plus dangereuses. Pendant la durée de l'enquête, 3 communes ressortent principalement dans l'enquête RDS comme épicentres de la violence, à savoir Port-au-Prince, Croix des Bouquets et Cité Soleil (Figure 18). Soixante-seize pourcents des jeunes ont déclaré que Port-au-Prince était une commune dangereuse pour les jeunes et enfants entre 11 et 24 ans, 72% pour Croix des Bouquets, et 61% pour Cité Soleil. Bien que les autres communes soient perçues comme relativement moins dangereuses, les données d'ACLED permettent de compléter l'information, en réaffirmant que les communes de Tabarre, Pétion-Ville et Delmas représentent des zones risquées pour les jeunes et les enfants.

Figure 18. Communes les plus dangereuses pour la population entre 11 et 24 ans

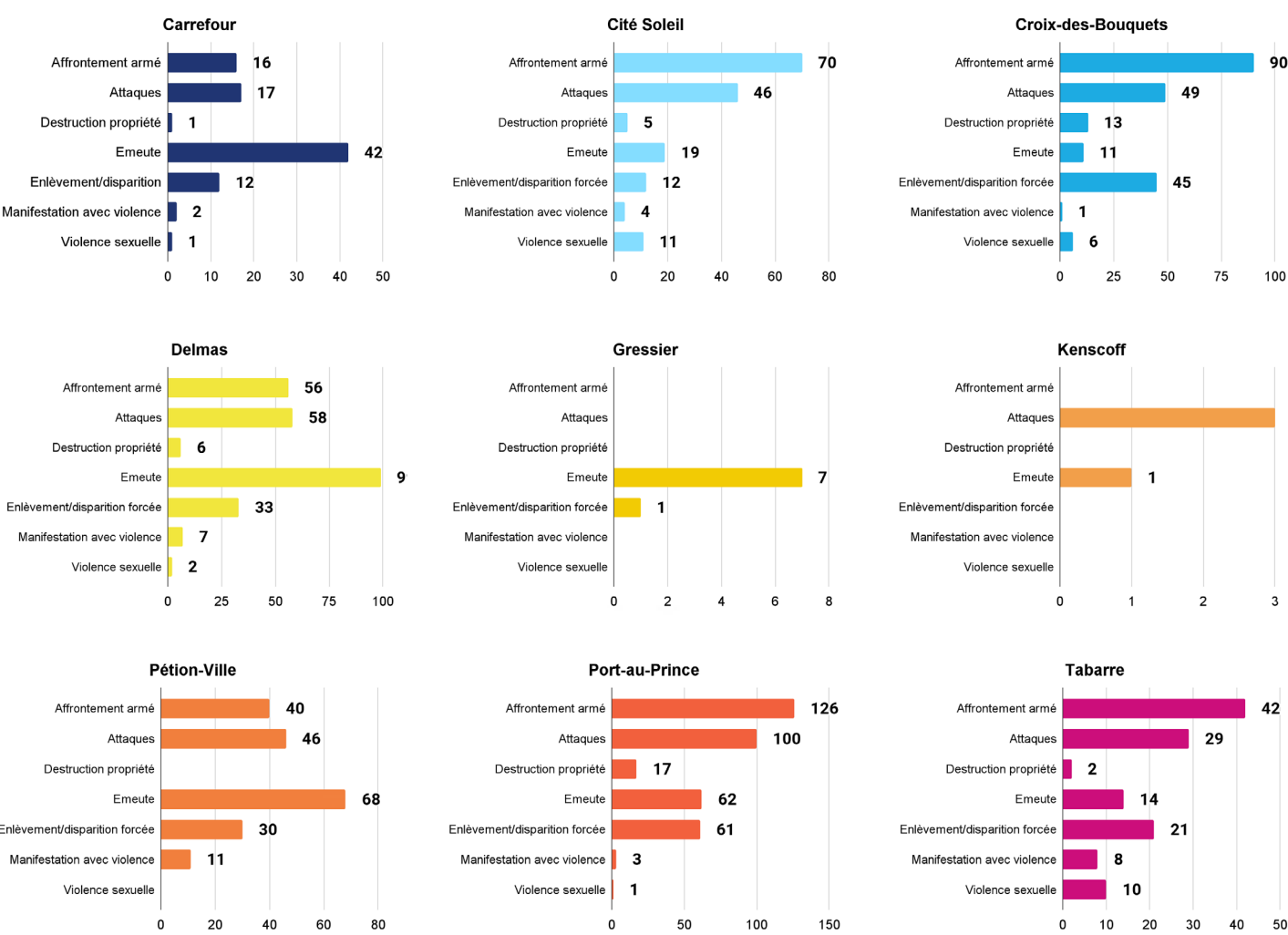


Source: Enquête RDS

Indice d'exposition à la violence

Selon les résultats de l'indice (Figure 19), à Port-au-Prince les jeunes et enfants ont la plus forte exposition aux affrontements armés (126 événements pour 100.000 jeunes et enfants), aux attaques (100 pour 100.000), à la destruction de la propriété (17 pour 100.000), et aux enlèvements, (62 pour 100.000). En ce qui concerne les émeutes, la plus forte exposition est présente à Pétion-Ville, avec 68 événements pour 100.000 enfants. Les manifestations avec violence sont plus importantes à Pétion-Ville, avec 11 événements pour 100.000. Finalement, la violence sexuelle expose davantage les jeunes et enfants dans la commune de Cité-Soleil, avec 11 événements enregistrés pour 100.000 jeunes et enfants.

Figure 19. Taux moyen d'événements liés à la violence pour 100.000 jeunes et enfants (<25), 2018-2022



Source: Calcul des auteurs basée sur les données d'ACLED et de WorldPop

7

Impacts: quels sont les impacts des différents types de violence pour les enfants et les jeunes ?

"L'impact de cette violence a une répercussion physique, psychique, émotionnelle provoquant le dénigrement, des blessures, des troubles du développement, des comportements à risque, des grossesses non désirées, des maladies transmissibles et non transmissibles. Cette violence impacte l'environnement proche et la communauté des enfants et des jeunes."

Organisation de la Société Civile

A. Impacts individuels

"Les enfants qui subissent ceci sont traumatisés à vie. On ne peut même pas dire ce qu'ils deviendront à l'avenir avec tous ces traumatismes"

Max, adolescent affecté par la violence

"L'effet n'est pas la même. Pas beaucoup, mais c'est différent. Parce qu'en tant jeune, je vois les choses différemment qu'un enfant. Ceci nous marquera à vie toutes les deux, mais avec le temps l'enfant peut oublier les grandes lignes de ce qu'elle a vécu, il n'aura que des séquelles. Mais pour moi, en tant que jeune, cela me suivra toute ma vie. C'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai quitté la zone."

Marie, survivante des violences

Comme présenté auparavant, les jeunes et les enfants voient différents impacts directs de la violence au niveau physique, mais ces impacts s'étendent fortement sur le plan psychologique. Les différentes sources de données utilisées lors de l'étude montrent que les jeunes et les enfants sont victimes de meurtres, blessures, séquelles de viol (maladies, grossesse non désirée et/ou adolescente, d'après les entretiens) parmi d'autres atteintes à leur bien-être physique. L'une des participantes aux entretiens a informé l'équipe qu'elle avait été violée par un groupe d'hommes et ensuite elle est tombée enceinte, sans avoir de ressources pour répondre à ses besoins médicaux ou ceux de son enfant. Les signes des traumatismes psychiques ont été mentionnés par les victimes des gangs au cours des entretiens et leur prévalence parmi les victimes a été confirmée par l'enquête RDS. Les participants aux entretiens évoquent la peur, l'insomnie, l'irritabilité, la panique et le stress qu'ils vivent, en conséquence des violences des gangs. D'après les organisations, les jeunes et les enfants impactés par la violence développent des dépressions et des conduites suicidaires. Le stress est aussi évident, par exemple à travers le témoignage de Luc, qui entend souvent les tirs liés aux attaques armées, sans avoir l'occasion de les éviter. Les victimes peuvent développer aussi des comportements à risque, tels que l'usage de l'alcool et la drogue. Ces comportements peuvent exposer davantage les jeunes à la violence, dès lors que les gangs se financent en partie à travers le trafic de drogue (voir section sur les dynamiques et causes structurelles de la violence).

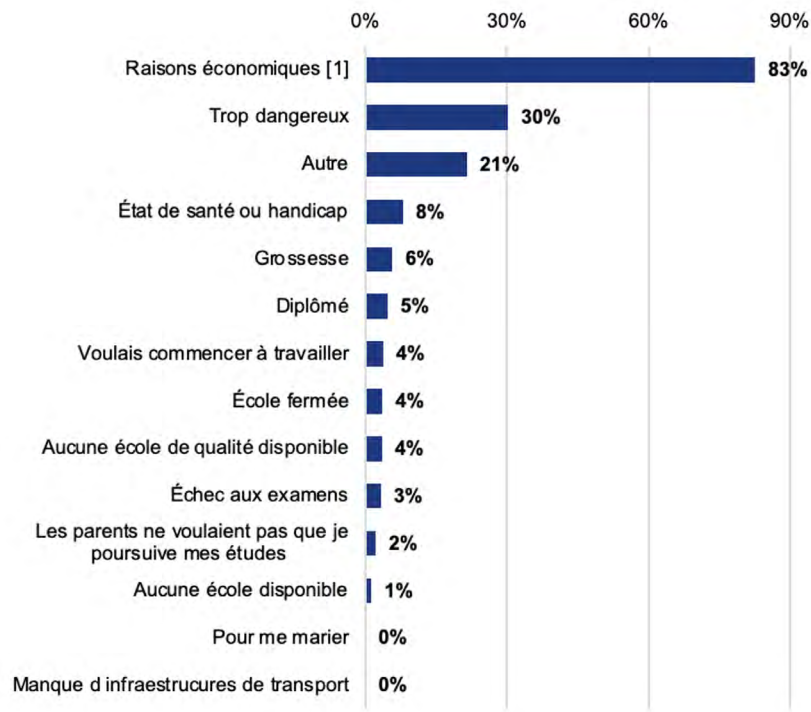
D'après l'enquête RDS, seulement 60% des jeunes entre 15 et 16 ans impactés par la violence seraient inscrits à l'année scolaire 2022 - 2023 indiquant un taux d'abandon scolaire très élevé. L'on constate un pourcentage des jeunes diplômés qui est extrêmement bas, parmi les jeunes enquêtés entre 23 et 25 ans, uniquement 10% ont un diplôme. Ce pourcentage est encore plus bas (2%) pour ceux entre 21 et 22 ans.

La violence est citée parmi les principales causes empêchant la scolarisation, avec 88% des répondants habitant à Croix-de-Bouquets et à Pétion-Ville ayant soulevé la violence comme une des raisons de la non-scolarisation. Bien que cette violence semble être concentrée dans certaines communes, elle est présente partout à Port-au-Prince. Au total, 30% des participants à l'enquête ont déclaré ne pas aller à l'école ou avoir arrêté leurs études car c'était trop dangereux (voir Figure 20).

Les raisons économiques sont les plus évoquées par les enfants pour justifier la non-scolarisation (besoin de gagner de l'argent pour subvenir aux besoins de la famille par exemple) (87%). Parmi d'autres facteurs cités comme la cause du taux élevé d'abandon scolaire, on trouve, la fermeture des écoles (9%), qui est elle-même liée à la violence. L'absence d'infrastructures de transport n'est jamais mentionnée comme réduisant les possibilités de mobilité pour les enfants, tandis que les raisons de santé ou de handicap sont mentionnées à la marge (3%) et seulement 3% déclarent que cette exigence vient de leurs parents directement tandis que 6% déclarent avoir voulu travailler par eux-mêmes. Les grossesses apparaissent comme un facteur assez important dans l'arrêt de la scolarisation (10%).

Bien que le faible taux de scolarisation ne soit pas seulement attribué à la violence, les entretiens avec les organisations, les enfants et les rapports des différentes organisations évoqués précédemment affirment que la présence des gangs en est une cause importante. Les organisations interviewées notent aussi qu'un faible taux d'éducation est l'un des facteurs qui facilite le recrutement des jeunes et des enfants dans les gangs. Additionnellement, le faible taux de scolarisation parmi des jeunes et des enfants qui sont déjà des victimes de violence dénote le niveau élevé de vulnérabilité des victimes, ce qui est renforcé par les difficultés économiques qui sont présentées dans la section sur l'engagement des jeunes

Figure 20. La principale raison de ne pas aller à l'école ou d'arrêter les études



[1] Par exemple “je n’avais pas les moyens” ou “ j’avais besoin de gagner de l’argent pour subvenir aux besoins de ma famille”

Source: enquête RDS

et des enfants dans les gangs. Ce lien potentiel entre les difficultés de scolarisation et le recrutement par les gangs est particulièrement important en Haïti, dès lors que selon les estimations de 2019, 40% des enfants abandonnent l'école avant la 9e année, et que 80% des enfants qui abandonnent l'école sont sur-âgés en raison d'une multiplicité de difficultés, dont les fermetures des écoles liées aux blocages, la violence, la covid-19 qui a eu lieu par la suite, la stigmatisation des élèves sur-âgés, la pauvreté dans un pays où 85% des écoles sont privées, la distance des écoles, le manque de cantines, des barrières de langue entre le français utilisé dans les institutions et le créole utilisé au foyer, parmi d'autres⁴⁶.

B. Impacts relationnels

“On ne fait confiance à personne et surtout à des inconnus. On évite de sortir trop souvent (uniquement

en cas de besoin). On évite les espaces publics ou de loisirs et de visiter des ami-e-s, certaines familles sont séparées, des personnes sont isolées, entre autres..”
Paul, survivant des violences

“J’ai changé mais pas beaucoup. Je suis devenue très méfiante surtout envers les hommes. Bien que je ne connaisse pas les gens qui m’ont fait subir ceci. Je me méfie beaucoup. Je ne tolère plus les hommes”
Marie, survivante de violences sexuelles

La violence impacte la cohésion sociale, elle réduit les espaces d’interaction, augmente la méfiance, détruit la confiance, force les personnes à fuir et à s’isoler. Tel que mentionné par Paul, les personnes en général et les jeunes et les enfants en particulier sont contraints de réduire leur libre mobilité dans les espaces publics pour

éviter d’être exposés à la violence. Cette limitation brise les liens sociaux des personnes en limitant les espaces des relations interpersonnelles entre et au sein des communautés. Suite au vécu des événements violents, les jeunes et les enfants interviewés affirment un état d'hypervigilance. Il s’agit du développement d’une forme de méfiance qui évolue chez les personnes présentes dans les zones affectées où elles évitent de sortir dans les espaces publics pour visiter des amis et des membres de la famille. L’isolement social a donc découlé de la violence des gangs armés, impactant ainsi les relations entre les individus.

Ce brisement des liens de confiance a été partagé par les jeunes et enfants victimes de la violence de l’enquête RDS, à travers une méfiance envers autrui. Avec l’affirmation, “Les gens de votre/ton communauté (c’est-à-dire les personnes vivant dans votre/ton pâté de maisons et avec qui vous/tu interagissez/interagit au quotidien) peuvent être dignes de confiance.” une très infime proportion est d’accord (4%). Face à cette violence, les liens familiaux représentent un des derniers recours, plus de 65% des répondants sont fortement d’accord ou en accord avec la phrase “Vous comptez tu comptes sur un adulte présent compétent attentionné et positif ” (voir figure E “Dans quelle mesure êtes-vous d’accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes, en annexe).

D’un autre côté, des effets s’observent sur la confiance entre pairs et amis. D’après les entretiens avec les personnes affectées par la violence des gangs. Les liens de confiance, qui sont déjà fragiles dans les quartiers vulnérables contrôlés par les gangs, sont fragilisés davantage par l’exposition directe à violence, notamment chez les femmes ayant subi des agressions sexuelles. Dans ce sens, une interviewée ayant survécu à un viol affirme être devenue très méfiante, face aux hommes puisqu’elle les assimile à son agresseur. Il est important de noter que la violence des gangs est un des facteurs, parmi plusieurs, qui impactent les jeunes et les enfants au niveau psychologique et relationnel. En effet, les répondants de l’enquête ont vécu la violence psychologique et sexuelle au sein de leurs foyers, ce

qui montre que la méfiance envers d’autres peut se présenter même au sein du foyer.

De plus, suite à des violences, des interviewés ont également mentionné avoir été obligés de quitter la zone”. D’après les entretiens, les personnes affectées par la violence en Haïti sont alors proie à une séquence de réponse «immobilisation-fuite-combat-abandon », qui se manifeste suite à des menaces imminentes⁴⁷. L’Organisation Internationale pour les Migrations affirme que 96.000 individus ont fui la capitale entre juin et août 2022 à cause de la violence des gangs⁴⁸.

C. Impacts communautaires

“Des fois, je suis obligé de rester chez moi à cause de tirs et des menaces des bandits, je ne peux même pas aller à l’école”
Mylena, survivante des violences

L’insécurité vécue dans les communes de l’aire métropolitaine de Port-au-Prince à cause de la violence intra et inter communautaire limite aussi l’accès aux besoins de base qui en découlent. Les gangs ont créé une atmosphère de violence généralisée dans les espaces publics, plus de 65% des répondants sont fortement d’accord ou d’accord avec l’affirmation “Je me sens en danger lorsque je pars de ma maison pour aller au travail ou à l’école pour faire mes activités quotidiennes”. Les gangs exercent la domination par la terreur dans la rue. D’une part au sein de leur communauté à travers la violence exercée contre ceux qu’ils perçoivent comme détracteurs, comme intercommunautaire, à travers les affrontements entre gangs dans des luttes de territoire. Seulement 11% des jeunes et des enfants sont d’accord avec l’affirmation “Tu te sens en sécurité en marchant dans la rue devant chez toi pendant la journée” (voir figure E “Dans quelle mesure êtes-vous d’accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes, en annexe).

La violence mène aux entraves l’accès aux services de base en général et les services de santé en particulier. L’accès aux services de santé est rendu difficile parce que ni le personnel soignant ni les patients ne sont en

46 UNESCO, “L’abandon scolaire, un phénomène chronique en Haïti”, (2020), <https://www.iiep.unesco.org/fr/labandon-scolaire-un-phenomene-chronique-en-haiti-13486>

47 HS Bracha et al. Does “Fight or Flight” Need Updating?. Psychosomatics, 2004.
48 Relief Web. 96,000 Haitians displaced by recent gang violence in capital: IOM Report, 28 octobre 2022, <https://reliefweb.int/report/haiti/96000-haitians-displaced-recent-gang-violence-capital-iom-report>

sécurité pour aller aux centres médicaux⁴⁹. Les entretiens avec les organisations mentionnent la fermeture de l'Hôpital MSF à Martissant comme un événement significatif dans la mutation de la violence des gangs, vers l'attaque aux services de base. La réduction de la mobilité vient renforcer le phénomène du brisement des liens communautaires, car les jeunes et les enfants qui vivent les effets psychologiques et psychiques de la violence ne trouvent pas d'espaces pour être soutenus par des professionnels. Ce qui peut aggraver les conséquences des violences auxquelles ils sont confrontés.

La violence renforce à son tour les difficultés d'accès à l'éducation. La fermeture temporaire ou définitive de certains établissements scolaires sous l'effet du danger a mis en cause la continuité du parcours scolaire des jeunes et enfants haïtiens⁵⁰. D'après L'UNICEF⁵¹, en Haïti en mai 2022 environ 500.000 enfants avaient perdu accès à l'école à cause de la violence des gangs. Les interviewés ayant été affectés par la violence affirment cet impact qui les oblige à rester chez eux en ratant des cours et des examens. L'insécurité vécue autour des écoles, liée à leur fermeture et aux enlèvements mentionnés dans la section de tendances de violence renforce l'affaiblissement du capital humain qui a été présenté comme un impact individuel de la violence chez les enfants et les jeunes.

En termes de loisirs, “c'est très difficile d'aller dans un parc d'attractions car on peut attraper un projectile”⁵². De manière indirecte, les jeunes et les enfants perdent leurs espaces de socialisation et de loisirs. D'après les entretiens de l'étude, le manque d'espaces de loisirs et d'accès à ces espaces de manière sécurisée rend susceptibles les enfants et les jeunes au recrutement de

la part des gangs, puisque la rue devient leur espace de socialisation où ils sont davantage exposés au contrôle et abus impartis par les gangs.

En outre, l'insécurité alimentaire est un effet latent de cette violence. Les organisations informent que les blocages des grands axes entre les départements menés par des gangs, ainsi que le contrôle que les gangs exercent sur les marchés augmentent le prix des produits dans la ville, ce qui rend plus difficile l'achat de nourriture. Cela fait partie d'autres phénomènes qui renforcent la sécurité alimentaire des jeunes et des enfants. Par exemple, l'inflation en octobre 2022 s'est placée sur 47,2 % d'après l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique⁵³, les experts de l'UNICEF qui ont participé aux entretiens pour cette étude ont aussi mentionné des difficultés d'approvisionnement aux marchés liés en partie au contrôle exercé par les gangs, les vols de marchandise, détournement des véhicules de transport de ces marchandises et les extorsions auxquels sont confrontés les commerces.

D. Impacts sociaux

Les gangs limitent de plus en plus les opportunités d'accroître le capital humain en Haïti, en limitant l'accès à l'éducation, la santé et l'emploi pour les enfants et les jeunes⁵⁴. Actuellement, les gangs ciblent les écoles pour des extorsions et des vols armés⁵⁵, ce qui impacte négativement le renforcement du capital humain (pour ceux qui comptaient déjà avec l'accès à l'éducation) et peut exacerber le taux de chômage, qui en 2021 était supérieur pour la population jeune (35.7%, entre 15 et 24 ans) que pour la population totale (15.7%)^{56, 57}. Comme mentionné auparavant, les hôpitaux ont du mal à traiter les personnes à cause de l'absence d'effectifs dû

à la violence. En l'occurrence, l'Indice de Capital Humain de la Banque Mondiale pour Haïti en 2020 est de 0.4 (l'indice était de 0.4 en 2028 aussi). Cela signifie qu'un enfant né en Haïti ne pourrait atteindre que 40% de son capital productif à l'âge de 18 ans s'il avait eu accès à une éducation de qualité et aux services de santé.

Les organisations participant à cette étude ont informé aussi que les gangs impactent négativement des commerces locaux, à travers le blocage du commerce dans les grands axes entre les départements⁵⁸ et des taxes à la sécurité aux commerces⁵⁹, ce qui accroît le prix des biens et impacte négativement l'économie locale. Ceci implique une perte significative de productivité pour le pays et une augmentation de la précarité socio-économique.

Les interviewés affirment ne voir aucune solution à cette situation. Un interviewé affecté par la violence dit que “la seule solution si tu veux te protéger c'est de prendre l'avion et partir loin de ce pays”. D'autres remarquent que l'Etat, ses organes et les organismes internationaux présents ne sont pas assez outillés pour assister la population. **Le contexte d'impuissance de la part des forces de l'ordre les amène à admirer les gangs et leur mode de vie.** Ce parce que ce sont les gangs qui détiennent le pouvoir dans les quartiers et ils ne voient pas d'opportunités ailleurs. Pour les jeunes et enfants acteurs de la violence, les entretiens révèlent que l'exposition précoce à la violence les conduit à la normaliser et à adopter des comportements violents en réponse, “Ils disent que leur famille était victime et sont entrés dans les gangs pour venger leur famille”, ce qui crée un cercle vicieux de renforcement de violence et détruit le tissu social.

Additionnellement, L'OMS approfondi sur les conséquences qui font suite à l'exposition aux différents types de violence⁶⁰ (voir Figure 21). Parmi les effets physiques l'on trouve des blessures, des fractures et des brûlures potentielles et consécutives à la violence. Les effets sur la santé mentale incluent l'état de stress post-traumatique aussi. La violence peut exposer

les jeunes et les enfants à maladies transmissibles et non transmissibles, ainsi que des conduites à risque comme l'abus des drogues et de l'alcool, le tabagisme, l'addiction, et la violence interindividuelle. La violence sexuelle, en plus des effets psychologiques, peut amener des complications de grossesse, la mort de la mère ou du fœtus.

Dans l'ensemble, la forte exposition à la violence vécue par les jeunes et les enfants laisse des séquelles qui impactent directement leur développement et celui des générations futures. Au niveau de leur santé physique et psychologique, les impacts sont mis en évidence par les conséquences des différents actes violents, la mort, les blessures, les grossesses précoces et non désirées, les maladies transmissibles, les conséquences psychologiques du vécu de la violence, tels que le stress post-traumatique, la dépression parmi d'autres. Leur capital humain se voit impacté tant au niveau de leur santé, qu'au niveau de leur éducation, ce qui porte atteinte à leurs droits, diminue les opportunités de trouver un emploi et d'améliorer leurs conditions de vie étant donné que leur productivité est déjà moins de la moitié de ce qu'elle pourrait être si leurs conditions de vie étaient meilleures. Les normes sociales négatives renforcent les préjudices vécus par les victimes de violence. Par exemple, les tabous existant autour des grossesses précoces augmentent les probabilités d'abandon scolaire, et d'autres types de violence de genre. Leurs relations sociales se voient aussi interrompues par les restrictions de mobilité et le danger existant en dehors de leur foyer, sans oublier qu'un nombre important de victimes de violence des gangs est aussi victime de violence de la main de ses proches.

Dans l'ensemble, la forte exposition à la violence vécue par les jeunes et les enfants laisse des séquelles qui impactent directement leur développement et celui des générations futures. Au niveau de leur santé physique et psychologique, les impacts sont mis en évidence par les conséquences des différents actes violents, la mort,

49 MSF.Haïti : maintenir l'accès aux soins de santé dans un contexte de violences croissantes, 28 octobre 2021, <https://www.msf.fr/actualites/haïti-maintenir-l-acces-aux-soins-de-sante-dans-un-contexte-de-violences-croissantes>

50 UNICEF.Haïti : neuf fois plus de violence armée contre les écoles en un an, 9 février 2023, <https://www.unicef.fr/article/haïti-neuf-fois-plus-de-violence-armee-contre-les-ecoles-en-un-an/>

51 UNICEF. Haïti : La violence des gangs pousse un demi-million d'enfants hors de l'école à Port-au-Prince, 05 mai 2022, <https://www.unicef.org/haïti/communiqu%C3%A9s-de-presse/ha%C3%Afti-la-violence-des-gangs-pousse-un-demi-million-d'enfants-hors-de-l%C3%A9cole#:~:text=PORT%2DAU%2DPRINCE%2C%205,ont%20%C3%A9clat%C3%A9%20depuis%20fin%20avril.>

52 Entretien avec organisation de la société civile

53 Institut haïtien de statistique et d'informatique. Données, Octobre 2022, <https://ihsi.ayiti.digital/>

54 UNICEF. Increasing number of schools in Haiti targeted by gangs - UNICEF, 2 novembre 2021, <https://www.unicef.org/lac/en/press-releases/increasing-number-schools-haiti-targeted-gangs-unicef>

55 bid.

56 Banque mondiale, Haiti data, 2023, <https://data.worldbank.org/country/haïti>

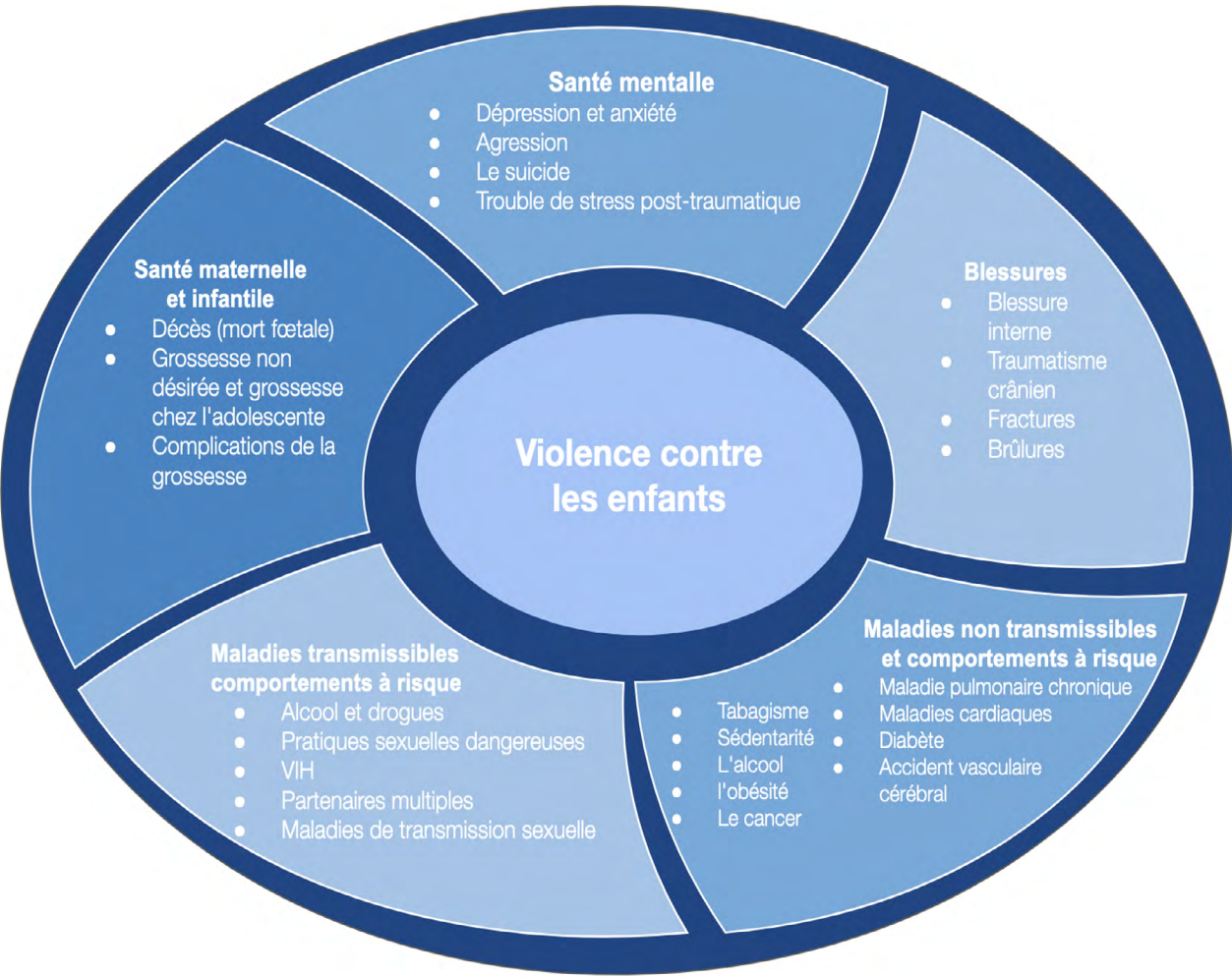
57 Ibid.

58 Information obtenue des entretiens avec les organisations de la société civile.

59 Information obtenue à travers des experts de l'UNICEF

60 OMS, “INSPIRE Seven Strategies for Ending Violence Against Children”, (2016), <https://www.unicef.org/media/66876/file/INSPIRE-SevenStrategies.pdf>

Figure 21. Impacts potentiels de la violence sur les jeunes et les enfants



Source: OMS, 2016

les blessures, les grossesses précoces et non désirées, les maladies transmissibles, les conséquences psychologiques du vécu de la violence, tels que le stress post-traumatique, la dépression parmi d'autres. Leur capital humain se voit impacté tant au niveau de leur santé, qu'au niveau de leur éducation, ce qui porte atteinte à leurs droits, diminue les opportunités de trouver un emploi et d'améliorer leurs conditions de vie étant donné que leur productivité est déjà moins de la moitié de ce qu'elle pourrait être si leurs conditions de vie étaient meilleures. Les normes sociales négatives renforcent les préjudices vécus par les victimes de violence. Par exemple, les tabous existant autour des grossesses précoces augmentent les

probabilités d'abandon scolaire⁶¹, et d'autres types de violence de genre. Leurs relations sociales se voient aussi interrompues par les restrictions de mobilité et le danger existant en dehors de leur foyer, sans oublier qu'un nombre important de victimes de violence des gangs est aussi victime de violence de la main de ses proches.

61 Global Initiative, "Les gangs en Haïti, Expansion, pouvoir et aggravation de la crise", 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/10/Summer-Walker-Les-gangs-en-Hai%CC%88ti-Expansion-pouvoir-et-aggravation-de-la-crise-GI-TOC-octobre-2022.pdf>

8

Engagement : comment et pourquoi sont-ils engagés dans la violence?

Les gangs exercent leur pouvoir au niveau économique, politique et social dans les quartiers pour recruter des jeunes et des enfants, ce qui se manifeste à travers plusieurs mécanismes. Le niveau économique à travers leur contrôle sur les ressources au sein des quartiers, le niveau politique à travers les revendications politiques des gangs, notamment des revendications contre la corruption⁶², et au niveau social les notions de respect, vengeance, amitié, et de fuir leur maison. Ces attributions de pouvoir des gangs montrent leur fonctionnement comme des groupes organisés à des buts multiples, qui utilisent la violence comme un outil parmi tant d'autres pour exercer et accroître leur pouvoir. L'évidence de leur organisation et stratégie pour prendre le contrôle se manifeste par exemple sur le saccage des palais de justice à Port-au-Prince⁶³ pour impacter le secteur de la justice, leur influence économique sur le transport de marchandises, les commerces, les aliments, le carburant parmi d'autres. D'après l'étude du Global Initiative⁶⁴, les gangs exercent une influence aussi sur la vie politique, notamment à travers des 'services' électoraux, tels que la distribution de tracts dans leur quartier les jours des élections, du lobby porte à porte -et probablement à travers l'intimidation- en faveur des candidats, des levés de fonds à travers l'extorsion et la destruction des bureaux de vote pour bénéficier des candidats. Ces interventions sur la vie politique, ainsi que des discours les revendiquant comme acteurs contre la corruption⁶⁵, peuvent expliquer la perception des gangs comme une force avec une influence politique, tant par la force que par leur influence sur les élections et les pouvoirs publics. Ils deviennent dans un certain sens les intermédiaires entre l'institutionnalité fragmentée et affaiblie en Haïti et les habitants de plusieurs quartiers, particulièrement les plus vulnérables, ce qui est manifesté à travers le recours des personnalités politiques aux membres des gangs pour leurs services électoraux. Dans un autre sens, face à la faible, voire nulle présence institutionnelle dans quelques zones, les gangs deviennent les détenteurs du pouvoir institutionnel. Dans les deux cas, leur interaction avec

le politique et leur positionnement au sein des quartiers leur accorde la force pour influencer la vie des habitants. L'aspect social est repris par l'enquête RDS (voir résultats dans le paragraphe suivant), où les notions de respect, vengeance, amitié sont perçus comme des raisons pour joindre les gangs. En même temps, cela montre comment l'intégration des gangs dans la communauté, qu'elle soit par la provenance de ses membres au sein des quartiers et/ou à travers les rapports de force en faveur de ses alliés et contre ses opposants, crée des espaces où ils sont perçus comme des acteurs sociaux, qui méritent ou imposent le respect, qui dispensent une forme de justice face à la rivalité et à la violence qu'elles ont elles-mêmes créées, mais aussi une justice face au système politique qui échoue. Elles sont également perçues comme un refuge accessible par amitié ou par le désir de fuir la situation personnelle de chaque jeune et enfant. Surtout, le plus important est le fait que dans cette dynamique holistique de contrôle impartie par les gangs, qui se tient sous la façade du pouvoir localisé dans les communes de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, il y a une évolution dans leurs stratégies politiques, économiques et sociales, où les gangs forgent des alliances, contrôlent davantage de territoires et arrivent à créer une séparation sociale entre les personnes, qui crée des distinctions entre les habitants des quartiers. À travers cette fracture sociale et leur contrôle dans les autres aspects, ils forgent une influence sur tous, ou bien, la plupart d'aspects de la vie sociale dans les communautés. C'est dans ce contexte complexe que les gangs utilisent leurs mécanismes pour recruter et engager les jeunes et les enfants.

Les résultats de l'enquête RDS montrent à quel point les actions des gangs leur ont permis d'influencer sur les différents aspects de la vie dans les communes de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Les réponses à la question sur l'engagement montrent une multiplicité d'aspects sur lesquels les gangs impactent les jeunes et les enfants qui vont au-delà de l'engagement forcé et le besoin de protection. Selon l'enquête RDS (Figure

22), les raisons de l'engagement dans des gangs sont majoritairement liées à la volonté d'acquérir plus de ressources économiques (94%) qui sont, comme on l'a vu précédemment, contrôlés par les gangs. Plusieurs raisons liées au statut donné par l'engagement dans les gangs sont également évoquées ("être respectés" 36%; "rejoindre des personnes considérées comme des modèles" 33%). Certaines raisons répondent directement au contexte de violence dans lequel vivent les personnes, ainsi 21% se seraient engagées pour être protégées, tandis que 11% auraient été forcées à rejoindre les gangs, et 25% par volonté de vengeance. Bien qu'avec des pourcentages plus faibles, les gangs apparaissent aussi comme un substitut à un environnement familial, 16% rejoignent les gangs pour fuir la maison et 21% par amitié (figure 22). Ces aspects, sont repris et complétés avec les résultats des entretiens et de la revue de littérature et sont présentés par la suite⁶⁶.

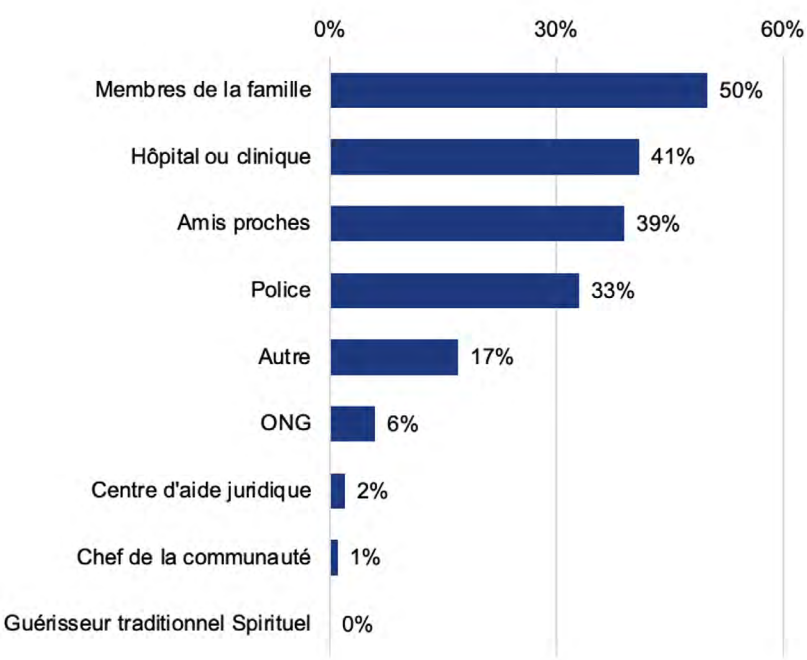
A. L'affiliation comme stratégie de protection

"Pour se protéger, il faut avoir un gang"
Organisation de la Société Civile

"Ils disent qu'ils le font pour arriver à vivre eux même."
Survivant de violence de gangs

L'un des vecteurs des engagements est le besoin de se faire protéger de et par les gangs, qui dans l'absence et l'affaiblissement des forces de l'ordre, se proposent en tant que fournisseurs d'aide et de protection. En raison de la proximité géographique, de l'incapacité de fuir leurs quartiers, et des représailles violentes contre les détracteurs des gangs, les jeunes et les enfants sont contraints de les rejoindre. Ce processus est complexe car certains jeunes et enfants semblent joindre les rangs des gangs de manière 'volontaire', par exemple,

Figure 22. Selon vous, quelles sont les principales raisons pour lesquelles les jeunes s'engagent dans les gangs



Source: Enquête RDSSource: Calcul des auteurs basée sur les données d'ACLED

62 Global Initiative, "Les gangs en Haïti, Expansion, pouvoir et aggravation de la crise", 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/10/Summer-Walker-Les-gangs-en-Hai%CC%88ti-Expansion-pouvoir-et-aggravation-de-la-crise-GI-TOC-octobre-2022.pdf>

63 BINUH, "Violence sexuelle à Port-au-Prince : une arme utilisée par les gangs pour répandre la peur", 2022, <https://reliefweb.int/report/haiti/violence-sexuelle-port-au-prince-une-arme-utilisee-par-les-gangs-pour-repandre-la-peur>

64 Global Initiative, "Les gangs en Haïti, Expansion, pouvoir et aggravation de la crise", 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/10/Summer-Walker-Les-gangs-en-Hai%CC%88ti-Expansion-pouvoir-et-aggravation-de-la-crise-GI-TOC-octobre-2022.pdf>

65 Global Initiative, "Les gangs en Haïti, Expansion, pouvoir et aggravation de la crise", 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/10/Summer-Walker-Les-gangs-en-Hai%CC%88ti-Expansion-pouvoir-et-aggravation-de-la-crise-GI-TOC-octobre-2022.pdf>

66 Quant aux possibles moyens à travers lesquels les enfants recrutés pourraient quitter les gangs de rues, seulement 12% des enfants interrogés connaissent une personne ayant rejoint puis quitté un gang. Une forte proportion ne sait pas ou ne connaît pas une telle personne. La majorité des enfants interrogés ne connaissent pas de personnes proches (37%) qui ont rejoint des gangs ou ne savent pas (44%). 21% des enfants déclarent connaître 1 personne (6%), entre 1 et 5 personnes (5%) ou plus de 5 personnes (10%) qui ont rejoint des gangs. Ces personnes ont rejoint les gangs à des âges divers, 5% sont très jeunes (entre 11 et 14 ans), 12% ont entre 15 et 18 ans et 30% sont plus âgés.

pour se défendre d’une attaque d’un autre gang sur leur quartier. Pourtant, leur agentivité est contrainte par la capacité des gangs de punir ses détracteurs et par le manque de capacités de se défendre des attaques des autres gangs. Les jeunes et les enfants ont conscience des potentielles répercussions de ne pas agir avec ou en faveur des gangs. Au delà de la violence physique, psychologique et sexuelle qui peut leur être infligé, les jeunes et enfants interviewés ont témoigné la manière dont les gangs attaquent les familles et les proches des personnes qui ne soutiennent pas les gangs, ce qui crée un sens de responsabilité des jeunes sur leurs proches et la communauté qui pèse sur leur ‘choix’ de rejoindre les gangs. En même temps, les gangs utilisent les liens avec la communauté, créés par la force et par leur contrôle sur les aspects sociaux, économiques et politiques des quartiers, pour se positionner en tant que fournisseurs de protection. Leur possession d’armes et l’impunité sur ses crimes leur permet d’imposer leur loi dans les quartiers. La question de la protection offerte par le gang, ainsi que la peur de la vengeance de ses membres si la personne recrutée décide de les quitter pousse les enfants et les jeunes à accepter de faire partie d’un gang et d’y rester⁶⁷.

B. L’affiliation forcée déterminée par le sexe et l’âge de la victime

“S’il y a une belle fille, le chef des gangs va l’avoir même si elle ne veut pas”
Organisation de la Société Civile

“Pour les jeunes c’est encore plus grave. Ils peuvent se convertir en bandit pour se protéger, les filles peuvent se livrer à la prostitution. Tout ce que je peux dire c’est que dans tous les cas c’est compliqué”.
Survivante d’agressions sexuelles de gangs

“Ils sont plus faciles à utiliser, à manipuler.”
Personne affectée par la violence des gangs

Les enfants et les jeunes qui sont recrutés par des gangs sont instrumentalisés par des derniers pour de multiples raisons, qui entrent dans le cadre des stratégies de combat des gangs. D’après un entretien, ils sont souvent utilisés par les gangs pour porter des armes et des équipements, notamment parce qu’ils sont plus faciles à instrumentaliser que les personnes plus âgées. Les enfants sont engagés pour jouer le rôle d’antenne des gangs, ils portent de la munition, surveillent les personnes enlevées, et font de l’espionnage. D’après les entretiens, depuis l’âge de 14, les enfants ont déjà appris à être violents, et commettent des actes violents de la part des gangs.

D’après les entretiens avec les organisations la violence est genrée. Les femmes sont cibles de violence, particulièrement de violence sexuelle. Elles sont engagées dans la violence à travers l’instrumentalisation de leur corps par les acteurs violents, parfois dans le but d’affecter un groupe rival. Par exemple, une organisation affirme que “les gangs à Croix-des bouquets utilisent les femmes comme arme de guerre pour déstabiliser les [autres] gangs, pour humilier l’autre groupe rival”⁶⁸. Une autre organisation informe que les gangs demandent des faveurs sexuelles aux femmes en échange de protection. D’après les entretiens, les hommes sont plutôt les cibles de violences physiques et sont sujets au recrutement dans les gangs, si bien les organisations informent sur certains cas de violence sexuelle. Bien qu’il n’y ait pas de chiffres sur ce type d’agression contre les hommes, des viols collectifs et des viols au cours des affrontements entre gangs ont déjà été documentés. Par exemple, le viol collectif de cinq individus armés contre un garçon de 12 ans, et le viol en utilisant des armes de feu contre un jeune homme lors d’une confrontations entre gangs⁶⁹.

C. L’affiliation par des facteurs socio-économiques

“Pour recruter des nouveaux membres, ils ne font rien d’extraordinaire. Chaque mois, ils promettent des paiements de 15,000 gourdes, ils désignent une marchande qui

va te donner à manger tous les jours (un plat chaud), un “chef” peut te donner 250 gourdes en passant”
Baptiste, jeune homme recruté par les gangs

“Je ne sais pas comment intégrer ces groupes. Mais, je sais que certains les intègrent parce qu’ils ne peuvent pas souffrir. Ils veulent atteindre certains objectifs, ils évitent la misère.

Le chômage est l’un des mobiles de leurs actions.”
Paul, survivant des violences des gangs

La vulnérabilité des jeunes et des enfants, ainsi que de leurs familles joue un rôle important dans le recrutement. L’appauvrissement de la population haïtienne et les ressources financières dont disposent les gangs à travers les vols, les rançons et les pillages vulnérabilisant encore plus la population à leur influence. Il a été documenté que les gangs offraient des sommes d’argent aux enfants et les menaçaient de les tuer, pour qu’ils les rejoignent⁷⁰. Pour les interviewés recrutés par des gangs, les enfants rejoignent les gangs dans une vision de couvrir leurs besoins immédiats. Jonel a dit, “ils font tout pour avoir un plat chaud (...) ils ne le font pas pour changer leurs conditions de vie”. Les organisations informent aussi que les jeunes et enfants qui joignent les gangs deviennent une source de revenu pour leurs familles, et que le recrutement fonctionne comme si “les familles donnaient des ressources humaines aux gangs”. Bien que des chiffres sur le nombre d’enfants dans la rue impliqués dans les gangs armés ne soient pas disponibles, les organisations interviewées dans cette étude ont mentionné qu’il y a de moins en moins d’enfants dans les rues potentiellement à cause du recrutement. Les enfants recrutés se construisent alors sous l’influence des gangs et deviennent à la fois victimes et acteurs de l’insécurité et la pauvreté en Haïti⁷¹.

Ces limitations économiques sont vécues depuis leur enfance, empêchant les jeunes et les enfants d’accéder à la nourriture et aux services de base tels que l’éducation et les rendant plus vulnérables à la violence

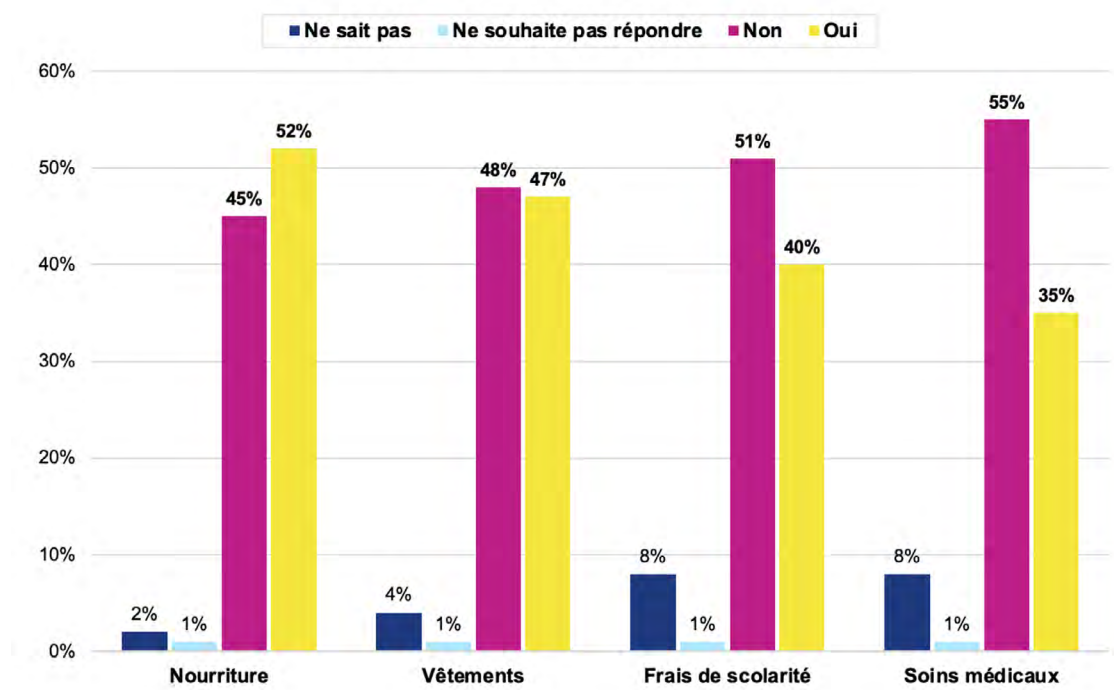
actuelle et au recrutement. Dans l’enquête RDS, un répondant sur deux affirme que sa famille n’a pas eu suffisamment d’argent pour acheter de la nourriture lors de son enfance. L’enquête évalue les conditions économiques des jeunes et des enfants et analyse en quoi ces conditions influent sur leur possibilité d’accès aux services de base. A la question “Quand vous étiez enfant, pensez-vous que le ménage avait assez d’argent pour...” 52% des jeunes et enfants enquêtés déclarent ne pas avoir eu assez de moyens économiques lors de leur enfance pour accéder à la nourriture, 47% pour pouvoir acheter leur vêtement, 40% pour couvrir leurs frais de scolarité et 35% n’avaient pas suffisamment pour payer les soins médicaux (Figure 23). Ce manque de ressources peut avoir des conséquences irréversibles à long terme lorsqu’elle a lieu dans les premières étapes de la vie, s’ancre à la fois dans les causes et les conséquences de la crise que subit le pays et renforce la vulnérabilité des jeunes et des enfants au recrutement par des gangs.

D’après les entretiens réalisés auprès des victimes et acteurs de la violence des gangs, le chômage et l’impossibilité d’assurer une vie digne rendent les individus plus aptes au recrutement des gangs. Le besoin “d’échapper à la misère” serait dans ce cas un élément qui motiverait l’affiliation. Selon Tom, “le plus souvent ceux qui font partie des gangs sont ceux qui n’arrivent pas à trouver du travail ou faire une activité rentable pour vivre. La vie est chère donc ils utilisent leurs armes pour mettre la pression sur les autres. Dans les deux cas, il y en a qui travaillent ensemble et d’autres ne font que s’attaquer entre eux et des innocents en paient le prix fort.” Les propos de Tom - affecté par la violence des gangs dans son quartier - illustrent sa perception du poids de la vulnérabilité socio-économique, un facteur de risque qui facilite l’affiliation aux gangs.

67 Child Soldiers International, Child Soldiers Global Report 2004 - Haiti, 2004, available at: <https://www.refworld.org/docid/4988065628.htm> [accessed 27 October 2022]
68 Entretiens avec les organisations
69 BINUH, “Violence sexuelle à Port-au-Prince : une arme utilisée par les gangs pour répandre la peur”, 2022, <https://reliefweb.int/report/haiti/violence-sexuelle-port-au-prince-une-arme-utilisee-par-les-gangs-pour-repandre-la-peur>

70 UNICEF. De la salle de classe aux groupes armés : le rêve brisé de Steve, 12 juin 2022, <https://www.unicef.org/haiti/recits/de-la-salle-de-classe-aux-groupes-arm%C3%A9s-le-r%C3%Aave-bris%C3%A9-de-steve>
71 Huyghebaert, Patricia. Les enfants dans les conflits armés : une analyse à l’aune des notions de vulnérabilité, de pauvreté et de “capabilités”, 2009, <https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2009-2-page-59.htm>

Figure 23. Quand vous étiez enfant, pensez-vous que le ménage avait assez d’argent pour :



Source: Enquête RDS

D. L’affiliation comme lien social et identitaire

“Ils veulent être comme le chef. Quand ils voient que le chef est le juge et qu’il a de l’argent avec facilité. Le manque d’autres modèles sociaux, l’enfant prend l’habitude de vouloir être comme le chef qui obtient de l’argent.”
Organisation de la Société Civile

“Les jeunes trouvent une certaine jouissance à être appelés violeurs, bandits délinquants (...) Quand ils discutent entre eux après un viol, ils sont satisfaits de leur acte, aucun ne peut raisonner l’autre par manque de capacités. Tuer quelqu’un ne veut pas dire grand-chose pour eux. Ce n’est qu’après la formation que j’ai pu comprendre certaines choses.”
Yannick, jeune homme recruté par les gangs et soutenu par la société civile par la suite

D’après les entretiens, l’engagement dans les gangs constitue aussi une recherche de liens, pourtant, les résultats de l’enquête RDS suggèrent que seulement une minorité des jeunes et enfants rejoindraient des gangs pour cette raison. Les interviewés décrivent comment la normalisation de la criminalité liée à l’exposition constante aux actes violents et la recherche de modèles à suivre dans les acteurs violents guident les aspirations de certains enfants, qui perdent la notion de la gravité des actes (viols, assassinats, entre autres) et participent des gangs pour développer des liens identitaires et sociaux. Face au manque de protection de la part de la police et au manque d’opportunités d’étudier et de travailler, les enfants et les jeunes se trouvent devant l’obligation de chercher un allié qui les protège⁷². D’après les interviewés, ces acteurs deviennent les gangs, où ils peuvent trouver la protection et des liens d’appartenance au niveau relationnel et culturel⁷³.

72 Lacroix, Olivier et Gilbert, Sophie. Se désaffilier pour mieux s’affilier ? Complexité du cheminement d’anciens membres de gangs de rue d’origine haïtienne, 2015, <https://www.erudit.org/fr/revues/crimino/2015-v48-n2-crimino02155/1033842ar.pdf>
73 Lacroix, Olivier et Gilbert, Sophie “Se désaffilier pour mieux s’affilier ? Complexité du cheminement d’anciens membres de gangs de rue d’origine haïtienne. Criminologie 48, no. 2 (2015) : 165–185. <https://doi.org/10.7202/1033842ar>

S’affilier à un gang entre également dans le cadre de la quête d’un mode de vie attractif. D’après un entretien avec un acteur social travaillant sur la question de la violence, les jeunes seraient attirés par un mode de vie et le pouvoir inspiré par le statut du chef. Le désir d’être chef est ainsi un facteur qui alimente ce processus d’affiliation dans les gangs et qui facilite le recrutement des enfants et des jeunes, séduits par le pouvoir que ce statut impliquerait. La question du respect serait également présente parmi les motifs d’affiliation. Le pouvoir et la valorisation du statut de la personne dans son quartier et son milieu social pourraient expliquer la facilité avec laquelle les gangs recrutent dans les lieux où leur présence est remarquable. Cette instrumentalisation passe par le registre du symbolique. Considérer le fait de “ne pas participer comme un acte de trahison” et face aux menaces de violence envers eux ou leurs proches, pousse les enfants et les jeunes à se rendre plus disponibles, face aux tentatives de recrutement par les gangs. La création d’une identité collective cristallisée-qui se base sur l’opposition entre les quartiers - permet également de renforcer le désir de rejoindre les gangs pour les enfants et les jeunes, selon un entretien.

Pourtant,d’après l’enquêteRDS,lesvictimesinterrogées expriment un fort désaccord quant au fonctionnement des gangs et à leur violence. Commettre un crime n’est considéré comme pouvant être une source de fierté que par 3% des jeunes et des enfants tandis que 40% sont en désaccord et 52% fortement en désaccord. Cette affirmation est renforcée par la question du recours à la violence considérée comme injustifiée par la majorité des enfants. Seulement 9% des enfants sont d’accord que la violence puisse être justifiée, contre 43% en désaccord et 41% en fort désaccord. Additionnellement, les gangs ne sont pas considérés comme une source de sécurité au sein de la communauté pour les victimes (62% en fort désaccord et 23% en désaccord contre 6% d’accord, voir figure E dans l’annexe).

En contrastant ces résultats avec ceux des entretiens semi-structurés auprès des organisations, des jeunes et des enfants, où une partie importante des interviewés mentionna que les gangs étaient une source d’inspiration pour certains jeunes, les résultats suggèrent qu’il ne s’agit que d’une minorité de personnes qui soutiennent les actions des gangs, ce qui pourrait justifier aussi pourquoi le recrutement des jeunes et des enfants chez des gangs par des motifs aspirationnels est bas.

E. L’affiliation comme une recherche de liens sociaux :

“Ils disent que leur famille était victime et sont entrés dans les gangs pour venger leur famille”
Personne affectée par la violence des gangs

“Au début, je visais une seule chose, ne pas perdre ces amis”
Jeune homme recruté par un gang

Les parcours de vie difficiles et compliqués jouent un rôle dans l’affiliation aux gangs, dans le contexte de vulnérabilité élevée des habitants des communes de la zone métropolitaine de Port-au-Prince et face au brisement du tissu social que les gangs exacerbent et utilisent en leur faveur. Les catégories les plus vulnérables adoptent des profils spécifiques, dont les enfants et les jeunes issus de familles dysfonctionnelles, les personnes ayant présenté un parcours délinquant assez tôt dans leurs vies, et ceux qui sont impliqués dans des réseaux d’amitiés affiliées aux gangs. D’après les entretiens, certaines personnes qui se font recruter par des gangs sont désinvestis par la famille et les réseaux de soutien. Ils passent beaucoup de temps dans la rue et sont vulnérables à l’influence des pairs. En outre, il y aurait un besoin de vengeance - relatif à ces conditions de vie difficiles - qui faciliterait l’affiliation aux gangs. Le besoin de venger sa famille - dont des membres ont été victimisés par des gangs opposants - ou bien se venger du pouvoir politique peuvent motiver - d’après les entretiens - l’affiliation de certaines personnes. Ici, le contrôle des gangs sur la population montre la manière dont ils réussissent à rompre le tissu social de la population, et en simultanément ils créent des relations sociales avec les personnes qui souhaitent ou qui sont recrutées par les gangs. La fracture du tissu social par exemple, a lieu lorsque l’agir des gangs permet aux personnes de créer et distinguer un ennemi, et que cet ennemi, ne soit pas représenté par un individu qui aurait commis l’acte violent, mais par une organisation ou les personnes provenant d’un quartier, au point où les jeunes et les enfants considèrent rejoindre un gang qui oppose cet ennemi pour chercher la vengeance et la protection. Ce brisement a lieu aussi sur l’espace, lorsque les personnes peuvent distinguer les territoires dans lesquels un gang un particulier peut assurer leur protection, et donc, d’autres quartiers où leur présence n’est pas permise. La recherche des liens sociaux à

travers l'adhésion aux gangs vient donc d'une tentative de gagner de l'agentivité face aux contraintes sociales imposées par les gangs, au contexte précaire au niveau économique, et au désengagement social promu par la faible présence institutionnelle, la corruption et les conditions de vie difficiles des victimes dans les quartiers. Dans ce contexte, les gangs ont réussi à limiter les personnes avec qui les gens peuvent et souhaitent interagir. Ils ont limité les espaces qu'ils peuvent utiliser en créant des barrières et des règles autour de l'utilisation de ces espaces, notamment la violence et des viols pour les personnes qui traversent les zones⁷⁴, et ont utilisé l'environnement précaire de la vie dans les quartiers les plus démunis pour leur faire sentir que la recherche de liens sociaux peut passer par l'adhésion à leurs rangs.

74 BINUH, "Violence sexuelle à Port-au-Prince : une arme utilisée par les gangs pour répandre la peur", 2022, <https://reliefweb.int/report/haiti/violence-sexuelle-port-au-prince-une-arme-utilisee-par-les-gangs-pour-repandre-la-peur>

9

Raisons : Dynamiques et causes structurelles derrière l'escalade de la violence

L'escalade de la violence en Haïti n'est pas anodine. Elle est influencée par les institutions politiques et les conditions économiques et sociales⁷⁵. Ces conditions touchent la population haïtienne et en particulier les enfants et les jeunes qui constituent une population vulnérable. Il est important de noter que la situation de violence en Haïti est complexe, car plusieurs facteurs interagissent simultanément et se nourrissent mutuellement. Par conséquent, l'explication présentée ici tente de simplifier ce scénario complexe pour identifier les principaux facteurs qui expliquent et influencent la complexité globale de la violence en Haïti. Cela n'a pas pour but de donner une explication causale, mais d'explicitier des thématiques d'action urgentes qui doivent être comprises et dressées pour permettre d'atténuer la violence en Haïti. Cette section présente donc le contexte, les raisons structurelles et les dynamiques qui permettent l'escalade de la violence et ses impacts sur les enfants et les jeunes au niveau politique, économique et social.

A. Au niveau politique

L'instabilité politique ne permet pas des actions concrètes pour mitiger la violence et ses causes structurelles

“L'État, à travers la police, n'a pas pu contrôler l'installation des gangs. Ça fait des années que l'État n'intervient pas pour assurer la protection sociale de la communauté. C'est la faiblesse de l'État qui permet l'installation des gangs.”
Organisation de la société civile

L'instabilité politique limite le champ d'action du pays pour mitiger la violence et avancer son développement. Avant l'adoption de la Constitution de 1987 (amendée en 2011), qui a établi Haïti comme un régime semi-présidentiel⁷⁶, le pays a été confronté à des gouvernements autoritaires, tels que le duvaliérisme où la violence a été utilisée pour impartir l'ordre⁷⁷. Ensuite, 18 régimes et/ou présidents se sont succédés entre 1986 et 2014, rendant difficile la mise en place de mécanismes institutionnels et de politiques fondamentales essentielles au développement⁷⁸. Malgré l'existence formelle d'institutions et de règles devant garantir le fonctionnement de l'État et l'équilibre des pouvoirs exécutif, législatif, et judiciaire, le rapport des États Généraux sectoriels de la nation dénonce les failles dans la séparation des pouvoirs et l'absence de contrepoids au pouvoir⁷⁹. Le rapport du BINUH en Haïti d'avril 2023⁸⁰, mentionne quelques progrès dans la récupération des institutions démocratiques, notamment la nomination des membres de la Cour de Cassation et la mise en place du Haut Conseil de la Transition pour créer les conditions sécuritaires et politiques pour mener des élections démocratiques. Pourtant, les élections n'ont pas encore eu lieu et le manque de stabilité dans les différentes branches du pouvoir crée des difficultés pour mettre en oeuvre les initiatives clés pour la réduction de la violence, tels que le code pénal, le code de procédure criminel et le Plan Stratégique de Développement, ce qui limite la capacité des institutions à réduire l'impunité et à dresser des causes structurelles de violence, tels que la pauvreté, le manque d'accès aux services de base, la productivité et la stabilité institutionnelle⁸¹.

Haïti a vécu des événements ponctuels qui ont été suivis de violence dans les dernières années⁸². En 2004, le pays a connu une instabilité politique et des violences qui ont abouti au renversement du président Jean-Bertrand Aristide. Cette période de tumulte a engendré des affrontements entre factions politiques rivales et des gangs criminels. En 2008 les cas de vol ont augmenté lorsque le pays a fait face à trois tempêtes et les émeutes de la faim. En janvier 2010, le séisme dévastateur a provoqué une destruction massive et le déplacement de milliers de personnes. La désintégration de l'ordre public à la suite du séisme a contribué à une recrudescence de la violence et du pillage à Port-au-Prince. En 2010 également, une épidémie de choléra a entraîné des troubles sociaux et des manifestations, parfois violentes, alors que la population cherchait à établir les responsabilités. En 2015, les élections présidentielles en Haïti ont été entachées d'allégations de fraude et d'irrégularités, déclenchant des protestations et des affrontements violents dans la capitale. Les années suivantes ont été marquées par une augmentation de la violence liée aux gangs et aux enlèvements, ainsi que par des manifestations politiques se transformant souvent en affrontements avec les forces de sécurité. En juillet 2021, l'assassinat du président haïtien Jovenel Moïse a ajouté une nouvelle couche d'instabilité et de violence au pays, avec des enquêtes en cours et des tensions politiques persistantes. Ces événements et périodes ont contribué à l'insécurité générale en Haïti, en particulier dans sa capitale, Port-au-Prince, mettant en lumière les défis politiques, économiques et sociaux complexes auxquels le pays est confronté. Ces événements sont liés directement à l'instabilité politique dans le sens où le pays ne compte pas avec une préparation suffisante pour le maintien de ses institutions et l'instauration de la paix. Additionnellement, Haïti n'est pas prêt au niveau institutionnel pour faire face aux défis d'insécurité créés par les catastrophes naturelles. Dans ce sens,

Das⁸³, avance un argument sur le lien potentiel entre la criminalité et les catastrophes naturelles. Il explique que dans les années des catastrophes naturelles, le nombre de jeunes en prison a augmenté, probablement parce que le contrôle social diminue ainsi que la capacité des individus de recouvrir leurs besoins de base, avec des capacités limitées de la police pour contrôler et soutenir les personnes en besoin, ce qui pourrait expliquer, au moins partiellement, l'augmentation de la violence à Port-au-Prince, en particulier celle liée aux jeunes.

Haïti manque des forces militaires et de police puissantes pour lutter contre les gangs et protéger les enfants et les jeunes

“Même si la police n'est pas en sécurité, elle ne peut pas nous protéger. Si on avait un endroit où porter plainte ou nous réfugier, on l'aurait fait”
Corentin, survivant de violences

Les défaillances dans le fonctionnement des appareils policiers contribuent à l'augmentation de la violence. Parmi les éléments déterminants de ce fonctionnement, l'on trouve la non-monopolisation de l'exercice du pouvoir par l'appareil policier national. En effet, l'utilisation des armes est partagée entre institutions étatiques, police et gangs et des civils⁸⁴. Le massacre de La Saline de 2018 illustre la violence générale, alimentée par le contexte politico-social et le manque d'action de la Police dans des crimes touchant la population. Il s'agissait de deux journées de massacre et de viol de masse ayant eu lieu dans le quartier de La Saline de Port-au-Prince en Haïti le 13 et 14 novembre 2018. Les deux gangs armés qui se disputaient le contrôle de ce quartier ont alors tué, violé, pillé et défiguré les cadavres, alors que la Police a refusé d'agir⁸⁵. Des allégeances ont été établies, liant à cet événement à Richard Duplan le délégué départemental de la Police à l'Ouest⁸⁶. La prise du palais de justice le 10 juin 2022 par des individus armés quelque temps après

75 Ferreira, Maria Joao. Trauma as a technology of power: Memory, aid and rule in contemporary Haiti, 2013, <https://www.taylorfrancis.com/chapters/edit/10.4324/9781315882659-11/trauma-technology-power-maria-joao-ferreira>

76 Université de Sherbrooke, “Haïti | Pays | Perspective Monde, 2017, <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=HTI>.

77 Après un putsch en 1957, Haïti connaît un régime caractérisé par une politique répressive et autoritaire jusqu'en 1986. Le duvaliérisme tire ses racines du nom du dictateur François Duvalier dit « Papa Doc » et de son fils Jean-Claude Duvalier, dit « Baby Doc » au pouvoir entre 1971 et 1986. Ce régime interdit les partis d'opposition, s'appuie sur une partie de l'armée et une milice paramilitaire (les Tontons Macoute) pour faire régner l'ordre.

78 Raju Jan Singh and Mary Barton-Dock, “Haiti, Toward a New Narrative, Systematic Country Diagnostic,” The World Bank, consulté le 17 novembre, 2021, [https://www.dropbox.com/sh/q2jzqm4w55y4leq/AABjtiJLGKjklpz7or3L6_K4a?dl=0&preview=2015+WB+-+Towards+a+new+country+narrative+\(1\).pdf](https://www.dropbox.com/sh/q2jzqm4w55y4leq/AABjtiJLGKjklpz7or3L6_K4a?dl=0&preview=2015+WB+-+Towards+a+new+country+narrative+(1).pdf).

79 États Généraux Sectoriels de la Nation, “Gouvernance Politique, Économique et Socioculturelle Diagnostics et Perspectives de Réformes,” mars 2019, <https://www.haitilibre.com/docs/EGSN-RAPPORT-15-Avril-19-Gouvernance-politique-economique-socioculturelle.pdf>.

80 Conseil de Sécurité des Nations Unies, “United Nations Integrated Office in Haiti Report of the Secretary-General”, (2023), <https://reliefweb.int/report/haiti/united-nations-integrated-office-haiti-report-secretary-general-s2023274>

81 CEPAL, “Plan Stratégique de Développement d'Haïti”, <https://observatorioplanificacion.cepal.org/en/plans/plan-strategique-de-developpement-dhaiti>

82 Événements mentionnés à partir des données ACLED et de DAS, “L'évolution du profil des mineurs en prison en Haïti de 2004 à 2019”, 2022.

83 DAS, “L'évolution du profil des mineurs en prison en Haïti de 2004 à 2019”, 2022.

84 Niño, César, and Camilo González. Phantom state in Haiti: criminal sovereignty and the mercenary remedy, 2022, <https://www.cambridge.org/core/journals/perspectives-on-politics/article/abs/conceptualizing-criminal-governance/0105EC32BB9F26830179CF0B16917B02>

85 Selon le rapport de l'HCDH. Rapport sur les allégations de violations et abus des droits de l'homme du 13 et 14 novembre 2018 dans le quartier de La Saline, juin 2019, malgré la présence des commissariats de la PNH à proximité du lieu de la massacre, aucune intervention immédiate a eu lieu à cause des ressources limitées de l'instituion. <https://www.ohchr.org/fr/documents/country-reports/report-violent-events-13-and-14-november-la-saline-port-au-prince-21-june>

86 Ibid.

le bâtiment du Centre de techniques de planification et d'économie appliquée est encore un autre exemple de l'impuissance du pouvoir pour faire face à la montée des violences⁸⁷. Comme expliqué dans la section sur les tendances de la violence, la répression violente des protestations opposantes au régime en place a entraîné des morts et des blessés. Ces insurrections ont eu lieu également au sein de l'appareil policier, telle que le groupe Fantom 509 formé par des policiers et des anciens policiers réclamant le besoin de se syndicaliser⁸⁸.

Une cause structurelle de cette incapacité à répondre à la violence est le fait que le pays ne compte pas avec les effectifs de police ou militaires nécessaires pour faire face à la violence. En mars 2023 la PNH disposait d'une force de 14.722 policiers, qui correspond à un ratio de 1.2 agents pour 1.000 habitants⁸⁹, inférieur à celui de 1.33 en octobre 2019 et inférieur aussi au ratio de 2.2 recommandé internationalement⁹⁰. En raison de désertions, suspensions temporaires dues à des enquêtes administratives et d'autres absences, la force opérationnelle en Mars 2023 a été d'environ 13.200. Au niveau des forces militaires, entre 1994 et 1995 le gouvernement Aristide a démobilisé les Forces Armées d'Haïti, qui étaient considérées comme une force corrompue et de répression politique⁹¹. Haïti ne compte donc pas avec des forces militaires nationales pour faire face à la violence⁹². La Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) a fonctionné comme force militaire entre 2004 et 2017. Pourtant, son mandat a pris fin et a été remplacé par la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en

Haïti (MINUJUSTH) qui ne comptait pas avec des forces militaires. Cette mission a pris fin en 2019. Face à la remontée de la violence les forces de police n'ont donc pas la capacité de répondre au pouvoir croissant des gangs. Additionnellement, l'incapacité de répondre aux événements violents permet aux gangs d'assurer les enlèvements comme une source de financement, ce qui leur permet de continuer leurs opérations. Actuellement, le gouvernement et la population semblent soutenir l'idée d'un soutien armé provenant de l'extérieur (voir section sur ce qui est fait actuellement).

La corruption compromet l'efficacité des fonds destinés à répondre aux crises, à financer le développement d'Haïti et à réduire l'emprise des gangs

La prévalence de la corruption, facilitée par l'instabilité institutionnelle, limite l'utilisation des fonds pour le développement du pays et contribue au pouvoir des gangs. Après le tremblement de terre de 2010, Martelly est arrivé au pouvoir dans un contexte où Haïti a reçu des montants importants d'aide internationale pour sa reconstruction (environ 3,921 millions de dollars en termes réels de 2018)⁹³. Pourtant, son mandat a été marqué par des événements de corruption, dont le scandale Petrocaribe dénoncé par la Cour des Comptes, où 2 milliards de dollars versés par le Venezuela entre 2008 et 2016 auraient été sujets à une gestion frauduleuse⁹⁴. La corruption s'étend bien au-delà de ces événements⁹⁵. En 2015 des allégations de corruption au sein de la police nationale haïtienne ont été signalées. En

2017, le président Moïse a remplacé les procureurs en chef et les directeurs de la lutte anti-corruption, suscitant des critiques sur l'influence possible de l'exécutif sur le judiciaire. En 2018, d'anciens responsables gouvernementaux ont été inculpés, mais les charges ont été abandonnées. En 2019, des rapports ont révélé des irrégularités dans la gestion des fonds PetroCaribe et ont impliqué plusieurs anciens fonctionnaires. En 2020, des allégations de corruption liées à la gestion douanière ont été signalées, et en 2022, une enquête a été ouverte sur le directeur général de la douane. Malgré ces développements, la poursuite des hauts responsables pour corruption reste limitée en Haïti, bien que des efforts aient été faits pour renforcer la lutte contre la corruption et améliorer la transparence.

La corruption, combinée avec d'autres éléments examinés dans cette section tels que l'instabilité politique et les difficultés économiques, maintient le contexte précaire qui entrave le développement du pays et crée un environnement où les gangs peuvent prendre du pouvoir. En effet, la corruption réduit les ressources qui pourraient être utilisées pour renforcer les institutions, y compris les forces de police, pour réduire la pauvreté et l'affiliation aux gangs pour des motifs socio-économiques, ainsi que pour améliorer la préparation du pays face aux chocs naturels. Additionnellement, la corruption au sein des membres du gouvernement a permis de soutenir directement les activités des gangs. En effet, des fonctionnaires du gouvernement ont été impliqués dans des activités illicites, comprenant la fraude, le blanchiment d'argent et le soutien de gangs pour accroître leur influence politique, particulièrement l'influence pour les élections⁹⁶. Sans une bonne utilisation de ressources, les gangs et la criminalité se renforcent dû aux manquements au niveau institutionnel. Dans ce sens, la mauvaise utilisation de fonds, en particulier ceux liés aux crises, peut finir par aggraver davantage la criminalité vécue dans le pays. De manière générale, Il est important de signaler que la corruption a déjà touché

plusieurs institutions du pays, ce qui implique que le simple renforcement des capacités de ces institutions, en particulier par la voie du soutien financier, ne garantit pas la mise en place des actions pertinentes pour lutter contre les gangs, notamment dans le cas de la PNH qui est un élément essentiel dans la lutte contre la violence.

Il est néanmoins important de signaler que malgré le manque d'efficacité le pays a entrepris plusieurs efforts pour lutter contre la corruption. En 2014⁹⁷, la promulgation de la première loi anti-corruption du pays a criminalisé divers délits liés à la corruption et a créé des unités gouvernementales dédiées à la lutte anti-corruption, notamment l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) et l'Unité Centrale de Renseignement Financier (UCREF). Ces agences ont été autorisées à enquêter sur la corruption, bien que la poursuite de hauts responsables pour des actes de corruption reste limitée. En 2022, l'ULCC a lancé une enquête sur la Direction Générale des Douanes (AGD) et a cherché à réformer le système douanier en réponse à des appels internationaux à améliorer la transparence et à lutter contre la fraude fiscale. De plus, des initiatives telles que la création d'un centre de documentation sur la lutte contre la corruption en partenariat avec la Bibliothèque Nationale d'Haïti et la rédaction d'un projet de loi visant à protéger les lanceurs d'alerte, les témoins et les victimes dans le secteur pénal ont été entreprises pour renforcer la lutte contre la corruption et améliorer la responsabilité. Malgré ces efforts, la poursuite effective des hauts responsables pour corruption reste un défi en Haïti.

Les flux illégaux de drogues et d'armes renforcent le pouvoir des gangs

Le trafic illégal d'armes et de drogues alimente également la criminalité des gangs et l'instabilité du pays. Haïti serait la principale route de la drogue à destination des consommateurs des États-Unis ou d'Europe, provenant majoritairement de la Colombie (cocaïne) et de la Jamaïque (cannabis)⁹⁸. Ce malgré la

87 Alterpress. Lepalaisdejustice d'Haïti occupé par des bandits: La Fjkl enjoint les forces de l'ordre à rétablir l'ordre public, 15 juin 2022, [https://www.alterpresse.org/spip.php?article28394#:~:text=Le%20vendredi%2010%20juin%202022,d%C3%A9conomie%20appliqu%C3%A9e%20\(Ctpea\)](https://www.alterpresse.org/spip.php?article28394#:~:text=Le%20vendredi%2010%20juin%202022,d%C3%A9conomie%20appliqu%C3%A9e%20(Ctpea))

88 L'express. Haïti: face aux gangs, la police au bord de l'implosion, 26 mars 2021, https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/haïti-face-aux-gangs-la-police-au-bord-de-l-implosion_2147654.html

89 Conseil de Sécurité des Nations Unies, "United Nations Integrated Office in Haiti Report of the Secretary-General", (2023), <https://reliefweb.int/report/haïti/united-nations-integrated-office-haiti-report-secretary-general-s2023274>

90 UNDP. Programme d'appui à la police nationale, <https://www.undp.org/fr/haïti/projets/programme-dappui-la-police-nationale-dhaïti>

91 Jon Lee Anderson, "Haiti Since the Earthquake," The New Yorker, 24 janvier, 2016, <http://www.newyorker.com/magazine/2016/02/01/aftershocks-letter-from-haiti-jon-lee-anderson>.

92 Le rapport de L'UNODC informe de l'existence de 500 militaires formés en Équateur et au Mexique, bien qu'il n'est pas précisé si ces militaires opèrent déjà. Voir: UNODC, "Haiti's criminal markets: Mapping trends in firearms and drug trafficking", 2023, https://reliefweb.int/report/haïti/haïtis-criminal-markets-mapping-trends-firearms-and-drug-trafficking?gclid=Cj0KCQjw3a2iBhCFARIsAD4jQB1WN_4z7rfQ8irUOnRpAAqJcEOoNm_LSXl1Yvifc-SSwrR-g_ZxEiYaAp2HEALw_wcB

93 Banque Mondiale, 2022, "Aide publique au développement nette et aide publique reçues (\$ US courants)" <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/DT.ODA.ALLD.CD?contextual=region&end=2019&locations=HT&start=2005&view=chart>

94 Anderson.

95 Département d'État des États-Unis, "APPENDIX C: Major Corruption Cases in Haiti and Government of Haiti Efforts to Address Corruption", (2023), <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2022/11/Appendix-C-Developments-in-Haiti-004977.pdf>

96 Olivier, D., (2021) "The political anatomy of Haiti's armed gangs", NACLA Report on the Americas, Volume 53(1), pp. 83-87, en UNODC, "Haiti's criminal markets: mapping trends in firearms and drug trafficking", 2023 https://reliefweb.int/report/haïti/haïtis-criminal-markets-mapping-trends-firearms-and-drug-trafficking?gclid=Cj0KCQjw3a2iBhCFARIsAD4jQB1WN_4z7rfQ8irUOnRpAAqJcEOoNm_LSXl1Yvifc-SSwrR-g_ZxEiYaAp2HEALw_wcB

97 Département d'État des États-Unis, "APPENDIX C: Major Corruption Cases in Haiti and Government of Haiti Efforts to Address Corruption", (2023), <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2022/11/Appendix-C-Developments-in-Haiti-004977.pdf>

98 UNODC, ""Haiti's criminal markets: mapping trends in firearms and drug trafficking", 2023 https://reliefweb.int/report/haïti/haïtis-criminal-markets-mapping-trends-firearms-and-drug-trafficking?gclid=Cj0KCQjw3a2iBhCFARIsAD4jQB1WN_4z7rfQ8irUOnRpAAqJcEOoNm_LSXl1Yvifc-SSwrR-g_ZxEiYaAp2HEALw_wcB

création en 2002 de la Commission Nationale de Lutte contre la Drogue, chargée de criminaliser le blanchiment d'argent, le trafic de drogues, d'armes de feu et de personnes⁹⁹.

Les gangs utiliseraient le trafic d'armes et de drogues pour renforcer leur capacité d'attaque et de financement. En effet, des armes à feu et des munitions de plus en plus sophistiquées et de haut calibre font l'objet de trafic vers Haïti¹⁰⁰, ce qui permet aux gangs d'accroître leur pouvoir¹⁰¹. Il a été estimé qu'en 2020 il pouvait y avoir autour de 500.000 armes légères en Haïti, dont 38.000 seraient enregistrées auprès de la PNH. Le reste appartiendrait à des organisations de sécurité privées, des gangs et des individus. Ceci implique qu'une grande partie des armes légères en Haïti sont possédés de manière illégale et que les forces de police disposent de moins d'armes que les gangs, les organisations de sécurité privées et les résidents.

Parmi les raisons qui expliquent la difficulté à démanteler ces réseaux de trafic de drogues et d'armes l'on trouve que les principaux ports maritimes, postes-frontières et aéroports ne comptent pas avec la force policière et douanière nécessaire, ou la capacité de surveillance pour identifier ce trafic¹⁰². Par exemple, en ce qui concerne les activités maritimes en 2022, la Garde côtière haïtienne (HCG) disposait de moins de 200 agents, et parmi les 12 navires qu'ils auraient dû utiliser pour la surveillance, un seul était opérationnel, 4 nécessitaient des réparations et 7 étaient hors service. L'organisme chargé de la lutte contre la drogue (BLTS) ne disposait que d'un seul bateau opérationnel. De plus, les douaniers

souffraient d'un manque d'équipements de détection tels que les scanners à rayons X et les dispositifs de balayage à distance. Ce manque d'outils et de personnel entravait une surveillance efficace ainsi que la saisie des cargaisons de drogue. Additionnellement, le personnel chargé de surveiller est déjà l'objet de violence de la part des gangs¹⁰³. Finalement, la corruption a une influence aussi, puisque les trafiquants coopèrent avec les policiers haïtiens et les juges ferment fréquemment les yeux contre des pots de vins¹⁰⁴.

Les défaillances du système judiciaire Haïtien

“les gangs évoluent dans un contexte où ils peuvent agir à leur guise sans s’inquiéter”
Organisation internationale

Lesystèmejudiciairemanifestedesdysfonctionnements qui entravent l'accès à la justice en Haïti et renforcent un climat chaotique dans le pays. D'un côté, l'appareil judiciaire présente des faiblesses qui renforcent l'impunité des crimes. Un exemple de cette faiblesse est l'assassinat du chef d'Etat Jovenel Moïse, sans que les organisateurs de ce crime ne soient identifiés ou sanctionnés, ainsi que les difficultés de mener des enquetes sur les graves violations des droits humains et l'impunité chronique dont la population a été victime sous sa présidence, soulevées par des organisations internationales¹⁰⁵.

D'un autre côté, ce système est paralysé, à cause de plusieurs raisons dont la défaillance structurelle du fonctionnement du Conseil supérieur du pouvoir

judiciaire, la quasi-inexistence de la production jurisprudentielle, l'arrêt du mandat de la MINUJUSTH en 2019, et les nombreuses grèves des greffiers, etc¹⁰⁶. D'après les déclarations de l'Association nationale des greffiers haïtiens¹⁰⁷ l'enquête sur le meurtre de Jovenel Moïse est elle aussi entachée de violence¹⁰⁸, notamment à travers l'intimidation des greffiers et juges qui ont officié dans le dossier de l'assassinat du président Moïse. Des menaces de mort ont ainsi été reçues par Clément Noël, le juge de paix suppléant du tribunal de paix de Pétion-Ville, le juge Carl Henry Destin et les deux greffiers du tribunal de paix de Pétion-ville ayant assisté les juges au constat des faits, Marcelin Valentin et Waky Philostène. Ceci implique des difficultés concernant l'avancement des enquêtes judiciaires, nécessaires pour établir la justice. La paralysie et les freins imposés au système judiciaire constituent des facteurs qui auraient pu causer l'échec des enquêtes.

L'organisation de l'espace urbain favorise l'augmentation de la violence et devient un lieu de convergence entre le politique et le criminel

“Si on avait un endroit où porter plainte ou nous réfugier, on l'aurait fait”
Esther, jeune affectée par la violence des gangs

Port-au-Prince illustre de manière flagrante la tendance observée dans de nombreuses villes du « sud global », où des niveaux de violence sans précédent engendrent des risques et des vulnérabilités considérables, qui affectent principalement les habitants les plus démunis. Selon Davis (2020), cette montée de la violence urbaine “découle des territorialités changeantes de la gouvernance et du pouvoir”. Bien que la violence persiste en dehors

des quartiers défavorisés, elle a historiquement eu tendance à toucher les communautés marginalisées, notamment celles vivant dans les quartiers informels ou les bidonvilles¹⁰⁹.

Un facteur déterminant de la montée et de la recrudescence de la violence urbaine réside donc dans le schisme entre la « ville formelle » et la « ville informelle », résultant de la planification “moderniste” qui a entraîné l'émergence de villes socialement et spatialement divisées. Cela a exclu des communautés vulnérables, vivant en dehors des ordres économiques et politiques formées, dans des quartiers souvent invisibles et régulièrement ignorés par les autorités, généralement dépourvus de droits de propriété et de services de base¹¹⁰.

Ainsi, la violence urbaine devient un phénomène fortement territorial, tant dans ses causes que dans ses conséquences. Elle crée et renforce les conditions socio-spatiales d'exclusion et d'inégalité, se manifestant à travers des formes d'association fragmentées et en réseau qui opèrent entre et au sein des villes¹¹¹. D'après Yazdani, la violence en Haïti, comme dans plusieurs autres villes latino-américaines, est un phénomène complexe, qui est directement liée à une planification urbaine inadéquate résultant d'une urbanisation ad hoc et des forces du marché¹¹².

Haïti, et en particulier Port-au-Prince, est devenu un terrain de convergence entre le politique et le criminel, visant à contrôler le territoire et à renforcer la sécurité¹¹³. Ceci aboutit à des conflits permanents entre les acteurs armés, étatiques et non étatiques, qui cherchent à établir leur suprématie dans les espaces d'exclusion où la justice

OoNm_LsXI1Yvifc-SSwrR-g_ZxEiYaAp2HEALw_wcB

99 Wenche Iren Hauge for Peace Research Institute Oslo. “Haiti : A Political Economy Analysis. Norwegian Institute of International Affairs”, 2018.
100 US Immigration and Customs Enforcement, “HIS announces crackdown on firearms, ammunition smuggling to Haiti, the Caribbean”, 19 April 2022. En UNODC, ““Haiti’s criminal markets: mapping trends in firearms and drug trafficking”, 2023 https://reliefweb.int/report/haiti/haitis-criminal-markets-mapping-trends-firearms-and-drug-trafficking?gclid=Cj0KCCQjw3a2iBhCFARIsAD4jQB1WN_4z7rfQ8irUOnRpAAqJcE OoNm_LsXI1Yvifc-SSwrR-g_ZxEiYaAp2HEALw_wcB
101 Conseil de Sécurité des Nations Unies, “United Nations Integrated Office in Haiti Report of the Secretary-General”, (2023), https://reliefweb.int/report/haiti/united-nations-integrated-office-haiti-report-secretary-general-s2023274
102UNODC, ““Haiti’s criminal markets: mapping trends in firearms and drug trafficking”, 2023 https://reliefweb.int/report/haiti/haitis-criminal-markets-mapping-trends-firearms-and-drug-trafficking?gclid=Cj0KCCQjw3a2iBhCFARIsAD4jQB1WN_4z7rfQ8irUOnRpAAqJcE OoNm_LsXI1Yvifc-SSwrR-g_ZxEiYaAp2HEALw_wcB
103UNODC, ““Haiti’s criminal markets: mapping trends in firearms and drug trafficking”, 2023 https://reliefweb.int/report/haiti/haitis-criminal-markets-mapping-trends-firearms-and-drug-trafficking?gclid=Cj0KCCQjw3a2iBhCFARIsAD4jQB1WN_4z7rfQ8irUOnRpAAqJcE OoNm_LsXI1Yvifc-SSwrR-g_ZxEiYaAp2HEALw_wcB
104 Maria Abi-Habib. Le président haïtien dressait une liste de narco-trafiquants. Ses tueurs l'ont saisie. The New York Times. 2021 https://www.nytimes.com/fr/2021/12/12/world/americas/haiti-jovenel-traffic-drogue.html
105Amnesty International. Rapport Haiti, 2022, https://www.amnesty.org/fr/location/americas/central-america-and-the-caribbean/haiti/report-haiti/

106IDEF.1ertrimestre2022RépubliquesHaïti:Laparalysiedupouvoirjudiciaire,2022,https://www.calameo.com/read/005957280a0965ffbca45
107 Le Nouvelliste. Menaces de mort et intimidation, le lot de juges de paix et greffiers ayant officiés dans le dossier de l'assassinat du président Moïse, 26 juillet 2021, https://lenouvelliste.com/article/230601/menaces-de-mort-et-intimidation-le-lot-de-juges-de-paix-et-greffiers-ayant-officies-dans-le-dossier-de-l'assassinat-du-president-moise
108Manigat, Sabine. Haïti : mobilisations antisystème et impasse politique »,2020, https://www.cairn.info/soulevements-populaires--9782849508947-page-135.htm
109 Davis, D. (2020). City, nation, network: Shifting territorialities of sovereignty and urban violence in Latin America. Urban Planning, 5(3), 206-216.
110 Davis, D. (2020). City, nation, network: Shifting territorialities of sovereignty and urban violence in Latin America. Urban Planning, 5(3), 206-216.
111Davis, D. (2020). City, nation, network: Shifting territorialities of sovereignty and urban violence in Latin America. Urban Planning, 5(3), 206-216.
112 Yazdani, Mariam, Daniela Bercovitch, and Jane Charles-Voltaire. “Knowledge transfer on urban violence: from Brazil to Haiti.” Environment and Urbanisation 26.2 (2014): 457-468.
113 Niño, C., & González, C. (2022). Phantom state in Haiti: criminal sovereignty and the mercenary remedy. Trends in Organized Crime, 1-20.

et l'État de droit font défaut¹¹⁴. La légitimité et l'autorité des gangs sont renforcées par leur capacité à contrôler les activités qui se déroulent dans ces territoires/espaces informels soit par la protection directe des citoyens et de leurs biens soit par la cooptation et l'extorsion¹¹⁵.

Les problèmes de violence urbaine découlent donc non seulement de la pauvreté endémique, mais aussi d'une souveraineté fragmentée. D'une part, l'incapacité de l'État à répondre aux besoins essentiels des habitants de la « ville informelle », tels que l'emploi, l'électricité, l'eau et la sécurité, contraint les personnes pauvres à subvenir elles-mêmes à leurs besoins en matière de logement et de subsistance, favorisant la criminalité et l'émergence d'autorités territoriales alternatives. D'autre part, les résidents urbains, confrontés aux échecs d'un État qui ne garantit pas la sécurité et permet l'impunité sont incités à se soumettre à des "autorités" non étatiques.¹¹⁶ Dans cet esprit, les gangs deviennent dans une certaine mesure un substitut à cet État absent, dont son image négative est principalement liée aux rapports minimal (et parfois répressif) avec les quartiers informels¹¹⁷.

Les bidonvilles sont soumis à l'emprise des ces autorités qui utilisent la violence directe pour maintenir leur contrôle. Ces zones **deviennent des espaces d'actions violentes, et les enfants et jeunes deviennent des acteurs fortement exposés à la violence urbaine, à la fois en tant que victimes et auteurs.** La violence constitue un grave problème pour l'ensemble des jeunes de ces quartiers, mais ceux qui ne sont pas scolarisés sont particulièrement vulnérables¹¹⁸.

Il existe une relation complexe entre les gangs et leur

propre communauté, créant un système ambivalent entre coercion et protectionnisme. Les gangs instaurent une forme de souveraineté¹¹⁹ et "fournissent des services de base tels que l'élimination des déchets, le paiement des frais de scolarité et des frais d'enterrement, et proposent des divertissements sous la forme de concerts ou de fêtes communautaires¹²⁰. En même temps, ils exploitent les ressources de leurs propres communautés ou des communautés voisines. La littérature soutient que les gangs en Haïti prélèvent des taxes sur les transports, l'approvisionnement en eau, les installations médicales, et même sur les envois de fonds de l'étranger.¹²¹

Dans ce contexte, la communauté, et en particulier les jeunes et les enfants, vivent dans des environnements précaires où l'organisation de l'espace urbain ne leur assure pas des lieux de socialisation en dehors de l'emprise des gangs, ce qui impacte la cohésion sociale. Ils sont conditionnés à se réfugier des gangs, et donc limiter leur utilisation de l'espace et ses possibilités de socialisation, ou bien, à utiliser l'espace et vivre sous le contrôle des gangs et leurs règles, ce qui les expose à être victimes de violence et à être recrutés par les gangs. Dans les deux cas, ils s'éloignent des milieux de socialisation qui pourraient renforcer le tissu social et diminuer les espaces de conflit et criminalité. En prenant les propos de Das¹²², les jeunes et les enfants n'ont pas accès aux institutions qui permettent de créer une autocontrainte face à la transgression des normes. Il n'y a pas de contrôle social fait par la famille, l'église, l'école, ou l'État pour atténuer la violence. Cela crée des espaces où la violence se reproduit et commence à être naturalisée ou acceptée. Un exemple serait le soutien des familles pour

l'instrumentalisation du corps des femmes en échange de protection de la part des gang¹²³. Les gangs se servent de l'organisation actuelle de l'espace urbain et l'utilisent pour fragmenter davantage les relations et créer un statu quo de violence à travers des barrières visibles telles que les barricades et des barrières invisibles, notamment la violence commise contre ceux qui traversent des territoires entre quartiers.

B. Au niveau économique et social

"On a besoin de cantine populaire dans les ghettos, les jeunes ne peuvent plus rester affamés"
Paul, survivant des violence des gangs

Les faiblesses de l'appareil productif du pays empêchent sa croissance et renforcent la migration et la vulnérabilité de la population

"En termes économiques, les indicateurs sont en rouge, avec une inflation à 51%, une femme ne va pas pouvoir vivre correctement ou avoir accès aux services. En plus de la précarité économique, il y a aussi une grande vulnérabilité. Le pouvoir d'achat a considérablement diminué. Il n'y a pas d'emploi donc les filles se prostituent et les hommes accèdent facilement aux gangs."
Organisation de la société civile

Sur le plan économique, plusieurs facteurs conjoncturels structurent la vulnérabilité de la population face au pouvoir des gangs, dont l'inflation, le chômage, l'endettement, l'économie informelle,

et la faible productivité. Ces facteurs, ainsi que les facteurs politiques énoncés précédemment, font que les habitants à Port-au-Prince soient vulnérables aux demandes des gangs et facilitent le recrutement des enfants et des jeunes. Haïti a le PIB par habitant le plus faible de la région¹²⁴. D'après la Banque Mondiale, le PIB réel vase contracter de 1,1% pour l'année fiscale 2022/23, ce qui représente la cinquième année consécutive de contraction¹²⁵. Ainsi, le pays continue de voir son PIB par habitant diminuer, et une grande majorité de sa population vit encore en condition de grande pauvreté. Haïti est effectivement considéré comme étant l'un des pays les plus pauvres au monde, selon le classement IDH mentionné auparavant (placé 170 sur 189 pays). Reposant sur une économie peu diversifiée, basée essentiellement sur l'agriculture, mais avec une forte dépendance aux importations d'aliments, le pays est vulnérable aux crises et fluctuations internationales des prix. La variation en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation (IPC) s'élève à 49,3 en janvier 2023, d'après la banque de la république d'Haïti.¹²⁶. Les pénuries des denrées alimentaires, du carburant et de l'eau¹²⁷ ont contribué à l'insécurité alimentaire d'Urgence en Haïti¹²⁸. La hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie s'élève à environ 30% en 2022¹²⁹. Cette insécurité alimentaire ne cesse d'augmenter en Haïti, renforcée par la violence des gangs, les troubles civils et les conditions d'impasse économique. Le chômage et le sous-emploi parmi les jeunes en zone urbaine sont également élevés dans le pays, avec un taux estimé à 60%¹³⁰ et le secteur informel absorbe environ 80% de la population¹³¹. Ces indicateurs s'alignent avec l'indice de développement humain de

114 Davis, D. (2020). City, nation, network: Shifting territorialities of sovereignty and urban violence in Latin America. Urban Planning, 5(3), 206-216.
115 Davis, D. (2020). City, nation, network: Shifting territorialities of sovereignty and urban violence in Latin America. Urban Planning, 5(3), 206-216.
116 Davis, D. (2020). City, nation, network: Shifting territorialities of sovereignty and urban violence in Latin America. Urban Planning, 5(3), 206-216.
117 Schuberth, Moritz (2015) A transformation from political to criminal violence? Politics, organised crime and the shifting functions of Haiti's urban armed groups, Conflict, Security & Development, 15:2, 169-196, DOI: 10.1080/14678802.2015.1030950
118 Yazdani, Mariam, Daniela Bercovitch, and Jane Charles-Voltaire. "Knowledge transfer on urban violence: from Brazil to Haiti." Environment and Urbanisation 26.2 (2014): 457-468.
119 Davis, D. (2020). City, nation, network: Shifting territorialities of sovereignty and urban violence in Latin America. Urban Planning, 5(3), 206-216.
120 Schuberth, Moritz (2015) A transformation from political to criminal violence? Politics, organised crime and the shifting functions of Haiti's urban armed groups, Conflict, Security & Development, 15:2, 169-196, DOI: 10.1080/14678802.2015.1030950
121 Schuberth, Moritz (2015) A transformation from political to criminal violence? Politics, organised crime and the shifting functions of Haiti's urban armed groups, Conflict, Security & Development, 15:2, 169-196, DOI: 10.1080/14678802.2015.1030950
122 DAS, "L'évolution du profil des mineurs en prison en Haïti de 2004 à 2019", 2022.

123 BINUH, "Violence sexuelle à Port-au-Prince: une arme utilisée par les gangs pour répandre la peur", (2022), <https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-10/20221014-Report-on-Sexual-Violence-haiti-fr.pdf>
124Banque Mondiale, "GDP par habitant, PPP (Current International \$) - Haiti | Data," <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.PP.CD?contextual=region&locations=HT>.
125 Conseil de Sécurité des Nations Unies, "United Nations Integrated Office in Haiti Report of the Secretary-General", (2023), <https://reliefweb.int/report/haiti/united-nations-integrated-office-haiti-report-secretary-general-s2023274>
126 Donnée extraite du site web de la BRH le 24 avril 2023: <https://www.brh.ht/variation-de-lindice-des-prix-a-la-consommation-par-groupe-de-dependances-janvier-2023/>
127 Start Network. Évaluation de l'impact de la crise actuelle en Haïti sur les ménages, 19 janvier 2020, <https://www.bretagne-solidaire.bzh/wp-content/uploads/sites/11/2020/04/START-NETWORK-Rapport-Final-%C3%89valuation-de-lu2019impact-de-la-crise-pais-lock-en-Ha%C3%Afti-sur-les-m%C3%A9nages-20200123-.pdf>
128FEWS. L'instabilité sociopolitique, l'inflation et la pénurie de carburant contribuent à l'insécurité alimentaire d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) à Cité Soleil, octobre 2022, <https://fews.net/fr/central-america-and-caribbean/haiti/food-security-outlook/october-2022>
129 IMF. Haiti and the IMF, octobre 2022, <https://www.imf.org/en/Countries/HTI>
130 ILO. Programme Pays pour le Travail Décent en Haïti, 2015-2020,
131Banque mondiale. Le poids du secteur informel pourrait freiner la reprise post-COVID dans les économies en développement, 11 mai 2021,<https://www.banquemondiales.org/fr/news/press-release/2021/05/11/widespread-informality-likely-to-slow-recovery-from-covid-19-in-developing-economies> .

l’ONU, où Haïti est classé 163 sur 191 pays en 2021¹³².

Parmi les facteurs qui expliquent la situation économique d’Haïti l’on trouve des défis structurels au niveau de son appareil productif, notamment une faible productivité des secteurs qui résulte en une forte dépendance aux exportations et des taux élevés d’informalité. De manière similaire à d’autres pays, Haïti est passé d’une économie basée sur le secteur primaire à une économie centrée sur le secteur tertiaire. Alors que l’agriculture a représenté environ 95% du PIB au XIXème siècle¹³³, elle n’a représenté que 30% en 1990 et 20,3% en 2021. La manufacture est passé de 13,7% à 17,6% et les services de 43,5% à 53,92% entre 1990 et 2021¹³⁴.

Cette transition s’est accompagnée d’une diminution dans la productivité du secteur primaire, lié à déforestation, des conditions climatiques défavorables, le manque d’accès aux services financiers et les politiques d’ajustement structurel qui ont levé les restrictions des prix sur les importations et ont empêché les agriculteurs de concurrencer avec le prix des importations^{135,136}. Ces conditions ont provoqué un changement du secteur prédominant, du primaire vers les services, et ont renforcé l’exode rural (créant des zones péri-urbaines et des bidonvilles)¹³⁷. Les personnes se sont déplacés des zones rurales vers les urbaines, tels que Port-au-Prince afin de bénéficier de meilleures opportunités économiques et de services¹³⁸.

Puisque la tertiarisation de l’économie ne s’est pas

accompagnée du développement du secteur secondaire, par exemple à travers la mécanisation du secteur primaire, ou d’une tertiarisation du secteur industriel, le secteur tertiaire est majoritairement informel et peu productif¹³⁹. Les Haïtiens entrés dans le secteur des services restent dans des conditions précaires et le pays est devenu fortement dépendant des prix internationaux des aliments et les personnes très vulnérables aux fluctuations de ces prix. L’importation des aliments a représenté environ 17% des importations totales en 2019¹⁴⁰ et sa valeur a augmenté de 21,1% entre 2019 et 2020¹⁴¹. Par ailleurs, 80% du riz consommé au pays (le principal aliment consommé) est importé^{142,143}. Dans ce contexte, l’exode rural a ramené des migrants qui ont des difficultés à trouver des activités génératrices de revenu et qui se retrouvent en situation de vulnérabilité.

La vulnérabilité économique et l’instabilité politique du pays laissent la population sans accès aux services de base et sans système de protection sociale pour faire face aux multiples chocs auxquels la population est exposée

Face à une vulnérabilité élevée dûe en partie à la structure de l’appareil productif du pays et l’instabilité du gouvernement, la population n’a pas accès aux services de base ou recours à des stratégies d’adaptation pour améliorer leur situation. En Haïti, il est estimé qu’en 2016/17 20% de la population faisait face à la pauvreté multidimensionnelle, alors que la moyenne pour l’Amérique Latine et les Caraïbes était

de 2.4%¹⁴⁴. Par composante, le facteur qui contribue le plus important à la pauvreté multidimensionnelle est le niveau de vie (57%), suivi de l’éducation (24,6%) puis de la santé (18,5%)¹⁴⁵, 58,5% de la population vit sous le seuil de pauvreté national et 29,2% de la population vit sous le seuil de pauvreté extrême (2,15 USD ppp/jour)¹⁴⁶. Ce faible niveau de vie indique que les personnes n’ont pas accès aux services de base, tels que l’assainissement, l’eau potable, l’électricité et le logement parmi d’autres. Selon l’IHSI (2012), moins d’un tiers de la population bénéficie de l’accès aux services de base dans certains domaines tels que l’électricité, l’eau traitée, l’aisance améliorée, la collecte de déchets et l’assainissement^{147,148}. Additionnellement, la population fait face à des défis importants de sécurité alimentaire. Entre mars-juin 2023 il est considéré que 4,9 millions de personnes seront en insécurité alimentaire aiguë, avec un besoin d’aide humanitaire urgente. C’est-à-dire 49% de la population, avec 1.8 million de personnes en situation d’urgence¹⁴⁹. Les enfants sont particulièrement touchés par une aggravation des privations dans les domaines du logement, de l’assainissement et de la nourriture, qui ont probablement augmenté ces dernières années, mais qui avaient déjà atteint un taux de 70% enfants dans une situation de privation¹⁵⁰ selon la dernière étude réalisée en 2007¹⁵¹. La pauvreté multidimensionnelle touche 90,4% des enfants entre 0 et 17 ans, ce qui montre que la situation de vulnérabilité en Haïti se détériore davantage pour l’enfance en Haïti¹⁵².

Cette situation critique est aggravée par la violence des gangs. Avec un taux de pauvreté monétaire de 24,5%¹⁵³, un haut niveau d’insécurité alimentaire, une forte dépendance aux prix des importations, une faible protection de la part de la police, et des institutions en crise, les Haïtiens restent très vulnérables aux

demandes des gangs. Sans ressources financières pour acheter de la nourriture, l’offre d’alimentation de la part des gangs laisse peu de choix aux individus qui les rejoignent, y compris les jeunes et les enfants. A l’aide du trafic d’armes, d’une force de police affaiblie, et d’un système judiciaire qui n’arrive pas à poursuivre les criminels, voire avec des membres du gouvernement qui soutiennent les gangs, les individus à Port-au-Prince n’ont pas de protection face aux demandes des gangs. Le recrutement et la victimisation des jeunes et des enfants peut avoir lieu et augmenter car les actions de l’État, des individus, des organisations de la société civile et du secteur privé sont contraintes par des difficultés structurelles et une succession de crises qui a lieu à Port-au-Prince et en Haïti de manière générale. Cela crée un cercle vicieux dans lequel les jeunes et les enfants, grandissent en insécurité alimentaire, sans accès à la santé ou à l’éducation, ce qui impacte leur formation de capital humain, les possibilités d’obtenir un travail productif et les opportunités d’améliorer la situation économique du pays. Leur forte exposition à la violence risque aussi de créer des cycles de reproduction de violence qui peuvent perpétuer la situation de violence. Ces jeunes qui ne trouvent pas d’emploi, mais qui auraient normalisé la violence à travers leurs vécus seraient davantage exposés à intégrer des gangs et à donner continuité au phénomène de violence.

132 Conseil économique et social. Descriptif de programme de pays

133Bénédictine Paul, Alix Daméus et Michel Garrabe, “Le processus de tertiarisation de l’économie haïtienne” 2010,

134Banque Mondiale, “Agriculture, forestry, and fishing, value added (% of GDP)”, <https://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=HT>

135Bénédictine Paul, Alix Daméus et Michel Garrabe, 2010

136Wenche Iren Hauge for Peace Research Institute Oslo. “Haiti : A Political Economy Analysis. Norwegian Institute of International Affairs”, 2018.

137 Wenche Iren Hauge for Peace Research Institute Oslo. “Haiti : A Political Economy Analysis. Norwegian Institute of International Affairs”, 2018.

138Jan Singh, R., & Barton-Dock, M. (s. d.). “Haiti, Toward a New Narrative, Systematic Country Diagnostic. The World Bank.” consulté 17 novembre 2021, [https://www.dropbox.com/sh/q2jzqm4w55y4leq/AABjtiJLGKjklpz7or3L6_K4a?dl=0&preview=2015+WB+-+Towards+a+new+countr+y+narrative+\(1\).pdf](https://www.dropbox.com/sh/q2jzqm4w55y4leq/AABjtiJLGKjklpz7or3L6_K4a?dl=0&preview=2015+WB+-+Towards+a+new+countr+y+narrative+(1).pdf)

139Bénédictine Paul, Alix Daméus et Michel Garrabe, “Le processus de tertiarisation de l’économie haïtienne”, 2010. <https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/4757>

140FMI, “Haiti IMF article IV”, 2019

141International Trade Administration, 2021, “Haiti - Country Commercial Guide”, <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/haiti-agricultural-sector>

142Bénédictine Paul, Alix Daméus et Michel Garrabe, 2010

143Ce paragraphe décrit une situation complexe de manière simplifiée. Les lecteurs sont invités à lire le rapport de la BID de 2016 pour avoir des informations plus détaillées: Vliet et al., (2016) Une étude exhaustive et stratégique du secteur agricole/rural haïtien et des investissements publics requis pour son développement. Cirad Agricultural Research for Development

144 PNUD, “Multidimensional Poverty Index 2022: Haïti”, 2022, <https://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/MPI/HTI.pdf>

145 PNUD, “Multidimensional Poverty Index 2022: Haïti”, 2022., <https://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/MPI/HTI.pdf>

146 PNUD, “Multidimensional Poverty Index 2022: Haïti”, 2022, <https://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/MPI/HTI.pdf>

147 IHSI, “Évolution des conditions de vie en Haïti entre 2007 et 2012”, 2012.

148République d’Haïti, “Plan national de gestion des risques de désastre 2019 – 2030” 2019, https://www.preventionweb.net/files/72907_plannationaldegestiondesrisquesdededs.pdf

149 Conseil de Sécurité des Nations Unies, “United Nations Integrated Office in Haiti Report of the Secretary-General”, (2023), <https://reliefweb.int/report/haiti/united-nations-integrated-office-haiti-report-secretary-general-s2023274>

150 Gordon, David, and Shailen Nandy. “La pauvreté absolue des Enfants en Haïti au 21ème siècle, 2007, https://research-information.bris.ac.uk/ws/portalfiles/portal/189194366/Final_report_in_French.pdf

151 Nous notons à propos le caractère préoccupant du manque d’études récentes sur ces sujets.

152UNICEF, “Descriptif du programme pays: 2023”, 2023, https://www.unicef.org/executiveboard/media/14791/file/2023-PL6-Haiti_CPD-FR-ODS.pdf

153PNUD, “Multidimensional Poverty Index 2022: Haïti”, 2022, <https://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/MPI/HTI.pdf>

10

Actions : Qu'est ce qui est fait actuellement, et qu'est ce qui pourrait être fait par les différents porteurs d'intérêt pour dresser ces problématiques?

On peut distinguer deux types d'actions pour réduire la violence envers les jeunes en Haïti : préventives et correctives¹⁵⁴. Les premières surviennent avant les faits violents et les deuxièmes cherchent à en mitiger les effets. Pour réduire la violence, la prévention peut réduire les coûts à long terme, et la correction si l'on veut les réduire à court terme, mais les deux sont nécessaires.

A. Actions préventives (ex ante)

Actions pour l'éducation et le renforcement de savoir-faire pratiques

"Faire un accompagnement de formation pour éviter que les jeunes s'intègrent aux gangs"
Organisation de la Société Civile

Au niveau individuel, les actions pour le développement du capital humain jouent un rôle essentiel dans la prévention de la violence. D'après la CDC, les politiques éducatives, d'accès au travail et de formation professionnelle promeuvent une culture basée sur la résolution de conflits¹⁵⁵. Ainsi, les bourses pour la formation peuvent décourager l'adhésion aux gangs dès le plus jeune âge et développer des habiletés d'intégration sociale¹⁵⁶. Ces initiatives peuvent être accompagnées de programmes scolaires de soutien psychosocial, qui contribuent à la compréhension du phénomène de la violence et l'appartenance à un groupe social.

Dans un contexte où les élèves d'Haïti n'ont que 6.1 années de scolarité en moyenne, le fonds PROMESSE de la Banque Mondiale a fait un investissement significatif

pour la permanence scolaire et le soutien au système éducatif en crise¹⁵⁷. D'autres initiatives locales se sont focalisées sur le développement d'habiletés en milieux particulièrement vulnérables, comme les expériences professionnelles temporaires (stages) pour les jeunes en risque et les habiletés des étudiants et professeurs pour savoir réagir en contextes violents des zones rurales (Croix Rouge et Fondation Rinaldi)^{158,159,160}. L'UNICEF en particulier a montré sa disposition d'augmenter de façon massive l'accès à l'éducation formelle et informelle dans un contexte de crise. Tous ces efforts éducatifs peuvent déboucher sur de meilleures habiletés de communication et résolution de problèmes des jeunes.

Actions pour le développement du tissu social

"Il faut faire des interventions pour la sensibilisation. Il faut aller vers l'engagement de la communauté. Des ateliers, le théâtre dans la rue, un carrefour, dans une cour d'église ou d'école, sur le toit d'une maison. Trouver une façon de sensibiliser sur les actions des autres"
Ouvrir les yeux des enfants"
Organisation de la Société Civile

Plusieurs initiatives de prévention de violence envers les jeunes sont basées sur le développement des liens sociaux au niveau communautaire. Ces initiatives de renforcement du tissu social peuvent créer des incitations à ne pas joindre des gangs, notamment, lorsque la décision de joindre est volontaire¹⁶¹. En théorie, la création de liens sociaux entre les adolescents à travers la sensibilisation, pourrait promouvoir un "sentiment d'appartenance" à la communauté et réduire la probabilité de commettre des actes violents¹⁶².

154 Classification établie par l'équipe de DPA. Cette classification est aussi justifiée par les leaders de la société civile, considérant que le problème de la violence doit être résolu "en amont et en aval"

155 CDC. ,A Comprehensive Technical Package for the Prevention of Youth Violence and Associated Risk Behaviors 2016, <https://www.cdc.gov/violenceprevention/pdf/yv-technicalpackage.pdf>

156 Source: entretiens.

157 Banque mondiale. La Banque mondiale approuve un financement additionnel de 90 millions de dollars américains pour le secteur de l'éducation en Haïti, 7 mars 2022, <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/03/07/the-world-bank-approves-additional-financing-of-us-90million-for-haiti-s-education-sector>

158 Croix rouge. Prévention et lutte contre la violence en Haïti : le respect au cœur de l'autonomie, <https://www.croixrouge.ca/nos-champs-d-action/activites-internationales/developpement-international/ameriques/haïti/prevention-et-lutte-contre-la-violence-en-haïti-le-respect-au-cœur-de-l-autonomie>

159 Fondation Rinaldi. Trabajando hacia la reducción de la violencia, 2018 <https://www.frinaldihaiti.org/trabajando-hacia-la-reduccion-de-la-violencia/>

160 UNICEF. Rising gang violence in Haiti is now targeting children, UNICEF warns

161 Source: entretiens.

162 CDC factors mitigating violence.

Plusieurs organisations ont travaillé sur le développement d'un "sens d'appartenance" chez les jeunes hommes et femmes, au travers d'ateliers de sensibilisation¹⁶³ ou la création d'espaces pour la cohésion sociale et la résilience¹⁶⁴. Un acteur très actif dans ce domaine est la Croix Rouge, qui a déployé plusieurs projets en alliance avec la France et le Canada: l'aide aux écoles, la construction d'infrastructures sportives à Cité Soleil, les initiatives de théâtre social, et des discussions en espaces communs¹⁶⁵. En effet, le développement communautaire peut promouvoir une manière plus saine de former des relations dans le long terme¹⁶⁶. Ces actions peuvent entrer dans des axes de travail sur la communication, visant à changer les comportements et les attitudes. Par exemple, un interviewé propose des activités culturelles comme le "théâtre dans la rue", pour développer la capacité des jeunes à agir comme s'ils étaient une autre personne affectée par la violence.

Aide massive à l'instauration d'un État démocratique : application de la loi et justice préventive

Au niveau institutionnel, et donc sociétal, assurer le fonctionnement du système judiciaire est nécessaire pour garantir l'État de droit et l'accomplissement de la loi pour réduire la violence. Dans ce contexte, les organisations internationales, y compris l'ONU, ont eu un rôle important à jouer, bien que leur capacité d'action pourrait être renforcée. Historiquement, l'ONU a entrepris des initiatives importantes pour le renforcement des institutions judiciaires par la voie de

la coopération internationale, principalement avec la Police Nationale d'Haïti (PNH)¹⁶⁷, bien que les résultats n'ont pas été suffisants pour résoudre la crise complexe vécue en Haïti. Entre 2004 et 2019, deux missions, MINUJUSTH et MINUSTAH, ont eu l'objectif de soutenir le développement de la PNH, rétablir l'État de droit, renforcer les institutions et protéger les droits de l'homme^{168,169}. La MINUJUSTH combattait l'impunité par violations aux droits des personnes¹⁷⁰. La MINUSTAH a réduit le contrôle des gangs à travers des points de supervision routière, la récupération des territoires qui étaient dans leur contrôle et la supervision des élections^{171,172}. Néanmoins, l'intervention des acteurs étrangers a été jusqu'à présent insuffisante pour résoudre la crise de violence et soumise à de nombreuses critiques^{173,174}.

Depuis 2019, le Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) a repris les mêmes objectifs que les stratégies précédentes : les membres de la PNH ont reçu une formation en droits humains, gestion de crise, coordination de groupes d'intervention et capacités de lutte contre les groupes armés^{175,176}. Cependant, la prévalence de la criminalité et l'impunité des crimes montrent que la police et les institutions judiciaires ne peuvent pas assurer la protection des droits humains dans l'actualité, ce qui implique que le pays a encore besoin d'un renforcement des capacités pour faire fonctionner son système judiciaire.

Des réformes pour améliorer la sécurité nationale ont été mises en place. Pourtant, dans la pratique,

les politiques de sécurité nationale préventives sont difficiles à mettre en œuvre dû à la perte de contrôle de la sécurité, par la police, face à une insécurité croissante. Dans les années 2000, l'État haïtien a mis en place des réformes pour améliorer l'efficacité de la PNH et du système judiciaire. En 2004, le Plan de réforme de la Police Nationale d'Haïti cherchait à augmenter le nombre de policiers, leur pourvoir en un équipement de qualité, améliorer les liens de collaboration entre les institutions judiciaires et mieux gérer les ressources de la police. Cependant, cette réforme n'a pas reçu un suivi rigoureux, elle n'a pas reçu assez de fonds et n'a pas réussi à coordonner l'inclusion du parlement et de la société civile dans l'implémentation de cette réforme dans le long terme¹⁷⁷.

Il en est de même pour le Plan Stratégique de Réforme de Justice : dans le contexte actuel une réforme intégrale et profonde du système judiciaire n'a pas été possible. Cette réforme, qui améliorerait l'état de la PNH et assurerait l'État de droit, nécessite d'un renforcement de l'administration publique locale, qui est très affaiblie, et l'approbation législative d'un parlement qui manque de sénateurs démocratiquement élus et d'un parlement officialisé dans l'actualité^{178,179,180}.

Toutefois, plusieurs réformes légales ont permis d'avancer vers la création d'un cadre légal pour la protection de l'enfance, bien que son application reste affaiblie. En 2014, la Loi contre la Traite des Personnes, la Loi sur l'Adoption et la Loi sur la Paternité et la Maternité¹⁸¹ ont établi un régime de sanctions contre les personnes qui participent à la traite des personnes, le principe d'intérêt supérieur de l'enfance et la réduction de plusieurs formes de discrimination contre les enfants. Cependant, l'administration de la justice reste un défi qui empêche l'application de ces

lois. Certains tribunaux ont été déplacés par les gangs et les personnes ont perdu la confiance sur les juges puisque les chefs des gangs ont souvent plus d'autorité et pouvoir dans la prise des décisions sur la justice¹⁸². De manière générale ceci est lié aux défis d'instabilité au politique et faiblesses institutionnelles y compris la corruption, qui ne permettent pas la mise en place des actions pour dresser les problématiques tel qu'expliqué dans la section des défis structurels.

Initiatives pour la bonne gouvernance et la reconstruction de la paix

Pour mitiger le problème de la violence et ses effets, il est nécessaire de mettre en place des réformes structurelles pour résoudre la crise politique et économique du pays, ce qui commence par des dialogues nationaux de concertation et coordination d'actions. Pour cette raison, de nouveaux groupes se sont formés pour faire appel à l'action. En 2021, L'Accord Montana, un groupe organisé de la société civile, est né pour réclamer la réorganisation des élections et une transition politique¹⁸³. Le besoin urgent d'un changement de modèle économique a motivé la Fédération Haïtienne de Petites et Moyennes Entreprises d'Haïti, à faire un appel aux autorités politiques pour arrêter l'escalade de la violence qui affecte les opérations du secteur privé. Le Plan Stratégique de Développement d'Haïti, cherchant à réformer les institutions étatiques, avec un plan pour assurer la qualité des services éducatifs, de santé et de sécurité dans le cadre de l'Agenda 2030, n'a pas été mis en place en profondeur à cause de la crise politique, l'instabilité institutionnelle, et le manque de fonds de l'État¹⁸⁴. Le Plan pour la Modernisation de l'État 2018-2023 cherchait à améliorer les pratiques de l'État en matière de bonne gouvernance et l'exercice de la bonne fonction publique¹⁸⁵. Cependant cette réforme

163 Source: entretiens.

164 UN Peacebuilding Fund <https://reliefweb.int/report/haiti/building-peace-preventing-violence-and-supporting-community-resilience-haiti>

165 Croix rouge. Prévention et lutte contre la violence en Haïti : le respect au cœur de l'autonomie, <https://www.croixrouge.ca/nos-champs-d-action/activites-internationales/developpement-international/ameriques/haiti/prevention-et-lutte-contre-la-violence-en-haiti-le-respect-au-cour-de-l-autonomie>, op. Cit.

166 CDC. „A Comprehensive Technical Package for the Prevention of Youth Violence and Associated Risk Behaviors 2016, <https://www.cdc.gov/violenceprevention/pdf/yv-technicalpackage.pdf>

167 Source: entretiens.

168 MINUSTAH. Fiche d'information, 28 avril 2023, <https://peacekeeping.un.org/es/mission/minustah>

169 Ibid.

170 Ictj synthèse, 2017, <https://www.ictj.org/sites/default/files/ICTJ-Briefing-TJ-Haiti-2017-FR-1.pdf>

171 BU. Peacekeeping in Haiti: Successes and Failures, 2020, <https://sites.bu.edu/pardeeatlas/back2school/peacekeeping-in-haiti-successes-and-failures/>

172 Crisis group. Haïti: sécurité et réintégration de l'État, 30 octobre 2006, <https://www.crisisgroup.org/fr/latin-america-caribbean/haiti/haiti-security-and-reintegration-state>

173 Crisis group. Dernier recours en Haïti : la perspective d'une intervention étrangère

174 Revistas. La militarización del Desarrollo: La intervención humanicida en Haití, 2020, <https://revistas.usb.edu.co/index.php/Cooperacion/article/view/4739/3739>

175 BINUH. À propos, <https://binuh.unmissions.org/fr/%C3%A0-propos>

176 UNDP. Programme d'appui à la Police Nationale d'Haïti, https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-11/hnp_french.pdf

177 Yves-François Pierre et Isabelle Fortin. La réforme de la Police Nationale et la construction démocratique en Haïti, 2010, <https://www.tandfonline.com/doi/epdf/10.1080/02255189.2011.583168?needAccess=true&role=button>

178 Le Point. Sans président, députés ni sénateurs, la démocratie se meurt en Haïti, 10 janvier 2023, https://www.lepoint.fr/monde/sans-president-deputes-ni-senateurs-la-democratie-se-meurt-en-haiti-10-01-2023-2504247_24.php

179 Crisis group. Haïti: sécurité et réintégration de l'État, 30 octobre 2006, <https://www.crisisgroup.org/fr/latin-america-caribbean/haiti/haiti-security-and-reintegration-state>

180 The guardian. Haiti left with no elected government officials as it spirals towards anarchy, 10 janvier 2023, <https://www.theguardian.com/world/2023/jan/10/haiti-no-elected-officials-anarchy-failed-state>

181 République d'Haïti. Loi sur l'adoption, http://www.haiti.org/wp-content/uploads/2012/09/loi_sur_adoption.pdf

182 Source: entretiens.

183 CSIS. How to Break the Stalemate in Haiti, 30 juin 2022, <https://www.csis.org/analysis/how-break-stalemate-haiti>

184 Source: entretiens.

185 OECD. Contextualiser la gouvernance publique en Haïti, <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/1fc9a718-fr/index.html?itemId=/content/>

proposée par le gouvernement de Jovenel Moïse n’a pas eu de continuité ni a fait un suivi en raison des changements imprévus dans l’administration publique. Pour cette raison, une proposition récurrente est l’appel à un dialogue national impliquant tous les acteurs dans la solution à la crise de violence¹⁸⁶.

La diplomatie préventive a de même été utilisée pour promouvoir la paix, la justice et le désarmement. Plusieurs acteurs internationaux ont entrepris des mesures extraordinaires, sanctions financières ou légales et de nombreux positionnements faisant appel à l’arrêt de la violence^{187,188}. Récemment, les appels pour l’arrêt de la violence se sont accélérés en raison de son escalade : le gouvernement d’Haïti a demandé l’aide d’une police étrangère. Le Premier ministre et le ministre des affaires étrangères ont plaidé en faveur du déploiement d’une force armée internationale spécialisée lors de la réunion du Conseil permanent de l’Organisation des États Américains (OEA), et lors du 7^{ème} sommet des chefs d’État de la Communauté des États d’Amérique latine et des Caraïbes (CELAC)¹⁸⁹. l’ONU y a répondu avec la proposition de déployer une force internationale¹⁹⁰. Cependant un débat a surgi entre les pays membres de l’ONU pour savoir si une stratégie humanitaire et pacifique ne serait pas meilleure. Il faut noter que l’intervention militaire nationale ou étrangère semble être soutenue par la population. Lors d’une enquête de 1.300 personnes en Haïti, 79% des répondants ont soutenu l’idée d’une intervention militaire étrangère et 80% ont soutenu l’idée de mobiliser une force militaire nationale pour soutenir la police dans la lutte contre la violence¹⁹¹. Pourtant, pendant que ces décisions sont prises la violence s’exacerbe et les jeunes et enfants

se voient de plus en plus exposés à ses conséquences directes et indirectes. Des mesures ont été prises aussi pour attaquer le trafic illégal d’armes et de drogues en Haïti. Par exemple, le Conseil de sécurité de l’ONU a mis en place un régime de sanctions comportant des interdictions de voyage, le gel des avoirs et des actifs financiers, ainsi que des embargos ciblés sur les armes à l’encontre des individus et des entités clés associés à des activités criminelles, y compris ceux bénéficiant des revenus de la production illicite et du trafic de drogues¹⁹². La résolution 2653 a également créé un Groupe d’experts chargé de recueillir, d’examiner et d’analyser des informations sur les mesures de sanctions, notamment l’origine et les itinéraires du trafic d’armes vers Haïti et les incidents portant atteinte à la transition politique. En fin d’année 2022, certains États membres ont également imposé des sanctions visant les élites politiques et économiques haïtiennes, soupçonnées d’aider directement et indirectement les gangs haïtiens à se procurer des drogues, des armes à feu et des munitions, bien que l’ampleur de leur application reste à déterminer¹⁹³. Au niveau national la plupart des sanctions se sont centrées sur le renforcement des capacités de la PNH et la législation pour contrôler les armes. Les permis d’utilisation d’armes ont été suspendus par la PNH, le pays a rédigé un Plan d’Action National pour dresser la problématique des armes, y compris à travers le contrôle des flux illicites d’armes, parmi d’autres¹⁹⁴.

B. Actions correctives (ex post)

Services pour la santé physique et mentale

Les services de santé physique et mentale sont insuffisants pour répondre à la violence quotidienne, particulièrement la violence sexuelle. La violence est devenue un problème majeur de santé publique : en 2012, environ 60% des femmes et des hommes ont été victimes de violence physique, et 30% des filles, de violence émotionnelle¹⁹⁵. Certaines organisations de la société civile, comme Médecins Sans Frontières et BDH, travaillent pour assurer la santé physique sur le terrain au travers de services pour les victimes de la violence sexuelle commise par les gangs¹⁹⁶. D’autres acteurs internationaux comme Save the Children et USAID ont déployé des services pour le traitement de blessures ou l’attention médicale de base¹⁹⁷. D’après leurs évaluations, ces programmes ont permis d’avancer dans les objectifs du système de santé¹⁹⁸, mais les entretiens révèlent qu’il est nécessaire d’augmenter les services de réponse dans un contexte de violence, exploitation sexuelle et de Violence Basée sur le Genre (VBG) récurrente.

Les services de santé mentale sont de même nécessaires pour prévenir et traiter l’impact de la violence pour les jeunes. Par exemple, la formation de “tuteurs de résilience” (acteurs communautaires) qui accompagnent les enfants en situation de traumatisme¹⁹⁹ peut reconnaître, valoriser et encourager les capacités de résilience des enfants haïtiens. D’autres initiatives favorisent la résilience des enfants et des jeunes. Plusieurs organisations de la société civile, comme APADEH et Kids Club Haïti, pourvoient des services d’assistance psychosociale pour les enfants et les jeunes filles, dans un contexte de séparations familiales

ou traumatismes²⁰⁰. D’autres initiatives telles que le programme Fonkoze de microfinance donnent aussi du soutien psychosocial aux personnes pour faire face aux traumatismes liés à l’instabilité politique, les catastrophes naturelles, parmi d’autres²⁰¹. L’Initiative Spotlight, par exemple, fournit des soins holistiques aux femmes et filles survivantes de la violence. Le système des Nations Unies prend des actions pour améliorer la santé mentale et physique des jeunes et enfants en Haïti, notamment l’ONU femme, l’UNFPA, le PNUD, l’OMS et l’UNICEF. Par exemple, grâce à l’UNICEF, des refuges pour les femmes victimes de violence sexuelle sont soutenus, comme Rapha House²⁰². Ces organisations contribuent à la récupération de la violence avec des services psychologiques et médicaux, et la médiation familiale.

Dénonciation de la violence et suivi des cas

La théorie du changement de l’UNICEF statue que les institutions doivent assurer la qualité des mécanismes de dénonciation et des services de réponse pour les filles, les garçons et les adolescents²⁰³. Pour cela, il est nécessaire d’investir dans la détection des cas de violence, les réponses, le suivi, le monitoring, le support et la documentation des cas au travers des initiatives pour répondre à la violence contre les enfants et adolescents, en alignement avec les meilleures pratiques internationales²⁰⁴. En Haïti, la dénonciation est principalement menée à bout par des acteurs internationaux. Par exemple, Amnistie Internationale documente les violations des droits humains sur sa page officielle ; en dénonçant récemment la menace de mort contre Sanièce Petit Phat, défenseure des droits des filles²⁰⁵. En octobre 2022, le Conseil de Sécurité de l’ONU a imposé une sanction contre les leaders des gangs, en particulier Jimmy “Barbecue” Chérizier, l’ancien

component/1fc9a718-fr

186 Source: entretiens.

187UNICEF. Rising gang violence in Haiti is now targeting children, UNICEF warns 15 avril 2021, <https://www.unicef.org/lac/en/press-releases/rising-gang-violence-haiti-now-is-targeting-children-unicef-warns>

188PBS. The U.N. adopts resolution to end violence in Haiti, sanctions powerful gang leader, 2022, <https://www.pbs.org/newshour/world/the-u-n-adopts-resolution-to-end-violence-in-haiti-sanctions-powerful-gang-leader>

189CEPAL, “Plan Stratégique de Développement d’Haïti”, <https://observatorioplanificacion.cepal.org/en/plans/plan-strategique-de-developpement-dhaiti>

190Al Jazeera. Haiti requests aid of foreign police forces as violence rages , 7 octobre 2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/10/7/haiti-to-request-aid-of-foreign-forces-as-violence-rages-reports>

191CEPAL, “Plan Stratégique de Développement d’Haïti”, <https://observatorioplanificacion.cepal.org/en/plans/plan-strategique-de-developpement-dhaiti>

192UNODC, ““Haiti’s criminal markets: mapping trends in firearms and drug trafficking”, 2023 https://reliefweb.int/report/haiti/haitis-criminal-markets-mapping-trends-firearms-and-drug-trafficking?gclid=Cj0KCQjw3a2iBhCFARIsAD4jQB1WN_4z7rfQ8irUOnRpAAqJcEOoNm_LSXl1Yvifc-SSwrR-g_ZxEiYaAp2HEALw_wcB

193 Ibid.

194Ibid

195 CDC. Violence against children in Haiti, findings from a national survey,, 2012, <https://www.cdc.gov/violenceprevention/pdf/violence-haiti.pdf>

196 Source: entretiens.

197 Save the children Haiti. Education, <https://haiti.savethechildren.net/news/education>

198Health policy project. Haiti, <http://www.healthpolicyproject.com/index.cfm?ID=country-Haiti>

199 BICE. Favoriser la résilience, former des tuteurs de résilience, <https://bice.org/fr/actions-de-terrain/domaines-daction/tuteurs-de-resilience/>

200 Source: entretiens.

201 <https://fonkoze.org/health>

202 Spotlight initiative.Healing Haiti in the face of an increase in sexual violence, 27 novembre 2022, <https://www.spotlightinitiative.org/news/healing-haiti-face-increase-sexual-violence>

203UNICEF.Preventing and Responding to Violence Against Children and Adolescents Theory of Change, 2017, <https://www.unicef.org/media/83206/file/Violence-Against-Children-ToC.pdf>

204Ibid.

205Amnesty International. Haiti: Women’s rights defender threatened with death: Sanièce Petit Phat 2017,, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr36/7598/2017/en/>

officier de la police qui dirigeait la Famille G9 et ses alliés, envisageant une prohibition de voyage et un embargo²⁰⁶. L'Union Européenne, l'Organisation Internationale de la Francophonie et d'autres organisations internationales ont fait une déclaration contre la violence des gangs. Récemment, suite aux enlèvements, les Associations religieuses d'Haïti ont fait un appel à la grève nationale pour demander l'arrêt de la violence²⁰⁷.

C. Analyse conjoint des actions et manquements

En Haïti, une révision de 40 initiatives montre que les acteurs internationaux et de la société civile entreprennent les actions les plus significatives pour mitiger la violence²⁰⁸, contrairement à l'État qui en a pris moins en nombre et impact²⁰⁹. Cela est dû à l'absence et faiblesse des institutions étatiques, le manque d'État de droit et les difficultés pour implémenter la loi²¹⁰. Le Tableau 2 illustre différents types d'actions pour mitiger la violence contre les jeunes, en prenant comme référence le modèle "INSPIRE" pour réduire la violence contre les enfants, dont l'UNICEF a été l'un des créateurs,²¹¹ et le cadre analytique sur l'impact de la violence à différents niveaux²¹².

Lorsqu'on analyse les initiatives selon le cadre analytique du modèle écologique, l'impact recherché par ces initiatives est principalement au niveau sociétal (37.5%) ou communautaire (35%), car la majorité est centrée sur l'insertion des jeunes dans la communauté et la reconstruction du tissu social. Les initiatives centrées sur le développement de l'individu (17.5%) et des relations sociales (15%) sont les moins nombreuses (voir Tableau 1). Parmi ces actions l'on trouve que :

- 1. La sécurité des environnements (55% des actions²¹³) est l'objectif le plus commun des initiatives car elles cherchent à prévenir la violence ou la sanctionner. En effet, les acteurs font un appel récurrent à l'arrêt de la violence dans le pays. Ces actions sont les plus fréquentes car il y a beaucoup d'efforts pour améliorer les institutions de justice. **Néanmoins, il est encore possible d'augmenter la disponibilité d'hébergement pour les victimes de la violence et améliorer son infrastructure.**
- 2. Ensuite, 45% des actions cherchent à modifier les comportements. Ce sont des changements institutionnels pour promouvoir des conduites saines entre les adolescents²¹⁴. Par exemple, la sensibilisation des jeunes ou les sanctions d'acteurs étrangers contre les leaders des gangs. **Cependant on trouve peu d'actions pour l'investissement en espaces culturels ou récréatifs.**
- 3. Ensuite, un quart des actions sont pour l'application des lois ou l'éducation (25% pour les deux catégories). Dans les deux cas, il s'agit d'initiatives qui préviennent les conduites violentes des jeunes par la justice ou l'instruction. **Dans ce domaine, peu d'initiatives limitent l'accès des jeunes aux drogues et aux armes, il n'y a pas de mécanismes pour monitorer la violence au niveau local, et les programmes pour le développement d'habiletés socio-émotionnelles à l'école sont très absents²¹⁵.**
- 4. Les initiatives les moins nombreuses sont celles pour l'appui aux parents ou les personnes en charge des enfants (12.5%) dans un contexte de désintégration familiale élevée, violence domestique subie principalement par les femmes, et rébellion

des enfants contre leurs parents, incitée par les gangs²¹⁶. Même si deux lois ont été adoptées pour la responsabilité parentale et l'adoption, **il y a très peu d'initiatives pour éviter la violence domestique²¹⁷.**

- 5. Seulement 10% des actions sont pour le renforcement économique des revenus, sous la forme de transferts d'argent, microfinance, dons, prêts ou d'autres formes d'aide financière pour mitiger la violence²¹⁸. Additionnellement la dépense publique de l'État en développement social est très faible²¹⁹, le niveau de

pauvreté est très élevé (87.6%, 6.85 USD en parité de pouvoir d'achat par jour) en 2022 et Haïti figure parmi les pays les plus pauvres de la région²²⁰. **L'appui économique aux ménages pourrait donc être renforcé.**

Tableau 2: Actions pour mitiger la violence contre les jeunes à partir du modèle INSPIRE et du cadre analytique

Type d'impact selon le cadre analytique	Individuel	Relationnel	Communautaire	Sociétal	Total
Type d'action selon le modèle INSPIRE					
Sûreté des environnements	Application de sanctions contre leaders des gangs	Participation de jeunes en ateliers pour le bien-être	Renforcement des institutions locales de justice	Création d'hébergements pour les victimes de la violence	22 (55%)
Changement de normes et valeurs	Sanctions préventives pour éviter la conduite violente de certains individus	Sensibilisation pour la paix et la résolution de conflits	Sensibilisation et implication de jeunes dans la communauté	Investissement en activités culturelles et sociales	18 (45%)
Services de réponse et d'appui	Attention aux traumatismes des victimes de violence	Amplification de l'offre de services psychosociaux	Augmentation d'espaces récréatifs	Services de réinsertion familiale	16 (40%)
Mise en oeuvre et application des lois	Renforcement de capacités pour les membres de la police	Mise en place des lois et sanctions contre la violence des gangs	Monitorer et suivre les cas de violence physique et sexuelle au niveau local	Rétablissement des institutions judiciaires et coordination institutionnelle	10 (25%)
Éducation et savoir-faire pratiques	Création de bourses pour rendre facile l'accès et la permanence à l'école	Développement d'habiletés relationnelles à l'école	Développement d'habiletés pour le leadership communautaire	Implémentation de l'école gratuite	10 (25%)
Appui aux parents et aux personnes ayant la charge des enfants (parentalité positive)	Création d'hébergements pour les victimes de la violence	Initiatives pour éviter la violence domestique	Services communautaires de réinsertion familiale et sociale	Création de lois pour la responsabilité parentale	5 (12.5%)
Renforcement économique des revenus	Transferts d'argent pour les dépenses basiques (alimentation)	Investissement en habiletés relationnelles	Transferts économiques pour les organisations communautaires	Dépense publique de l'État en développement social et sécurité	4 (10%)
Total et % sur 40	7 (17.5%)	6 (15%)	14 (35%)	15 (37.5%)	

206 PBS. The U.N. adopts resolution to end violence in Haiti, sanctions powerful gang leader, 21 octobre 2022, PBS. The U.N. adopts resolution to end violence in Haiti, sanctions powerful gang leader, 21 octobre 2022,
207NC reporter. Church in Haiti calls for national strike following violence, kidnappings, 15 avril 2021, <https://www.ncronline.org/news/church-haiti-calls-national-strike-following-violence-kidnappings>
208 Voir la liste d'initiatives trouvées en annexe
209Crisis group.Haïti: sécurité et réintégration de l'État, 30 octobre 2006, <https://www.crisisgroup.org/fr/latin-america-caribbean/haiti/haiti-security-and-reintegration-state>
210 Source: entretiens.
211UNICEF.Preventing and Responding to Violence Against Children and Adolescents Theory of Change, 2017, <https://www.unicef.org/media/83206/file/Violence-Against-Children-ToC.pdf>
212 Voir section sur le cadre conceptuel.
213 Il faut noter que chaque action peut toucher à plusieurs critères. Pour cette raison les pourcentages totaux sont supérieurs à 100%. La liste totale d'actions, description et classification est ajoutée en pièce jointe partagée avec l'UNICEF.
214 UNICEF.Seven Strategies for Ending Violence Against Children, 2016, <https://www.unicef.org/media/66876/file/INSPIRE-SevenStrategies.pdf>
215 Voir Tableau X d'actions possibles et en annexe.

216 Source: entretiens.
217 Voir Tableau X d'actions possibles et en annexe.
218 Les pourcentages sont issus du tableau d'actions possibles pour mitiger la violence.
219 International Monetary Fund. <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2020/English/1HTIEA2020002.ashx>
220World Bank <https://www.worldbank.org/en/country/haiti/overview#:~:text=In%20line%20with%20these%20results,greatest%20inequality%20in%20the%20region.>

D. Facteurs impactant l'efficacité de l'aide et principaux acteurs recherchés par les jeunes et enfants victimes de violence

Les jeunes et enfants participant à l'enquête RDS ont répondu à des questions sur les endroits où ils ont cherché l'aide à la suite des événements violents vécus, les raisons pour lesquelles ils n'ont pas cherché d'aide et leurs principaux besoins pour faire face à la violence. Ces questions ont pour but d'identifier, d'après leur perspective, les manquements principaux pour chercher de l'aide, ainsi que pour prioriser les actions à entreprendre.

Une grande majorité des jeunes et enfants de l'étude n'ont pas cherché à recevoir de l'aide de services sociaux (71%) face aux violences subies (Figure 24), ce qui démontre une déconnexion entre l'offre d'aide de la part des organisations et la demande d'aide de leur part, conduisant à une moindre efficacité de l'aide disponible²²¹. Parmi ceux qui ont cherché de l'aide, la diversité de personnes ou organisations recours montre qu'il n'y a pas un endroit centralisé ou organisme où les jeunes et les enfants ayant vécu la violence puissent chercher de l'aide de manière systémique. Cinquante pourcent des jeunes qui ont déclaré avoir cherché de l'aide, l'ont fait auprès de membres de la famille, qui restent le premier recours des jeunes, puis auprès de l'hôpital ou de la clinique (41%). Les victimes s'adressent également à leurs amis proches (39%) avant de se tourner vers la police (33%) (voir figure 24 ci-dessous). Il est à noter que les personnes interrogées mentionnent d'autres services ou personnes, non répertoriées dans les possibilités du questionnaire, dans 17% des cas. Enfin, les ONG sont aussi des lieux où les jeunes peuvent trouver des interlocuteurs (dans 6% des cas).

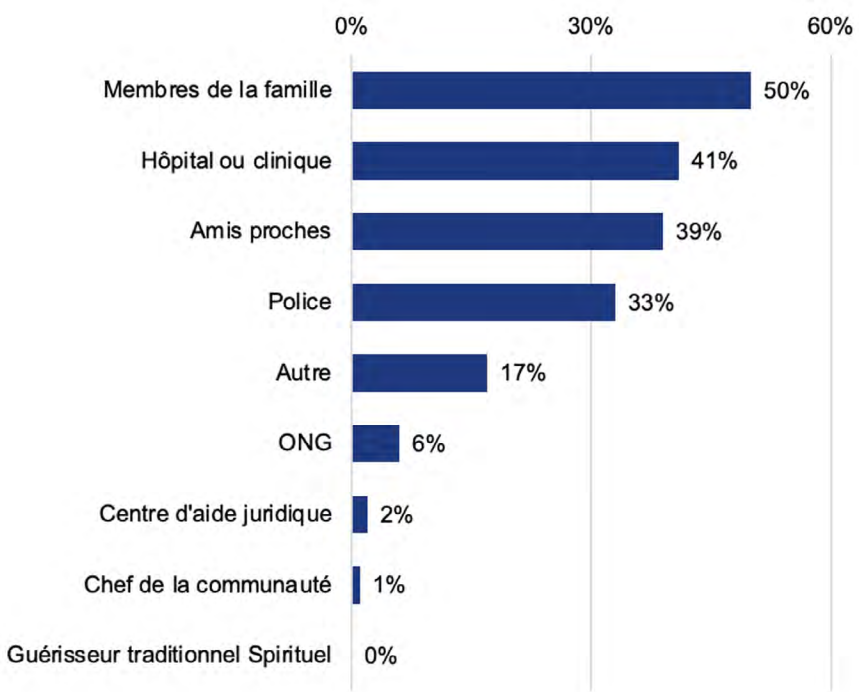
Les victimes ne se tournent presque jamais vers des membres de gangs, leaders de la communauté, guérisseur traditionnel, juge de paix et très peu vers les centres d'aide juridique (1%). De manière générale, les victimes considèrent que ces personnes et services les ont un peu aidés (54%), beaucoup aidés (30%) ou pas du tout aidés (15%). Il est important de noter que, si bien la

famille et les services de santé peuvent servir de moyen pour identifier et les victimes et assister les jeunes et les enfants, la famille est elle aussi une source de violence pour ceux qui sont victimes (d'après l'enquête) et les services de santé se trouvent bloqués par la violence. Dans ce sens, le besoin de services accessibles aux jeunes et enfants en dehors de leurs familles et comme alternative aux centres de santé s'avère nécessaire.

La peur des conséquences de dénoncer la violence est la principale cause pour laquelle les répondants ne cherchent pas de l'aide, 37% ont déclaré ne pas avoir cherché de l'aide pour peur d'avoir des ennuis (Figure 25). Le manque de ressources économiques est cité également (35%), ainsi que l'absence des personnes ou d'organismes prêtent à les secourir (35%). De plus, dans les cas exceptionnels où ces services sont disponibles, les répondants ont déclaré que d'autres barrières telles que l'éloignement de ces derniers ou les frais de déplacement (30%) et (17%) entravent l'obtention de l'aide face aux situations de violences vécues.

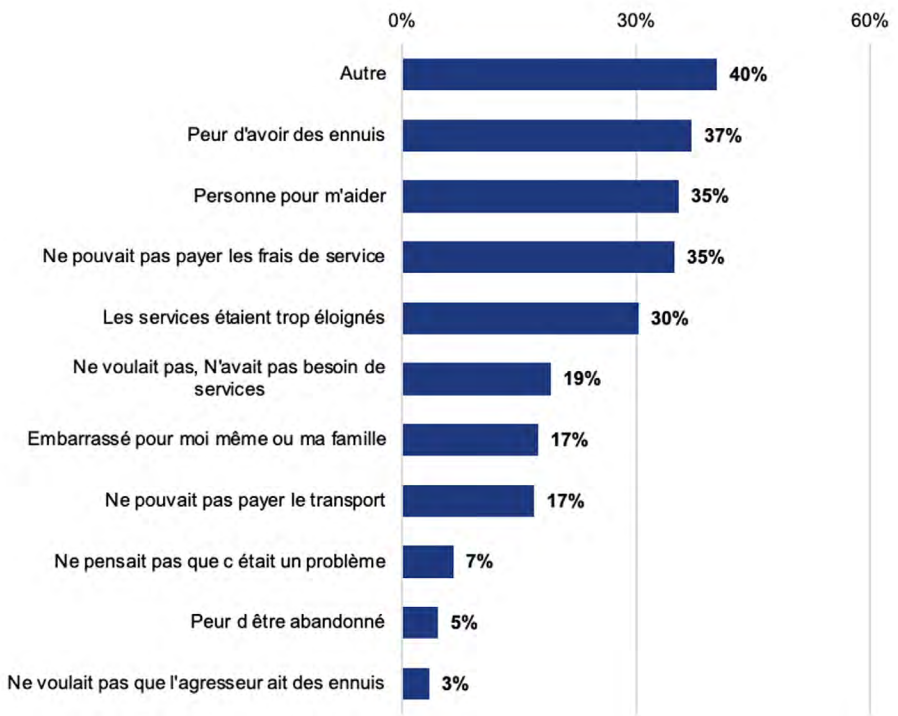
Selon les jeunes et enfants interrogés, les facteurs qui peuvent contribuer à atténuer la violence sont liés avant tout à l'emploi (80%) et à la formation (66%) (Figure 26), c'est à dire à la possibilité de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, d'être utile à la société et de pouvoir envisager l'avenir avec sérénité. Le besoin de sécurité (police, 62%) et de justice (63%) sont également des critères importants pouvant réduire la violence. Les liens sociaux sont mentionnés (38%) ainsi que le soutien familial (29%). La situation alimentaire apparaît critique avec 35% des personnes interrogées considérant qu'une aide alimentaire réduirait la violence. Finalement la question du logement (20%) et des transferts monétaires (21%) apparaissent comme des facteurs d'atténuation de la violence.

Figure 24. Premier endroit où la première personne où les jeunes et les enfants sont allé chercher de l'aide²²²



Source: Enquête RDS

Figure 25. Raisons pour ne pas chercher de l'aide

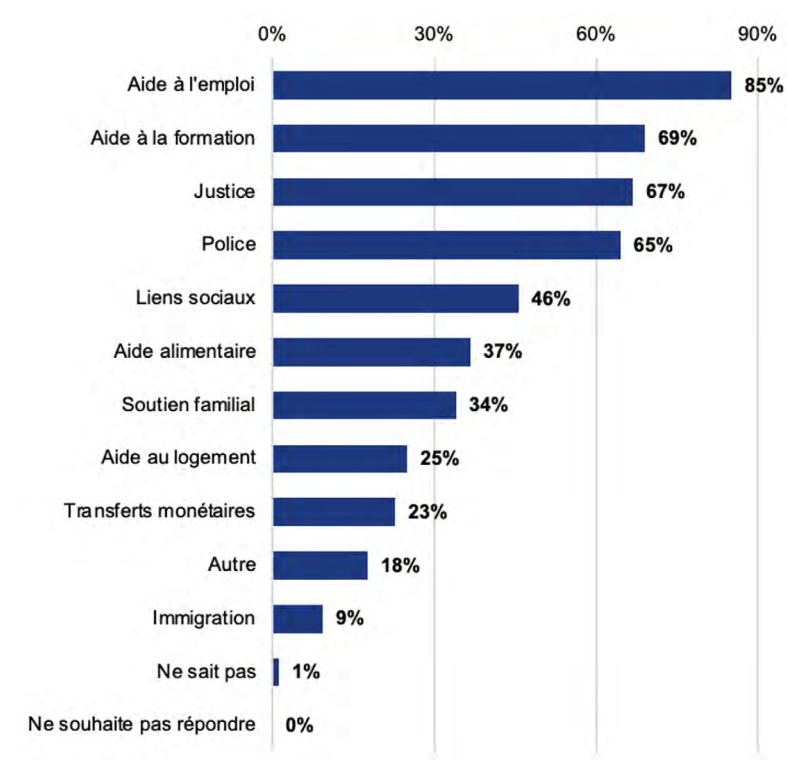


Source: Enquête RDS

221 Ici, il faut nuancer le concept de ne pas chercher de l'aide, car le fait que les enfants ne recherchent pas de l'aide n'est pas nécessairement un choix délibéré. Il peut être conditionné par un manque d'accès à l'information ou un manque d'accès aux sources de soutien. Pourtant, la déconnexion entre le besoin et l'offre se maintient.

222 D'autres options de réponse telles que Transportation, Juge de paix, Membre des gangs ou l'Eglise faisaient partie des possibilités mais n'ont néanmoins été sélectionné par aucun répondant.

Figure 26. Selon vous, lesquels de ces facteurs peuvent ou contribuent à atténuer la violence ?



Source: Enquête RDS

11 Conclusion et recommandations

A. Conclusion

La violence à Port-au-Prince a atteint des niveaux critiques, avec la présence d'environ 90 gangs qui ont exercé la violence dans toutes les communes de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Face à une force de police mal formée, peu équipée et en sous-effectif, et un système judiciaire défaillant, les gangs renforcent leur pouvoir en impunité à travers l'accès aux armes illégales, des enlèvements, la demande des rançons et le trafic de drogue, pour s'imposer de manière violente à Port-au-Prince. Ces gangs exercent tout type de violence. Outre les enlèvements, les gangs ont perpétré des assassinats, des viols, la destruction de la propriété et ont perpétré ces actes violents en public, devant les partenaires, enfants et membres de la famille des victimes comme moyen d'exercer des tortures psychologiques sur la population et leurs adversaires.

Les jeunes et les enfants sont victimes de manière directe et indirecte de cette violence. De manière générale, les jeunes et les enfants sont exposés et en risque de devenir des victimes des événements violents qui ont lieu dans toutes les communes de Port-au-Prince. Concrètement, cette étude a trouvé des événements de violence physique, psychologique, sexuelle et des privations importantes aux droits humains, menées par des gangs contre les jeunes et les enfants, comprenant des assassinats, des viols individuels et collectifs, et des enlèvements, parmi d'autres. Ils ont été aussi des victimes indirectes des confrontations entre les gangs, entre les gangs et la police, lors des émeutes et manifestations violentes. Les jeunes et les enfants sont aussi instrumentalisés et engagés dans la violence. D'après les entretiens, dans la plupart des cas, les femmes et les filles sont obligées de faire des faveurs sexuelles aux membres des gangs, de manière forcée et en échange de protection de la part des gangs, alors que les hommes et les garçons sont recrutés pour soutenir les activités violentes des gangs. Les plus jeunes étant utilisés pour porter de la munition, surveiller les personnes enlevées, et faire de l'espionnage, et les plus grands, commençant même dès l'âge de 14 ans à perpétuer tout type de violence.

Les participants à l'étude ont permis d'éclairer les dynamiques de recrutement des jeunes et enfants dans les gangs, liant la dynamique à la vulnérabilité de cette population dans plusieurs niveaux qui se chevauchent.

Lorsque les gangs s'installent dans un quartier, ils recrutent des personnes de manière forcée, à travers des menaces et des violences physiques, sexuelles et psychologiques. D'autres facteurs s'ajoutent au recrutement direct fait par les gangs, à travers l'absence de mécanismes de défense des jeunes et enfants face au pouvoir des gangs. Ils peuvent accepter le recrutement comme moyen d'être protégés de la violence des gangs, principalement parce que l'État, à travers la police, n'arrive pas à les protéger. Face à la pauvreté répandue à Port-au-Prince, les gangs paient la participation des jeunes et enfants financièrement et en espèce en forme de nourriture à ses membres. L'adhésion à un gang devient donc une stratégie d'adaptation des jeunes et enfants pour faire face à leur vulnérabilité. Elle devient même une stratégie du ménage, car les parents de certains enfants acceptent le recrutement de leurs enfants pour les mêmes raisons économiques. Finalement, il y a un aspect aspirationnel et psychologique qui contribue à l'adhérence aux gangs. Face à l'instabilité du pays, du gouvernement et sa corruption, les gens perdent la confiance dans les institutions du pays et cherchent des modèles à suivre chez les gangs, qui leur offrent des liens sociaux dans leur commune et sont perçus comme porteurs du pouvoir au niveau local. Ces facteurs se chevauchent, car la population vit le pouvoir des gangs, le manque de protection, la vulnérabilité économique et la recherche des modèles à suivre de manière simultanée.

Il existe plusieurs raisons structurelles qui expliquent l'escalade de la violence, dont certaines ont déjà été évoquées. Au niveau politique, l'absence généralisée d'élections réduit la légitimité et le pouvoir d'action de l'État pour répondre à la violence et pour mettre en place des stratégies de développement. Le blocage du pouvoir judiciaire, ainsi que la corruption, le trafic de drogues et d'armes ainsi et le faible niveau d'effectifs de la force de police pour répondre à la violence et agir contre les flux illicites au pays créent l'espace d'impunité où les criminels répandent leurs opérations. Au niveau économique, la crise manifestée par la croissance négative du PIB, le taux de chômage et de pauvreté élevés, l'inflation, et un appareil productif essoufflé, dépendant des importations, créent un espace où les personnes deviennent encore plus vulnérables aux abus des gangs, qui contrôlent l'accès aux biens de base, impactant le prix des carburants et des biens

alimentaires parmi d'autres à travers leurs actions criminelles, la pression sur les petits commerces et le blocage des principaux axes routiers de la capitale. Au niveau social, les personnes se manifestent, de manière pacifique et violente contre la crise politique, économique et de violence, créant d'autres espaces où la violence peut se reproduire et impacter les jeunes et les enfants.

Des actions urgentes sont nécessaires dans tous les niveaux pour faire face à la crise de violence qui impacte Port-au-Prince et la population des jeunes et enfants qui y réside. Suite au mapping d'initiatives qui a été fait dans cette étude, et après avoir analysé les résultats de la recherche, des recommandations d'action sont présentées aux niveaux individuel, relationnel, communautaire et sociétal.

B. Recommandations

Cette section présente le point d'entrée recommandé pour réduire la violence et le recrutement, ainsi que des recommandations au niveau individuel, relationnel, communautaire et sociétal ciblant les différents facteurs qui contribuent à l'augmentation de la violence à Port-au-Prince.

Point d'entrée

Mise en place d'un programme intégral de **transferts monétaires**, dont le but est de renforcer le revenu du jeune et son ménage pour faciliter l'accès aux biens et services basiques, augmenter la résilience face aux chocs, et éviter leur participation dans la violence à court et à long terme, **facilitant l'accès à un service de thérapie cognitive, formation pour les métiers et sensibilisation communautaire**. La population cible est le ménage des jeunes et enfants impactés par la violence dans les quartiers vulnérables de Port-au-Prince. Cette priorisation peut être faite par zone, d'après les données sur l'indice d'exposition à la violence dans la section de la cartographie. Les études qui justifient l'intervention se trouvent dans l'annexe.

Composantes et actions de l'intervention

Le programme aurait 4 composantes principales:

1. Un transfert monétaire pour des jeunes en situation économique vulnérable. Cette action cherche à

réduire la précarité et la vulnérabilité économique du jeune et son ménage, favoriser l'autonomisation des jeunes femmes participantes avec une perspective de genre, et contribuer à la lutte contre la pauvreté et l'inégalité économique. Le montant prétend couvrir les besoins basiques, considérant le panier basique et l'inflation. Considérant le coût d'opportunité, ce montant prétend aussi d'éviter le recrutement des gangs pendant la durée du programme en raison d'un manque d'opportunités d'emploi dans le court terme. Cette action correspond au renforcement économique et des revenus du modèle INSPIRE.

Le transfert est un moyen de répondre aux besoins immédiats des jeunes et des enfants, et de les amener trois services additionnels pour éviter son incidence dans la conduite violente à court et à long terme, les transferts ne sont pas conditionnés à la base, mais pourraient l'être selon le niveau d'assistance aux autres services :

2. Un service de thérapie cognitive conductive (volet santé, services d'appui). Une thérapie, une fois par semaine, qui cherche à répondre à la crise de santé mentale, prêter assistance aux traumatismes vécus en raison de la violence ou pendant l'enfance. Cette thérapie peut être faite en groupe, avec des séances individuelles au besoin, permettant aussi de construire un groupe d'appui entre plusieurs jeunes, développant des habiletés socio-émotionnelles, de résolution de conflits, pour la gestion du stress et de réponse à la crise de manière préventive. Cette composante du programme est basée sur le [modèle STYL](#), qui a montré du succès pour réduire la violence à long terme de manière collaborative entre les jeunes.
3. Une formation pour les métiers (volet éducation et savoir-faire pratiques). Une intervention éducative a été suggérée par la plupart des personnes interviewées. L'argument le plus récurrent à ce sujet est l'importance d'offrir un parcours de vie alternatif pour les jeunes. Cette composante consiste à apprendre un métier que le jeune pourrait pratiquer dans le futur: boulanger, artisan, cuisinier; par exemple. Cela permettrait de combattre le manque d'opportunités professionnelles, canaliser l'énergie des jeunes de manière positive, attaquer le déficit d'apprentissage, augmenter son éventail

d'habiletés et leur offrir une chance de gagner de l'argent de manière pacifique. Ces activités doivent être alignées avec les aspirations vocationnelles des jeunes participants pour assurer leur efficacité²²³ et les besoins des marchés locaux.

4. Une sensibilisation et insertion communautaire (volet changement de valeurs et normes). La littérature sur les stratégies efficaces et les entretiens indiquent qu'il est nécessaire de mettre l'accent sur l'importance de la communauté pour prévenir la violence juvénile. Cette composante cherche à soulager la disruption du tissu social en raison du conflit et de la violence quotidienne. L'instructeur de cette sensibilisation devrait être un jeune de la communauté, dans le but d'engager de manière active et productive les jeunes dans un "cercle communautaire" de confiance, dans lequel on promeut la réflexion sur des solutions pacifiques des conflits, le développement de l'empathie et la recherche de solutions pour les autres.

Au niveau individuel

Les jeunes et les enfants sont victimes de tous les types de violence, au niveau physique, psychologique et sexuel. Actuellement la violence des gangs restreint l'accès aux hôpitaux et décourage le personnel de santé de se déplacer vers les centres de santé. Les capacités du système d'attention doivent être renforcées pour assurer l'accès des jeunes et des enfants aux services de santé.

1. **Dans le court terme, il faudrait renforcer les capacités au niveau financier et opérationnel des organisations internationales et de la société civile qui ont déjà fait des traitements de blessures et donné l'attention médicale de base aux victimes de violence physique, l'attention de violence sexuelle, ainsi que l'attention en santé mentale pour les victimes de violence.** Ces organisations comprennent: Médecins Sans Frontières, BDH et Save the Children parmi d'autres. Des initiatives de soins holistique face à la violence sexuelle, tels que Spotlight, doivent être renforcés aussi. De manière générale, l'attention doit inclure des facteurs de

prévention des facteurs de risque qui peuvent avoir lieu comme conséquence de la violence, y compris la reproduction de la violence, l'abus de substances, les pratiques sexuelles dangereuses, les maladies de transmission sexuelle, parmi d'autres. **Dans le moyen et long terme**, des politiques publiques et le soutien des organismes internationaux doivent être coordonnés pour augmenter l'accès aux services de santé, commençant par rétablir les services qui se trouvent bloquées, possiblement à travers des couloirs humanitaires et des investissements dans l'infrastructure de santé. Ces investissements doivent assurer la disponibilité de médicaments et du personnel de santé à Port-au-Prince. Il est nécessaire d'accompagner ces investissements en infrastructure et personnel avec des actions de visibilité des services d'attention, pour que ces services soient plus proches de la communauté, et que la population connaisse leur existence et bénéficie d'y accéder.

Responsables: Le gouvernement (Ministère de Santé Publique), la communauté internationale et le Système des Nations Unies.

2. **Pour soutenir les victimes de violence, le personnel de santé, de police et les leaders communautaires doivent suivre des formations en droits humains, gestion de crise, et coordination de groupes d'intervention contre la violence.** Le BINUH en Haïti a déjà conduit ce type de formations auprès de la Police Nationale d'Haïti. Ces formations pourraient être reproduites et adaptées pour d'autres acteurs qui font face à la violence vécue par les jeunes et les enfants. Ceci pourrait inclure la formation de "tuteurs de résilience" (acteurs communautaires) qui accompagnent les enfants en situation de traumatisme²²⁴, pour reconnaître, valoriser et encourager les capacités de résilience des jeunes et enfants victimes de la violence et les conduire vers les organisations qui peuvent les soutenir au niveau professionnel. Au-delà, il existe un problème de fond à résoudre dans le moyen et le long terme en termes du capital humain en santé. Il est impératif d'augmenter le capital humain en santé en Haïti, en particulier

le nombre d'infirmières, de médecins et de sages-femmes, conformément aux recommandations de l'OMS, qui suggèrent au moins 4,45 professionnels de la santé pour 1 000 habitants. En Haïti, ces chiffres sont inférieurs, avec 1,4 médecins et 1,8 infirmière pour 10 000 habitants dans le secteur public, et 1 médecin et 2,1 infirmières pour 10 000 habitants dans le secteur privé ce qui a des conséquences graves sur la prestation de soins de santé²²⁵. Il est essentiel de mettre en place des incitations significatives pour encourager ces professionnels de la santé à rester en Haïti. Par exemple, environ 50% des infirmières quittent Haïti dans les cinq ans suivant leur diplôme en raison des mauvaises conditions de travail, du manque d'incitations et des opportunités d'emploi²²⁶. Cela doit passer par une amélioration de leurs conditions de travail, en leur offrant des avantages et des opportunités d'emploi attrayantes, et en renforçant le développement de leur carrière. Cette augmentation du personnel de santé qualifié et leur rétention contribueront à améliorer considérablement l'accès aux soins de santé de qualité en Haïti, en particulier pour les femmes enceintes et les enfants.

3. **Il est nécessaire d'entreprendre des actions visant à changer les comportements (*behavior change en anglais*) pour renforcer la résilience des enfants, des jeunes et de leurs parents impliqués dans la violence et pour renforcer les mécanismes communautaires favorisant ce changement.** Les priorités clés comprennent la modification de la perspective sur la violence pour prévenir son acceptation par les enfants et les jeunes, ainsi que le soutien des parents vis-à-vis l'engagement des jeunes et enfants avec les gangs. Pour y parvenir, des programmes éducatifs communautaires devraient être mis en place, promouvant des alternatives positives à la violence. Les parents doivent être activement impliqués, recevant un soutien psychosocial et des compétences parentales pour établir des liens plus sains avec leurs enfants. La collaboration avec les leaders communautaires, les écoles et les organisations

locales est essentielle pour créer un environnement favorable au changement de comportement et à la construction de communautés résilientes. De manière préventive, des efforts d'éducation sexuelle doivent être entrepris pour les jeunes, les enfants, pour les membres des gangs et la communauté en général. Les témoignages recueillis pour cette étude montrent qu'une partie de la violence sexuelle qui a lieu dans l'actualité est aussi liée à un manque de compréhension sur le phénomène. De même, les victimes de violence ne font pas toujours recours aux centres de santé par manque de connaissance sur la manière d'agir suite aux événements, en plus du manque d'accès à l'infrastructure. Dans ce sens, le travail de changement de comportements peut viser la réduction des violences sexuelles à partir de la sensibilisation sur le sujet.

Responsables: Système des Nations Unies et les ONGs spécialisées de la société civile

La violence restreint la mobilité, l'accès au travail des ménages et l'accès aux services de base. Dans ce sens, l'accès à la nourriture, l'école, et aux biens de consommation se voit réduit pour les jeunes et les enfants, ainsi que leur possibilité d'accéder à des espaces faits pour leur développement cognitif et relationnel. Le recrutement des enfants dans des gangs armés passe aussi par la précarité des ménages.

1. **Des initiatives pour soutenir les ménages au niveau des besoins fondamentaux sont nécessaires.** La malnutrition et la pauvreté sont prévalentes en Haïti. Dans l'immédiat, les transferts monétaires ainsi que les programmes de soutien alimentaire peuvent alléger les conditions de vulnérabilité et réduire l'incitation à joindre des gangs pour des raisons économiques. Le Système des Nations Unies a une vaste expérience dans la mise en place de programmes de transferts monétaires (PAM, UNICEF, entre autres). Par ailleurs, l'accent mis par le PAM sur l'achat de produits au niveau local peut promouvoir le développement des commerces

223 Source: entretiens.

224 BICE. Favoriser la résilience, former des tuteurs de résilience, <https://bice.org/fr/actions-de-terrain/domaines-daction/tuteurs-de-resilience/>

225 Gallagher et al, "Pan American Health Organization/World Health Organization Collaborating Centers in Nursing and Midwifery in Haiti", 2019, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6519681/>

226 Ibid.

locaux et de l'agriculture au niveau national.

Responsables: Système des Nations Unies, en particulier le PAM et l'UNICEF.

2. **L'accès à l'éducation doit être assuré pour offrir aux enfants des espaces d'apprentissage, de socialisation, des opportunités économiques et réduire leur exposition à la violence dans la rue.** Dans ce sens, il devient nécessaire d'appuyer davantage d'initiatives comme celle du fonds PROMESSE de la Banque Mondiale, qui a fait un investissement significatif pour la permanence scolaire et le soutien au système éducatif en crise, notant que les élèves en Haïti avaient en moyenne 6,1 années de scolarité, une fois ajusté à la qualité²²⁷. Des initiatives tels que celle de l'UNICEF, le Ministère de l'Éducation et de la Formation Professionnelle et le PAM sont nécessaires aussi, où ils ont contribué à prévenir l'abandon massif de l'école par les étudiants avec la distribution des assistance financières, la distribution de repas chauds, des kits scolaires et en organisant les cours de compensation des élèves dans les zones sensibles²²⁸. Ces incitations sont clés, lorsque l'on prend en compte que la plupart des écoles en Haïti sont privées²²⁹, ce qui crée des barrières économiques dans l'accès à l'éducation. Additionnellement, des formations sur la violence, contre l'utilisation des drogues et des armes pour les jeunes et les enfants, ainsi que pour promouvoir le développement d'habiletés socio-émotionnelles face à la violence devraient être incluses dans le soutien aux centres éducatifs. Dans un sens plus large, les efforts pour accroître l'éducation en Haïti doivent prendre en compte l'accès à l'éducation formelle, l'accès à l'éducation non-formelle,

l'apprentissage professionnel dans une perspective qui réponde aux défis identifiés qui empêchent la scolarisation, tels que la distance des écoles, la disponibilité de l'alimentation, la fermeture des écoles, la qualité de l'enseignement, l'âge d'entrée à l'école, le redoublement d'années, parmi d'autres.

Responsables: Système des Nations Unies (Banque Mondiale, PAM, l'UNICEF) et le gouvernement (Ministère de l'Éducation, Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rurale et Ministère des Affaires Sociales et du Travail).

3. **Un effort concentré sur l'accès au travail doit être entrepris.** Dans le court terme, il faudrait investir sur le développement d'habiletés en milieux particulièrement vulnérables, comme les expériences professionnelles temporaires (stages) pour les jeunes en risque et les habiletés des étudiants et professeurs pour savoir réagir en contextes violents des zones rurales (Croix Rouge et Fondation Rinaldi)^{230,231,232}. Investir dans le développement d'habiletés professionnelles peut accroître le revenu des jeunes et enfants dans le moyen et long terme. Par ailleurs, l'évidence montre que l'investissement en ces habiletés peut réduire considérablement la participation des jeunes dans des activités violentes car elles permettent de mieux comprendre comment résoudre des conflits sociaux²³³. Dans le contexte de crise et tenant compte des dégâts créés par la violence à Port-au-Prince, des programmes des Nations Unies orientés à la réponse aux crises tels que le "Livelihoods and Economic Recovery Program" du PNUD peuvent offrir des opportunités d'emploi rapide aux jeunes,

ainsi que du revenu et des capacités techniques pour les jeunes. Le développement de capacités doit aussi avoir une perspective de genre et qui assure l'inclusion des femmes dans les formations. Ces institutions, à l'aide des organisations de la société civile pour la mise en place (identification des jeunes et enfants, coordination et déboursement des incitations) et du secteur privé pour trouver des opportunités, peuvent soutenir le gouvernement dans la réduction d'incitations de joindre les gangs et de réduire la pauvreté. Des initiatives pour renforcer l'entrepreneuriat des jeunes sont également clés, en particulier pour offrir des opportunités aux jeunes qui abandonnent l'école et sont susceptibles au recrutement des gangs, ainsi que des opportunités pour les parents des jeunes qui face aux difficultés économiques facilitent le recrutement de leurs enfants par les gangs pour obtenir des ressources.

Responsables: Système des Nations Unies, Gouvernement (Ministère des Affaires Sociales et du Travail), Institut National de Formation Professionnelle, société civile, Fédération Haïtienne des Petites et Moyennes Entreprises.

Au niveau relationnel

L'exposition à la violence impacte les valeurs, les liens identitaires et sociaux des jeunes et des enfants. Cette étude a trouvé évidence du fait que pour certains jeunes, l'exposition à la violence les mène à la normaliser et à vouloir la perpétuer. Le contexte d'impuissance de la part des forces de l'ordre les amène à admirer les gangs et leur mode de vie. Ensuite, des jeunes et les enfants exposés à la violence sont en train de développer des cercles sociaux où l'acceptation et incitation à commettre des actes violents est renforcée.

1. **Un travail de sensibilisation est nécessaire pour reconstruire les modèles à suivre des jeunes et enfants dans les communes de Port-au-Prince et pour réduire la normalisation de la violence.** Additionnellement, la création de liens sociaux entre les adolescents à travers la sensibilisation, pourrait promouvoir un "sentiment d'appartenance" à la communauté et réduire la probabilité de commettre

des actes violents²³⁴. Dans ce cadre, des initiatives inspirées sur des modèles de déviance positive chez les jeunes pourraient aider à créer des liens et des exemples à suivre. Ces initiatives chercheraient des exemples de jeunes et d'enfants, qui dans des conditions précaires et de vulnérabilité, auraient décidé de ne pas joindre, ou de quitter les gangs. Ces individus pourraient servir d'exemple pour d'autres jeunes et enfants, tant du côté de la prévention que du côté de la sortie des gangs. Ici, travailler avec les organisations de la société civile qui font déjà des ateliers de sensibilisation et qui ont déjà le contact avec ces jeunes modèles à suivre est clé. Dans le moyen et le long terme, il est nécessaire de déployer des actions pour renforcer le pacte social en Haïti. Les individus sont confrontés à une méfiance généralisée envers les institutions gouvernementales dû aux manquements en termes de présence institutionnelle, la corruption et à la fragmentation des relations sociales liée à la violence. Il est nécessaire de mettre en place des mesures stratégiques, notamment l'éducation à la citoyenneté et à la cohésion sociale, le soutien à la médiation communautaire et la promotion de la participation des jeunes pour renforcer le pacte social, ainsi que assurer l'accès aux services de base et à la sécurité (ces points sont développés dans les autres recommandations). Ces actions combinées visent à reconstruire la confiance, à réduire la méfiance envers les institutions et à rétablir le tissu social, pour créer un environnement propice à la paix en Haïti.

Responsables: Le Système des Nations Unies, à l'aide du Gouvernement (le Ministère des Affaires Sociales et du Travail, Ministère de la Jeunesse et des Sports et de l'Action Civique, Ministère à la Condition Féminine et au Droit des Femmes) et la société civile pour la formation d'une alliance stratégique autour de la question.

Les enfants qui habitent, ou qui passent la majorité de leur temps dans les rues, seraient plus exposés à la violence des gangs en raison de leur vulnérabilité économique et le manque de protection de la part

227Banque Mondiale, "La Banque mondiale approuve un financement additionnel de 90 millions de dollars américains pour le secteur de l'éducation en Haïti", (2022), <https://www.banquemoniale.org/fr/news/press-release/2022/03/07/the-world-bank-approves-additional-financing-of-us-90million-for-haiti-s-education-sector>

228UNICEF, "Haïti: une école sur trois est cible de violence à Port-au-Prince", (2022), <https://www.unicef.org/haïti/communiqu%C3%A9s-de-presse/haïti-une-ecole-sur-trois-est-cible-de-violence-a-port-au-prince>

229 <https://www.bancomundial.org/es/news/feature/2015/03/12/four-things-you-need-to-know-about-education-in-haiti>

230Croix rouge. Prévention et lutte contre la violence en Haïti: le respect au cœur de l'autonomie, <https://www.croixrouge.ca/nos-champs-d-action/activites-internationales/developpement-international/ameriques/haïti/prevention-et-lutte-contre-la-violence-en-haïti-le-respect-au-cour-de-l-autonomie>

231Fondation Rinaldi. Trabanjando hacia la reducción de la violencia, 2018 <https://www.frinaldihaiti.org/trabajando-hacia-la-reduccion-de-la-violencia/>

232UNICEF. Rising gang violence in Haiti is now targeting children, UNICEF warns, 18 avril 2021, <https://www.unicef.org/lac/en/press-releases/rising-gang-violence-haiti-now-is-targeting-children-unicef-warns>

233CDC. A Comprehensive Technical Package for the Prevention of Youth Violence and Associated Risk Behaviors, 2016, <https://www.cdc.gov/violenceprevention/pdf/yv-technicalpackage.pdf>

234 CDC factors mitigating violence.

d'adultes responsables.

1. Des programmes d'accompagnement pour les jeunes et enfants dans la rue sont importants pour les aider à trouver des liens sociaux avec des organisations qui puissent investir dans leur développement et les éloigner des gangs. Ici, le travail avec la société civile devient important, tant pour la création des liens avec cette population que pour la mise à disposition de services de soutien. Dans le moyen et le long terme, ce travail d'accompagnement doit aller au-delà de l'attention directe aux enfants de rue et doit passer par un travail stratégique et préventif sur l'attention à l'enfance au sein du foyer pour éviter l'abandon. Ici le soutien économique aux familles doit être accompagné du travail de sensibilisation sur le droit de l'enfant et d'éducation sexuelle qui atteigne les jeunes, les victimes de violence sexuelle et les acteurs qui la perpètrent. Cela doit viser aussi un changement de perspective et de traitement des enfants connus comme 'restaveks' qui sont abusés à travers le travail au ménage et des violences connexes.

Responsables: Gouvernement (Ministère des Affaires Sociales et du Travail), organisations de la société civile et organisations internationales telles que la Croix Rouge.

La précarité économique amène certaines familles à permettre le recrutement de leurs enfants en échange de la rémunération et le soutien donné par les gangs.

2. Bien que les nécessités économiques seraient atténuées avec les mécanismes de soutien des recommandations au niveau individuel, **un travail de sensibilisation doit passer par les parents des jeunes et des enfants dans les communes de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince pour aider à comprendre les types et conséquences des violences auxquelles les enfants sont exposés, ainsi que les possibles conséquences légales.** Ce travail de sensibilisation doit aussi chercher à dresser la problématique de violence domestique à laquelle les jeunes et les enfants sont exposés.

Plusieurs organisations de la société civile, comme APADEH et Kids Club Haiti, pourvoient des services d'assistance psychosociale pour les enfants et les jeunes filles, dans un contexte de séparations familiales ou traumatismes²³⁵. Ces services pourraient être étendus pour arriver aux familles dans le contexte de prévention de violence. Encore une fois, dans le moyen et le long terme, ces aspects de traitement abusif des enfants au sein du foyer doivent être ciblés par des initiatives de changement de comportement pour éduquer sur le droit des enfants. Rappelons que les enfants et jeunes victimes de violence en dehors du foyer ont été aussi victimes de violence au niveau psychologique et sexuelle au sein du foyer.

Responsables: Le Système des Nations Unies, à l'aide du Gouvernement (Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, le Ministère des Affaires Sociales et du Travail, Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes), société civile.

Au niveau communautaire

Récupérer les espaces publics est urgent, y compris le fonctionnement des écoles et centres de santé dans les zones affectées. Pourtant, les effectifs de la police ne sont pas suffisants pour faire face à la violence et reprendre le contrôle des zones affectées.

1. **Dans le court terme, des couloirs humanitaires** qui cherchent à assurer la mobilité de manière sécurisée entre zones clés (éducation, santé) peuvent servir pour concentrer le pouvoir des forces de l'ordre, ce puisque les forces de l'ordre n'arrivent pas à couvrir toutes les zones où la violence a lieu. **Dans le long terme, les investissements dans l'accès aux services de base sont nécessaires, passant par une restructuration de l'espace urbain.** Ce volet d'actions passe par le recadrage du système de sécurité sociale, avec une perspective locale et priorisant les quartiers démunis. Ici la stratégie doit être centrée sur la création des liens communautaires à travers les investissements en infrastructure pour rapprocher l'accès à la santé, l'éducation, les loisirs, l'alimentation, l'emploi de la population des

quartiers, la formation et la rétention du talent local au sein de ses infrastructures et la sécurité pour maintenir l'accès à l'infrastructure. L'étude aborde la contribution de l'organisation de l'espace urbain comme cause structurelle de la fragmentation des relations et du contrôle territorialisé des gangs dans les quartiers. Dans ce sens, accompagner les investissements en sécurité avec des actions qui diminuent l'abandon institutionnel des quartiers marginalisés s'avère une priorité pour améliorer les conditions sociales et diminuer la violence.

Responsables: Gouvernement (Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, le Ministère des Affaires Sociales et du Travail, Ministère de la Défense, Ministère de la Santé, Ministère de l'Éducation), le Système des Nations Unies, les organisations humanitaires et les leaders sociaux locaux.

2. **Des stratégies de mobilisation coordonnée et efficace des forces de l'ordre nationales et internationales sont fondamentales pour répondre à la crise de violence.** La population, y compris celle des jeunes et enfants, est le plus vulnérable aux événements de violence contre les civils, les affrontements armés et font face à une violence sexuelle croissante. Pourtant, les émeutes et les manifestations les exposent aussi à des événements violents. Dans le court terme des stratégies de déploiement coordonnée et rapide des forces de l'ordre disponibles sont nécessaires pour protéger la population, elles ont été demandées par le gouvernement tel que mentionné dans la section sur les actions prises. Pourtant, il est difficile de mobiliser les forces si elles n'ont pas les armes et les effectifs nécessaires. Dans ce sens, de manière urgente, il dévient impératif de mobiliser le soutien international pour répondre en urgence à la violence de Port-au-Prince. Cette mobilisation requiert d'une meilleure coordination des efforts puisque sur les dernières années le progrès fait à travers les interventions des corps internationaux

n'ont pas abouti sur les résultats espérés.

Responsables: Gouvernement (Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, Ministère des Affaires Étrangères et de Culte, Ministère de la Défense, le Système des Nations Unies, la communauté internationale (ambassades) .

Les données sur la violence ont tendance à être sous-estimées et sous-déclarées. Ceci diminue la capacité d'action pour répondre aux événements violents, notamment les cas de violence physique, sexuelle et psychologique. De manière importante, renforcer le flux d'information pour améliorer l'efficacité de la police pour répondre aux cas d'enlèvement est fondamentale pour protéger les personnes et pour diminuer les sources de financement des gangs.

1. **Développer un système d'information avec des données interopérables pour compiler les informations sur la violence et le contexte dans lequel elle a lieu.** Le BINUH a contribué, comme partie de ses facultés, à collecter des données sur la violence et conduire des études auprès d'institutions étatiques²³⁶. Cependant l'ONU a reconnu que les efforts pour la collecte de données peuvent encore être renforcés²³⁷. Pour réduire la violence, il est conseillé de monitorer et évaluer les programmes de prévention, renforcer un système statistique de l'information et utiliser les données collectées pour guider la pertinence de l'action²³⁸. De plus, les leaders interviewés ont mentionné de façon récurrente le besoin d'établir un mécanisme pour le monitoring et le suivi des cas de violence²³⁹. Par exemple, la Mission de l'ONU en Haiti, pourrait monitorer l'état des standards internationaux présents dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et Le Comité sur les droits de l'enfant (CEDAW et CRC). En ce qui concerne les systèmes pour collecter des informations sur la violence, des initiatives ont déjà été mises en place pour des pays en Amérique Centrale, qui pourraient servir

235 Source: entretiens.

236 https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/2022-06-13_-_sg_report_on_binuh.pdf

237 BINUH p16 <https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-10/20221014-Report-on-Sexual-Violence-haiti-fr.pdf>

238 <https://www.unicef.org/media/83206/file/Violence-Against-Children-ToC.pdf>

239 Source: entretiens.

d'exemple, notamment le projet [InfoSegura](#) du PNUD avec USAID. L'utilisation des technologies dans un sens plus large peut aider à faire le suivi et l'évaluation des programmes envisagés. Par exemple, les données ACLED utilisées dans cette étude permettent de faire un suivi systématique des événements de violence.

Responsables: Gouvernement (Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, le Ministère des Affaires Sociales et du Travail, Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique), le Système des Nations Unies et L'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale, avec la collaboration avec les universités et centres de recherche.

2. L'impunité des crimes peut exacerber les difficultés des victimes de violence à la déclarer. **Dans le court terme, il devient nécessaire de promouvoir des mécanismes pour la déclaration d'événements violents**, à travers un service centralisé qui puisse guider les victimes vers l'aide au niveau physique, mental et légal et guider les réactions des personnes face aux cas d'enlèvement. Une base pour conduire ce travail pourrait être une plateforme similaire à U-Report. Une partie des mécanismes pour augmenter la déclaration des événements concerne des ateliers de sensibilisation pour les victimes sur ce que constitue la violence, ses types, l'importance de déclarer et les services de soutien disponibles.

Responsables: Le Système des Nations Unies, à l'aide du Gouvernement (Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, le Ministère des Affaires Sociales et du Travail, Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes), société civile.

La violence a restreint l'accès aux espaces sécurisés, de loisir et de renforcement des liens communautaires pour les personnes à Port-au-Prince. Il faut prendre en compte que dans les zones les plus vulnérables de Port-au-Prince, ces espaces n'existaient pas avant l'avènement de la violence.

De manière similaire, les migrants et les personnes déplacées sont une population vulnérable aux gangs, d'un côté parce qu'elles n'ont pas de refuge.

1. **Il est nécessaire de créer ou adapter des espaces pour investir dans les relations des jeunes et des enfants, leurs liens communautaires, et leurs perceptions face à la violence.** Un acteur très actif dans ce domaine est la Croix Rouge, qui a déployé plusieurs projets en alliance avec la France et le Canada: l'aide aux écoles, la construction d'infrastructures sportives à Cité Soleil, les initiatives de théâtre social, et des discussions en espaces communs²⁴⁰. Ces actions peuvent entrer dans des axes de travail sur la communication avec la population, visant à changer les comportements et les attitudes sur la normalisation de la violence. Par exemple, un interviewé propose des activités culturelles comme le "théâtre dans la rue", pour développer la capacité des jeunes à comprendre le vécu des personnes affectées par la violence. Cela contribue à changer les préjugés existants autour des victimes de violence, notamment les victimes de violence sexuelle qui sont objet de revictimisation et discrimination de la part de la communauté. Additionnellement, ces initiatives contribuent à la création d'espaces de loisirs pour la communauté et à la reconstruction du tissu social.

Responsables: le Gouvernement (Ministère de la Culture et de la Communication, le Ministère des Affaires Sociales et du Travail, Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes), société civile.

2. **Des auberges sécurisées pourraient être conçues pour les victimes de violence et les enfants qui habitent ou passent la plupart de leur temps dans la rue et la population migrante/déplacée.** Des espaces tels que Rapha House, soutenu par l'UNICEF peuvent être soutenus et adaptés aux nécessités des ceux qui n'ont pas accès à un espace sécurisé. Dans le moyen et le long terme, l'existence des auberges doit être accompagnée des

investissements en infrastructure pour la protection sociale, y compris l'attention en psychosociale des victimes de violence et de la communauté en général et les efforts de changement de comportement mentionnées auparavant.

Responsables: Le Système des Nations Unies, à l'aide du Gouvernement (entité en charge du logement et l'habitation, le Ministère des Affaires Sociales et du Travail, Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes), société civile.

Au niveau sociétal

Pour mettre en place une politique publique de sécurité efficace et assurer le bon fonctionnement des institutions judiciaires, une refondation structurelle de l'État est indispensable. Sans députés ni sénateurs²⁴¹, et des tribunaux locaux délocalisés par la violence²⁴² toute législation adoptée en matière de sécurité aura un impact faible, voire nul. Les institutions démocratiques et régaliennes de l'État doivent être instaurées, pour assurer l'implémentation de normes qui préviennent la croissance de la violence et qui assurent la sécurité dans un sens large de sécurité humaine. Les entretiens avec la société civile révèlent l'urgence de récupérer l'appareil de l'État. Ici, l'Accord Montana, est un exemple d'un groupe organisé de la société civile, né pour réclamer la réorganisation des élections et une transition politique²⁴³.

Les experts et les organismes internationaux comme la CIDH, ainsi que les organisations de la société civile qui ont fait partie de l'étude, ont conseillé d'organiser un dialogue national avec tous les acteurs pour assurer la bonne gouvernance du pays et protéger les communautés de la violence²⁴⁴. Dans ce sens, tous les acteurs coïncident sur le besoin d'une transition politique pour résoudre la crise, car la réduction de la violence doit passer par les réformes sur le plan économique, politique, social et culturel. Cependant cette transition est extrêmement limitée par l'expansion rapide des gangs, la séquestration de l'économie et la politique, et la difficulté d'y mettre une fin. Parmi les

actions clés à entreprendre l'on trouve:

1. L'organisation rapide des élections
2. Le renforcement du système judiciaire, y compris l'utilisation du code pénal, du code de procédure criminel et des dispositions législatives pour la protection de l'enfance.
3. La mise en place du plan de développement du pays pour dresser les causes structurelles de la violence, y compris la refondation de l'État, la réduction de la pauvreté, l'accès aux services de base, parmi d'autres.
4. Au-delà du plan de développement, il faut considérer le cadrage du système de protection sociale, pour identifier les personnes en situation de vulnérabilité, renforcer l'offre de soutien aux foyers en difficulté et créer un lien entre l'offre et la demande de protection sociale.
5. La lutte contre la corruption
6. Le renforcement des systèmes de suivi et contrôle des flux illégaux d'armes et de drogue, notamment dans les ports maritimes, postes-frontières et aéroports.
7. Le renforcement des capacités de désarmement des gangs.
8. La nécessité d'investir sur les secteurs productifs du pays et de regagner la souveraineté alimentaire, qui comprend le développement du secteur tertiaire autour du secteur primaire et secondaire.
9. Développement des plans appropriés pour faire face aux risques de catastrophe naturelle et sanitaire du pays.

Responsables: le Gouvernement a le rôle le plus important, bien que le Système des Nations Unies peut travailler dans le renforcement des capacités

²⁴⁰Croix rouge. Prévention et lutte contre la violence en Haïti : le respect au cœur de l'autonomie, <https://www.croixrouge.ca/nos-champs-d-action/activites-internationales/developpement-international/ameriques/haiti/prevention-et-lutte-contre-la-violence-en-haiti-le-respect-au-cour-de-l-autonomie>, op. Cit.

²⁴¹ Le Point. La situation des droits humains en Haïti, 10 janvier 2023, https://www.lepoint.fr/monde/sans-president-deputes-ni-senateurs-la-democratie-se-meurt-en-haiti-10-01-2023-2504247_24.php

²⁴² Source: entretiens.

²⁴³CSIS. How to Break the Stalemate in Haiti, 30 juin 2022, <https://www.csis.org/analysis/how-break-stalemate-haiti>

²⁴⁴Relief Web.La situation des droits humains en Haïti, 5 janvier 2023, <https://reliefweb.int/report/haiti/la-situation-des-droits-humains-en-haiti>

au sein du gouvernement pour aider à établir les bases sur lesquelles les changements de l'État doivent avoir lieu pour promouvoir des processus de démocratisation. En ce qui concerne le système de protection sociale, des entités tels que le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST), le Centre d'Analyse et de Recherche en Sciences Sociales (CAS), le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES), et Office d'Assurance Accident, Maladie et Maternité (OFATMA)

Annexe

Justification de la recommandation: point d'entrée transferts monétaires

Nom de l'intervention ou l'étude et lien	Description brève de l'intervention ou l'étude	Niveau d'impact et relation avec la réduction de la violence.	Sociétal
Transferts d'Argent Conditionnés et leur Effet dans le Taux de Criminalité au Brésil et au Mexique	Les effets de deux programmes de transferts conditionnels ont été étudiés: PROGRESA au Mexique et Bolsa Familia. Ces programmes pourvoient de l'argent en espèces si les ménages investissent en capital humain: révisions médicales, assistance scolaire, vaccinations, entre autres. Leur impact positif a été observé dans l'augmentation de l'accès à l'éducation et la santé.	Des transferts d'argent conditionnés ont réduit le crime au niveau municipal au Mexique et au Brésil. Non seulement parce qu'ils réduisent l'inégalité des revenus, mais parce qu'ils facilitent l'accès aux services pour les bénéficiaires. Plus de personnes recevaient le transfert, moins probable était de commettre un crime au niveau municipal. L'investissement dans un programme de transferts conditionnés a provoqué une réduction des inégalités, et la réduction du nombre d'assassinats.	Opportunités économiques pour renforcer les revenus
Le Programme de Transformation Soutenable des Jeunes au Libéria (STYL, en anglais).	Il s'agit d'un programme de huit semaines (de court terme), dirigé à des jeunes en risque élevé, afin de réduire la conduite criminelle et destructive. Les personnes qui avaient reçu des sessions de thérapie en groupe ont eux-mêmes participé comme instructeurs dans un autre groupe. Le programme a enseigné le contrôle d'émotions, la résolution paisible du conflit et la reconnaissance de conduites violentes.	Les résultats d'une évaluation d'impact ont montré que la thérapie conductive cognitive, combinée avec un transfert non conditionnel en espèces peut être le plus efficace (encore même plus que sans transfert). La combinaison a coûté 530 USD par participant, évitant 200 crimes et 2.50 USD moins de dépenses en crime. L'étude considère que le programme peut être répliqué dans d'autres contextes dû à son coût bas.	Services de lutte et d'appui
Interventions pour le support des personnes exposées aux Expériences Adverses pendant l'Enfance ²⁴⁵	D'après cette révision de plusieurs interventions, l'évidence montre que la thérapie cognitive conductive pour les personnes exposées aux abus, a montré des résultats positifs.	Les programmes de thérapie cognitive conductive sont souvent mentionnés dans la littérature comme des stratégies efficaces pour la prévention de la violence au long terme.	Services de lutte et d'appui
"Équipe Nahual", El Salvador ²⁴⁶	L'organisation organise des programmes de développement humain, thérapie en groupe, groupes de communication, réinsertion sociale et promotion dans la rue.	Le succès de cette initiative est dû aux efforts pour intégrer les jeunes dans un "cercle de réconciliation" avec d'autres jeunes, en partageant des activités sportives, la réflexion sur la supération personnelle et le développement communautaire en même temps. Le modèle peut être utile pour d'autres régions en Amérique Latine ²⁴⁷ .	Services de lutte et d'appui
I Can Problem Solve, États-Unis	Ce programme, mis en place dans des sessions orientées à la résolution de problèmes interpersonnels, a permis d'entraîner les enfants pour développer leurs capacités socio-émotionnelles.	En général, une révision d'interventions suggère que celles orientées vers l'acquisition d'habiletés sont parmi les plus efficaces pour prévenir la violence juvénile et mitiger les facteurs de risque. Par exemple, I Can Problem Solve a amélioré la conduite des enfants même 4 ans après l'intervention, surtout pour les enfants vivant dans des zones urbaines pauvres.	Formation d'habiletés pour la vie

245Interventions to support people exposed to adverse childhood experiences: systematic review of systematic reviews | BMC Public Health | Full Text (biomedcentral.com)
246https://www.wola.org/analysis/atreviendose-a-querer-respuestas-comunitarias-a-la-violencia-pandillera-juvenil-en-america-central-y-comunidades-de-inmigrantes-centroamericanos-en-estados-unidos/
247 WOLA p44 https://www.wola.org/sites/default/files/downloadable/Citizen%20Security/past/Atreviendose_a_querer.pdf

Tableau A. Extraits des événements de violence impliquant et impactant les jeunes et les enfants à Port-au-Prince

Attaques
1. Vers le 7 février 2021 (selon les informations recueillies), à Port-au-Prince, Ouest, une fillette qui avait été kidnappée a été tuée. Quelques jours après que les ravisseurs aient appelé la mère pour demander une rançon, ils l'ont appelée pour lui dire qu'elle pouvait se mettre à la recherche de l'enfant. Son corps a été retrouvé sur un tas d'ordures à Martissant, nu et avec une corde autour du cou. 1 décès. 2. Le 4 mai 2022, près de Port-au-Prince - Tabarre, Ouest, le chef du gang Chien Mechant a tué et brûlé le corps d'un homme qu'il accusait de donner de la nourriture au gang rival 400 Mawozo lors d'affrontements entre les deux gangs. Il a également tué un adolescent qui se trouvait dans la maison de la victime. 2 morts.
Enlèvement/disparition forcée
1. Le 10 juillet 2022, à Port-au-Prince, Ouest, des adolescents armés ont kidnappé quatre personnes dans les rues Cameau et Capois. Parmi les victimes, une femme a été forcée de descendre de son véhicule avec ses deux enfants. Les auteurs ont également kidnappé une autre femme qui revenait du marché et, peu après, ont ouvert le feu en l'air. Bien que les informations sur les auteurs restent inconnues, la plupart des enlèvements dans la région sont liés à des gangs. On ne sait pas où se trouvent les victimes. 2. Le 3 décembre 2020, à Croix-des-Bouquets, Ouest, des membres du gang des 400 Mawozo ont enlevé 12 écoliers à La Temblay. Ils ont ensuite été libérés par la police.
Manifestation pacifique
1. Le 4 novembre 2020, à Delmas (Ouest), des citoyens ont protesté contre les enlèvements et l'insécurité en bloquant la rue avec des voitures après l'enlèvement d'une écolière. Lorsque sa famille n'a pas pu payer la rançon, la jeune fille a été violée, battue et tuée, puis son corps a été jeté sur un tas d'ordures. Le petit ami de la jeune fille, membre d'un gang, est recherché comme suspect dans cette affaire. 2. Le 14 février 2022, à Port-au-Prince, Ouest, des élèves ont manifesté au Champ de Mars pour exiger la présence d'enseignants dans les salles de classe et réclamer un environnement sûr pour commencer les cours. Une douzaine d'enseignants vivant dans les villes de Carrefour et de Croix-des-Bouquets sont restés chez eux pour des raisons de sécurité.
Violence sexuelle

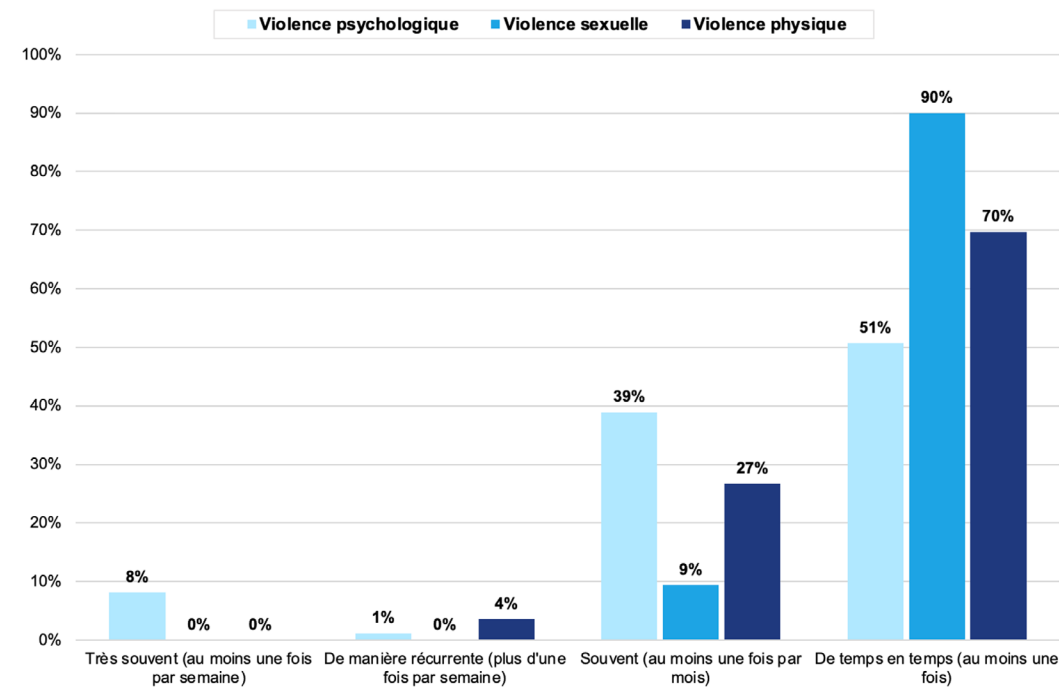
1.

Le 12 avril 2021, à Croix-des-Bouquets, une quinzaine d'hommes armés se sont introduits dans un orphelinat, ont tué le gardien et ont violé deux jeunes filles et une femme adulte. Ils ont ensuite vandalisé l'orphelinat et emporté une somme d'argent. Dans cette région, le 400 Mawozo Gang a été actif. Cependant, on ne sait pas si les auteurs de ces actes étaient des membres de ce gang ou des prisonniers récemment évadés d'une prison voisine. [femmes visées : filles]
2.

Le 8 juillet 2022, à Port-au-Prince - Cité Soleil, Ouest, des membres de gangs se sont introduits dans des maisons et ont violé au moins 22 femmes lors d'attaques séparées, dont deux attaques au cours desquelles deux partenaires masculins de deux victimes ont été tués. Les membres du gang ont violé les femmes devant leurs enfants et leurs partenaires. Toujours à Cité Soleil, des membres de gangs ont arrêté un bus et violé un nombre indéterminé de femmes, et tué un nombre indéterminé d'hommes dont les corps ont ensuite été brûlés. Ces attaques se sont produites dans le cadre d'affrontements entre le G-9 et le G-Pep La Gang (codés séparément). Le nombre de victimes inconnues est codé à 3, y compris les deux hommes tués.

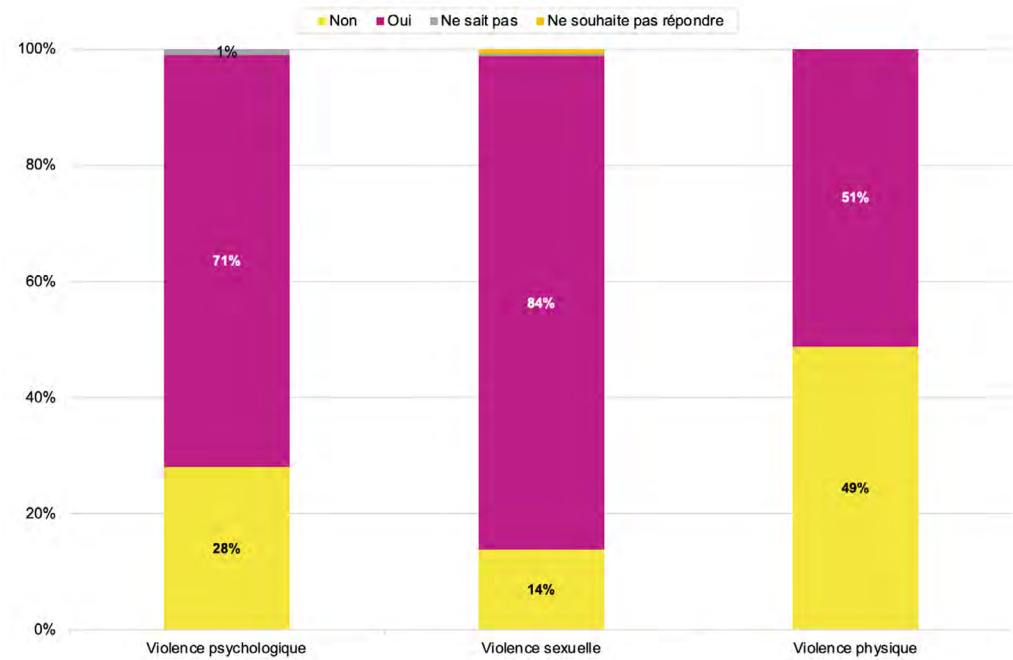
Figures sur la prévalence et auteurs de la violence à l'encontre des jeunes et des enfants à Port-au-Prince

Figure A. Fréquence de la violence:
Combien de fois avez-vous subi le type de violence mentionnée ?



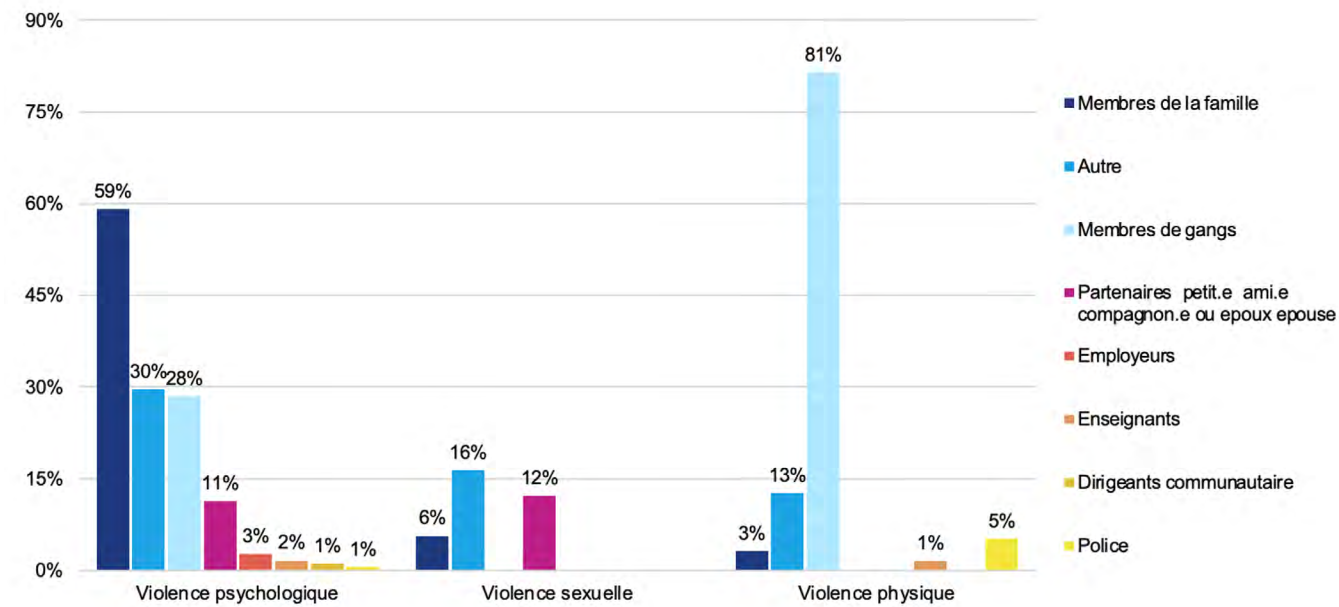
Source: Enquête RDS

Figure B. Pourcentage d'enfants victimes de la violence physique, psychologique et sexuelle ayant vécu la violence au cours des 6 derniers mois



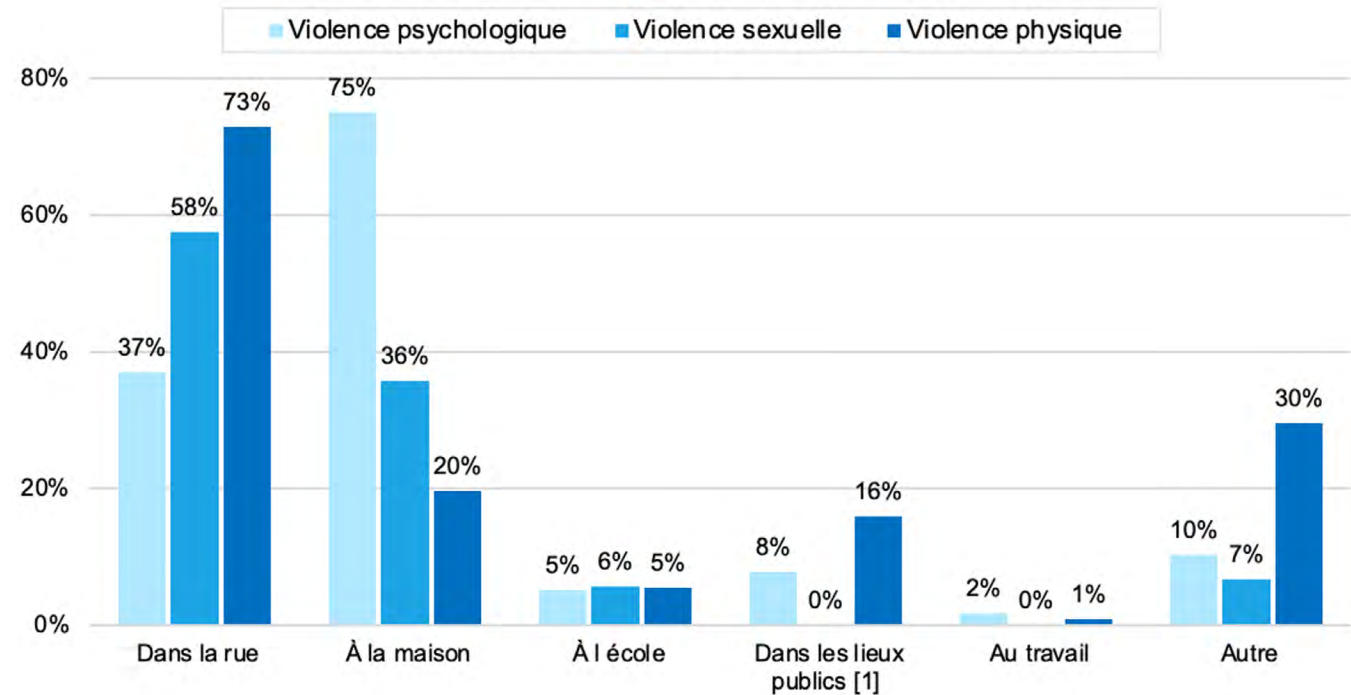
Source: Enquête RDS

Figure C. Les auteurs des actes violents



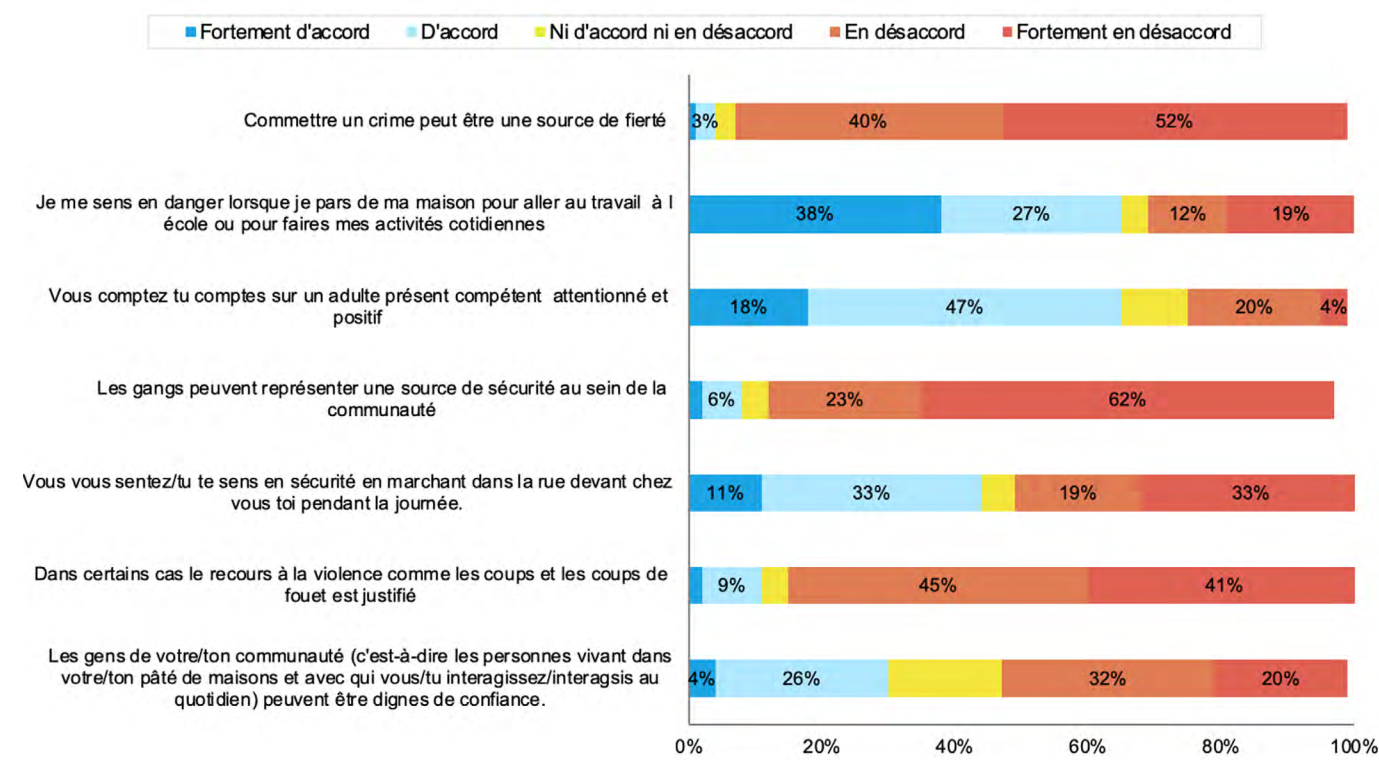
Source: Enquête RDS

Figure D. Réponses à la question: où avez-vous vécu de telles actions:



Source: Enquête RDS

Figure E. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes.



Source: Enquête RDS

Tableau B. Liste d'actions prises pour mitiger la violence

N	Type d'acteur	Acteur	Nom de l'initiative	Date	Population cible	Objectif et description générale de l'initiative
1	Acteur gouvernemental international	US Department of State	Loi de 2022 sur la Transparence de la Collusion Criminelle en Haïti	Octobre 2022	Les chefs de gangs haïtiens et ceux qui soutiennent leurs activités. Membres des élites politiques de connivence avec les gangs criminels.	Les membres démocrates et républicains du Congrès américain ont annoncé lundi une législation destinée à aider Haïti à faire face à une crise humanitaire et sécuritaire qui s'aggrave, en punissant les membres des élites politiques jugés de connivence avec les gangs criminels. La loi de 2022 sur la transparence de la collusion criminelle en Haïti, introduite à la fois au Sénat et à la Chambre des représentants a exigé du département d'État américain qu'il enquête sur les relations entre les gangs et les élites, et qu'il présente des rapports au Congrès. Elle impose des sanctions pour violation des droits de l'homme et des restrictions de visa à la fois aux chefs de gangs haïtiens et à ceux qui soutiennent leurs activités. Samedi, des avions militaires américains et canadiens ont livré des véhicules tactiques et blindés et d'autres fournitures à la police haïtienne pour l'aider à combattre les gangs.

N	Type d'acteur	Acteur	Nom de l'initiative	Date	Population cible	Objectif et description générale de l'initiative
2	Acteur gouvernemental international	US Department of State	Le Programme de Récompenses pour la Criminalité Transnationale Organisée du Département d'État américain, Programme de Récompenses pour les Narcotiques.	Novembre 2022	Trois haïtiens - Lanmò Sanjou, alias Joseph Wilson, Jermaine Stephenson, alias Gaspiyay, et Vitel'Homme Innocent - pour conspiration en vue de participer ou de tenter de participer à la criminalité transnationale organisée	Le Département d'état américain offre des récompenses pour toute information menant à l'arrestation et/ou à la condamnation de trois chefs de gangs haïtiens
3	Associations religieuses	Écoles catholiques, églises et d'autres organisations	Appel à la grève nationale	Avril 2021	Associations religieuses d'Haïti (Église et ses membres)	L'Église en Haïti a demandé aux écoles catholiques, aux écoles religieuses, aux universités et aux autres institutions catholiques d'observer une interruption des activités en avril 2021.Ces dernières années, des manifestants, y compris des dirigeants catholiques, ont réclamé la fin de la corruption et de la mauvaise gestion et la destitution du président Moïse.
4	Gouvernement	Parlement avec le support du Conseil de sécurité des Nations Unies	Plan de réforme de la Police Nationale d'Haïti	2006	Membres de la Police Nationale d'Haïti	Les grandes lignes de ce Plan pour la réforme de la police sont donc: 1. Le renforcement fiscal et administratif, et de la PNH, pour assurer la durabilité de son budget et la gestion efficace de ses ressources. 2. La mise à jour des infrastructures et de l'équipement de la police. 3. Le recrutement d'environ 1 250 agents par année pour en arriver à une force de 14 000 membres en 2011, ainsi que la formation professionnelle de ces agents. 4. La révision des dossiers de tous les agents, et le renvoi de ceux accusés de crimes. 5. L'accompagnement de ces réformes institutionnelles par l'amélioration des relations entre la police, la justice, le Parlement et la société.
5	Gouvernement	Gouvernement d'Haïti	Le Plan National de Lutte contre la Violence à l'égard des Femmes (2017-2027)	Janvier 2017	Femmes et filles d'Haïti	Le Plan national entend permettre aux femmes et aux filles de jouir de leurs droits —droit d'être protégées et accompagnées adéquatement— pour sortir des violences subies et se reconstruire. 1. Renforcer la construction d'un État de droit démocratique en Haïti, par la lutte pour le respect des droits humains des femmes et des filles et, subséquemment, par le développement d'une réponse publique correspondant aux besoins et à la diversité des situations. 2. Renforcer la prévention et la prise en charge pluridisciplinaire des violences faites aux femmes et aux filles, reconnues comme un problème de violation de droits humains, de santé publique et de développement. 3. Sensibiliser et informer les populations sur les conséquences des violences envers les femmes et les filles, afin de diminuer la tolérance sociale vis-à-vis de ces violences.
6	Gouvernement	Législation	Loi sur l'Adoption	Octobre 2013	Population jeune et femmes	En octobre 2013, le gouvernement haïtien a adopté une loi pour régulariser l'adoption. Cette nouvelle loi se concentre sur l'intérêt supérieur de l'enfant et vise à promouvoir l'adoption internationale comme mesure de dernier recours après avoir examiné toutes les options nationales. Cette avancée juridique est une étape essentielle pour atteindre l'objectif de mieux protéger les enfants et les femmes vulnérables en créant un environnement politique favorable aux droits de l'homme.

N	Type d'acteur	Acteur	Nom de l'initiative	Date	Population cible	Objectif et description générale de l'initiative
7	Gouvernement	Législation	Loi sur la Paternité, la Maternité et la Filiation, République d'Haïti	Juin 2014	Population jeune et femmes	En juin 2014, le gouvernement d'Haïti a adopté une nouvelle loi : la loi sur la paternité responsable. Avec cette loi, Haïti a envoyé un signal clair promouvant la “protection de tous les enfants, sans discrimination.” Une implication importante de la loi pour les parents est que les enfants nés dans et hors mariage doivent bénéficier des mêmes opportunités et droits (par exemple, les droits d'héritage) - un principe important dans une société avec cinq formes d'union.
8	Gouvernement	Législation	Loi contre la Traite des Personnes en Haïti	Juin 2014	Population jeune et femmes	En juin 2014, le gouvernement d'Haïti a adopté une nouvelle loi contre la traite des personnes. Le principal objectif de cette loi était de minimiser les incitations pour les personnes à devenir des trafiquants de personnes. La loi établit des sanctions pour les crimes liés à la traite, notamment des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 15 ans, et des amendes de plus de 30 000 dollars américains. Avant l'adoption de cette loi, il n'y avait aucune disposition dans le cadre juridique haïtien qui criminalisait la traite des personnes.
9	Gouvernement et organisations internationales	Le gouvernement de la République d'Haïti, les Nations unies et l'Union européenne	Initiative Spotlight	Octobre 2020	En Haïti, plus d'une femme sur trois déclare avoir subi des violences de la part de son partenaire ou de son mari. Près de 30 % des femmes en âge de procréer ont subi des violences physiques - dans 45 % des cas, de la part de leur partenaire intime. Trente-quatre pour cent des femmes en couple sont victimes de violences domestiques, et dans 37 % des cas, ces violences ont causé des blessures graves. Douze pour cent des femmes haïtiennes ont déjà subi des violences sexuelles, dont un quart de filles âgées de 15 à 17 ans. Par ailleurs, 31 % des femmes subissent ou sont exposées à plusieurs types de violences et de comportements de contrôle, notamment une jalousie excessive, une limitation des contacts avec l'extérieur ou avec leur famille, un contrôle strict des déplacements.	L'initiative Spotlight en Haïti se concentrera sur la fin de la violence domestique, du viol, de l'inceste, du harcèlement sexuel, de la violence physique et psychologique, ainsi que d'autres restrictions aux libertés et aux droits des femmes et des filles. Elle vise également à fournir des soins holistiques aux femmes et aux filles qui ont survécu à la violence. En Haïti, plus d'une femme sur trois déclare avoir subi des violences de la part de son partenaire ou de son mari.

N	Type d'acteur	Acteur	Nom de l'initiative	Date	Population cible	Objectif et description générale de l'initiative
10	Gouvernement et société civile	La Commission pour la recherche d'une solution haïtienne à la crise. Le gouvernement avec les organisations de la société civile, les églises catholiques et protestantes, les organisations de femmes et de jeunes, les syndicats, les chambres de commerce, les groupes de défense des droits de l'homme, les médias, et même de nombreuses entreprises et élites sociales haïtiennes.	Accord Montana	Aout 2021	Peuple d'Haïti	L'Accord de Montana a généré une formule de transition plausible pour sortir de la crise et devenir plus pertinent en établissant des liens avec une coalition de partis politiques, le Protocole d'Entente Nationale (PEN) - une coalition de quelque 70 organisations politiques et groupes sociaux. L'accord cherche à instaurer les principes suivants: 1. Le respect de la souveraineté de l'État ainsi que de sa forme républicaine et son caractère démocratique et laïque ; 2. Le rejet de la violence comme moyen d'expression politique et au recours au dialogue et à la concertation pour le règlement des différends ; 3. Les principes d'égalité, de liberté, de dignité de la personne humaine et au caractère inaliénable des libertés et des droits fondamentaux ; 4. La lutte contre la corruption et l'impunité; 5. La transparence et à la reddition de compte.
11	Mécanisme d'intégration régionale	Délégation de l'Union Européenne	Déclaration contre la violence des gangs	Aout 2022	L'État d'Haïti	La Délégation de l'Union européenne et les ambassades d'Allemagne, d'Espagne et de France en Haïti ont exprimé leur consternation constante face à la dégradation constante de la situation des droits humains dans les quartiers de la zone métropolitaine sous l'emprise des gangs armés. La Délégation de l'UE se dit vivement préoccupée par les rapports faisant état d'actes de violence sexuelle. Parmi les victimes, il y aurait des petites filles et petits garçons adolescents qui sont soumis aux viols collectifs, déplore la délégation.
12	Organisation de la société civile internationale	Croix Rouge	Haiti en Scene	Non précisé	Jeunes et femmes	Les efforts de la Croix-Rouge pour contrer la violence ont ciblé majoritairement les jeunes et les femmes grâce à des formations, des partenariats avec des organismes locaux et des activités communautaires à Port-au-Prince, à Jacmel, à Léogane et dans les Nippes. Le projet Haïti en Scène est un bon exemple de l'approche qui consiste à outiller les gens pour qu'ils soient en mesure de trouver eux-mêmes des solutions pour prévenir la violence ou s'en protéger
13	Organisation de la société civile internationale	Save the Children	Reading is the Future Program Lekti se Lavni/ Lire c'est L'avenir program, an innovative Creole and French literacy program	41426	Enfants pour les programmes éducatifs Filles victimes de VSBG	Même si le travail de Save the Children est principalement dans le domaine humanitaire, ses programmes éducatifs renforcent l'éducation comme stratégie pour atteindre la paix. Le programme “Lire, c'estle Futur” développe les compétences clés en matière de lecture et les bases de la langue. Le programme C'est L'avenir part du principe que les enfants développent plus facilement et plus rapidement leurs compétences en lecture dans leur langue maternelle. Nos équipes du département de l'Ouest et de Dessalines soutiennent déjà les écoles dans l'utilisation de cette approche.

N	Type d'acteur	Acteur	Nom de l'initiative	Date	Population cible	Objectif et description générale de l'initiative
14	Organisation de la société civile internationale	Amnistie Internationale	Campagne en faveur des droits humains au niveau local	Juin 2019, Aout 2021	Autorités étatiques d'Haiti	Plus de quatre rapports faisant progresser le respect des droits de l'homme en Haïti entre septembre et mai 2021. “Les 9 et 10 juin, des milliers d'Haïtiens ont défilé à Port-au-Prince contre la corruption et la pauvreté, certains appelant à la démission du président Jovenel Moïse. Alors que des rapports font état d'un usage excessif de la force par la police et que les manifestations se poursuivent, nous demandons au président de garantir le droit à la liberté d'expression et de réunion, d'enquêter rapidement sur les violations présumées des droits humains et de traduire les responsables en justice. Le 30 juin, le reporter Diego Charles et la militante Antoinette Duclair ont été abattus par des inconnus armés devant le domicile de Diego Charles à Port-au-Prince. Tous deux avaient déjà été menacés et intimidés. Un jour après les meurtres, des individus armés ont tiré des coups de feu devant le domicile des deux victimes afin d'intimider les proches et les témoins potentiels. Nous demandons aux autorités de mener immédiatement une enquête indépendante et impartiale afin de trouver et de poursuivre les responsables des meurtres de Diego et Antoinette et des actes d'intimidation à leur encontre, à celle de leurs familles et des témoins.”
15	Organisation de la société civile locale	Fondation Rinaldi	“Trabajando hacia la Reducción de la Violencia” (Travaillant pour la Réduction de la Violence)	Septembre 2018	Ces récompenses sont offertes dans le cadre du Transnational Organized Crime Rewards Program du Département d'État américain, qui, avec le Narcotics Rewards Program, a permis de traduire en justice plus de 75 criminels transnationaux et grands trafiquants de stupéfiants. Le Département d'État américain a versé plus de 155 millions de dollars en récompenses dans le cadre de ces programmes pour des informations ayant permis des arrestations et des condamnations.	Avec le soutien de la section de réduction de la violence communautaire de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), la Fondation Rinaldi a lancé un programme d'un an pour aider les jeunes adultes âgés de 18 à 27 ans à acquérir une expérience professionnelle et à trouver un emploi. En partenariat avec Lakou et Lakay de Port-au-Prince, 90 jeunes à risque ont été sélectionnés pour bénéficier du programme. La phase initiale du projet a placé les bénéficiaires dans des stages de trois mois dans 43 entreprises différentes liées aux études antérieures des participants. Pendant cette période, ils ont bénéficié du soutien de psychologues et de l'accompagnement du personnel du programme. Des formations régulières ont également été proposées sur des sujets tels que la rédaction d'un CV, les entretiens d'embauche, la gestion du stress, les droits et devoirs sur le lieu de travail et l'éthique. En outre, un programme de réduction de la violence en deux modules a été introduit.

N	Type d'acteur	Acteur	Nom de l'initiative	Date	Population cible	Objectif et description générale de l'initiative
16	Organisation de la société civile locale	l'Asosyasyon Fanm Soley Dayiti (AFASDA) (Association femmes soleil d'Haïti),	Actions de prévention de la violence contre les femmes, assistance légale et lutte contre la violence basée sur le genre	Non précisé	Victimes de la violence de genre en Haiti	AFASDA est impliquée dans la lutte contre la violence basée sur le genre, particulièrement la défense de première ligne (assistance psycho-légale, sensibilisation, etc.). Pour contribuer à la réduction des cas de violences de genre, AFASDA fait un accompagnement légal pour les victimes, offre un hébergement temporairement pour des besoins de sécurité, organise des séminaires de réflexion et débats et des activités de sensibilisation de la population. « Notre travail de concert avec nos partenaires contribue à la prévention des violences faite aux femmes et aux filles et à leur réintégration sociale, par la sensibilisation de la communauté sur la problématique de la violence faite aux femmes et aux filles et celle des autorités judiciaires et d'autres acteurs clés sur les difficultés rencontrées dans la prise en charge des femmes victimes de violences. » Elle offre aux femmes victimes de violence un accueil adéquat et leur faciliter l'accès aux services appropriées.
17	Organisation gouvernementale	Présidence de la République d'Haiti	Lancement officiel des seize (16) jours d'activisme contre les violences faites aux femmes.	Novembre 2019	Femmes d'Haiti	Le Chef de l'État a souligné son implication et celle de la Première Dame de la République, Martine Moïse, dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Jovenel Moïse en a profité pour condamner les actes de violence dont les femmes et les filles ont subi dans le pays en général, notamment celles qui étaient incarcérées dans la prison civile des Gonaïves. « La situation politique ne doit en aucun cas servir d'excuses pour que les femmes et les filles soient victimes dans le pays », a souligné, au micro de Vant Bèf Info (VBI), le Chef de l'État qui a renouvelé le support de son administration dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Il a par ailleurs demander aux victimes de dénoncer leurs agresseurs et de maintenir le principe « tolérance zéro » contre ces derniers.
18	Organisation internationale	Nations Unies	Le Fonds pour la Construction de la Paix de Nations Unies - The UN Peacebuilding Fund (PBF)	Commencement en 2019	Met l'accent sur le role des femmes et les jeunes dans des efforts de construction de la paix a travers leur implication et participation	Un fonds mis en place par les Nations Unies pour construire la paix, prévenir la violence, renforcer la justice, consolider l'état de droit et les institutions de sécurité, stimuler la résilience des personnes les plus vulnérables d'Haïti et soutenir les efforts du gouvernement pour rétablir la sécurité et la stabilité dans le pays.
19	Organisation internationale	Nations Unies	Assistance humanitaire de Nations Unies en Haiti	June 2022	Les habitants vulnérables de la commune de Cité Soleil ainsi que ceux d'autres quartiers de la capitale, Port-au-Prince, ont reçu de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) des Nations unies des articles tels que des produits d'hygiène et des fournitures pour bébés, des bâches en plastique, des jerrycans pour l'eau, des couvertures, des lampes solaires et des articles de réparation pour les maisons.	Les agences humanitaires des Nations Unies ont commencé à livrer de l'aide directement à la population d'Haïti, suite à une récente flambée de violence entre bandes rivales qui a alimenté une crise de plus en plus grave dans la capitale, Port-au-Prince.

N	Type d'acteur	Acteur	Nom de l'initiative	Date	Population cible	Objectif et description générale de l'initiative
20	Organisation internationale	WPH	Fonds Humanitaire pour la Paix des Femmes (Women's Peace and Humanitarian Fund)	Juillet 2022	La FHPF soutient les organisations locales de femmes en Haïti pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles et protéger les droits de l'homme.	En Haïti, la FHPF mobilise des financements par le biais de son dernier appel d'urgence pour les organisations locales de femmes qui répondent aux crises convergentes de la violence politique, économique et des gangs. Le partenariat entre la FMAP et l'Initiative Spotlight canalise actuellement des financements programmatiques et institutionnels vers des organisations de femmes de base qui travaillent à mettre fin à la violence contre les femmes et à promouvoir les droits de l'homme et l'égalité des sexes dans des contextes de crise et de conflit.
21	Organisation internationale	UNICEF	PROMESSE UNICEF	Mars 2022	Ce projet va bénéficier à environ 150 000 élèves dont environ 69 000 filles et soutiendra également des interventions ciblées pour aider au moins 1 500 filles à rester et à progresser à l'école.	Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un don de 90 millions USD pour le financement additionnel du Projet « Promotion d'une éducation plus équitable, durable et plus sûre en Haïti » (PROMESSE – en anglais) ». Le projet soutiendra également l'accès à 126 écoles primaires non publiques et améliorera leur environnement d'enseignement et d'apprentissage grâce à l'exonération des frais de scolarité à travers un mécanisme de financement basé sur les résultats. En outre, ce don sera utilisé pour améliorer la planification des investissements dans les infrastructures et moderniser les infrastructures scolaires permanentes à plus long terme afin de « reconstruire en mieux » avec une meilleure résilience aux tremblements de terre et au changement climatique. Les plans d'infrastructures scolaires incluront la sensibilité au genre et l'accessibilité pour les personnes vivant avec un handicap, la plantation d'arbres dans les espaces scolaires pour favoriser l'infiltration d'eau, l'ombrage, et l'utilisation de technologies économes en eau et d'énergies renouvelables.
22	Organisation internationale	Nations Unies	Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix	2019	Ce fonds, qui promeut plus particulièrement le rôle des femmes et des jeunes dans le travail de consolidation de la paix en leur permettant d'y prendre une part significative	Le Fonds a axé ses financements sur un certain nombre d'objectifs prioritaires, dont celui de la réduction des violences communautaires, pour lequel il a misé essentiellement sur le développement et la valorisation de la participation des populations, en particulier des jeunes, au niveau local. Son action a en outre consisté en la promotion de la cohésion sociale ainsi que de la santé mentale, en particulier pour les femmes et les filles. Le Fonds finance par ailleurs des interventions destinées à prévenir la violence politique, notamment celle perpétrée dans des contextes électoraux, en mettant l'accent sur la protection et l'autonomisation des femmes. Parmi les autres priorités du Fonds figure le renforcement du système judiciaire à travers la fourniture d'une aide juridique aux populations vulnérables et le renforcement de la coordination entre les acteurs judiciaires et le système pénal.

N	Type d'acteur	Acteur	Nom de l'initiative	Date	Population cible	Objectif et description générale de l'initiative
23	Organisation internationale	Nations Unies	Résolution de Nations Unies pour terminer la violence en Haïti. Sanctions contre leader important des gangs	Octobre 2022	La résolution relative aux sanctions ne mentionne qu'un seul Haïtien, Jimmy "Barbecue" Cherizier, dont le gang a bloqué un terminal de carburant essentiel, aggravant ainsi les graves pénuries. Cherizier, un ancien officier de police qui dirige une alliance de gangs connue sous le nom de Famille G9 et alliés, sera désormais soumis à une interdiction de voyager, à un gel des avoirs et à un embargo sur les armes.	Lors d'une réunion spéciale du Conseil de sécurité tenue le 17 octobre, les délégations américaine et mexicaine ont annoncé qu'elles rédigeaient deux résolutions pour faire face à l'insécurité en Haïti. La première, adoptée à l'unanimité lors d'une seconde réunion quatre jours plus tard, prévoit des sanctions contre les chefs de gangs et leurs commanditaires, notamment un gel des avoirs, une interdiction de voyager et un embargo sur les armes. Bien que ces sanctions ne seront imposées qu'au début de l'année 2023, lorsqu'un groupe d'experts conseillant le Conseil établira qui sera visé (seul le chef de gang Cherizier est inclus pour l'instant), les États-Unis et le Canada ont déjà adopté leurs propres sanctions contre plusieurs des hommes politiques les plus puissants d'Haïti, notamment l'ancien président Michel Martelly, deux ex-premiers ministres et deux présidents de sénat, ainsi que trois membres très en vue de l'élite économique haïtienne Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité vendredi une résolution exigeant la fin immédiate de la violence et des activités criminelles en Haïti et imposant des sanctions aux individus et aux groupes qui menacent la paix et la stabilité dans la nation la plus pauvre de l'hémisphère occidental - à commencer par un puissant chef de gang. Les sanctions étaient les premières autorisées par l'organe le plus puissant de l'ONU depuis 2017 et l'approbation de la résolution par les 15 nations du conseil, dont les divisions ont été exacerbées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a démontré un signe rare que les membres du conseil peuvent travailler ensemble - au moins sur certaines crises mondiales. La résolution est un premier pas important du Conseil de sécurité pour aider les Haïtiens qui veulent une action contre les criminels, notamment les gangs et leurs financiers. Elle a ajouté qu'une deuxième résolution aidera à rétablir la sécurité et à permettre l'acheminement de l'aide humanitaire dont le pays a désespérément besoin en autorisant "une mission internationale d'assistance à la sécurité ne relevant pas de l'ONU".
24	Organisation internationale	Fonds pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (F-OMD)	Le programme conjoint "Prévention des conflits et cohésion sociale par l'autonomisation des communautés locales et le renforcement des capacités institutionnelles".	2009-2013	Leaders communautaires de 10 communautés particulièrement vulnérables en Haïti	Afin de s'attaquer aux moteurs de la violence, le programme mène une vaste campagne de sensibilisation en proposant aux dirigeants communautaires des formations sur la violence et la résolution des conflits, et en contribuant à créer des opportunités socio-économiques pour les femmes les plus vulnérables, les jeunes à risque et les personnes handicapées afin d'améliorer leur indépendance économique. Grâce à un partenariat solide entre cinq agences des Nations unies et la mission de maintien de la paix des Nations unies, le programme conjoint s'est attaqué aux causes immédiates de la violence dans dix communautés particulièrement exposées à la violence en Haïti en soutenant des stratégies de prévention de la violence, offrant ainsi une fenêtre de calme pour que les efforts de redressement et de développement à long terme puissent prendre racine. Afin de soutenir ces efforts au niveau local et d'assurer une réponse durable et globale à la violence en Haïti, le programme a également encouragé une intégration plus systématique de la violence et des facteurs liés à la crise dans les politiques de développement et autres réponses du gouvernement national. Cela a été réalisé en renforçant les capacités des institutions locales et nationales à collecter et à analyser les données relatives à la violence et aux crises, dans le but de produire et de partager des analyses crédibles pour améliorer l'impact des programmes et des politiques sur la dynamique de la violence, y compris de la part du gouvernement national.

N	Type d'acteur	Acteur	Nom de l'initiative	Date	Population cible	Objectif et description générale de l'initiative
25	Organisation internationale	UNICEF	Forum des adolescents et des jeunes sur l'employabilité	43709	150 participants dont des adolescents et des jeunes issus des 10 départements du pays ainsi que des représentants d'associations et d'organisations nationales et internationales sont réunis à Port-au-Prince pour échanger sur la formation professionnelle, le leadership, l'entrepreneuriat, les innovations technologiques et sociales, entre autres.	L'objectif de cette initiative est de réaliser les droits de ces jeunes et d'investir dans leur développement, en renforçant leur participation dans la vie de la nation. Génération Sans Limites regroupe partenaires publics et privés en se focalisant sur trois priorités : 1) l'éducation secondaire, 2) les compétences pour l'apprentissage, l'employabilité et le travail décent et 3) l'autonomisation, en particulier pour les filles.
26	Organisation internationale	PNUD Haiti	Programme conjoint d'appui a la Police Nationale d'Haiti	March 2022 - December 2024	Les membres, cadres et officiers de la Police Nationale d'Haiti.	L'objectif général du Programme conjoint est d'accompagner et supporter la PNH pour adresser ses priorités en matière de gouvernance interne y compris les mécanismes de contrôle, le renforcement des capacités de recrutement, de formation et à l'institutionnalisation d'un processus de « vetting », les capacités opérationnelles d'intervention et de renseignement y compris la lutte contre le crime organisé, ceci afin que la Police puisse remplir pleinement son rôle de service public de maintien de l'ordre. Par hypothèse, cet objectif s'améliorera si les six objectifs spécifiques suivants sont atteints : Objectif 1 : La performance, la bonne gouvernance et la conformité des procédures de gestion administrative et logistique de la PNH sont améliorées, y compris les mécanismes internes assurant la conformité. Objectif 2 : Les effectifs de la PNH correctement formes s'inscrivent dans le cadre de l'augmentation progressive du ratio police/population, avec une meilleure représentativité des femmes, s'appuyant sur un renforcement des capacités de recrutement, de formation et à l'institutionnalisation d'un processus de « vetting » (contrôle des antécédents du personnel policier), pour répondre aux besoins des différents services de police. Objectif 3 : La capacité opérationnelle de la police et de prestation des services de base par la PNH est renforcée et accompagnée de réhabilitations des infrastructures de police et de moyens logistiques. Objectif 4 : Les capacités de lutte contre le crime organisé sont plus efficaces. Objectif 5 : Les services de renseignements généraux et criminels sont renforcés, élargis et utiles pour toutes les opérations de la PNH. Objectif 6 : Les capacités de la PNH de lutte contre les gangs et de contrôle des foules sont renforcées par la fourniture de certains équipements prioritaires.
27	Organisation internationale	Organisation de Nations Unies en Haiti	MINUSTAH - Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti	2004-2017	Police Nationale d'Haiti, administration gouvernementale	La septième mission de paix des Nations Unies en Haïti. Sa mission : créer un environnement sûr et stable afin de permettre aux autorités Haïtiennes de restaurer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire et de rétablir la démocratie et l'état de droit. Depuis, des mandats adaptés aux évolutions de la situation ont été renouvelées chaque année. La MINUSTAH a poursuivi, principalement, quatre objectifs : l'établissement d'un environnement sécurisé et stable, la stabilité politique par le renforcement de la démocratie, y compris au travers de l'assistance électorale, le développement et la professionnalisation de la Police Nationale d'Haïti et la restauration et le maintien de l'état de droit, y compris par la promotion et la protection des Droits humains.a septième mission de paix des Nations Unies en Haïti.

N	Type d'acteur	Acteur	Nom de l'initiative	Date	Population cible	Objectif et description générale de l'initiative
28	Organisation internationale	Organisation de Nations Unies en Haiti	MINUJUSTH	2017-2019	Police Nationale d'Haiti, administration gouvernementale	La MINUJUSTH a aidé le gouvernement d'Haïti à développer davantage la Police nationale d'Haïti (PNH), à renforcer les institutions de l'État de droit, y compris la justice et les prisons, et à promouvoir et protéger les droits de l'homme - tout cela dans le but d'améliorer la vie quotidienne du peuple haïtien. Le mandat de la Mission des Nations unies d'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH) est défini dans la résolution 2350 (2017) du Conseil de sécurité, qui a été adoptée le 13 avril 2017. Elle prévoit la création d'une mission de maintien de la paix en Haïti qui commencera ses opérations à l'issue du mandat de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). La Mission a été composée de 351 personnels civils, d'un maximum de sept unités de police constituées (UPC) (composées de 980 personnels d'UPC) et de 295 officiers de police individuels (OPI), pour une période initiale de six mois, du 16 octobre 2017 au 15 avril 2018.
29	Organisation internationale	Organisation de Nations Unies en Haiti	Le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH)	Depuis Juin 2019	Police Nationale d'Haiti, administration gouvernementale	Le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH) est une mission politique spéciale créée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2476 du 25 juin 2019 et déployée en vertu du chapitre VI de la Charte des Nations unies. Présent uniquement à Port-au-Prince, et se concentrant exclusivement sur la fourniture de services de conseil et de bons offices, le BINUH travaille principalement avec les institutions de l'État pour : -Renforcer la stabilité politique et la bonne gouvernance, y compris l'état de droit ; -Promouvoir un environnement pacifique et stable, notamment en soutenant un dialogue national inter-haïtien inclusif ; protéger et promouvoir les droits de l'homme. -Les activités de la mission, qui visent à aider à créer les conditions nécessaires au développement durable, sont intégrées à celles des 19 agences, fonds et programmes de l'équipe de pays des Nations Unies, qui fournissent une aide humanitaire et mettent en œuvre des programmes de développement sous la direction des autorités nationales.
30	Organisation internationale	Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH)	Résolution sur la protection des personnes haïtiennes en mobilité humaine	Novembre 2021	États membres de la CIDH	La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) présente la résolution " Protection des personnes haïtiennes en mobilité humaine : solidarité interaméricaine ", dans le but de guider les États de la région à garantir les droits des migrants haïtiens, des réfugiés, des personnes déplacées, des apatrides et des victimes de la traite des personnes ; conformément aux obligations internationales d'assistance humanitaire, de protection, de coopération et de solidarité internationale. Le document détaille la crise humanitaire et le contexte de violence qui affecte la vie de millions d'Haïtiens, ainsi que les défis concernant la sécurité des citoyens.
31	Organisation internationale	United Nations	Appel de l'ONU à la solidarité internationale par le biais d'une force armée spécialisée en Haïti	Décembre 2022	Gangs	La vice-secrétaire générale des Nations unies, Amina Mohammed, a appelé à la solidarité et au soutien internationaux alors que le pays continue à faire face à la violence des gangs, à l'instabilité politique et à une épidémie mortelle de choléra. "Je demande instamment à tous les pays qui en ont la capacité d'examiner d'urgence la demande du gouvernement haïtien d'envoyer une force armée internationale spécialisée pour aider à rétablir la sécurité et à atténuer la crise humanitaire".
32	Organisation internationale	United Nations	Régime de sanctions	Octobre 2022	Chefs des gangs et ceux qui les financent	Le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé à l'unanimité un régime de sanctions pour Haïti, visant les chefs de gangs et ceux qui les financent, dans l'espoir d'atténuer des mois de violence et d'anarchie qui ont alimenté une crise humanitaire majeure.

N	Type d'acteur	Acteur	Nom de l'initiative	Date	Population cible	Objectif et description générale de l'initiative
33	Organisation internationale	Agence Américaine pour le Développement International (USAID)	Projet de Politique de Santé (Health Policy Project)	2010-2016	Enfants, femmes et minorités sexuelles	Le projet AKSE "action collective pour la sécurité contre l'exploitation") du Health Policy Project (HPP) a répondu à la vulnérabilité croissante des enfants, des femmes et des minorités sexuelles à la violence sexuelle et sexiste, au trafic, à l'exploitation sexuelle, au travail des enfants et à la violence domestique. S'appuyant sur un programme précédent financé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), le programme HPP AKSE, d'une durée de 18 mois, travaille avec des partenaires locaux pour renforcer les protections des droits de l'homme et élargir l'accès aux services de protection des enfants et de lutte contre la VSBG pour les groupes vulnérables. Le programme : 1) Améliore la protection des enfants 2) Renforce les droits liés au genre et améliore le suivi et la réponse à la VSBG. 3) Favorise un environnement politique favorable à la protection de l'enfance, à l'égalité des sexes et aux autres droits de l'homme.
34	Organisation internationale	Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)	Condamnation de la violence des gangs en Haïti et appel à l'action solidaire de la communauté internationale	Octobre 2022	États membres de Nations Unies	Devant le Conseil de sécurité réuni en urgence afin d'examiner les propositions du Secrétaire général des Nations Unies d'une intervention internationale en Haïti, l'OIF a partagé les inquiétudes de la Secrétaire générale face à la détérioration de la sécurité humaine en Haïti. Alors que le pays est déjà confronté à une juxtaposition de crises politiques, économiques et sécuritaires, accentuées par une situation humanitaire dramatique, la Francophonie a marqué sa solidarité avec les options et initiatives de ses partenaires et s'est engagée à poursuivre le plaidoyer pour que la lutte contre les gangs soit prioritaire.
35	Organisation internationale de société civile	Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE), en alliance avec Alternatives (Canada) et dans les pays avec Dakar Forum Honduras, Rallye pour tous et toutes d'Haïti	Projet "Stratégies pour prévenir la violence sexuelle et sexiste et promouvoir l'équité dans les écoles rurales".	2021-2023	Enfants et filles dans des écoles rurales d'Haïti	Ce projet vise à contribuer au renforcement de l'égalité des sexes et à la prévention et à la lutte contre la violence sexiste dans les écoles rurales. À cette fin, il génère et diffuse des données empiriques et des stratégies susceptibles d'orienter le traitement et la prévention de la violence dans les espaces éducatifs, en contribuant au développement et à la diffusion de matériels, de pratiques et de politiques publiques qui abordent cette question. En utilisant une approche de recherche-action participative, le projet vise à développer les connaissances et les capacités locales pour identifier et prévenir les multiples expressions de la violence et de la violence fondée sur le genre, ainsi qu'à concevoir et adapter les outils et instruments existants, contribuant ainsi à intégrer cette question dans les pratiques locales, mais aussi dans les instruments politiques nationaux et régionaux.
36	Organisation internationale Non Gouvernementale	ACTED (Agence pour la Coopération Technique et le Développement)	Mission d'assistance humanitaire et de support aux organisations locales de la société civile	2021	Communautés présentes dans les zones les plus touchées par la crise	ACTED se focalise sur trois axes : le renforcement des capacités organisationnelles, l'accompagnement dans la mise en œuvre des micro-projets féministes et le renforcement des compétences des OSC. Présente en Haïti depuis 2004, ACTED est intervenue simultanément dans l'urgence, le relèvement et le développement. Les interventions sont concentrées dans les zones les plus touchées par la crise récente : Grand'Anse, départements du Sud, du Sud-Est, des Nippes, du Centre et de l'Ouest. ACTED travaille en partenariat avec l'initiative REACH d'IMPACT, des organisations internationales et des organisations de la société civile.
37	Organisation Non Gouvernementale (ONG)	Fondation AVSI. Elle a un accord avec la DINEPA, l'autorité de gestion de l'eau, et avec le ministère de la santé pour les projets nutritionnels. Nous collaborons avec l'Unicef, PAM, MAECI, UE, BID, Minustah, Banque Mondiale.	Projets socio-éducatifs, de droits de l'homme, de sécurité alimentaire et de formation	Depuis l'installation de l'ONG dans le pays en 1999	Communnautés en situation de vulnérabilité, notamment Cité Soleil et Martissant	AVSI travaille sur l'île avec des projets socio-éducatifs, de droits de l'homme, de sécurité alimentaire et de formation. À Port-au-Prince, AVSI concentre son travail dans deux communautés pauvres, Cité Soleil et Martissant, où, grâce au projet de soutien à distance, plus de 1 000 enfants peuvent aller à l'école, manger et avoir des endroits où jouer et apprendre.

N	Type d'acteur	Acteur	Nom de l'initiative	Date	Population cible	Objectif et description générale de l'initiative
38	Organisme gouvernemental international	US Department of State	Actions pour faire face à la situation humanitaire et sécuritaire en Haïti	Octobre 2022	Police Nationale d'Haïti; fonctionnaires haïtiens et autres personnes impliquées dans les actions des gangs urbains et autres organisations criminelles haïtiennes qui ont menacé les moyens de subsistance du peuple haïtien et bloquent l'aide humanitaire vitale	L'objectif de l'initiative est d'accroître et de mobiliser l'aide à la police nationale haïtienne afin de renforcer sa capacité à lutter contre les gangs et à rétablir un environnement de sécurité stable dans un contexte d'État de droit. Une nouvelle politique de restriction des visas a été annoncée, en vertu de la loi sur l'immigration et la nationalité, à l'encontre des fonctionnaires haïtiens et autres personnes impliquées dans les actions des gangs urbains et autres organisations criminelles haïtiennes qui ont menacé les moyens de subsistance du peuple haïtien et bloquent l'aide humanitaire vitale. Ces actions pourraient également s'appliquer aux membres de la famille immédiate de ces personnes."
39	Secteur privé	Fédération Haïtienne Des Petites et Moyennes Entreprises (FHAPME)	Appel à l'intervention urgente de l'Etat pour exercer sa fonction régulatrice	Décembre 2022	L'État d'Haïti	La Fédération Haïtienne des Petites et Moyennes Entreprises (FHAPME) a dénoncé la situation de la population haïtienne et le secteur des affaires, en raison de la domination des gangs armés. Vu que la violence entrave le fonctionnement du système économique, la fédération a lancé un appel aux autorités afin de prendre des mesures urgentes pour arrêter son escalade. La fédération a mis l'accent sur les luttes entre gangs, les attaques perpétrées contre des commissariats et des passagers sur les routes principalement dans le Nord du pays ainsi qu'à entrée Sud de la Capitale pour expliquer la genèse de cette descente aux enfers, y compris l'assassinat de plusieurs hommes d'affaires créant une situation de panique totale dans ce secteur.
40	Gouvernement	L'État d'Haïti	Plan Stratégique de Développement d'Haïti	Mai 2012	Administration publique, institutions de l'état	Le Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH) propose des orientations et des stratégies de développement, et détaille le contenu des Grands Chantiers pour le Relèvement et le Développement d'Haïti esquissés dans le Plan d'Action pour le Relèvement et le Développement d'Haïti (PARDH) pour en faire un pays émergent en 2030. Les quatre Grands Chantiers du PSDH sont: la Refondation Territoriale, Économique, Sociale et Institutionnelle qui ont 32 programmes pour le développement, avec ses propres sous-programmes et projets. Le système de suivi est en procès car le gouvernement travaille déjà à la mise en place d'un système unique d'information sur la gestion et l'évaluation du développement qui permettra, notamment, le suivi des actions entreprises et l'évaluation des progrès réalisés.

Tableau C. Enquête RDS (Version en Français)

Introduction

Je m’appelle [NAME] et je travaille pour Data Pop-Alliance, une fondation qui participe à un projet avec l’UNICEF. Je vous contacte parce que nous menons une enquête sur la violence touchant les jeunes et les enfants à Port-au-Prince.

Nous prenons contact avec vous pour évaluer votre éligibilité et votre intérêt à participer à l’étude. Est-ce le bon moment pour parler ?

Non

Oui

Pourriez-vous m’indiquer sinon quelle

est votre disponibilité pour que je vous rappelle à un autre moment ?

[INTERVIEWER]:Enregistrez la date et l'heure indiquées dans la feuille de suivi de l'enquête. Je vous remercie. Nous allons vous contacter à nouveau la date et l’heure indiquée.

ELIGIBILITÉ

Excellent. Je vous remercie de l’intérêt que vous portez à cet étude. Commençons par quelques questions qui nous aideront à déterminer si

vous êtes éligible pour participer à l'enquête. Vous habitez une de ces communes ? Carrefour Cité Soleil Delmas Croix-des-Bouquets Pétion-Ville Port-au-Prince Tabarre Kenscoff Non Ne sait pas Ne souhaite pas répondre Quel âge avez-vous ?	les réponses du questionnaire avec votre information de contact laquelle sera effacée à la fin de l'étude.
	Acceptez-vous de participer à l'enquête? Non Oui
	Je voudrais commencer par vous poser quelques questions sur votre cercle d'amis. Je vous en prie de bien prendre le temps de réfléchir et de répondre aux questions suivantes de la façon la plus précise possible. Combien des personnes connaissez-vous qui habitent à Port-au-Prince et qui ont été touchées par la violence de gangs ? (Connaître voulant dire que vous connaissez leurs noms et qu'ils connaissent le vôtre.) Combien de ces personnes ont entre 15 et 24 ans ?
	Et parmi ces personnes, avec combien avez-vous été en contact par téléphone ou en personne pendant le 2 dernières semaines ?
	Caractéristiques socio-démographiques
Avez-vous déjà été victime de violences psychologiques, physiques ou sexuelles de la part de membres d'un groupe organisé de criminels (gang), dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince ? Non Oui	Dans cette première section, je voudrais vous poser quelques questions sur votre situation personnelle. Quelle est votre identité sexuelle? Masculin Feminin Identité différente Ne sais pas Ne souhaite pas répondre
Avez-vous déjà participé à cette enquête téléphonique ? Non Oui Merci ! Vous pouvez participer à cette étude. Je vais vous expliquer l'étude et vous demander votre consentement. À tout moment pendant l'enquête, vous pouvez refuser de répondre à une question ou arrêter définitivement l'entretien si vous le souhaitez. Si vous souhaitez mettre fin à l'enquête parce que vous pensez que votre sécurité peut être affectée, vous pouvez dire le mot [sélectionnez le mot]. Dans ce cas, nous vous poserons une question générale sur l'accès à l'éducation ou à l'emploi et nous terminerons l'enquête. Aucune information personnelle ne sera révélée à quiconque en dehors de l'équipe d'enquête et votre nom ne sera pas utilisé dans aucun rapport. Votre information personnelle et vos réponses seront enregistrées dans deux bases de données différentes, chiffrées et sécurisées. Ainsi, personne aura accès à vos données personnelles ou pourra lier	Avez-vous des difficultés pour Entendre Voir Marcher ou monter des marches Se souvenir ou se concentrer Communiquer, par exemple, comprendre ou être compris en utilisant votre langue habituelle () Aucun Autre Ne sait pas

Ne souhaite pas répondre	Autre Ne sait pas Ne souhaite pas répondre
Veillez préciser s'il vous plaît Êtes-vous inscrit à l'année scolaire 2022-2023 ? Oui Non Ne sait pas Ne souhaite pas répondre	Veillez préciser s'il vous plaît Avez-vous déjà travaillé ou exercé des activités rémunérées ? Le paiement aurait pu être de l'argent, de la nourriture, des cadeaux ou d'autres moyens dans le secteur formel ou informel Oui Non Ne sait pas Ne souhaite pas répondre
Quelle était la principale raison de ne pas aller à l'école ou d'arrêter vos études ? Diplômé Raisons économiques (par exemple, je n'avais pas les moyens, j'avais besoin de gagner de l'argent pour subvenir aux besoins de ma famille) Échec aux examens Voulais commencer à travailler Pour me marier Grossesse Les parents ne voulaient pas que je poursuive mes études Manque d'infrastructures de transport École fermée Trop dangereux État de santé ou handicap Aucune école disponible Aucune école de qualité disponible Autre Ne sait pas Ne souhaite pas répondre	Ce travail était-il lié aux services domestiques ? Oui Non Ne sait pas Ne souhaite pas répondre
Veillez préciser s'il vous plaît Quel est votre niveau d'éducation actuel ? Et si vous n'étudiez plus, quelle est la dernière année d'études que vous ayez terminée ? Aucune scolarité / n'a jamais terminé aucune année Préscolaire Primaire Secondaire Enseignement professionnel ou technique Universitaire	A quel âge avez-vous commencé à travailler ou à exercer des activités rémunérées ? 5 à 10 ans 11 à 14 ans 15 à 18 ans Après 18 ans Ne sait pas Ne souhaite pas répondre
	Quand vous étiez enfant, pensiez-vous que le ménage avait assez d'argent pour : Nourriture ? Oui Non Ne sait pas Ne souhaite pas répondre Vêtements ? Oui Non Ne sait pas

Ne souhaite pas répondre

Frais de scolarité

Oui

Non

Ne sait pas

Ne souhaite pas répondre

Soins médicaux

Oui

Non

Ne sait pas

Ne souhaite pas répondre

VIOLENCE

Cette section de l'enquête traitera des questions liées aux types de violence auxquels vous avez pu être exposé. Par violence, j'entends "l'utilisation intentionnelle de la force physique ou du pouvoir, menacée ou réelle, contre vous, qui entraîne ou a une forte probabilité d'entraîner des blessures, la mort, des dommages psychologiques, un mauvais développement ou des privations" Si, à n'importe quel moment, vous vous sentez mal à l'aise ou en danger pour répondre à ces questions, vous pouvez dire à haute voix le mot [mot à choisir] et nous concluons l'enquête.

Au cours des 6 derniers mois, avez-vous subi de la violence physique par des individus connus ou inconnus, y compris, mais sans s'y limiter, coups avec un objet, menaces avec un couteau ou une arme à feu, brûlures intentionnelles ?

Oui

Non

Ne sait pas

Ne souhaite pas répondre

Combien de fois avez-vous subi le type de violence mentionné ?

Jamais

De temps en temps (au moins une fois)

Souvent (au moins une fois par mois)

Très souvent (au moins une fois par semaine)

De manière récurrente (plus d'une fois par semaine)

Ne sait pas

Ne souhaite pas répondre

Les personnes qui ont commis l'acte violent étaient:

Membres de gangs

Police

Personnel militaire

Employeurs

Dirigeants communautaire

Dirigeants religieux

Enseignants

Membres de la famille

Partenaires (petit.e ami.e , compagnon.e ou epoux/epouse)

Autre

Ne sait pas

Ne souhaite pas répondre

Veuillez préciser s'il vous plaît

Où avez-vous vécu de telles actions ?

Dans la rue

À la maison

À l'école

Dans les lieux publics, par exemple les parcs, les restaurants, les marchés publics, etc

Au travail

Autre

Ne sait pas

Ne souhaite pas répondre

Veuillez préciser s'il vous plaît

Au cours des 6 derniers mois, avez-vous subi de la violence psychologique par des individus connus ou inconnus, y compris, mais sans s'y limiter, les humiliations, les insultes, la violence verbale comme se faire dire par des parents ou des tuteurs qu'on souhaitait être mort ou ne jamais être né, la négligence, l'exploitation.

Oui

Non

Ne sait pas

Ne souhaite pas répondre

Combien de fois avez-vous subi le type de violence mentionné ?

Jamais

De temps en temps (au moins une fois)

Souvent (au moins une fois par mois)

Très souvent (au moins une fois par semaine)

De manière récurrente (plus d'une fois par semaine)

Ne sait pas

Ne souhaite pas répondre

Les personnes qui ont commis l'acte violent étaient:

Membres de gangs

Police

Personnel militaire

Employeurs

Dirigeants communautaire

Dirigeants religieux

Enseignants

Membres de la famille

Partenaires (petit.e ami.e , compagnon.e ou epoux/epouse)

Autre

Ne sait pas

Ne souhaite pas répondre

Veuillez préciser s'il vous plaît

Où avez-vous vécu de telles actions ?

Dans la rue

À la maison

À l'école

Dans les lieux publics, par exemple les parcs, les restaurants, les marchés publics, etc

Au travail

Autre

Ne sait pas

Ne souhaite pas répondre

Veuillez préciser s'il vous plaît

Au cours des 6 derniers mois, avez-vous subi de la violence sexuelle, y compris, mais sans s'y limiter, "tout acte sexuel, tentative d'obtenir un acte sexuel, commentaires ou avances sexuels non

désirés, ou actes visant à trafiquer ou autrement dirigés contre votre sexualité en utilisant la coercition, par toute personne de leur relation avec vous, dans n'importe quel contexte » .

Oui

Non

Ne sait pas

Ne souhaite pas répondre

Combien de fois avez-vous subi le type de violence mentionné ?

Jamais

De temps en temps (au moins une fois)

Souvent (au moins une fois par mois)

Très souvent (au moins une fois par semaine)

De manière récurrente (plus d'une fois par semaine)

Ne sait pas

Ne souhaite pas répondre

Les personnes qui ont commis l'acte violent étaient:

Membres de gangs

Police

Personnel militaire

Employeurs

Dirigeants communautaire

Dirigeants religieux

Enseignants

Membres de la famille

Partenaires (petit.e ami.e , compagnon.e ou epoux/epouse)

Autre

Ne sait pas

Ne souhaite pas répondre

Veuillez préciser s'il vous plaît

Où avez-vous vécu de telles actions ?

Dans la rue

À la maison

À l'école

Dans les lieux publics, par exemple les parcs, les restaurants, les marchés publics, etc

Au travail

Autre	ou dont vous avez été témoin, le cas échéant ?
Ne sait pas	Oui
Ne souhaite pas répondre	Non
Veillez préciser s'il vous plaît	Ne sait pas
	Ne souhaite pas répondre
Pour les actions suivantes indiquez avec quelle fréquence se produisent dans votre quartier ?	
soit (Jamais, Presque jamais, Parfois, Beaucoup, Presque toujours)	Quel a été le premier endroit ou la première personne où vous êtes allé chercher de l'aide ? (Sélectionnez tout ce qui s'applique)
et à quel point cela vous dérange-t-il ? soit (Pas du tout, à peine du tout, Un peu, Beaucoup, Fortement)	Guérisseur traditionnel/Spirituel
Entendre parler sur quelqu'un qui s'est fait tuer	Police
Quelqu'un vous tire un couteau	Centre d'aide juridique
	Eglise
	Membres de la famille
	Amis proches
	Chef de la communauté
	Membres de gangs
	Hôpital ou clinique
	Juge de pais
	ONG
	Autre
	Ne sait pas
	Ne souhaite pas répondre
Selon vous, quelles sont les communes les plus dangereuses pour les enfants et les jeunes entre 11 et 24 ans ?	
Carrefour	Dans quelle mesure ces services vous ont-ils aidé ?
Cité Soleil	M'a beaucoup aidé
Delmas	Un peu d'aide
Croix-des-Bouquets	Aucune aide
Pétion-Ville	Ne sait pas
Port-au-Prince	Ne souhaite pas répondre
Tabarre	
Kenscoff	
Ne sait pas	
Ne souhaite pas répondre	
Avez-vous essayé de recevoir des services sociaux, y compris, mais sans s'y limiter, une assistance médicale, une aide psychologique, l'aide des services de police de votre famille ou d'un proche pour les incidents de violence les plus récents subis	
	Si vous n'avez pas cherché de services, quelle(s) est (ont) la ou les raisons?
	Peur d'avoir des ennuis
	Embarrassé pour moi-même ou ma famille
	Ne voulait pas que l'agresseur ait des ennuis
	Les services étaient trop éloignés
	Peur d'être abandonné
	Ne pensait pas que c'était un problème
	Ne pouvait pas payer le transport
	Ne pouvait pas payer les frais de service

Ne voulait pas/ N'avait pas besoin de services	Autre
Personne pour m'aider	Ne sait pas
Autre	Ne souhaite pas répondre
Ne sait pas	Veillez préciser s'il vous plaît
Ne souhaite pas répondre	
Combien de membres de votre famille, d'amis ou de personnes proches de vous se sont joints à des gangs de rue?	
0	
1	
Entre 1 et 5 individus	
Plus de 5 individus	
Ne sait pas	
Ne souhaite pas répondre	
Quel âge avaient-ils lorsqu'ils se sont joints au gang de rue?	
5 à 10 ans	
11 à 14 ans	
15 à 18 ans	
Après 18 ans	
Ne sait pas	
Ne souhaite pas répondre	
Connaissez-vous quelqu'un qui a rejoint puis quitté un gang ?	
Oui	
Non	
Ne sait pas	
Ne souhaite pas répondre	
Comment cette/ces personnes ont-elles quitté le gang ? (Veillez classer les choix du plus pertinent au moins pertinent)	
Ils ont été arrêtés	
Ils ont trouvé un emploi	
Ils sont allés à l'école	
Ils ont rejoint une ONG	
Ils ont émigré du pays	
Ils ont déménagé dans un autre quartier où ville en Haiti	
Selon vous, quelles sont les principales raisons pour lesquelles les jeunes s'engagent dans les gangs de rue?	
Ils voient les membres des gangs comme des modèles	
Amitié	
Pour fuir la maison	
Vengeance	
Pour avoir des ressources économiques	
Pour être respectés	
Ils ont été forcées	
Pour être protégés	
Pour créer un changement politique	
Autre	
Ne sait pas	
Ne souhaite pas répondre	
Veillez préciser s'il vous plaît	
Selon vous, lesquels de ces facteurs peuvent ou contribuent à atténuer la violence ?	
Aide alimentaire	
Aide au logement	
Aide à la formation	
Aide à l'emploi	
Transferts monétaires	
Immigration	
Soutien familial	
Liens sociaux	
Police	
Justice	
Autre	
Ne sait pas	
Ne souhaite pas répondre	
Veillez préciser s'il vous plaît	
Affirmations:	

Veillez me dire si vous êtes fortement d'accord, d'accord, ni d'accord ni en désaccord, en désaccord ou fortement en désaccord avec les affirmations:

Les gens de votre/ton communauté (c'est-à-dire les personnes vivant dans votre/ton pâté de maisons et avec qui vous/tu interagissez/interagis au quotidien) peuvent être dignes de confiance.

Dans certains cas, le recours à la violence, comme les coups et les coups de fouet, est justifié.

Vous vous sentez/ tu te sens en sécurité en marchant dans la rue devant chez vous/toi pendant la journée.

Les gangs peuvent représenter une source de sécurité au sein de la communauté.

Vous comptez/tu comptes sur un adulte présent compétent, attentionné et positif.

Je me sens en danger lorsque je pars de ma maison pour aller au travail, à l'école ou pour faire mes activités quotidiennes

Commettre un crime peut être une source de fierté.

RECRUITMENT

Nous avons atteint la fin de l'enquête ! Merci beaucoup d'avoir répondu à nos questions. Pour finir, laissez-moi vous parler de la possibilité de recommander 3 collègues pour participer à l'étude. Les personnes que vous recommanderiez seront informées que l'enquête est anonyme et confidentielle. En aucun cas, elles n'auront accès aux réponses que vous aurez fournies. Acceptez-vous de recommander trois personnes ?

Non
Oui

Merci ! Je vais vous expliquer les critères de sélection des personnes de votre réseau qui ont le profil le plus approprié pour participer à l'étude. Veuillez prendre le temps de bien réfléchir

pour faire vos trois recommandations. Ces personnes doivent : 1- Avoir entre 15 et 24 ans

2- Habiter à Port-au-Prince

3- Avoir été impactées par la violence des gangs ou dans la rue à Port-au-Prince

Quel est le nom de la première personne que vous recommandez?

Quel est son numéro de téléphone?

Quel est le nom de la deuxième personne que vous recommandez?

Quel est son numéro de téléphone?

Quel est le nom de la troisième personne que vous recommandez?

Quel est son numéro de téléphone?

Merci. Il serait très utile que vous puissiez tendre la main à ces trois personnes et les encourager à participer à l'étude. Nous les contacterons bientôt.

FIN

INTERVIEWER: L'interviewé a-t-il terminé l'enquête?

Non
Oui

INTERVIEWER: Pourquoi le participant n'a-t-il pas voulu terminer l'enquête?

Pas suffisamment du temps

Trop des questions

Ce n'était pas intéressant

Vous n'avez pas confiance de l'entretien

Ne souhaite pas répondre

Autre

Veillez préciser s'il vous plaît

Merci d'avoir rempli cette enquête! Vous avez obtenu un crédit de téléphone mobile de 300 HTG que vous pouvez utiliser pour acheter des données ou des minutes. Nous pouvons envoyer des crédits

téléphoniques via l'un des opérateurs de téléphone: Digicel ou Natcom. Si votre propre numéro de téléphone n'est pas enregistré auprès de l'un d'eux, nous vous suggérons de choisir le numéro d'un membre de la famille ou d'un ami. Quel opérateur est associé au numéro de téléphone que vous souhaitez le crédit téléphonique envoyé? Digicel
Natcom

Quel est votre numéro de téléphone?

L'incentive arrivera à votre numéro de portable environ en 40 heures. Je vous remercie pour votre temps. L'enquête est finie. Si vous avez besoin de ressources additionnelles, vous pouvez visiter le site web de l'UNICEF en Haïti.

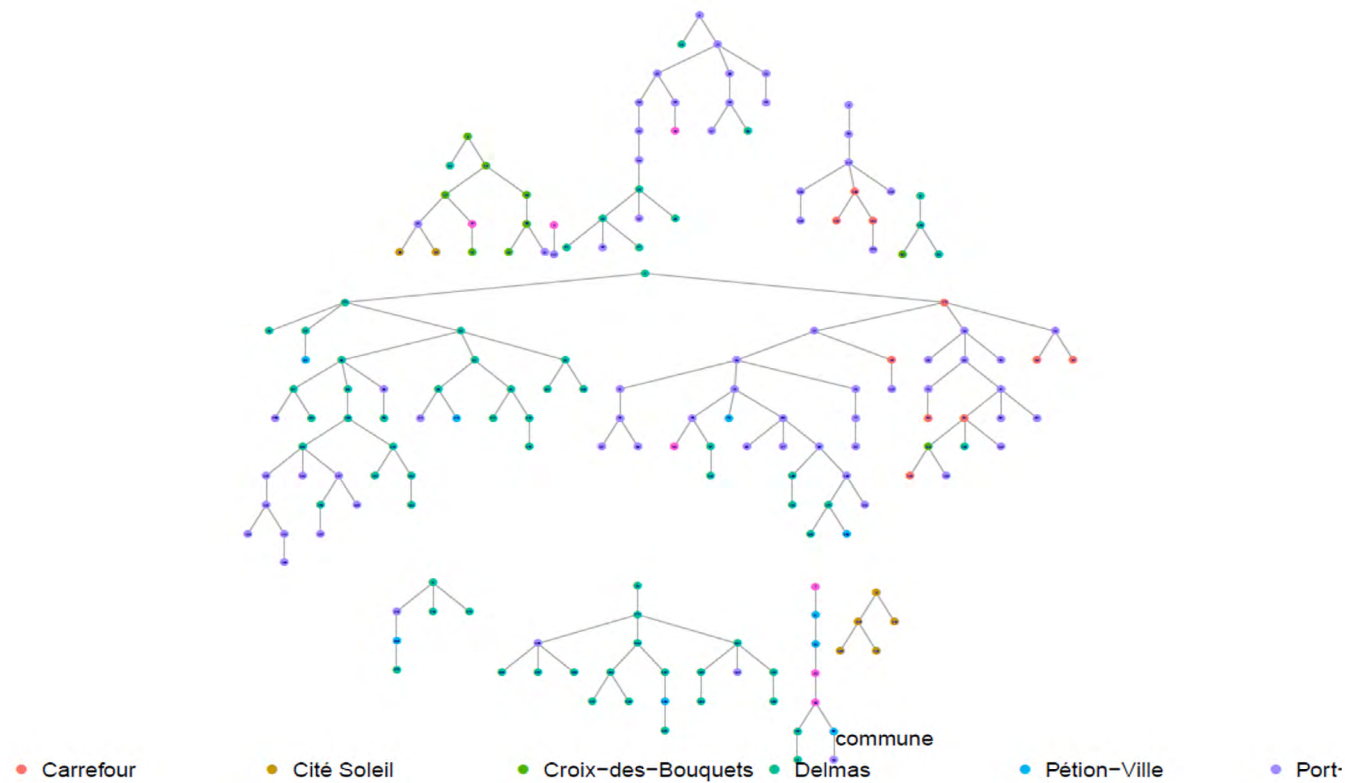
S'IL VOUS PLAÎT APPUYER SUR 'ENVOYER' CI-DESSOUS ET REMPLISSEZ VOTRE STATUS ET LA DATE DANS LA FEUILLE DE SUIVI .

Diagnostic de la convergence de l'enquête RDS

Plusieurs variables sociodémographiques clés ont été supposées être potentiellement biaisées lors de l'échantillonnage et en raison de la petite taille de l'échantillon. Les deux variables sociodémographiques diagnostiques examinées étaient la commune et le sexe. Les figures 1 et 2 sont des graphiques de recrutement par commune et par sexe. Dans l'ensemble, l'échantillon avait un maximum de dix vagues à partir de dix graines. Plusieurs graines qui n'ont recruté personne ont été éliminées de l'échantillon final car ces participants ne font pas partie du processus statistique nécessaire à l'analyse.

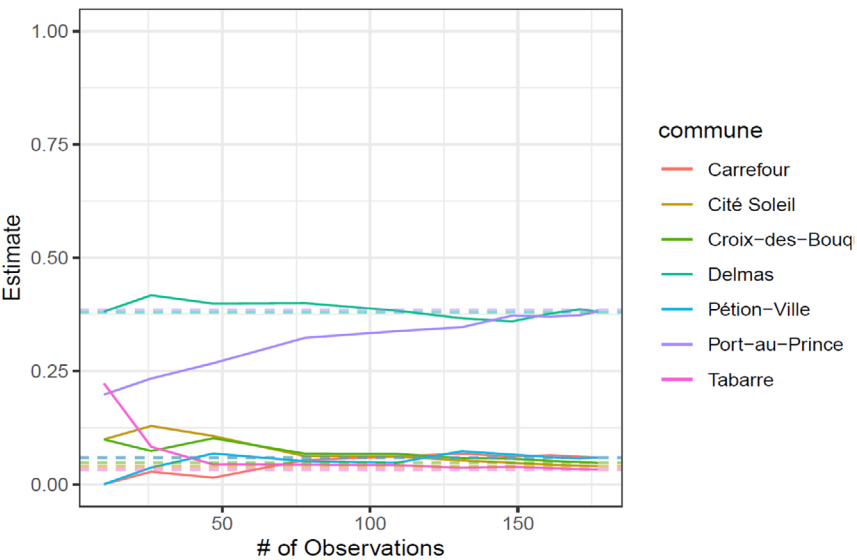
Par commune, l'homophilie est élevée (>2) à Cité Soleil, Croix-des-Bouquets et Delmas indiquant un recrutement non aléatoire. Dans la chaîne de recrutement des communes, sept des huit communes de la zone d'échantillonnage ont été incluses dans l'échantillon final (Figure F). Chacune des sept communes est mise en évidence sous forme de nœuds de couleur différente. Le but de ce graphique est de voir que chacune des différentes couleurs, représentant différentes communes, apparaît au sein de chaque chaîne. Une petite chaîne est composée uniquement de ceux de Cité Soleil et les autres chaînes ne représentent que deux communes. Cela entraîne probablement des goulots d'étranglement qui peuvent provoquer des biais dans l'étude.

Figure F. Arbre de recrutement par commune



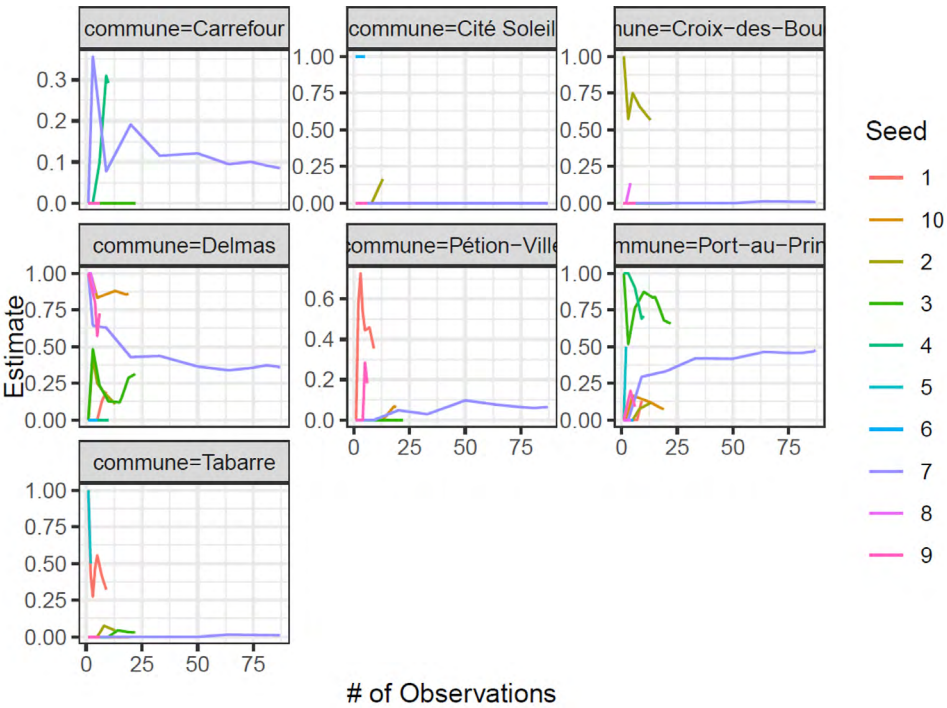
Dans le diagramme de convergence (Figure G), les lignes horizontales pointillées représentent les estimations pondérées finales pour chaque commune et les lignes horizontales pleines représentent les estimations au fur et à mesure de leur progression dans le recrutement. L'objectif est que la ligne continue repose sur la ligne pointillée bien avant que l'échantillon final ne soit atteint, indiquant que les estimations finales ne sont pas biaisées par les graines initiales sélectionnées de manière non aléatoire. La plus grande proportion de l'échantillon provenait de Port-au-Prince et de Delmas. Cependant, la convergence n'est pas atteinte pour Port-au-Prince. Il est préférable d'interpréter les résultats liés par commune avec prudence.

Figure G. Convergence par commune



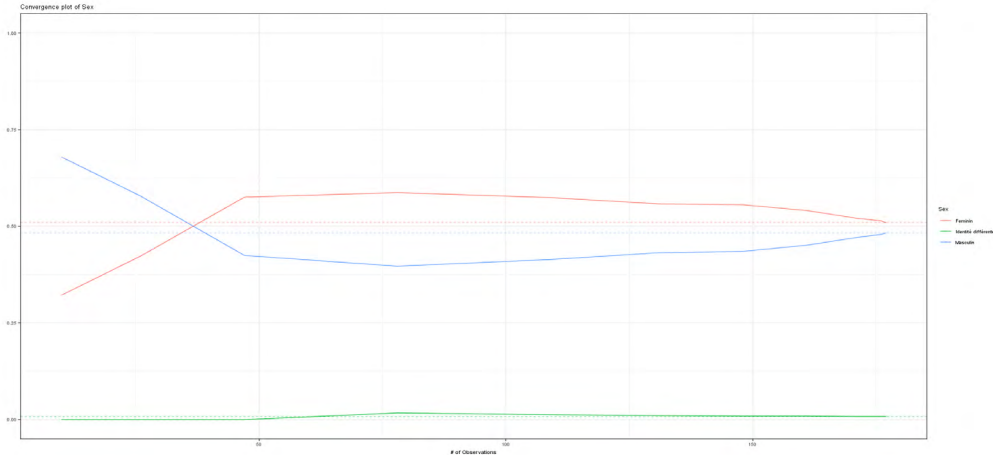
Les diagrammes de goulot d'étranglement sont difficiles à interpréter étant donné le nombre de catégories et le grand nombre de chaînes courtes dans cette variable (figure H). Le but est de voir les lignes horizontales colorées se déplacer dans le même sens vers le point de l'estimation pour chaque commune. La plupart de ces tracés ont des chaînes trop courtes pour montrer si des goulots d'étranglement existent ou non.

Figure H. Goulot d'étranglement par commune



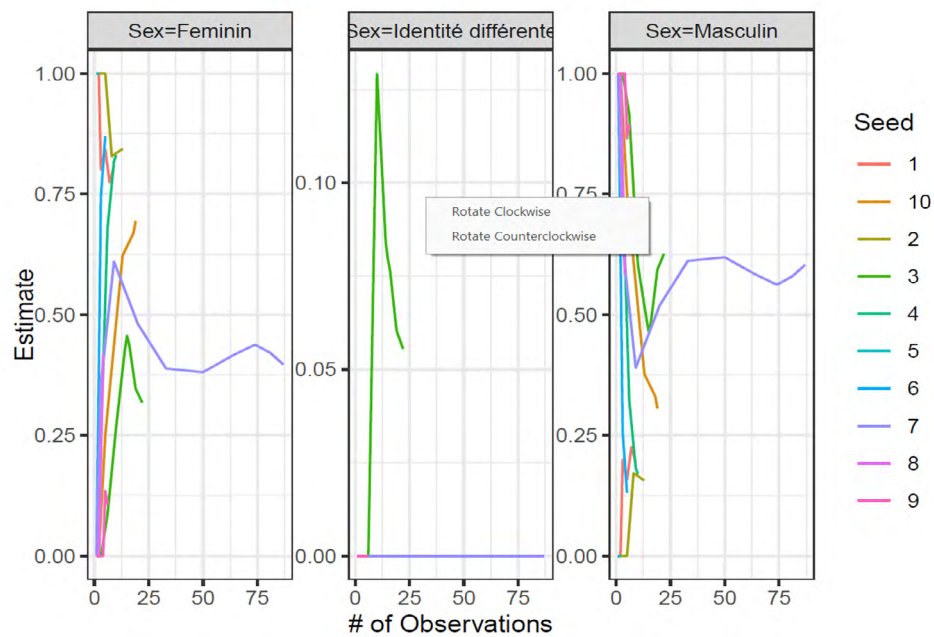
Par sexe, Il existe une certaine homophilie entre les femmes (1,5) et les hommes (1,6). La chaîne de recrutement par sexe montre une bonne mixité au sein de chacune des chaînes de recrutement. Une personne s’est identifiée avec un sexe différent à au masculin et féminin (figure I).

Figure I. Diagramme de convergence par sexe.



Le diagramme de convergence par sexe montre que la convergence n’a pas été atteinte (figure 6), indiquant que les variables associées à l’âge doivent être interprétées avec prudence. Avec une homophilie de 1,5 et plus et un manque de convergence, on peut supposer qu’il y a des goulots d’étranglement dans l’échantillon (Figure J). La chaîne la plus longue semble se déplacer vers le niveau de l’estimation finale ; cependant, le nombre de chaînes courtes rend difficile l’interprétation de ce graphique.

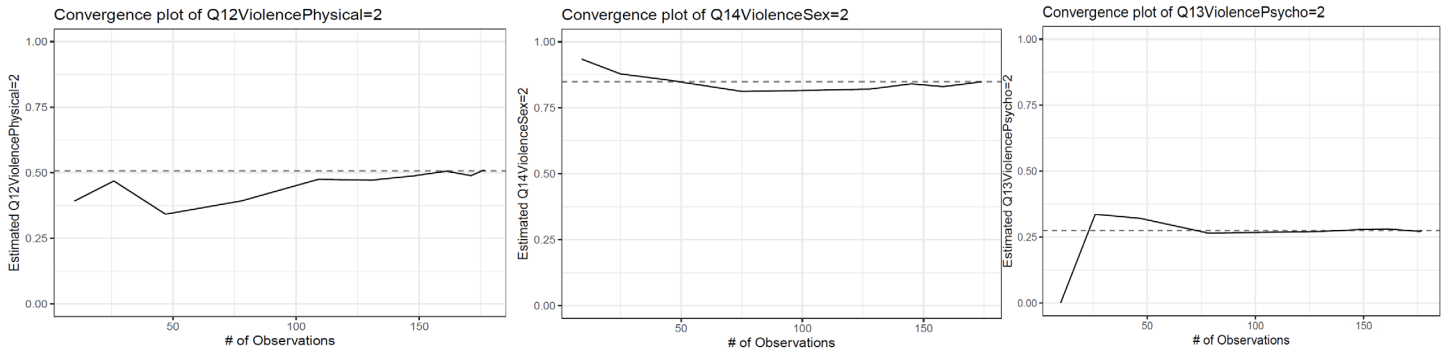
Figure J. Diagramme des goulots d’étranglement par sexe



Par types de violence

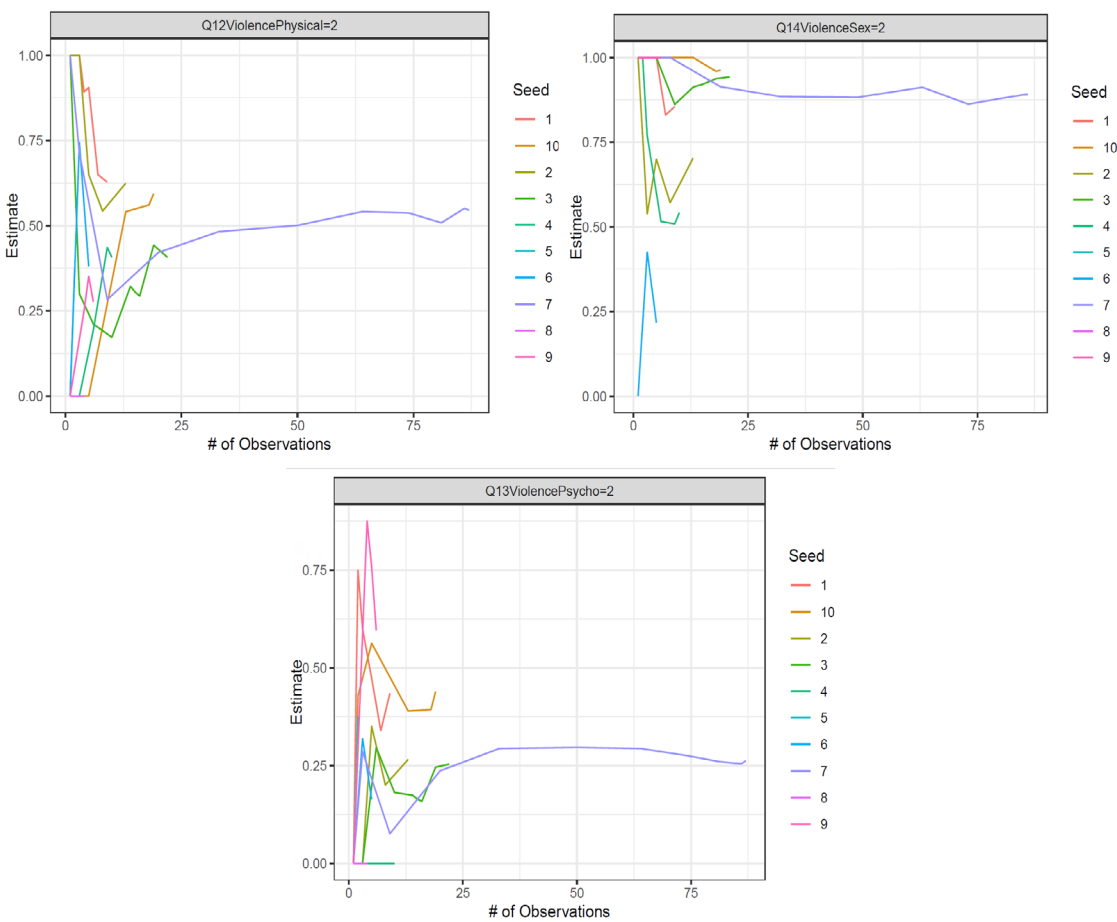
Il n’y avait aucune homophilie pour aucun type de violence indiquant un recrutement aléatoire par catégorie variable (oui/nouveau). Des parcelles de convergence ont été évaluées pour la violence physique, sexuelle et psychologique (Figure K). Bien qu’il soit optimal que la ligne continue repose au-dessus de la ligne pointillée, pour les violences physiques et sexuelles, la ligne continue repose juste en dessous de la ligne pointillée. Il semble qu’une convergence ait été atteinte pour ces deux types de violence. Il existe des preuves solides que la convergence est atteinte par la violence psychologique.

Figure K. Convergence par type de violence



Bien que la chaîne la plus longue semble se déplacer vers le niveau de l’estimation finale ; cependant, le nombre de chaînes courtes rend difficile l’interprétation de ce graphique (Figure L).

Figure L. Diagramme des goulots



Dans l'ensemble, la convergence n'a pas été atteinte pour les deux variables sociodémographiques indiquant que les estimations finales sont biaisées par la graine initiale sélectionnée de manière non aléatoire. Cependant, une convergence a été atteinte pour les types de violence. Malheureusement, il était difficile d'évaluer les goulots d'étranglement dans l'échantillon. L'incapacité d'atteindre la taille complète de l'échantillon et le grand nombre de semences ont probablement entraîné des biais dans les estimations finales. Pendant le déploiement de l'enquête, plusieurs modifications ont été apportées pour augmenter le recrutement lent. Ces modifications ont eu des effets favorables sur le recrutement, cependant, le déploiement a été arrêté avant que la taille de l'échantillon ne soit atteinte en raison de la fin d'un délai préétabli. Si plus de temps était disponible, la taille de l'échantillon aurait probablement été atteinte, indiquant que la méthodologie était appropriée pour cette population.



Cartographie et dynamiques de violence impliquant les jeunes et les enfants en milieu urbain à Port-au-Prince